La bataille pour le récit
Narrations et usages du passé autour de la violence de l'ETA

Jesús Alonso Carballés, David Crémaux-Bouche
& Roncesvalles Labiano (eds.)

Éditions Orbis Tertius

La bataille pour le récit. Narrations et usages du passé autour de la violence de l'ETA

La bataille pour le récit. Narrations et usages du passé autour de la violence de l'ETA

Jesús Alonso Carballés, David Crémaux-Bouche
& Roncesvalles Labiano (coord.)

Éditions Orbis Tertius

La bataille pour le récit. Narrations et usages du passé autour de la violence de l'ETA
Collection Universitas, num. LXXXIV
Série *Société et Terrorisme dans l'Espagne contemporaine*, num. II.
Première édition : décembre 2025

Publication réalisée avec le soutien financier de
l'Université Bordeaux Montaigne, de l'Université Grenoble-Alpes
et de l'Université de Navarre
ainsi que des laboratoires de recherche AMERIBER et ILCEA4
et du département de journalisme de l'Université de Navarre.

Grupo Narrativa, violencia y memoria
Universidad de Navarra

Image de couverture :
© *Memoria*. 200x600 cm. 2012
José Ibarrola

© Les auteurs, 2025
© Éditions Orbis Tertius, 2025

Tous droits réservés.
Toute utilisation ou reproduction,
en tout ou en partie, sous quelque forme que ce soit,
est interdite sans le consentement écrit de l'éditeur.

ISBN : 978-2-36783-455-9
ISSN : 2265-0776

info@editionsorbistertius.com
www.editionsorbistertius.com

Imprimé sur les presses de Dicolorgroupe
Saint-Apollinaire, Bourgogne, France

Société et Terrorisme
dans l'Espagne contemporaine

Comité éditorial

Jesús Alonso Carballés
David Crémaux-Bouche
Roncesvalles Labiano
Raúl López Romo

Table des matières

Prologue

« Une délicieuse odeur de pain »
Luisa Etxenike 19

Introduction

« Le temps du récit ou le défi de ne pas détourner le regard »
Jesús Alonso Carballés, David Crémaux-Bouche, Roncesvalles Labiano 25

I. Repères historiques, grammaire civique, dynamique sociale

« Patrie et mort. Une brève histoire de l'ETA »
Gaizka Fernández Soldevilla 49

« Qui sont-elles, combien sont-elles et que signifient-elles : radiographie des victimes du terrorisme en Espagne »
María Jiménez Ramos 85

« Du "algo habrá hecho" au "¡Basta ya!". La réponse sociale au terrorisme de l'ETA »
Roncesvalles Labiano 111

« Du sanctuaire à la coopération : l'empreinte mémorielle de la posture française face à l'ETA »
Léna Georgeault 139

II. Acteurs, cadres, transmissions

« Comment enseigner ce qu'a été le terrorisme »
Raúl López Romo 167

« Les limites légales du récit.
La mémoire de l'ETA et de ses victimes dans l'espace public »
Mireya Toribio Medina 191

« L'université comme cible ? ETA et le monde académique :
une approche historique »
Ana Escauriaza Escudero 219

III. La littérature :
représentations et mémoires du terrorisme

« Du sacrifice au deuil : mémoires littéraires du terrorisme de l'ETA
dans la prose en langue espagnole (1977-2025)
David Crémaux-Bouche 247

« Théatralisation du terrorisme basque :
vers une réconciliation ? »
Marina Ruiz Cano 275

« La fiction féministe en langue basque
sur le conflit armé de l'ETA »
Mari José Olaziregi 299

IV. La production audiovisuelle et musicale : représentations et mémoires du terrorisme

« Les victimes du terrorisme : au cœur du récit ?
La fiction audiovisuelle contemporaine sur l'ETA »
Santiago de Pablo 329

« Du mythe au jugement moral : le tournant narratif
dans l'épisode cinq de *La línea invisible* »
Lucía Gastón-Lorente 351

« Le récit de la violence dans la musique contestataire :
sur la mémoire du Rock Radical Basque »
David Mota Zurdo 375

V. Politiques symboliques : la ville comme palimpseste mémoriel

« La ville se souvient-elle ? Mémoire et oubli des victimes de l'ETA
dans l'espace urbain du Pays basque »
Jesús Alonso Carballés 401

« Entre bourreaux et victimes,
présence(s) et mémoire(s) de l'ETA dans l'espace public »
Ludovic Chatenet 431

Épilogue

« À découvert, livrés aux intempéries »
José Ibarrola 461

Les textes suivants ont été traduits par David Crémaux-Bouche :

« Une délicieuse odeur de pain », de *Luisa Etxenike*

« Patrie et mort. Une brève histoire de l'ETA », de *Gaizka Fernández Soldevilla*

« Qui sont-elles, combien sont-elles et que signifient-elles : radiographie des victimes du terrorisme en Espagne », de *María Jiménez Ramos*

« Du "algo habrá hecho" au "¡Basta ya!". La réponse sociale au terrorisme de l'ETA », de *Roncesvalles Labiano*

« Comment enseigner ce qu'a été le terrorisme », de *Raúl López Romo*

« Les limites légales du récit. La mémoire de l'ETA et de ses victimes dans l'espace public », de *Mireya Toribio Medina*

« La fiction féministe en langue basque sur le conflit armé de l'ETA », de *Mari José Olaziregi*

« Les victimes du terrorisme : au cœur du récit ? La fiction audiovisuelle contemporaine sur l'ETA », de *Santiago de Pablo*

« Le récit de la violence dans la musique contestataire : sur la mémoire du Rock Radical Basque », de *David Mota Zurdo*

« À découvert, livrés aux intempéries », de *José Ibarrola*

Remerciements

Ce livre n'aurait pas pu voir le jour sans l'aide de nos universités et de nos équipes de recherche respectives. Nous les remercions très sincèrement pour leur soutien continu. Nous voudrions remercier également l'ensemble des chercheuses et chercheurs qui ont pris part à cette aventure commencée en octobre 2023 avec le colloque « *Del relato de la batalla… a la batalla por el relato* », tenu à l'Université Bordeaux Montaigne, et qui s'est poursuivi avec l'incorporation progressive de collègues désireux de partager avec nous le résultat de leurs recherches. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude pour la richesse de leurs échanges, la rigueur de leurs travaux et leur engagement constant tout au long de ce projet.

Nous adressons également une reconnaissance toute particulière à Luisa Etxenike et à José Ibarrola, dont la générosité, la disponibilité et la confiance ont été décisives dans la genèse et l'aboutissement de cette publication.

Jesús Alonso Carballés,
David Crémaux-Bouche
Roncesvalles Labiano
27 octobre 2025

Aux victimes

Aucun « nous » ne devrait valoir, dès lors que le sujet traité
est le regard qu'on porte sur la douleur des autres.
Devant la douleur des autres, Susan Sontag

Parvenir à la conclusion qu'il n'y a pas de différence
entre le coupable et la victime, c'est laisser toute espérance.
Et c'est ça qu'on appelle l'enfer
La valse aux adieux, Milan Kundera

Une délicieuse odeur de pain*

* NDT. Dans ce texte inédit de Luisa Etxenike, le propos se divise en deux sections : les parties en caractères romains constituent le discours de l'autrice, tandis que les propos en italiques renvoient à des citations directes de son roman *El ángulo ciego* (2008), que nous traduisons ici en français.
Le texte a été traduit par David Crémaux-Bouche.

Martín, un adolescent de Saint-Sébastien dont le père vient d'être assassiné par l'ETA, erre toute la nuit à travers les rues de cette ville tant admirée pour sa beauté, puis entre dans une boutique de souvenirs pour y acheter des cartes postales. Il en choisit quelques-unes, et se rend dans un bar fréquenté par les partisans des terroristes — *ceux-là mêmes, pense-t-il, qui loin de regretter la mort de son père, s'en réjouissent. Ils ont sûrement trinqué ici même, devant ce comptoir, à ces tables. Fêté ici même l'assassinat — ne serait-ce que celui de l'agent de sécurité… C'est certain, ils ont levé leur verre.*

Il entre dans ce bar, les cartes postales à la main, et les colle sur le comptoir, dans un geste de bravoure, un défi lancé aux assassins. Il veut leur dire par ce geste qu'il n'a pas peur d'eux, et qu'il ne laissera pas son père gisant sur le trottoir, qu'il va le relever et le faire pénétrer dans ce lieu, pour qu'il puisse les regarder en face : *il commence à coller les cartes ici, ici et ici ; comme s'il ouvrait les yeux ; les paysages reviennent, comme si le mort avait rouvert les yeux.*

Martín est le protagoniste de mon roman *El ángulo ciego*, le premier d'une trilogie que j'ai consacrée au terrorisme au Pays basque, et que complètent *Absoluta presencia* et *Aves del paraíso*. Et ce geste — que j'ai "inventé" pour Martín — de regarder en face les jeunes du bar, partisans ou même complices de la violence terroriste, ce geste qui les oblige eux aussi à le regarder, à affronter le regard d'une victime du terrorisme, résume pour moi le sens, la force et la responsabilité de la fiction, en toute circonstance, mais plus encore

lorsqu'elle décide de s'engager, ou plutôt de s'impliquer dans l'Histoire avec un grand H.

J'ai choisi d'écrire mes romans depuis la perspective des victimes du terrorisme, parce que je partage le précepte camusien selon lequel la littérature doit se tenir du côté « de ceux qui subissent l'Histoire » ; et pour placer — comme Martín, en collant ses cartes postales sur le comptoir du bar — au cœur du récit, de l'expérience des personnages et de celle des lecteurs, la question morale du regard.

Où regardait la société basque pendant qu'ETA tuait, encore et encore ? Que voyait-elle ? Que savait-elle de ce qui se passait autour d'elle, si près, et jusqu'à quel point le savait-elle ? Comment se fait-il que cette violence ait pu durer, presque « parallèlement » à une vie « normale », pendant plus de quarante ans ?

La réponse à ces questions explique presque tout. Le terrorisme a pu durer si longtemps parce que la société basque ne regardait pas là où elle devait regarder ; parce qu'elle détournait les yeux de l'essentiel ; parce qu'elle laissait les victimes de cette violence extrême dans l'oubli et l'abandon. Et ce, pour diverses raisons : par peur, bien sûr — car le terrorisme sème précisément cela — ; par indifférence, chez beaucoup ; et aussi, sans aucun doute, par adhésion d'une partie significative des Basques aux objectifs et aux méthodes des terroristes.

J'ai voulu que mes romans viennent réparer, en quelque sorte, cette démission du regard porté sur les victimes. Et que, à travers leurs pages, les victimes se dressent sous nos yeux, que nous ne puissions que les voir. C'est ce que la fiction sait faire admirablement : faire voir, c'est sa spécialité, pour ainsi dire. Et c'est pourquoi nous la préférons souvent à toute autre forme de récit lorsque nous cherchons à approcher les événements les plus troublants de l'Histoire. Nous sentons que la fiction touche mieux ou plus profondément ces événements que ne le font l'enquête historiographique, l'archive documentaire ou même le témoignage… même si elle s'écarte des faits réels ou réellement survenus. Même si elle invente des personnages, des scènes, des paysages extérieurs ou intérieurs.

Car un roman n'est pas une chronique de la réalité, mais une possibilité de conscience et de contact avec des expériences existentielles, qui nous sont présentées avec une telle plausibilité, une telle

sincérité, un tel détail, une telle éloquence irréprochable, que nous ne pouvons que nous laisser bouleverser et convaincre que nous touchons à la « vérité ». Un roman apporte une présence « en chair et en os » que les faits historiques, à eux seuls — fussent-ils bien exposés et dûment documentés — ne peuvent restituer. Un roman ne dit pas ce qui s'est passé à un moment donné de l'Histoire, mais ce qui est arrivé à quelqu'un à ce moment-là ; et même s'il s'agit d'un personnage inventé, il est là, devant nos yeux, bien vivant. Dans un roman, la peur, la souffrance, la haine, l'espoir, l'amour, le courage, la mémoire… ne sont pas des concepts intellectuels, mais des réalités sensibles, la vie même qui palpite.

Et ainsi, pour Martín — et je l'espère aussi pour les lecteurs de *El ángulo ciego* et de mes autres romans — , son père n'est pas une victime abstraite du terrorisme, mais de la façon la plus concrète et tangible, un homme traqué puis assassiné. Et sa mort n'est pas un concept — un chiffre de plus dans l'atroce statistique des attentats et des crimes — , mais la négation littérale de la vie. Et cet adolescent comprend la vie par la possibilité de la beauté ; et la mort, dès lors, par la disparition de cette même beauté que les terroristes ont définitivement volée à son père.

Pour comprendre ce que signifie tuer — c'est ce que tentent de dire mes romans — , il faut avoir conscience de ce que signifie vivre. Et Martín dresse la liste de cette beauté volée à son père, affirmant que la violence est aussi cela : voler. Un vol impitoyable, inexcusable.

Il marche dans Saint-Sébastien, en pensant à son père, *contraint de regarder sous la voiture chaque jour, à la recherche d'une charge explosive ; obligé de scruter les recoins, les angles, le tranchant des choses… En alerte, en alerte. À l'affût des recoins, des porches sombres, des bas de caisse, du versant sale et menaçant de toute chose… T'imagines-tu ne regarder que les recoins ? Guetter un danger. Ainsi devait regarder son père, la beauté arrachée à ses yeux. Vivre en ne pensant qu'au danger latent dans chaque chose.*

Dans la boutique de souvenirs, il fait tourner le présentoir à cartes postales : *les images les plus emblématiques de la ville passent devant ses yeux : le jardin qui entoure la statue d'Usandizaga sur la place Gipuzkoa, le pont du Kursaal et les cubes de Moneo illuminés, l'église San Vicente, la sculpture d'Oteiza sur le Paseo Nuevo, la baie de la Concha*

à l'aube, au crépuscule, dans des portraits intemporels… Il était quinze heures quarante-trois… La baie, perdue à jamais. Ainsi que les reflets métalliques dans la rivière, et les vagues sur le Paseo Nuevo. Défile devant ses yeux toute la beauté que les assassins ont volée à son père.

Et enfin, sa déambulation le conduit dans une ruelle étroite où se trouve un fournil : *Il sent l'odeur du pain chaud. Et à cause de cette odeur délicieuse, Martín s'effondre… Il doit s'asseoir sur le bord du trottoir, par cette odeur de pain délicieuse. Il se met à pleurer. Mourir, c'est cette odeur de pain perdue à jamais. Et tout le reste perdu à jamais : le sable de verre, les trottoirs blancs et bleus de Saint-Sébastien en nid d'abeille, les bateaux de pêche cernés de yachts et de voiliers, le kiosque Eiffel, la lumière orangée du soir… Et il continue d'énumérer toute la beauté que les assassins ont volée à son père. On ne distingue plus ses mots, seulement le murmure dense et constant de son énumération.*

Cette délicieuse odeur de pain représente, pour le jeune protagoniste, la compréhension de ce que signifie vraiment la mort ; et de ce que signifie, en vérité, tuer : voler à un autre la vie, la joie de vivre.

Et cette délicieuse odeur de pain résume aussi, pour moi, la puissance de la fiction. Ce que la fiction peut accomplir, et qu'elle doit, en conséquence, tenter de faire : maintenir cette odeur en suspension dans l'air, dans l'air du livre, et surtout dans l'air du réel, pour que chaque fois que cette odeur nous parvienne de quelque part — d'une boulangerie, d'une fenêtre de cuisine ouverte, d'un sac de papier dans nos bras… — , cette odeur nous rende la mémoire de ce qui s'est passé. La mémoire, en particulier, des victimes du terrorisme, à qui ce délice fut arraché.

Et pour que cette « restitution » soit moralement féconde, dans l'intime comme dans le social ; pour qu'elle nous pousse à ne plus jamais détourner le regard, à reconnaître ce qui fut mal fait, à le réparer ; et, ainsi, que ce qui s'est passé ne se reproduise plus, pour personne, jamais.

Luisa Etxenike
Romancière

Introduction

Le temps du récit
ou le défi de ne pas détourner le regard

Jesús Alonso Carballés
Université Bordeaux Montaigne, AMERIBER/SYMBOLON

David Crémaux-Bouche
Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS

Roncesvalles Labiano
Université de Navarre

Par-delà l'exergue littéraire, il y a un geste. Dans le texte liminaire de Luisa Etxenike, ce geste est celui de Martín, adolescent de Saint-Sébastien dont le père vient d'être assassiné par l'ETA (*Euskadi Ta Askatasuna*, « Pays basque et liberté ») : il achète des cartes postales de sa ville, entre dans un bar fréquenté par des sympathisants de l'organisation terroriste et les colle sur le comptoir — « comme s'il ouvrait les yeux » du mort pour obliger les vivants à soutenir son regard. Ce geste condense une éthique du récit : faire voir la victime, refuser le confort des explications générales et ramener la violence à ce qu'elle nie d'abord — une vie singulière, une beauté confisquée. Il dit aussi le pouvoir propre de la fiction : restituer la « charnalité » des expériences là où l'archive et la statistique échouent à faire sentir ce que tuer signifie pour quelqu'un, quelque part, un certain jour. En demandant au lecteur de « ne pas détourner le regard », Etxenike inscrit notre ouvrage sous un impératif simple, mais exigeant : soutenir le regard, pour que la mémoire — celle des morts, des blessés, des exilés, des menacés et des proches — cesse d'être une idée et redevienne une présence, à hauteur d'homme.

Cette exigence du regard guide l'économie générale du volume. Elle s'enracine dans un contexte que l'on rappelle brièvement : l'annonce, le 20 octobre 2011, de « la fin définitive » de l'activité armée, puis l'auto-dissolution proclamée le 3 mai 2018, ferment un demi-siècle d'activité terroriste au cours duquel l'ETA a perpétré plus de 3 500 attentats, tué plus de 850 personnes, blessé plus de 2600 personnes, procédé à plus de 80 enlèvements, extorqué de nombreux

entrepreneurs jusqu'à assassiner sa dernière victime mortelle, le brigadier Jean-Serge Nérin, abattu près de Paris en mars 2010. La riposte de l'État espagnol à la violence de l'ETA sous la dictature a permis la consolidation de l'organisation et le soutien d'une partie de la société basque grâce à la répression aveugle, la violence parapolicière et les dernières exécutions du franquisme. Après la fin de la dictature, pendant la Transition et la période de consolidation démocratique dans les années 80, l'Etat espagnol a souvent transgressé sa propre légalité provoquant aussi plus d'une centaine de morts, des profondes souffrances, et a jeté le discrédit sur la jeune démocratie espagnole.

Depuis une décennie, on assiste à l'ouverture d'un « temps du récit » : raconter ce qui s'est passé, comment, avec quelles responsabilités ; instruire un débat public durablement clivé ; articuler un langage commun qui reconnaisse sans ambages la dette envers les victimes et l'erreur démocratique du terrorisme d'État. Pour la société basque traversée encore aujourd'hui par de profondes fissures idéologiques et politiques, ce processus en cours est un défi permanent. Comme le rappelle l'écrivain et sociologue Ramón Saizarbitoria avec la lucidité et la pertinence qui le caractérisent, il faut être « inflexible » dans l'attention portée aux victimes, car, selon lui, « nous avons été tolérants avec l'intolérance pendant bien trop longtemps ». Il appelle ainsi à « s'accorder sur un récit consensuel » des violences politiques survenues au Pays basque au cours des cinquante dernières années, qui reconnaît que l'ETA n'a provoqué et semé que la mort et la souffrance, « qu'une grande partie de la société basque a soutenu et toléré ses actions » et que « le terrorisme d'État fut une réponse erronée qui a causé un dommage irréparable à la démocratie »[1].

C'est dans cette zone sensible, entre histoire, mémoire et usages sociaux du passé, que se situe *La bataille pour le récit. Narrations et usages du passé autour de la violence de l'ETA*. Le volume s'articule en six mouvements étroitement liés. D'abord, l'écrivaine Luisa Etxenike ouvre la voie en fixant une boussole éthique : les victimes doivent occuper le centre de l'attention. Vient ensuite un cadrage

1 *El País*, 30 octobre 2015.

introductif qui établit les repères indispensables : mise en perspective historique, radiographie des victimes, analyse des dynamiques civiques qui ont rendu possible le basculement du soupçon vers le refus de la violence et mise en regard franco-espagnole du passage du « sanctuaire » à la coopération. Le troisième mouvement confie aux sciences humaines l'examen des conditions de possibilité d'un récit partagé — école, droit, université — afin d'en préciser les seuils normatifs et les modalités de transmission. La section suivante montre le rôle de la littérature dans la configuration des formes de l'énonciation et déplace les hiérarchies morales en donnant voix aux vulnérables. L'audiovisuel prend ensuite le relais et montre comment images et sons, du documentaire aux séries déromantisent les récits et recentrent l'attention sur les victimes. Enfin, un dernier ensemble explore les politiques symboliques déployées dans l'espace public, où monuments, plaques, murs et rituels composent des palimpsestes concurrents de mémoire. Chacun de ces segments propose des outils de compréhension et des études de cas ; tous convergent vers une même conviction : un récit juste ne s'énonce pas par décret, il se construit, méthodiquement, comparativement et avec recul.

Luisa Etxenike ou l'éthique du regard

Le propos liminaire de Luisa Etxenike ne se contente pas de « parler des victimes », il constitue un dispositif de visibilité. En confiant à Martín le soin d'opposer aux personnes célébrant la violence un contre-geste de présence, il rappelle que la fiction « fait voir » : elle ne substitue pas l'imaginaire au fait, elle en explicite le coût humain — la beauté confisquée, la vie dérobée, le temps spolié. D'où le choix assumé de « se tenir du côté de ceux qui subissent l'Histoire », selon un précepte camusien que l'autrice revendique : replacer au cœur du récit la question morale du regard, interroger la démission collective (« où regardait la société basque… ?»), et exiger une restitution sensible de ce qui a été enduré jusqu'à l'« odeur de pain » dont la mémoire, littéralement, ressuscite une présence. Ce texte fixe notre horizon : raconter n'est pas expliquer ; c'est d'abord reconnaître, puis transmettre.

Repères historiques, grammaire civique, dynamique sociale

La première section rassemble des contributions qui posent les jalons d'un récit informé, attentif aux acteurs et à leurs droits. Menée par Gaizka Fernández Soldevilla, « Patrie et mort. Une brève histoire de l'ETA » rappelle les continuités et les discontinuités d'un cycle de violence qui commence sous le franquisme, mais persiste en démocratie, et se clôt, en termes criminels, avec l'assassinat de Jean-Serge Nérin en 2010. La scène française — souvent négligée — y trouve sa place, à travers le portrait du brigadier et le refus de sa famille d'une demande de pardon jugée tardive : parce qu'« ôter la vie n'est pas un "dommage collatéral" », parce que « derrière chaque vie, il y a des personnes ». L'historien montre, par ce récit, l'inanité des dispositifs justificatifs élaborés par le nationalisme basque radical qui ne font qu'inverser la charge de la culpabilité ; il rappelle clairement que le « dernier » assassinat n'est ni moins grave ni moins vrai que les autres — il est, pour ceux qui restent, irréparable.

Ce cadrage historique est complété par une double mise au point civique et sociale. D'une part, María Jiménez Ramos, dans « Qui sont-elles, combien sont-elles et que signifient-elles : radiographie des victimes du terrorisme en Espagne », mène à bien une radiographie des victimes qui clarifie des notions trop souvent confondues : victimes directes et indirectes, survivants, cercles de proximité, effets psychiques et sociaux, besoins de reconnaissance, de justice et de réparation. Les distinctions terminologiques comptent, car elles conditionnent les politiques publiques, les priorités judiciaires, et, ce faisant, la cohérence du récit collectif. En ce sens, son analyse replace la dignité et l'agentivité des personnes touchées au cœur de la discussion, au-delà des abstractions rhétoriques.

D'autre part, moyennant une étude sociohistorique, Roncesvalles Labiano, dans « Du "algo habrá hecho" au "¡Basta ya!". La réponse sociale au terrorisme de l'ETA », reconstitue la trajectoire de la réponse sociale face au terrorisme basque : du temps où la rumeur « algo habrá hecho » banalisait le soupçon, jusqu'aux mobilisations de *¡Basta ya!* qui inversent la sémantique publique de la peur et légitiment la présence des victimes dans l'espace public. Il s'agit d'une

archéologie du sens : comment une société passe d'un régime de tolérance passive à une culture du refus ; comment les seuils affectifs et les rituels civiques sédimentent, pas à pas, un « plus jamais ça » démocratique.

Enfin, l'article de Léna Georgeault, « Du sanctuaire à la coopération : l'empreinte mémorielle de la posture française face à l'ETA », vient clore la section en décentrant le regard vers la relation franco-espagnole : des refus d'extradition fondés sur l'« infraction politique » des années 1970 au basculement de 1984, puis à une coopération policière et judiciaire progressivement "exemplaire" (expulsions en urgence absolue, accords bilatéraux, européanisation avec Schengen et le mandat d'arrêt européen). Cette trajectoire juridique et opérationnelle est lue dans sa dimension mémorielle : persistance, côté espagnol, de la blessure du « sanctuaire français » ; malaise, côté français, entre angélisme, fascination romantique et calculs sécuritaires ; et, en horizon normatif, une question qui oblige : la coopération finale rachète-t-elle le temps perdu ? L'analyse appelle à tenir ensemble, d'une part, reconnaissance des erreurs et consolidation des cadres de coopération, ainsi que, d'autre part, conditions d'un récit partagé articulé à la vérité judiciaire.

L'ensemble de cette section assume le postulat qu'il n'existe pas de récit juste sans rigueur factuelle, sans concepts opératoires et sans culture civique. La vérité des victimes — pour reprendre une expression entrée dans le vocabulaire savant — ne dispense ni l'instruction du dossier ni la vigilance sur les usages du passé ; elle exige au contraire des protocoles de précision, parce qu'elle est, d'abord et avant tout, le droit des personnes à ne pas être déformées par les récits qui prétendent les défendre.

Acteurs, cadres, transmissions

Cette section s'attache à répondre à la question suivante : dans quelles conditions une société démocratique peut-elle produire, après la fin de l'ETA, un récit public à la fois partageable et juste ? Pour ce faire, elle assemble trois perspectives qui, mises bout à bout, dessinent une grammaire opératoire du récit commun — l'école, le

droit, l'université — c'est-à-dire les lieux où se forment les repères, se tracent les limites et se garantissent les conditions de la discussion. L'ordre retenu part de la transmission des savoirs à destination des plus jeunes (Raúl López Romo), passe par la délimitation normative de ce qui est montrable et dicible (musée inauguré en 2021, productions pédagogiques, publics scolaires), dans l'espace public (Mireya Toribio), et se referme sur l'analyse des effets concrets qu'a eus la violence sur la fabrique même du savoir historique (Ana Escauriaza). Ce triptyque fournit au lecteur un ensemble de clés de compréhension nécessaires pour aborder les sections littéraires, audiovisuelles et symboliques : il fixe des critères de lisibilité, de légitimité et de responsabilité pour évaluer la manière dont les œuvres, les images et les dispositifs urbains configurent la mémoire.

Avec « Comment enseigner le terrorisme aujourd'hui ? », Raúl López Romo rappelle d'abord que l'école est le premier laboratoire du récit partagé. Non pour faire des élèves des spécialistes, mais pour leur donner des repères contextuels et une pédagogie du discernement civique qui fixe une ligne rouge claire : la violence n'est jamais légitime en politique. Il part d'un constat pédagogique — la concision des manuels et la tentation du tabou — et propose une boîte à outils ayant fait ses preuves : unités didactiques, interventions de victimes, visites et ressources muséales, dispositifs numériques, formation d'enseignants. La dynamique récente autour du Centre Mémorial des victimes du terrorisme, à Vitoria, donne à voir ce que peut une politique éducative quand elle articule histoire, mémoire et éducation morale ; mais elle montre aussi le chemin qui reste à parcourir pour sortir durablement le sujet de sa zone grise scolaire et accroître la fréquentation par les classes, qui demeure modeste en comparaison d'autres institutions mémorielles européennes. L'auteur insiste en particulier sur l'effet multiplicateur de la formation initiale et continue des professeurs (plus d'un millier formés entre 2021 et 2024), condition pour stabiliser des routines pédagogiques et un vocabulaire public commun, là où la méconnaissance et les relativismes menacent la clarté des jugements. Ce chapitre livre ainsi au volume son armature didactique : il convertit l'exigence éthique (reconnaître les victimes, délégitimer la violence) en séquences d'enseignement, en gestes professionnels et en indicateurs d'évaluation.

Le texte de Mireya Toribio Medina, « Les limites légales du récit. La mémoire de l'ETA et de ses victimes dans l'espace public », déplace ensuite la focale vers l'espace public et pose la question cruciale des limites juridiques du récit. Après 2018, la disparition de l'organisation n'a pas dissipé les séquelles : persistance d'actes d'exaltation de l'ETA, de rituels d'hommage, de dégradations et de profanations qui affectent la dignité des victimes et nourrissent un climat d'intimidation. D'où l'examen serré de la grammaire constitutionnelle : si la liberté d'expression est un pilier de l'ordre démocratique, elle est bornée par les droits fondamentaux d'autrui, et la jurisprudence nationale comme européenne légitime l'ingérence publique face au discours de haine et à l'incitation à la violence. Dans ce cadre, Mireya Toribio Medina fait le bilan nuancé des incriminations introduites en 2000 — exaltation/justification du terrorisme et humiliation des victimes. L'analyse s'arrime à l'actualité normative (la loi basque de mémoire historique et démocratique de 2023 et le débat sur des régimes administratifs de sanction face aux hommages publics) et montre la ligne de crête à tenir : protéger les victimes et la vérité factuelle sans basculer dans une « expansion pénale » indiscriminée ; articuler droit pénal, droit administratif et politiques publiques de mémoire pour des réponses proportionnées. Le gain pour l'ouvrage est double : d'une part, une cartographie des seuils (ce qui relève de la pluralité démocratique vs ce qui contrevient aux droits) ; d'autre part, un langage d'évaluation transposable aux parties suivantes, lorsque seront discutés les pactes de lecture des fictions « inspirées de faits réels », l'éthique documentaire, ou encore la légitimité de certains marquages urbains.

Enfin, l'étude d'Ana Escauriaza, « L'université comme cible ? ETA et le monde académique : une approche historique », inscrit la bataille pour le récit dans la longue durée institutionnelle de l'université. En retraçant six décennies d'interactions entre ETA et le monde académique, elle établit un fait majeur : l'université n'a pas été seulement un lieu de débat, mais aussi une cible, soumise à des menaces explicites, à des départs contraints, à une atmosphère de peur incompatible avec l'idéal de liberté académique. Cette histoire matérielle du silence, de l'autocensure et des résistances civiques (1995-2004) explique une part des angles morts et des retards

accumulés dans la production et la circulation des savoirs sur la violence ; elle rappelle qu'enseigner et enquêter sur l'ETA, à l'université, fut longtemps un geste à risque. Ce faisant, Ana Escauriaza fournit à l'ensemble du volume une archéologie des conditions de vérité : comprendre les contraintes qui ont pesé sur la fabrique du savoir, c'est mieux saisir aujourd'hui la responsabilité spécifique des sciences humaines — dire, transmettre, arbitrer — sans céder à la complaisance ni aux symétries abusives.

Pris ensemble, ces trois chapitres définissent l'infrastructure civique de la « bataille pour le récit ». L'école stabilise des repères transmissibles et un lexique commun ; le droit trace les frontières entre expression légitime et atteinte à la dignité ; l'université garantit — en connaissance de cause — les conditions d'une critique informée des narrations concurrentes. C'est à cette condition seulement que les sections suivantes — littérature, audiovisuel, politiques symboliques — pourront être lues pour ce qu'elles font vraiment : non pas « illustrer » une mémoire déjà donnée, mais configurer des horizons d'empathie, des régimes d'attention et des critères de justice, à l'intérieur d'un espace public qui, désormais, sait ce qu'il peut, ce qu'il doit, et ce qui lui est interdit.

Représentation et mémoire du terrorisme dans la littérature : du « héros » à la victime, du monologue à la polyphonie

Dans l'économie d'ensemble du volume, la section « Littérature » montre que la bataille pour le récit ne se livre pas seulement sur le terrain des faits, mais d'abord dans la configuration des formes, des voix et des valeurs. Les trois contributions rassemblées ici s'ordonnent en un mouvement continu : David Crémaux-Bouche fournit la temporalité longue et le vocabulaire critique qui permettent de contextualiser au plus près les textes mentionnés ; Marina Ruiz Cano déploie la scène théâtrale comme laboratoire du sensible où se reconfigurent les relations entre voir, entendre et juger ; Mari Jose Olaziregi, pour sa part, décentre l'angle d'observation en imposant la perspective du genre comme clé de lecture structurante. Ensemble,

elles composent une argumentation unique : écrire après l'ETA, ce n'est ni « illustrer » une histoire déjà connue ni additionner des témoignages, c'est inventer des dispositifs qui rendent possible une connaissance publique partagée.

Partant d'un large inventaire de la prose en langue espagnole, David Crémaux-Bouche propose une périodisation qui fait ressortir l'axe éthique de la production : du temps mélancolique où s'effrite la figure héroïsante du *gudari* aux années de centralité victimaire, puis à la phase post-2011 où dominent l'écriture de l'absence, la transmission et le deuil. Cette chronologie performative explique le déplacement du centre de gravité narratif — de l'épopée militante vers l'ethnographie morale des vies meurtries— et, ce faisant, désamorce la logique justificatrice. L'auteur montre que les choix formels ne sont pas des effets de style mais des opérateurs de légitimation : ils reconquièrent l'espace symbolique en plaçant la victime comme sujet d'énonciation et en exigeant du lecteur une forme d'allégeance éthique. En d'autres termes, David Crémaux-Bouche donne au volume une charpente temporelle et une grammaire analytique (victime/bourreau, sidération, transmission).

C'est précisément cette grammaire que Marina Ruiz Cano met à l'épreuve sur la scène. Sa thèse est claire : le théâtre ne se contente pas de « représenter » la violence ; il organise l'audible et le visible et, de fait, reconfigure les conditions du jugement. Du théâtre allusif des années 1970 aux écritures post-2011/2018 qui nomment explicitement l'ETA et détaillent ses pratiques, l'analyse suit trois inflexions décisives. D'abord, la polyphonie comme pédagogie de l'empathie : l'adresse directe, l'archive et le témoignage substituent à la sidération une écoute active, capable d'ouvrir des espaces de reconnaissance sans céder à l'équivalence morale. Ensuite, la politique du silence : le mutisme n'est pas un simple manque, il est une forme de violence et, scéniquement, un instrument qui fait sentir la peur intériorisée, la complicité ordinaire, la tentation d'« expliquer » l'inexplicable. Enfin, la scène comme dispositif de réconciliation expérimentale : certaines fictions (de la constellation du dramaturge Borja Ortiz de Gondra à des écritures documentaires récentes) ne promettent pas l'accord, elles en testent les conditions minimales en confiant au public la tâche de passer du *pathos* à la délibération. Ainsi, Marina Ruiz

Cano apporte au volume la boîte à outils performative qui fait comprendre comment des formes agissent sur la perception et déplacent le seuil du dicible.

Avec María José Olaziregi, le regard analytique se focalise sur la littérature bascophone contemporaine, lue à partir de la perspective du genre, non comme un « ajout » de voix féminines, mais comme une refonte des catégories mêmes de la mémoire. En convoquant des autrices telles que Urretabizkaia, Borda, Agirre, entre autres, l'article souligne comment la fiction féministe démontre l'inanité d'une dramaturgie identitaire masculine (le *gudari* comme norme) et re-situe le conflit dans des corps vulnérables : maternités empêchées ou contestées, filiations honteuses, masculinités en recomposition. Le geste est double. D'un côté, il historicise l'inflexion : reconnaissance institutionnelle des victimes, politiques mémorielles, visibilité accrue des autrices (jusqu'aux Prix Euskadi), autant d'indices d'une redistribution de l'autorité narrative. De l'autre, il théorise des motifs transversaux : la maternité comme espace critique où se défont les assignations nationalistes (entre institution et expérience), la mémoire multidirectionnelle qui met en relation violences d'âges et d'aires différentes, l'intersectionnalité des dominations qui empêche de rabattre le conflit sur une seule logique binaire. En résultent des récits qui ne se contentent pas de « donner une place » aux femmes : ils changent les questions (« qui parle ? pour qui ? à partir de quels corps ? ») et, ce faisant, déplacent la définition même d'un récit public légitime.

Ce triptyque construit une infrastructure interprétative. David Crémaux-Bouche fixe le cadre chronologique et le lexique du discernement ; Marina Ruiz Cano montre comment des formes scéniques transforment l'affect en savoir public ; María José Olaziregi oblige à reconfigurer la mémoire à partir des vies vulnérables et des postures de genre. On comprend alors pourquoi la littérature n'est pas ici un miroir mais un dispositif de justice narrative : elle redistribue la parole, répare symboliquement, empêche l'oubli stratégique et arme le lecteur contre les symétries paresseuses. On comprend alors que le passage par la littérature n'est pas seulement un changement de thème : c'est une reconfiguration des légitimités, un dialogue serré avec les sciences sociales et les politiques mémorielles, et

une épreuve de responsabilité — dire sans excuser, comprendre sans justifier, transmettre sans mythifier.

Audiovisuel et musique : images et sons en bataille, victimes au centre ?

Après la polyphonie littéraire, l'audiovisuel déplace le travail de mémoire vers d'autres contrats de réception : on passe des dispositifs d'écriture aux dispositifs d'exposition — images, sons, voix, formats sériels — qui fabriquent des publics et conditionnent la réception. Ici, la « bataille du récit » ne se joue pas seulement dans les intrigues, mais dans des choix de médium (documentaire/fiction), de plateformes (salles, télévision, streaming) et de focalisation (qui cadre-t-on, qui parle, qui regarde ?). Les trois contributions réunies suivent un fil net : Santiago de Pablo propose la cartographie critique de quarante ans d'images en mouvement sur l'ETA et montre le recentrage progressif sur les victimes ; Lucía Gastón-Lorente met à l'épreuve cette inflexion par une analyse au scalpel d'un épisode clé de *La línea invisible* (2020) ; David Mota Zurdo change le plan d'écoute en examinant la mémoire audiovisuelle/sonore du Rock Radical Basque, ses mythologies et ses usages. Ensemble, ces travaux montrent que « faire voir et entendre » l'ETA aujourd'hui, c'est d'abord construire des conditions d'appréciation — documenter, déromantiser, re-hiérarchiser.

Santiago de Pablo ouvre la section par une mise en perspective historique et formelle : depuis la Transition, près d'une centaine de longs-métrages et de séries ont traité l'ETA, auxquels il faut ajouter court-métrages, téléfilms, DVD et, plus récemment, des contenus hybrides disponibles en ligne. L'historien basque construit une véritable archéologie des productions cinématographiques, attentive à la fois aux régimes de réalisation et aux contrats de réception, pour répondre à une question simple et décisive : par quels déplacements esthétiques et politiques les victimes en sont-elles venues à occuper le centre de l'écran ? Sa périodisation montre d'abord comment, depuis la Transition le regard s'est longtemps organisé autour des auteurs de la violence, reléguant les victimes au hors-champ. Le

tournant s'amorce à la fin du siècle, au croisement d'une lassitude sociale et des premières entreprises de reconquête par le témoignage, puis s'amplifie après 2011 avec l'essor des plateformes et la prééminence du documentaire, médium au coût plus accessible et au pacte éthique plus lisible. S'y cristallisent aujourd'hui des récits concurrents : une veine de délégitimation d'ETA et de visibilisation victimaire (du cinéma d'Iñaki Arteta aux séries *ETA: el fin del silencio* et *El desafío: ETA*), des contre-récits militants qui focalisent sur les GAL (Groupes Antiterroristes de Libération), les abus policiers et la torture, et une ligne dite réconciliatrice (souvent portée par l'ETB, *Euskal Telebista,* Télévision basque) qui travaille à la reconnaissance croisée des douleurs. Le diagnostic est clair : l'histoire de l'ETA demeure un vivier fécond, mais l'horizon critique s'est déplacé vers des formes qui réparent symboliquement en nommant les victimes, sans pour autant prétendre à un récit univoque. De Pablo fournit la grille d'analyse d'ensemble de la section : une chronologie des formes, une typologie médiale (documentaire/fiction) et un critère de jugement (centralité victimaire) permettant de cadrer les analyses ultérieures.

Lucía Gastón-Lorente propose une lecture exemplaire de *La línea invisible* (Movistar+, 2020, réal. Mariano Barroso, idée originale d'Abel García Roure) en montrant comment la mini-série travaille, de l'intérieur de la fiction, un redressement mémoriel trop longtemps différé : la restitution de la figure de José Antonio Pardines, première victime d'ETA. S'inscrivant dans la lacune objectivée par l'Euskobarómetro — en 2017, à peine 1,2 % des sondés savaient le nommer comme première victime de l'ETA — , l'analyse prend comme pivot l'épisode « Pardines », où la narration suspend le fil des origines de l'organisation pour installer un régime d'attention qui fait primer la vulnérabilité de la victime sur l'héroïsation du militant. Gastón-Lorente montre finement comment un faisceau de choix formels — focalisation serrée sur la vie ordinaire avant l'homicide, ralentissement temporel, économie de la musique extradiégétique, cadres rapprochés qui privilégient les gestes et les regards — désenchante la romance révolutionnaire associée à Txabi Etxebarrieta sans tomber dans la caricature inverse : humaniser un auteur de violence ne revient pas à justifier la violence, dès lors que l'asymétrie morale est constamment réaffirmée par la construction

même du récit. La contribution articule une « métahistoire » (conditions de production et horizon de réception), une « histoire » (statut des victimes et place de l'épisode dans l'architecture sérielle) et une étude de personnages, pour établir que cet épisode opère un véritable déplacement de la focale : de l'événement fondateur polarisé par la figure du militant, vers la conséquence humaine irréversible et nominative. À l'échelle du volume, l'article fournit un prototype méthodologique et éthique : il démontre comment une fiction grand public peut corriger un angle mort de mémoire, redistribuer l'identification, et bénéficier de l'émotion suscitée par le spectacle pour transmettre un regard critique et informé des mythes.

En déplaçant l'attention vers la mémoire musicale (et les images qui l'accompagnent), David Mota Zurdo ouvre un chantier peu étudié par l'historiographie : le Rock Radical Basque (RRB) comme réservoir de représentations du conflit et comme accélérateur identitaire dans les années 1980. Il souligne le déficit de travaux historiques par rapport à la sociologie/anthropologie, puis montre que l'histoire et la mémoire du RRB sont saturées de sophismes, nostalgies et mythomanies. Sa thèse finale est programmatique : face au canon culturel promu par des récits militants (notamment de la gauche *abertzale,* patriote), l'historien doit mettre mémoire et histoire face à face et démystifier — y compris en déjouant la figure des « voyageurs du temps » qui reconfigurent le passé à leur profit. En somme, restituer les conditions culturelles de la radicalisation (discours, scènes, supports) pour sortir d'un romantisme commode et restituer la complexité du phénomène. Ainsi, David Mota Zurdo élargit la section en intégrant le registre audio-visuel/sonore des cultures juvéniles : il décentre le regard des « grandes images » ciné-télé vers les archives de la scène musicale, et apporte une méthode de démystification.

Ensemble, ces trois articles composent une boîte à outils de justice médiatique. On retrouve ici la même exigence que dans les analyses littéraires : dire sans excuser, comprendre sans justifier, transmettre sans mythifier — en y ajoutant la puissance des images en mouvement et des sons exposés au plus grand nombre.

L'audiovisuel n'« illustre » pas la mémoire : il la produit, la hiérarchise, l'oriente — en particulier lorsqu'il migre sur des plateformes qui densifient l'audience et recomposent les communautés

de réception. D'autre part, si les divergences sur l'interprétation du passé demeurent, la tendance d'ensemble, depuis une décennie, est à la délégitimation de la violence, à la reconnaissance des victimes et à l'examen critique des zones grises.

Politiques symboliques : la ville comme palimpseste mémoriel

La dernière section de l'ouvrage déplace l'attention vers l'espace public et ses écritures, en déployant une sémiotique des murs, des plaques, des portraits et des rituels qui s'y nouent. L'hypothèse est forte : la ville est un support matériel de communication où se confrontent énoncés institutionnels *versus* énoncés militants ; de leurs frictions naissent des palimpsestes qui enregistrent, jour après jour, la mémoire en acte — ses proclamations, ses effacements, ses contre-écritures. Les deux auteurs montrent comment l'ETA a construit, sur la durée, une politique de présence et de visibilité : sensibilisation, production d'images (visages de « martyrs », portraits de prisonniers), mise en scène d'une communauté affective par une rhétorique de l'émotion. En face, on observe l'irruption plus récente de contre-dispositifs visant à rendre visibles les victimes : plaques, monuments, cérémonies, toponymie, etc.

Jesús Alonso Carballés ouvre cette section par une enquête d'ensemble — « La ville se souvient-elle ? Mémoire et oubli des victimes de l'ETA dans l'espace urbain du Pays basque » — qui prend l'espace urbain comme baromètre des rapports de force mémoriels. En lisant toponymie, plaques et monuments comme autant de strates d'un palimpseste, il montre d'abord la longue hégémonie visuelle des récits militants (murales, pochoirs, visages de prisonniers), puis le tournant des années 2000, lorsque l'émotion civique suscitée par l'assassinat de Miguel Ángel Blanco précipite l'émergence d'une mémoire institutionnelle des victimes : stèles sobres, verticalités d'acier corten, œuvres d'Agustín Ibarrola, souvent implantées « sous surveillance » et parfois à distance des lieux du crime. L'étude restitue ensuite un cycle d'ambivalences (2009-2018) : engagement institutionnel visible dans la mise en place de cartographies

et commémorations publiques, mais aussi déplacement des priorités vers les mémoires des victimes de la guerre d'Espagne et du franquisme, tandis que la société civile mène sa propre action de désobéissance civile par la pose clandestine de plaques sur des immeubles, régulièrement contestées par les autorités locales ou vandalisées par des inconnus. Depuis 2019, Jesús Alonso Carballés relève une timide réactivation institutionnelle de la mémoire des victimes de l'ETA dans l'espace urbain : plaques au sol à Saint-Sébastien, nouveaux dispositifs commémoratifs (par ex. *Atalase*, Bilbao, 2024), sans surmonter pour autant le déficit d' implication sociale en faveur d'une mémoire juste. Sa thèse est nette : la ville n'est ni amnésique ni transparente ; elle enregistre, dans ses matériaux mêmes, l'inachèvement d'un consensus sur les victimes et la fragilité d'une politique symbolique qui, pour être efficace, devrait articuler proximité des lieux avec les événements, reconnaissance nominative et continuité des rituels.

En complément, Ludovic Châtenet (« Entre bourreaux et victimes, présence(s) et mémoire(s) de l'ETA dans l'espace public ») propose une véritable sémiotique politique de la ville basque : loin d'être un simple décor, l'espace urbain est un support matériel de communication où s'affrontent en permanence énoncés officiels et prises de parole militantes ; de ces frictions naissent des surfaces palimpsestes qui donnent à voir la mémoire « en acte » — ses inscriptions, ses effacements, ses réécritures. Méthodologiquement, l'analyse ne s'en tient pas aux textes iconographiques : elle considère la « situation d'affichage » (textures, emplacements, circulations, gestes d'ajout et de retrait) et traite les murs comme des « images diachroniques » où se stabilisent des styles collectifs et des régimes de valeur (axiologiques, épistémiques, mémoriels). Dans ce cadre, l'article reconstitue la communication urbaine de l'ETA : du détournement des signes franquistes aux années 1980, moment d'apogée des marquages (acronymes, slogans, menaces nominatives) et des scènes d'héroïsation, les formats se standardisent (écritures manuelles, pochoirs, fresques) au service de trois fonctions couplées — faire-savoir, faire-faire, faire-être. Deux « formes stratégiques » organisent cette politique symbolique. D'une part, les « fresques mythologiques » agrègent paysages, *lauburu*, *arrano beltza*, étoile rouge, drapeaux et figures armées pour monumentaliser un récit de martyr et

en ritualiser la réception. D'autre part, la « rhétorique des visages » — portraits au pochoir de disparus et, surtout, séries de prisonniers en « hyper-images » — fabrique de l'empathie, requalifie les acteurs de la violence en victimes et convertit des coins de rue en autels instables. Parce que cette mémoire est contestée, elle adopte des tactiques de « guérilla mémorielle » : réinscriptions, déplacements, hybridations. Le cas Susana Arregi montre la négociation du statut de victime, du pochoir militant vers une plaque plus institutionnelle conservant des marqueurs identitaires. En contrechamp, l'auteur oppose ces contre-monuments sensibles — figuratifs, nominatifs, périssables — aux monuments officiels, abstraits et pérennes, qui tendent à banaliser la présence des victimes. Il en résulte une thèse forte pour le volume : la politique de visibilité menée « depuis le mur » s'avère, par sa dynamique affective et sa capacité d'actualisation (y compris sur internet), souvent plus performative que la monumentalisation canonique, et maintient vivant le débat normatif sur qui peut être vu et nommé comme victime.

La « guerilla mémorielle » dans les murs se révèle ainsi souvent plus performative que les monuments officiels parce qu'elle travaille la ville au présent, par petites touches, et réactive sans cesse le débat sur le statut des victimes. À l'ère numérique, cette bataille migre et s'amplifie : sites, réseaux sociaux, « monuments » en ligne prolongent la lutte pour la visibilité. La mémoire, en un mot, ne se laisse pas monumentaliser : elle se performe, s'éprouve et se discute, dans la rue comme sur l'écran.

Au seuil de ce volume

Au terme de ces différents itinéraires, une heuristique se dessine nettement : arrimer l'exigence éthique affirmée par Luisa Etxenike à des protocoles d'enquête, d'interprétation et de représentation qui évitent à la fois l'angélisme et le relativisme. Trois repères la structurent. D'abord, la centralité de la victime comme boussole, non comme argument d'autorité : recentrer n'est pas substituer un point de vue, c'est refuser tout récit public qui écrase, simplifie ou désincarne. Ensuite, l'articulation des régimes de vérité : l'histoire

établit, la mémoire transmet, la littérature et l'image configurent ; leur coordination interdit d'exiger d'une fiction une impossible neutralité tout en lui défendant de travestir la violence en spectacle. Enfin, la matérialité des lieux du récit : musées, écoles, universités, librairies, studios, rédactions et murs ne sont pas de simples supports, mais des scènes normatives où se négocient visibilité, vocabulaire et hiérarchies morales ; changer le récit suppose d'investir durablement ces scènes.

Sur ces principes, les chapitres livrent des acquis substantiels qui se répondent. L'histoire fournit une chronologie fine, des scènes fondatrices et la critique des renversements rhétoriques qui inversent victimes et coupables ; la société civile est lue comme un passage du soupçon au refus, au prisme de rituels et de dispositifs de présence ; les études sur les victimes clarifient catégories, besoins et droits, donnant une armature aux politiques mémorielles et judiciaires ; l'éducation propose un cahier de recommandations à partager avec des victimes de tout horizon ; la littérature assemble une cartographie sur le temps long, met en évidence un tournant victimaire et reconstruit la scène dramatique comme laboratoire du vivre-ensemble ; l'audiovisuel offre des séries statistiques inédites, des panoramas argumentés et des analyses serrées des pactes de lecture documentaires et fictionnels ; l'espace public, enfin, est traité comme une sémiotique de la visibilité où s'éprouvent, par palimpsestes, contre-monuments et « guérillas mémorielles », les normes du dicible.

Ce livre n'entend ni clore le débat ni imposer une vulgate. Il propose une boussole déontologique — refus de l'aveuglement, centralité de la victime, restitution sensible du vécu — comme protocole indispensable pour mieux comprendre le passé ; une dimension transdisciplinaire qui concilie sciences humaines, littérature, arts visuels et musicaux et analyses de l'espace urbain, parce que le « poids » d'un événement varie selon sa scène d'apparition ; un lexique opératoire — bataille pour le récit, socialisation de la souffrance, exil intérieur, contre-monument — pour déjouer les ambiguïtés entretenues ; un horizon politique atteignable et solide : ni amnésie ni surenchère, mais un récit qui reconnaît, répare et transmet. Autrement dit, la démocratie se joue dans la manière dont nous parlons de nos morts et de nos fautes, et dans l'art d'apprendre aux plus

jeunes à comprendre les conséquences de la violence pour ne pas l'imiter.

Revenons, pour conclure, au geste de Martín. En collant ses cartes sur le comptoir, il oppose l'obstination d'une présence à l'hébétude du « on n'y peut rien ». Ce qu'il demande aux autres — regarder — est aussi le dessein de notre démarche. Regarder l'histoire (la dernière victime, les années de plomb, les compromis, les renoncements) ; regarder la société (les mots qui tuent, ceux qui sauvent, les rituels qui expriment et qui transforment) ; regarder les œuvres (romans, récits, scènes, films, séries) qui déplacent nos seuils d'empathie ; regarder la ville (ses murs palimpsestes, ses plaques, ses visages) ; regarder, enfin, la mémoire non comme un musée clos, mais comme une pratique qui engage le quotidien.

Si la littérature a, comme l'affirme Luisa Etxenike, le pouvoir de maintenir dans l'air « une délicieuse odeur de pain » — c'est-à-dire la mémoire concrète d'une vie volée — alors le travail critique qui l'accompagne doit s'attacher à préserver cette qualité d'air : clair, respirable, commun. Que ce volume y contribue, fût-ce pour une part, tiendra d'abord à la fidélité de ses auteurs à la boussole liminaire : faire voir, nommer sans fard, relier savoir et justice. Le reste appartient aux lectrices et aux lecteurs — et, plus largement, à l'ensemble de la société qui, à travers les débats, les écoles, les écrans et les rues, continue de mener, au présent, la bataille pour le récit.

I. Repères historiques, grammaire civique, dynamique sociale

Patrie et mort.
Une brève histoire de l'ETA*

Gaizka Fernández Soldevilla
Centre Mémorial des victimes du terrorisme, Espagne

* Ce travail a été réalisé dans le cadre du programme de recherche du Centre Mémorial des Victimes du Terrorisme et du projet I+D+i PID2022-138385NB-I00, financé par MCIN/ AEI/10.13039/501100011033 au sein du Groupe de Recherche de l'Université du Pays basque (UPV/EHU) GIU23/007.
Cet article a été traduit par David Crémaux-Bouche.

Introduction

Le mardi 16 mars 2010, une dizaine de membres d'Euskadi ta Askatasuna (ETA) dérobèrent plusieurs voitures de luxe dans une concession de Dammarie-les-Lys. Prévenue, la Police nationale n'imaginait pas un seul instant avoir affaire à un commando terroriste. À Villiers-en-Bière, une bourgade située à une cinquantaine de kilomètres au sud de Paris, une patrouille composée de trois agents et d'un brigadier intercepta l'une de ces BMW. Or, les policiers ignoraient qu'ils étaient cernés : les autres véhicules ne tardèrent pas à surgir. En surnombre, les etarras ouvrirent le feu et abattirent le brigadier Jean-Serge Nérin avant de prendre la fuite. Dans un communiqué, le groupe imputa la responsabilité de la fusillade aux policiers français, inversant une fois de plus la charge de la culpabilité au détriment de la victime[1].

Jean-Serge Nérin, dernière victime d'ETA, est né à Cayenne (Guyane) en 1958. Marié, père de quatre enfants, il ne lui restait que deux années de service à effectuer avant la retraite. Il fut inhumé dans sa région natale, où sa veuve s'est depuis lors installée. « Pour être près de lui : chaque jour, elle se rend au cimetière[2] », confia l'un de ses fils, Floryan, au quotidien *El Correo*.

1 *El País*, 17-III-2010.

2 *El Correo*, 1-V-2018.

Le 5 septembre 2010, ETA décréta un cessez-le-feu ; l'annonce était arrivée trop tard pour Nérin. Lors du procès en appel contre les quatre accusés ayant participé à l'assassinat, en décembre 2017, l'accusée Izaskun Lesaka lut au nom de l'organisation la déclaration suivante : « Nous exprimons publiquement notre profond regret pour cette mort et adressons nos condoléances aux proches de la victime. Nous le faisons avec tout le respect possible, conscients qu'aucune parole ne saurait apaiser une telle douleur[3] ».

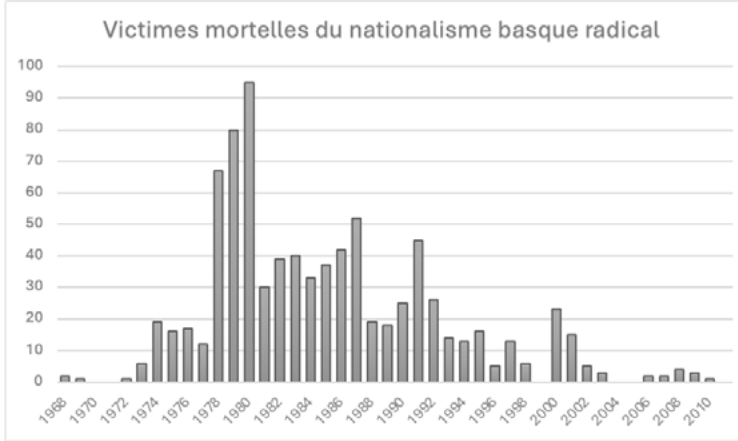
Interrogé par *El Correo* sur cette demande de pardon, Floryan Nérin répondit : « Non, je ne l'accepte pas. Une partie de nous est partie avec notre père. Nous essayons de survivre, mais il est très difficile de porter ce poids chaque jour. Cela arrive trop tard. ». Il ajouta : « Ôter la vie n'est pas un "dommage collatéral". Derrière chaque vie, il y a des personnes. Mon père était très estimé, comme policier et comme homme, par ses supérieurs, ses collègues, ses amis et sa famille. Une vie n'est pas un "dommage collatéral" et sa perte est irréversible ». Jean-Serge Nérin fut la dernière victime mortelle du groupe terroriste, mais, selon son fils, « qu'il soit le dernier, le premier ou le cinquantième ne change rien. J'aurais évidemment préféré qu'ils déposent les armes bien plus tôt ; mieux encore, qu'ils ne les prennent jamais, et que tout se règle pacifiquement. »

En mars 2010, l'ETA avait déjà conscience de sa défaite opérationnelle. Le vol des voitures n'était qu'une tentative désespérée de sauver les apparences aux yeux de ses sympathisants. Comme toutes ses entreprises, elle déboucha sur une tragédie inutile. Les terroristes auraient pu éviter ce meurtre, comme les 852 qu'ils avaient commis auparavant, mais ils choisirent de tirer afin de tuer[4]. Telle fut leur responsabilité.

8 ans après le crime, le 3 mai 2018, l'ETA annonça sa propre dissolution. « Il est clair qu'au fil de l'évolution du conflit armé, l'efficacité de la lutte armée s'est altérée et épuisée », reconnaissait l'organisation basque dans les pages de son ultime *Zutabe* ; « nos

3 *El Correo*, 13-XII-2017.

4 Rogelio Alonso, Florencio Domínguez et Marcos García, *Vidas rotas. Historia de los hombres, mujeres y niños víctimas de ETA*, Madrid: Espasa, 2010.



Source : élaboration personnelle / Auteur : Gaizka Fernandez Soldevilla.

objectifs ne sont toujours pas atteints[5] ». De fait, loin d'avoir réalisé ses objectifs fondateurs, son principal exploit aura été de remplir prisons et cimetières. Derrière et par euphémisme, l'ETA reconnaissait sa défaite : un succès éclatant de l'État de droit démocratique. Ainsi s'achevait alors une histoire commencée 59 ans plus tôt, dans un contexte tout autre, marqué par le franquisme et par un cycle mondial de violence politique.

Le contexte

L'histoire de l'ETA fut une tragédie au scénario peu original : la manifestation locale d'un phénomène global. Selon le politologue David C. Rapoport, la troisième vague internationale du terrorisme démarra à la fin des années 1960 et ne déclina qu'à la fin des années 1980. Ce cycle de violence toucha toutes sortes de régimes, des démocraties consolidées (Royaume-Uni, Italie, France) aux dictatures,

5 *Zutabe*, nº 114, iv-2018.

telle que l'Espagne franquiste. Les seules exceptions furent les dictatures communistes du bloc de l'Est, où le contrôle sévère de la population empêchait toute dissidence[6].

Les terroristes appartenaient à l'extrême gauche, au nationalisme radical ou à l'ultra-droite. Malgré leurs divergences idéologiques, ils présentaient des caractéristiques communes. Premièrement, ils étaient influencés par le marxisme hétérodoxe de la *New Left*, les révoltes étudiantes de 1968 et le tiers-mondisme : la révolution cubaine menée par Fidel Castro, la figure charismatique d'Ernesto Che Guevara, le Front de libération nationale (FLN) algérien et les défaites successives de la France et des États-Unis dans les guerres d'Indochine et du Vietnam. Deuxièmement, ils rompaient tout lien avec leur courant politique traditionnel de référence. Troisièmement, leurs militants partageaient une même jeunesse, une culture populaire, une intransigeance marquée et un discours fondé sur la haine. Quatrièmement, ils rejetaient catégoriquement non seulement le capitalisme, mais également la démocratie libérale. Cinquièmement, ils méprisaient la vie humaine et étaient fascinés par la « lutte armée[7] ».

La vague débute à la fin des années 1960. Le 7 mai 1966, à Belfast (Irlande du Nord), les loyalistes lancèrent un cocktail Molotov contre un bar catholique ; ils ratèrent leur cible et incendièrent la maison de Matilda Gould, protestante de 77 ans, qui succomba le 27 juin 1966 des suites de ses blessures. Le 7 juin 1968, l'ETA tua le garde civil José Antonio Pardines, chargé du trafic routier. Le mois suivant, un ultranationaliste croate posa une bombe dans un cinéma de Belgrade, faisant 1 mort et 99 blessés. En novembre de la même année, des terroristes palestiniens tirèrent sur un avion israélien au décollage de l'aéroport d'Athènes, provoquant la mort d'un passager.

Suivirent les néofascistes italiens, le mouvement républicain nord-irlandais et le MLN-Tupamaros uruguayen (1969), les

6 David C. Rapoport, *Waves of global terrorism. From 1879 to the present*, Nueva York: Columbia University Press, 2022.

7 Juan Avilés, José Manuel Azcona et Matteo Re (eds.), *Después del 68: la deriva terrorista en Occidente*, Madrid: Sílex, 2019.

Weathermen américains (1969), les Montoneros argentins et l'IRA provisoire (1970), l'Armée rouge unifiée japonaise, la Fraction armée rouge allemande et Septembre noir palestinien (1971), l'Armée rouge japonaise (1972), le FRAP (1973), les Brigades rouges italiennes et Ilich Ramírez (« Carlos ») en France (1974), 17 Novembre grec, les GRAPO et les groupes parapoliciers espagnols (1975), les Noyaux armés pour l'autonomie populaire en France à l'origine d'Action Directe (1977).

Selon les données extraites par Rafael Leonisio de la *Global Terrorism Database* (GTD), de 1970 (première année étudiée) à 1989 (fin du cycle), les terroristes assassinèrent 73.780 personnes dans le monde. Les pays les plus touchés furent : le Salvador (11.127 morts), le Nicaragua (10.389), le Pérou (8.731), la Colombie (6.134), le Sri Lanka (5.580), le Guatemala (4.843), les Philippines (3.162), l'Inde (3.119), le Royaume-Uni (2.751) et le Liban (2.804)[8].

En Europe occidentale, on dénombra 4 725 victimes mortelles (6,4 % du total). Les États les plus frappés furent le Royaume-Uni (2 751), l'Espagne (835) et l'Italie (387), où l'on qualifia cette période d'*anni di piombo*. En France, on compta 178 morts durant ces deux décennies.

La troisième vague s'amorça en Espagne sous la dictature franquiste. Les années 1960, celles du *desarrollismo*, constituèrent, d'une part, un terreau favorable aux processus de radicalisation violente : l'opposition était interdite ; la participation citoyenne en politique était quasi nulle ; l'État se voulait centraliste ; les langues vernaculaires étaient marginalisées ; des milliers de travailleurs d'autres régions d'Espagne émigrèrent au Pays basque et en Catalogne ce qui marqua la résurgence de préjugés xénophobes ; enfin, la culture officielle était l'ultranationalisme espagnol (dans sa version national-catholique). D'autre part, l'éducation dispensée aux jeunes était imprégnée de l'esprit de la « Croisade », mélange d'intégrisme, de pseudo-fascisme et de militarisme. Cette doctrine allait servir de moule au discours de ceux qui exaltèrent et choisissent la violence.

8 Global Terrorism Database, <https://www.start.umd.edu/research-projects/global-terrorism-database-gtd>.

Ce fut un terreau propice à l'émergence d'une nouvelle génération. Ces jeunes rompirent avec les références politiques traditionnelles, adoptèrent la version la plus radicale de leur idéologie, créèrent des organisations minoritaires mais très actives et, fascinés par la décolonisation et les guérillas tiers-mondistes, optèrent pour la violence politique. La fin révolutionnaire justifiait les moyens ; les victimes, à leurs yeux, constituaient un prix acceptable.

Il serait erroné de considérer la violence d'ETA comme une réponse inévitable à la dictature. D'une part, la troisième vague terroriste fut un phénomène global. D'autre part, le franquisme bénéficia toujours du soutien d'une partie considérable de la population. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que la Navarre et l'Alava furent les provinces où le pourcentage d'hommes enrôlés comme volontaires dans les rangs nationalistes fut le plus élevé en 1936. De plus, la répression au Pays basque, catholique et conservateur, fut bien moindre que celle subie par d'autres régions telles que l'Andalousie, la plus durement frappée ; on n'y vit pourtant jamais surgir une organisation similaire à l'ETA. Enfin, dans les années 1960-1970, la majorité de l'opposition antifranquiste, y compris les forces nationalistes basques, rejeta la violence et adopta des méthodes pacifiques. Si les membres d'ETA choisirent la voie terroriste, ce fut de leur propre initiative.[9].

La dictature

En 1952, un petit groupe d'étudiants universitaires nationalistes créa le collectif *Ekin* (« Faire »), embryon de ce qui, en juillet 1959, deviendrait l'ETA. L'objectif fondateur était l'indépendance d'Euskadi (provinces espagnoles de Biscaye, Guipuscoa et Alava), appelée à former un État monolingue en basque, que l'on élargirait par l'annexion des territoires voisins : Navarre et Pays basque français. Le résultat attendu était une Grande Euskadi ou Euskal Herria.

9 Gaizka Fernández, *La voluntad del gudari. Génesis y metástasis de la violencia de ETA*, Madrid: Tecnos, 2016.

Refusant l'évolution démocrate-chrétienne et modérée du Parti nationaliste basque (PNV), le nouveau groupe était — et demeura — ultranationaliste. Comme l'a montré la continuité de ses attentats durant la période démocratique, son antifranquisme fut circonstanciel. L'ETA se souciait peu de la forme de gouvernement du reste de l'Espagne, nation qu'elle considérait colonisatrice et ennemie. C'est pourquoi elle avertissait que, le cas échéant, elle lutterait aussi contre une Troisième République[10].

Toutefois, bien que les *abertzales* (patriotes) d'ETA aient toujours refusé de bâtir des ponts avec les forces de gauche, les publications de l'organisation adoptèrent, au milieu des années 1960, un discours teinté de socialisme. Pour beaucoup, il ne s'agissait que d'une question tactique ou cosmétique ; quelques etarras prirent cependant ces positions au sérieux. Incapables de changer la ligne du groupe, ils en fondèrent d'autres, d'orientation ouvriériste et gauchiste : ETA berri et ETA VI.

Le marxisme tiers-mondiste influença le type de régime qu'ETA aspirait à instaurer dans la future Grande Euskadi. Loin de rétablir la démocratie parlementaire, qu'elle rejetait comme « bourgeoise », l'organisation se fixa pour but de remplacer la dictature franquiste par une autre, de nature ethno-socialiste, dans laquelle elle monopoliserait le pouvoir. Les jeunes *abertzales* prenaient pour modèle les régimes autoritaires en place à Cuba, en Algérie ou au Vietnam.

Pour le nationalisme basque radical, la fin patriotique justifiait les moyens violents. Son premier attentat fut une bombe contre le journal *Alerta* (Santander) le 25 octobre 1959. Le 18 juillet 1961, elle tenta sans succès de faire dérailler un train d'anciens combattants franquistes originaires de Guipuscoa se rendant à Saint-Sébastien pour commémorer le 25ème anniversaire du soulèvement national. La première agression physique avérée se produisit à 18 h 50, le 6 décembre 1963 : selon *Zutik*, organe officiel d'ETA, des membres du groupe administrèrent au maître d'école de Zaldibar (Biscaye)

10 José Luis de la Granja, *Le nationalisme basque*, Paris: Ellipses, 2002.

« une correction qui le marquera probablement à vie. Ce n'est pas de la violence… c'est de l'autodéfense[11] ».

Lors de la IVe Assemblée (1965), l'organisation adopta la stratégie action-réaction-action. D'abord, « l'ETA, ou les masses qu'elle dirige, réalise une action provocatrice contre le système ». Ensuite, « l'appareil répressif de l'État frappe les masses ». Enfin, « face à la répression, les masses réagissent de deux manières opposées et complémentaires : par la panique et par la rébellion. C'est le moment opportun pour qu'ETA assène un contre-coup qui réduira la première et accroîtra la seconde ». Grâce à la souffrance générée par la violence croisée d'attentats et de représailles, la population basque rejoindrait la guerre révolutionnaire sous la direction d'ETA, laquelle prendrait alors le pouvoir[12].

La stratégie d'action-réaction-action entre en application en 1967 : braquages de banques — fournissant fonds pour l'achat d'armes et rémunération des militants libérés — et attentats causant dégâts matériels et blessés. Ces actions ne provoquant pas une répression suffisante, les instances de l'ETA décidèrent, en conséquence, d'aller plus loin, en passant à l'homicide. Deux responsables de la Brigade d'information sociale (BIS), section policière chargée des délits politiques, furent choisis comme cibles. Toutefois, deux militants libérés d'ETA devancèrent le plan. Le 7 juin 1968, le garde civil José Antonio Pardines stoppa leur véhicule à un contrôle routier près d'Aduna (Guipuscoa). L'agent ne se doutait de rien ; les etarras auraient pu fuir, le désarmer ou même se rendre. Ils préférèrent l'exécuter. Ce fut la première victime mortelle de l'ETA. Selon un schéma qui allait devenir habituel, la propagande *abertzale* présenta une version déformée, dépeignant Pardines en agresseur[13].

---

11 *Zutik Berriak*, 13-XII-1963, 7-II-1964. Gaizka Fernández et Santiago de Pablo, *Las raíces de un cáncer. Historia y memoria de la primera ETA (1959-1973)*, Madrid: Tecnos, 2024.

12 Equipo Hordago, *Documentos Y*. Saint-Sébastien : Lur, vol. 3, p. 515.

13 Gaizka Fernández et Florencio Domínguez (coords.), *Pardines. Cuando ETA empezó a matar*, Madrid: Tecnos, 2018.

José Antonio Pardines Arcay
Source : Archivo General
del Ministerio del Interior (Espagne)

Les victimes suivantes furent Melitón Manzanas, inspecteur-chef de la BIS de Saint-Sébastien, tristement connu pour ses tortures ; le chauffeur de taxi Fermín Monasterio, qu'un etarra tua pour lui voler son véhicule (la propagande *abertzale* accusa la *guardia civil*) ; et le policier municipal Eloy García Cambra. Comme l'ETA l'avait prévu, ces assassinats entraînèrent une répression brutale et souvent indiscriminée. Le nombre de personnes arrêtées en Euskadi se multiplia, alors que la majorité d'entre elles n'avaient aucun lien avec le terrorisme. En outre, les forces de sécurité commirent des excès, des mauvais traitements et des actes de torture, ce qui leur valut l'hostilité d'un nombre croissant de citoyens, lesquels se rapprochèrent des thèses de l'organisation basque et justifièrent sa violence. Tel fut le germe de l'autoproclamée « gauche *abertzale*[14] ».

Un second moment survint en décembre 1970, lorsque 6 dirigeants d'ETA furent condamnés à mort lors du procès de Burgos.

14 Fernández, *op.c it.*, 2016.

Le procès sommaire 31/69 menaçait la tentative de rapprochement du gouvernement technocratique avec l'Europe occidentale ; tout fut tenté pour empêcher une sentence sévère, y compris la corruption, mais la justice militaire ne céda pas. Le gouvernement disposait cependant d'un ultime recours : sur l'instigation du vice-président du Gouvernement, Luis Carrero Blanco, Franco commua les peines afin de ne pas créer de martyrs. Depuis 1963, le régime avait commué toutes les condamnations à mort pour délits politiques de sang[15].

Le procès de Burgos fut un triomphe de propagande pour l'ETA, grâce à l'attitude d'accusés tels que Mario Onaindia[16], présentés comme des héros par la presse internationale, et à la solidarité des forces antifranquistes, qui organisèrent d'innombrables mobilisations pour sauver la vie des condamnés.

Durant ses quinze premières années, ETA demeura un problème mineur d'ordre local : son action se limitait au Pays basque et à la Navarre[17]. Cependant, le 20 décembre 1973, un commando assassina à Madrid Luis Carrero Blanco, président du gouvernement, ainsi que son chauffeur et son garde du corps. Ce magnicide ne provoqua pas la répression brutale escomptée par l'organisation terroriste puisque l'état d'exception ne fut même pas décrété. Il servit néanmoins de prétexte à une formidable campagne publicitaire mondiale. Quoiqu'elle n'en eût pas l'intention, l'ETA fit passer l'attentat pour une action visant à empêcher la continuité du franquisme, une idée acceptée par une large part de la société[18].

---

15 Fernández et De Pablo, *op. cit.*, 2024, p. 195-229.

16 Mario Onaindia, *El precio de la libertad. Memorias (1948-1977)*, Madrid: Espasa, 2001.

17 Javier Marrodán (dir.), *Relatos de plomo. Historia del terrorismo en Navarra*, Pamplona: Gobierno de Navarra, 3 vols, 2013 et 2014. José Antonio, Pérez Pérez (coord.), *Historia y memoria del terrorismo en el País Vasco*, Almería: Confluencias, 3 vols., 2021-2023.

18 José Antonio Castellanos, *Carrero Blanco. Historia y memoria*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2023.

Brancardiers et pompiers évacuant les blessés de la cafétéria Rolando
Source : Archivo Regional de la Comunidad de Madrid.
Fondo Martín Santos Yubero

En 1973, le nationalisme basque radical causa 6 morts et l'extrême gauche en provoqua 3 autres. Après l'assassinat du sous-inspecteur Francisco Anguas Barragán, Salvador Puig Antich, ancien militant du Movimiento Ibérico de Liberación (MIL), fut condamné à mort. La clémence encouragée par Carrero Blanco au procès de Burgos disparut avec lui. Le gouvernement de Carlos Arias Navarro confirma la sentence, et Puig fut exécuté au garrot le 2 mars 1974[19].

La spirale action-réaction s'accéléra en 1974 : l'ETA assassina dix-neuf personnes. Pour conserver sa notoriété obtenue suite au magnicide, le Front Militaire tenta l'enlèvement de personnalités à Zarautz (Guipuscoa) et à Monaco. Après l'échec de ces deux tentatives et l'arrestation de deux activistes de premier plan, le Front militaire

19 Manuel Calderón, *Hasta el último aliento. Puig Antich, un policía olvidado y una guerrilla contracultural en Barcelona*, Barcelone : Tusquets, 2024.

Source : élaboration personnelle

décida de se venger. Le 13 septembre 1974, deux etarras français placèrent une bombe à fragmentation dans la cafétéria Rolando, établissement très fréquenté près de la Puerta del Sol, à Madrid : le premier attentat indiscriminé de l'ETA fit 12 morts et 70 blessés. La 13ème victime, seul policier de la liste, mourut en janvier 1977. Craignant pour son image, l'ETA imputera la tuerie à l'ultradroite et n'en reconnaîtra la responsabilité qu'en 2018[20].

La stratégie de l'ETA porta ses fruits, mais jusqu'à un certain point seulement. L'Espagne des années 1960-1970, en plein développement économique, n'était ni Cuba, ni l'Algérie, ni le Vietnam : seule la première phase de la spirale « action-réaction-action » marcha. L'ETA est parvenue à provoquer une répression accrue, culminant avec l'exécution en septembre 1975 de deux de ses membres impliqués dans le meurtre d'agents de l'ordre. Toutefois, l'organisation basque ne devint jamais une guérilla, ne gagna pas le soutien

20 Gaizka Fernández et Ana Escauriaza, *Dinamita, tuercas y mentiras. El atentado de la cafetería Rolando*, Madrid: Tecnos, 2024.

majoritaire de la population basque et aucune « guerre révolutionnaire » n'éclata. La bande dut se contenter d'un succédané : le terrorisme[21].

La Transition démocratique

Une grande partie de la population et des partis politiques ont cru à tort qu'ETA était une organisation antifranquiste et que, par conséquent, elle déposerait les armes à la disparition du régime. Ils se trompaient. La trajectoire sanglante de l'organisation basque ne s'interrompit ni après la mort du dictateur en novembre 1975, ni après les premières élections démocratiques de juin 1977, ni après la loi d'amnistie d'octobre de cette même année, qui vida les prisons des détenus d'ETA et effaça la responsabilité pénale de tous les crimes qu'ils avaient commis, y compris les assassinats. ETA ne cessa pas non plus de tuer après le référendum sur le Statut de Gernika en octobre 1979, ni après la formation du gouvernement basque en mars 1980, ni après l'institutionnalisation d'une Euskadi autonome dans laquelle l'euskera devint la langue officielle et le PNV le parti hégémonique. Bien au contraire, profitant de la faiblesse du gouvernement espagnol, le cycle de violence s'intensifia pendant la Transition : entre 1976 et 1982, le nationalisme basque radical causa 340 victimes mortelles[22].

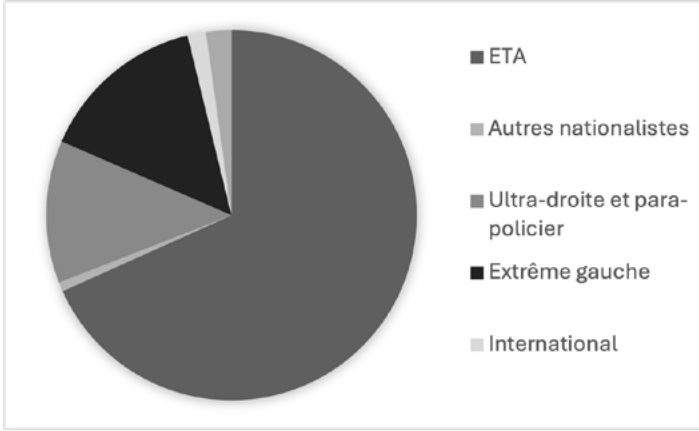
Durant ces années, ETA disposait d'une solide morale de victoire, de dirigeants expérimentés, d'un flux constant de nouvelles recrues, de sources de revenus (braquages, enlèvements et extorsion)[23],

21 Gaizka Fernández, María Jiménez et Josefina Martínez, *Terrorismo y represión. La violencia en el ocaso de la dictadura franquista*, Madrid: Tecnos, 2025.

22 Gaizka Fernández et María Jiménez (coords.), *1980. El terrorismo contra la Transición*, Madrid: Tecnos, 2020.

23 Josu Ugarte (coord.), *La bolsa y la vida. La extorsión y la violencia de ETA contra el mundo empresarial*, Madrid: La esfera de los Libros, 2018.

Victimes mortelles du terrorisme pendant la Transition



Source : élaboration propre

d'armement, du « sanctuaire » français[24] et d'un environnement social fidèle et très militant, qui se structura en une communauté incivile[25] : bras politiques-électoraux, médias proches comme le journal *Egin* et l'hebdomadaire *Punto y Hora*, un syndicat… Un autre facteur qui encouragea l'escalade terroriste fut la rivalité entre les trois branches dans lesquelles ETA s'était divisée : les Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA), ETA politico-militaire (ETApm) et ETA militaire (ETAm).

La plus meurtrière et la plus durable était ETAm. Il s'agissait d'une structure cohérente, efficace et bien structurée, dotée de ressources humaines, d'argent et de la volonté d'exercer la violence. Elle prit le contrôle de la coalition Herri Batasuna (HB, Alliance populaire), qui joua le rôle de son bras politique servile : elle ne participait

24 Voir le chapitre de Lena Georgeault intitulé « Du sanctuaire à la coopération : l'empreinte mémorielle de la posture française face à l'ETA ».

25 Jesús Casquete, *En el nombre de Euskal Herria. La religión política del nacionalismo vasco radical*, Madrid: Tecnos, 2009.

pas au jeu démocratique, mais agissait comme courroie de transmission du groupe et servait à regrouper tout son réseau civil (jeunesses, syndicat, médias, mouvements sociaux, entreprises, bars, fêtes populaires, etc.).

De même, ETAm disposait d'une stratégie claire : la « guerre d'usure ». Ses attentats répétés, ayant pour cibles préférentielles les gardes civils, les policiers et les militaires, cherchaient à exercer une pression sur le gouvernement de l'UCD (Union du Centre Démocratique) pour que, face au danger d'un coup d'État, celui-ci se voie contraint de satisfaire les revendications indépendantistes. Cette campagne de l'ETAm fut l'un des prétextes invoqués par les militaires qui tentèrent un coup d'État le 23 février 1981[26].

Même si elle fut moindre, ETApm laissa également un long sillage de sang : elle fut responsable de 24 victimes mortelles, auxquelles il faut ajouter 2 victimes des dissidents Komando Bereziak en 1977 et 2 autres d'ETApm VIII Asamblea en 1983. Cependant, son lien avec *Euskadiko Ezkerra* et le pacte conclu entre Mario Onaindia et le ministre de l'Intérieur, Juan José Rosón, permirent qu'un secteur de cette organisation abandonnât les armes en 1982 en échange d'une amnistie déguisée pour ses membres. La même offre fut faite aux CAA et à ETAm, mais ils la rejetèrent[27].

Les CAA étaient composés de cellules fonctionnant de manière plus ou moins indépendante. Depuis leurs premières actions en avril 1978, ils totalisèrent 104 attentats, 32 assassinats et 22 blessés. En 1984, les CAA se scindèrent. Une fraction ôta la vie au sénateur socialiste Enrique Casas en février 1984. L'autre groupuscule, Gatazka,

---

26 Pour comprendre l'histoire d'ETA militaire, il est indispensable de lire les travaux de Florencio Domínguez, dont une sélection figure dans la bibliographie du présent chapitre.

27 Gaizka Fernández et Sara Hidalgo (coords.), *Héroes de la retirada. La disolución de ETA político-militar*, Madrid: Tecnos, 2022. José Luis de la Granja et Gaizka Fernández, « L´évolution des nationalismes hétérodoxes au Pays basque », dans Alicia Fernández et Mathieu Petithomme (dirs.), *Les nationalismes dans l´Espagne contemporaine depuis la transition démocratique (1975-2011). Compétition politique et identités nationales*, Paris: Armand Colin, 2012, p. 166-188.

Conférence de presse d'ETApm à Bayonne, sans date
Source : Kutxateka / Fonds Gallego / Javier Gallego

posa une bombe sur une vedette de la Marine en mai 1984, causant une victime mortelle.

L'ETA ne manqua jamais d'imitateurs, tant à l'extérieur (l'*Exército Guerrilheiro do Povo Galego Ceive*, EPOCA, *Terra Lliure*…) qu'à l'intérieur d'Euskadi [28]. Dans le champ du nationalisme basque radical, on peut mentionner les *Comandos Independientes Especiales de Apoyo a ETAm* (KIBAETAM), *Euskadiko Iraultzaile Ekintza* (EIE) et le collectif *Mendeku* (« Vengeance »), qui fut le seul à avoir causé des victimes mortelles. En mai 1987, ses membres attaquèrent à jets de cocktails Molotov la *Casa del Pueblo* de Portugalete, faisant deux morts : Félix Peña et Maite Torrano[29].

28 Manuel Aguilar, « Terrorismo independentista en Galicia », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, nº 13, 2023.

29 Gaizka Fernández, *El terrorismo en España: de ETA al Dáesh*, Madrid: Cátedra, 2021, p. 159.

Également au Pays basque français, une organisation terroriste vit le jour, imitant ETA : *Iparretarrak* (IK, « Ceux du Nord »). Sa première action consista à passer à tabac le propriétaire d'une entreprise en conflit social, le 11 décembre 1973. Entre 1972 et 2000, IK commit 230 attentats et assassina deux gendarmes : Yves Giummarra en 1983 et Roger Buschmann en 1987[30].

La consolidation démocratique

Un secteur d'ETApm se dissout en septembre 1982. Bien que les restes de de ce groupe et des CAA continuèrent à agir, ils disparurent au milieu des années 1980. La réduction du nombre d'acteurs fut l'un des facteurs ayant contribué à la diminution du niveau de violence. ETAm conserva le monopole des sigles historiques. À partir de ce moment-là, elle fut connue sous le nom d'ETA[31].

La victoire électorale du *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE) et l'élection de Felipe González comme président du gouvernement en 1982 posèrent à la direction de l'ETA certains doutes quant à la voie à suivre, mais ceux-ci ne durèrent que quelques mois. S'accrochant à la stratégie de la « guerre d'usure », l'organisation recommença à tuer des gardes civils, des policiers nationaux et des militaires, auxquels elle ajouta des policiers municipaux et autonomiques. Selon Raúl López Romo, 245 fonctionnaires en uniforme furent assassinés entre 1982 et 1994. Par ailleurs, d'après le registre officiel, 453 agents des forces de l'ordre et militaires furent blessés pendant cette période, ce qui représente 37,9 % du total des 1.194 blessés[32].

---

30 Raúl López Romo, *Le rapport Foronda. Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)*, Saint-Apollinaire, Bourgogne: Éditions Orbis Tertius, 2025, p. 22.

31 AAVV, *ETA: une historie*, Paris: Editions Denoel, 2002.

32 López Romo, *op.cit.*, 2025 ; María Jiménez et Gaizka Fernández, « Un rastro de sangre. La historia de ETA a la luz de los heridos que causó », dans AA.VV., *Las víctimas frente al terrorismo de ETA: narrativas, movilización y perspectiva comparada*, Madrid: Dykinson, 2024, p. 15-34.

Assassinat de Juan Atarés Peña à Pampelune, le 23 décembre 1985
Source : José Luis Larrión / Diario de Navarra

ETAm mena de nombreuses campagnes contre des objectifs précis, comme les personnes ayant un lien avec des agents des forces de sécurité, celles qui étaient désignées comme trafiquants de drogue[33], les travaux de la centrale nucléaire de Lemóniz[34] ou le tourisme international. En portant atteinte aux intérêts économiques espagnols, l'organisation espérait ébranler le gouvernement. Au total, ETA plaça 225 bombes dans des *paradores*, hôtels, casinos, discothèques, restaurants, auditoriums, parcs, centres commerciaux, ports de plaisance, plages, ferries, offices de tourisme, gares routières, aéroports, autoroutes ou voies ferrées. Elle le fit dans toute l'Espagne, en

33 Pablo García Varela, *ETA y la conspiración de la heroína*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2020.

34 Raúl López Romo, *Euskadi en duelo. La central nuclear de Lemóniz como símbolo de la Transición vasca*, Bilbao: Fundación Euskadi 2012.

particulier sur la côte et dans des localités emblématiques. Florencio Domínguez estime qu'elle causa ainsi 8 victimes mortelles[35].

Ces campagnes avaient un lien avec l'action policière de plus en plus efficace et le début de la coopération française qui rendaient possible le démantèlement progressif des commandos d'ETA. Au milieu des années 1980, il était évident que l'affaiblissement de l'organisation avait réduit le nombre de ses victimes et, par conséquent, sa capacité à « reconstituer ses forces » en vue d'une négociation avec le gouvernement. Pour y remédier, en 1985, la direction d'ETA créa les commandos Madrid et Barcelone, qui commencèrent à utiliser des voitures piégées chargées d'explosifs du type dynamite-gomme dénommés Goma 2. Il s'agissait d'une méthode bien moins sélective que les armes à feu, mais qui produisait davantage de victimes avec un moindre risque pour les terroristes, ceux-ci pouvant les déclencher à distance sans s'exposer à être arrêtés ni à devoir affronter directement les forces de l'ordre[36].

Le 25 avril 1986, cette tactique fut utilisée dans la rue Juan Bravo à Madrid. Une voiture piégée coûta la vie à 5 gardes civils et blessa, selon le décompte officiel, 6 autres personnes. Le 14 juillet de la même année, un engin explosif fit 12 victimes mortelles, toutes des agents de l'État, sur la place de la République Dominicaine. Selon le jugement de l'Audience nationale, il y eut 60 blessés[37].

En raison du démantèlement du commando Madrid, la campagne terroriste se déplaça vers l'Aragon et la Catalogne. Le 30 janvier 1987, une camionnette piégée explosa au passage d'un autobus de la Garde civile à Saragosse. Il y eut 2 morts et 35 blessés. Le 19 juin, un véhicule contenant 27 kilos d'amonal, 200 litres de liquide incendiaire, de la colle et des paillettes de savon explosa dans le centre commercial Hipercor de Barcelone. L'attentat fit 21 victimes

35 Florencio Domínguez, *ETA: Estrategia organizativa y actuaciones, 1978-1992*, Bilbao: UPV-EHU, 1998, p. 266-267.

36 Cette méthode avait déjà été testée à Logroño, comme l'explique David Mota dans *Vecinos. El impacto de ETA en La Rioja a través de sus víctimas (1978-1992)*, Logroño: Instituto de Estudios Riojanos, 2024.

37 Jiménez et Fernández, *op. cit.*, 2024, p. 26.

mortelles et 46 blessés. Le 11 décembre de cette même année, une voiture piégée « placée à proximité de l'entrée de la caserne de la Garde civile de Saragosse » ôta la vie à 11 personnes et laissa des séquelles à 103 autres[38].

Au total, au cours de l'année 1987, ETA causa 52 victimes mortelles et 259 blessés. Ce chiffre ne s'expliquait pas uniquement par les attentats indiscriminés, mais aussi par la tentative d'ETA d'influencer à son avantage les « conversations d'Alger » entre des représentants de l'organisation terroriste et du gouvernement, commencées en septembre 1986. Cette tentative se solda par un échec, et les « conversations » prirent fin[39].

Loin de mettre à genoux l'État de droit, les bombes de 1987 furent un aiguillon pour ce qui, jusqu'alors, semblait impossible : l'unité des forces démocratiques. En novembre 1987 fut signé le Pacte de Madrid. Le 12 janvier 1988 se matérialisa l'Accord pour la pacification et la normalisation d'Euskadi, plus connu sous le nom de Pacte d'Ajuria Enea. À cette même époque, le mouvement pacifiste prit un nouvel essor au Pays basque[40].

En outre, au début des années 1990, la lutte policière contre le terrorisme mit fin à l'image d'invincibilité d'ETA. En juillet 1990, le commando Argala, responsable du massacre de la caserne de Saragosse, fut démantelé à Séville. Le 29 mai 1991, une voiture piégée explosa dans la caserne de Vic (Barcelone), causant 10 morts et 42 blessés, mais dès le lendemain, le chef du nouveau commando Barcelone et son adjoint moururent dans une fusillade avec la police. Le 29 mars 1992, la direction d'ETA fut arrêtée dans un *caserío* à Bidart (France). Les remplaçants des chefs du groupe terroriste connurent le même sort. L'organisation entra dans une crise grave[41].

---

38 Florencio Domínguez, *ETA en Cataluña. Desde Terra Lliure hasta Carod-Rovira*, Madrid: Temas de Hoy, 2003. María Jiménez et Gaizka Fernández, «Un rastro de…», p. 26.

39 Luis Miguel Sordo, *Promesas y mentiras. Las negociaciones entre ETA y los gobiernos de España (1976-2006)*, Madrid: Tecnos, 2017.

40 Irene Moreno, *Gestos frente al miedo. Manifestaciones contra el terrorismo en el País Vasco (1975-2013)*, Madrid: Tecnos, 2019.

41 Florencio Domínguez, « Las claves de la derrota de ETA », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, nº 3, 2017.

La socialisation de la souffrance

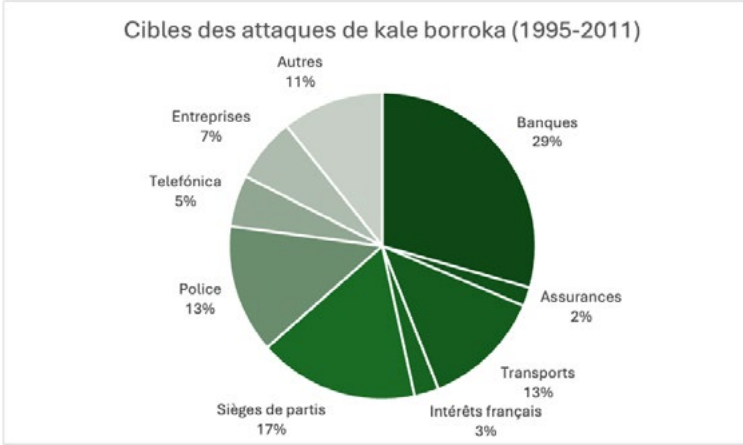
La chute de sa direction à Bidart, qui laissa ETA extrêmement affaiblie, l'érosion électorale de son bras politique, Herri Batasuna (HB), et la crainte de perdre la rue face aux manifestations pacifistes toujours plus nombreuses furent quelques-unes des raisons pour lesquelles la soi-disant gauche *abertzale* opéra un tournant qui se traduisit de deux manières. D'une part, elle tenta de rétablir ses relations avec le PNV et *Eusko Alkartasuna* (EA, Solidarité basque), ce qui aboutit au Pacte d'Estella, un front nationaliste visant à marginaliser les Basques non nationalistes.

D'autre part, la violence fut redirigée selon une nouvelle ligne : la « socialisation de la souffrance ». Avec le soutien de son organe officieux, le journal *Egin*, et de Herri Batasuna (et les différentes organisations qui lui ont succédé), ETA et son organisation de jeunesse s'employèrent à menacer, harceler, intimider, blesser et tuer des affiliés, des dirigeants et des élus du *Partido Popular* (PP), du Parti socialiste d'Euskadi-Euskadiko Ezkerra (PSE-EE), de l'Union du peuple navarrais (UPN) et d'Unité alavaise, c'est-à-dire les représentants de la moitié des Basques et des Navarrais. Les ultranationalistes prirent également pour cible des intellectuels, des artistes, des professeurs, des journalistes, des juristes et d'autres professionnels non *abertzales*. Ainsi que les familles de toutes leurs cibles[42].

Une trentaine de victimes mortelles de l'organisation correspond au profil décrit. Il en va de même pour une vingtaine de blessés, bien qu'ils soient probablement plus nombreux, le registre officiel ne spécifiant pas la profession de 76,9 % des personnes blessées. Quoi qu'il en soit, au cours de cette période, qui totalise 1 177 blessés, les civils

42 Raúl López Romo, « La época del "conflicto vasco", 1995-2011. Aplicación de un mito abertzale », dans Antonio Rivera (ed.), *Nunca hubo dos bandos. Violencia política en el País Vasco, 1975-2011*, Grenade: Comares, p. 141-174. Sara Hidalgo et Gaizka Fernández, « La "socialización del sufrimiento". ETA contra el pluralismo vasco (1995-2011) », dans José Manuel Azcona ET Matteo Re (eds.), *El asesinato social y el relato de las víctimas de ETA*, Valencia: Tirant lo Blanch, 2022, p. 83-114. Ana Escauriaza, *Violencia, silencio y resistencia: ETA y la universidad (1959-2011)*, Madrid: Tecnos, 2022.

Source : Élaboration à partir de la Crónica de VascoPress, 12-I-2015, et Florencio Domínguez, « Las claves de… », p. 12.



Source : Crónica de VascoPress, 12-I-2015

représentaient déjà les quatre cinquièmes. La part des agents en uniforme tomba à 21,4 % : 252 membres des forces de l'ordre et militaires furent blessés. Ils n'étaient pas sortis de la ligne de mire d'ETA, mais avaient été remplacés par les civils comme cibles principales[43].

En complément des attentats du groupe terroriste, l'organisation de jeunesse d'ETA se livra au harcèlement, à l'intimidation et à la *kale borroka* (lutte de rue). L'agence VascoPress indiquait que si, en 1994, on avait recensé 287 incidents au Pays basque et en Navarre, l'année suivante, ce chiffre grimpa à 924. Leur répertoire comprenait des jets d'objets, des cocktails Molotov, des incendies de mobilier urbain et de véhicules, des attaques contre les sièges de partis démocratiques, des bâtiments institutionnels et des domiciles particuliers, etc[44].

Ce terrorisme de basse intensité cherchait à compenser l'affaiblissement d'ETA mais, selon Eduardo González Calleja, il servait également à favoriser « une politique d'affrontement civil visant à généraliser la peur chez les citoyens basques » et à créer une fracture au sein de la société : il s'agissait d'un projet d'ulstérisation. Il faut rappeler que, même si entre 1996 et 1997 la moitié des attaques visaient des nationalistes modérés, à partir de cette date, la grande majorité eurent pour cibles des Basques non nationalistes. Il s'agissait également d'un moyen de former puis de recruter de nouveaux membres pour la bande afin de remplacer ceux qui avaient été arrêtés[45].

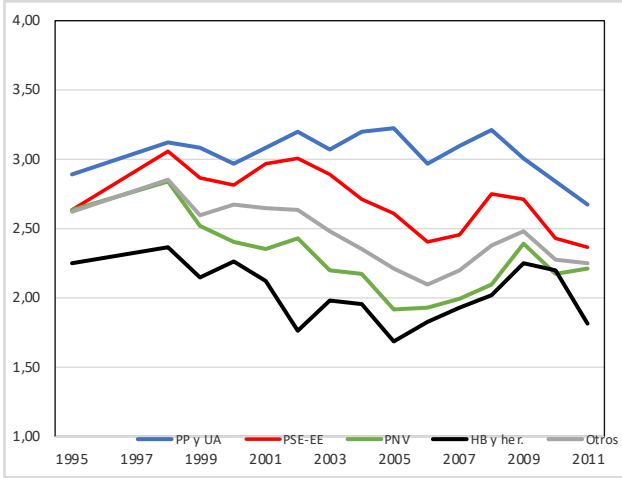
Au total, selon le registre officiel, l'entourage d'ETA causa des blessures à 102 personnes durant cette phase. L'agence VascoPress rapportait qu'en 1996, année record, 1 113 actes de *kale borroka* furent recensés, causant 16 blessés. Il n'est donc pas étonnant que pour 90 % des Basques, cela représentait un problème plutôt grave ou très grave[46]. À terme, la violence de persécution contre les non nationalistes — qui ne cessa pas pendant les brèves trêves déclarées

43 Jiménez et Fernández, *op. cit.,* 2024, pp. 28-30.

44 *Crónica de Vascropress*, 12-1-2009.

45 Eduardo González Calleja, *El laboratorio del miedo. Una historia general del terrorismo, de los sicarios a Al Qu'ida*, Barcelone: Crítica, 2013, p. 538.

46 Euskobarómetro, <https://www.ehu.eus/es/web/euskobarometro>.



Évolution (moyennes annuelles) de la perception de l'existence d'une peur à participer à la vie politique en Euskadi selon le souvenir de vote (1995-2011)
Note : Le graphique est élaboré comme une échelle de 1 à 4 à partir d'une variable ordinale avec les valeurs suivantes : 1 (rien), 2 (peu), 3 (assez) et 4 (beaucoup).
Source : Francisco José Llera et Rafael Leonisio, « La stratégie de la peur… », p. 35.

par l'organisation (juin 1996, fin 1998 et 2006) — porta ses fruits : elle isola ses victimes potentielles. En 2002, par exemple, on comptait 963 personnes sous protection rapprochée en raison de la menace d'ETA au Pays basque, sans oublier les 11 483 agents des forces de sécurité (hors polices municipales), cibles habituelles de l'organisation[47].

En raison de la violence et de la peur, un nombre indéterminé de citoyens quitta Euskadi. Les Basques et les Navarrais non nationalistes restés sur place vivaient dans une spirale de silence, un phénomène que Rafael Leonisio et Francisco J. Llera ont défini ainsi : « les individus ont une tendance à cacher leurs opinions au sein d'un groupe ou d'un contexte social où ils se sentent une "minorité"

47 López Romo, *op. cit.*, 2025, p. 105.

Naiel et Martín, les petits-enfants de l'artiste Agustīn Ibarrola, artiste engagé contre le terrorisme de l'ETA, à côté de l'un des pins abattus de son oeuvre *Le Bois d'Oma*, lors d'une attaque *abertzale* en mai 2000. Source : Famille Ibarrola.

de peur d'être stigmatisés, isolés ou réprimés par une majorité hégémonique[48] ».

Malgré tout, la violence de rue ne parvint pas à masquer le déclin de l'organisation. L'action policière de plus en plus efficace de part et d'autre de la frontière, grâce à l'intense coopération française, ne se contenta pas de priver ETA de l'initiative : elle démantela ses commandos, ses appareils sectoriels et ses directions, ainsi que leurs remplaçants, ce qui laissa l'organisation affaiblie, désorientée, privée de cadres expérimentés, et en proie à une grave crise interne[49].

48 Francisco José Llera et Rafael Leonisio, « La stratégie de la peur. L'ETA et la spirale du silence au Pays basque », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, nº 1, 2017, p. 10.

49 Domínguez, *op. cit.*, 2017.

Conclusion

Le 3 mai 2018, ETA annonça son autodissolution. Elle avait cessé de tuer, mais parce qu'on l'y avait contrainte. L'organisation fut vaincue par les mobilisations pacifistes et civiques d'un secteur croissant de la population, par l'engagement des résistants[50], par la fin du « sanctuaire » français[51] et, surtout, par l'action de l'État de droit. Le Centre national de renseignement (CNI), la Police nationale, la Garde civile et l'Audience nationale privèrent les terroristes de toute marge d'action[52]. Entre 2000 et 2011, 1 415 membres présumés ou collaborateurs d'ETA furent arrêtés. En outre, entre 1999 et 2011, les forces de sécurité saisirent 1 545 armes à feu, 811 grenades et 23 881 kilos d'explosifs. Ce fut cela, le véritable désarmement. La faiblesse de l'organisation fut accentuée par la Loi sur les partis (2002), qui exclut de la vie institutionnelle ce qui avait été jusqu'alors son docile bras politique-électoral[53].

Ce ne fut qu'à ce moment critique que la gauche *abertzale* commença à voir ETA comme un obstacle et à remettre en question sa survie. Les terroristes tentèrent de bloquer ce débat sur leur avenir par un attentat aux tours Kio à Madrid, le 14 janvier 2010, mais il fut déjoué par une patrouille de la Garde civile. Pratiquement démantelée par l'action policière, l'organisation ne fut en mesure, cette année-là, que de causer une seule victime mortelle et deux blessés. C'était un symptôme de son épuisement. Les terroristes tombèrent dans une « pause technique » qui devint définitive en octobre 2011 lorsqu'ils annoncèrent la fin du recours aux armes et déclarèrent un

50 Sara Hidalgo, *Los resistentes. Relato socialista sobre la violencia de ETA (1984-2011)*, Bilbao: Ramón Rubial Fundazioa, 2017.

51 ETA tenta de se constituer un nouveau refuge au Portugal, mais échoua. Voir Diogo Noivo, *Uma História Da ETA: Nação E Violência Em Espanha E Portugal*, Silveira: BookBuilders, 2020.

52 Lorenzo Silva, Manuel Sánchez et Gonzalo Araluce, *Sangre, sudor y paz. La Guardia Civil contra ETA*, Barcelone: Península, 2017.

53 Domínguez, *op. cit.*, 2017, pp. 38-43.

cessez-le-feu permanent. La fin et la dissolution de l'ETA furent officialisées en mai 2018.

Le bilan de la violence d'ETA s'élève à 3 800 attentats, 853 victimes mortelles, 2 658 blessés, 86 personnes séquestrées et un nombre inconnu de personnes menacées, exilées ou affectées économiquement. À cela s'ajoute un héritage empoisonné : plus de 300 affaires d'assassinat encore non élucidées[54], des membres d'ETA toujours en fuite, des actes d'exaltation du terrorisme, la manipulation de l'histoire, l'oubli sélectif, le sectarisme, l'intolérance, la peur de parler de politique, les pressions exercées sur les membres des forces de sécurité et leurs familles, les déplacés internes et la douleur des victimes[55].

Parmi celles-ci figurent les proches des assassinés, dont la perte est irréparable, ainsi que les blessés et leur entourage. Les attentats d'ETA ont laissé des séquelles permanentes, à des degrés divers, chez un tiers des blessés. Les cas les plus graves concernent 40 personnes reconnues comme en état d'invalidité 3ème catégorie (besoin d'une tierce personne) et 772 en invalidité 2ème catégorie (inaptitude à toute activité) ou 1ère catégorie (inapte au métier habituel, apte à un autre)[56]. Beaucoup d'entre elles ne peuvent se suffire à elles-mêmes et nécessitent encore aujourd'hui des soignants. De leur point de vue, ETA n'est pas un fait historique, mais un problème quotidien. Le terrorisme dure tant que perdurent ses effets.

L'un des legs empoisonnés laissés par ETA est son discours de haine. Les mythes et les falsifications du passé, l'ultranationalisme, la déshumanisation de l'Autre — en particulier des victimes — et l'exaltation de la violence sont encore présents dans les rues du Pays basque et de Navarre. Ce message est diffusé à travers une puissante

54 Domínguez et María Jiménez, *Sin Justicia. Más de 300 asesinatos de ETA sin resolver*, Barcelone: Espasa, 2023.

55 Raúl López Romo, *Sobre el olvidado terrorismo vasco*, Vitoria-Gasteiz: Betagarri Liburuak, 2023.

56 Pour plus d'informations, voir l'article de María Jiménez Ramos dans ce volume « Qui sont-elles, combien sont-elles et que signifient-elles : radiographie des victimes du terrorisme en Espagne ».

machine de propagande et à travers des actes d'hommage rendus à des membres d'ETA devant des mineurs. Ce fut, en son temps, le terreau à partir duquel le terrorisme émergea, et il pourrait à l'avenir redevenir fertile.

Heureusement, contrairement aux décennies précédentes où la priorité était de se défendre contre les attentats, nous disposons désormais d'outils pour prévenir la radicalisation violente. Parmi eux, on peut évoquer le Centre Mémorial des victimes du terrorisme, créé en 2015. Comme le prévoit la loi 29/2011, approuvée par la quasi-unanimité des Cortes, il s'agit d'une fondation publique d'État[57]. Il est chargé d'enquêter et de diffuser un récit véridique des pages les plus sombres de notre histoire, de sensibiliser les jeunes générations, de prévenir les processus de radicalisation, ainsi que de rendre hommage à toutes les victimes de tous les groupes terroristes ayant opéré en Espagne : ETA, le FRAP, les GRAPO, l'ultra-droite, les GAL, Al-Qaïda, Daech… Malgré leurs différences, les conséquences de leurs actes furent exactement les mêmes : des victimes. Depuis juin 1960, lorsque la bombe du *Directorio Revolucionario Ibérico de Liberación* (DRIL) tua la petite Begoña Urroz, près de 1 500 personnes ont été assassinées et plus de 5 000 blessées lors d'attentats terroristes en Espagne. À cela, il faut ajouter un nombre indéterminé de séquestrés, de déplacés, d'extorqués, de sinistrés économiques, de menacés, etc.

En collaboration avec des institutions, des universités et des associations de victimes telles que la Fondation Fernando Buesa et COVITE, le Centre Mémorial a impulsé des projets de recherche ; la publication de modules pédagogiques, de livres, de rapports, de bandes dessinées et de jeux vidéo ; la production de documentaires ; l'élaboration de glossaires ; la présentation d'expositions itinérantes ; et l'organisation de journées, de congrès, de cours d'été, de ciné-débats…

Le siège principal du Centre Mémorial, à Vitoria, accueille le musée, qui a ouvert ses portes le 1er juin 2021. L'exposition reçoit chaque année des dizaines de milliers de visiteurs, tant des élèves

57 <https://www.memorialvt.com/>

Le siège du Centre mémoriel des victimes du terrorisme à Vitoria (Álava)
Source : Centre Mémorial des victimes du terrorisme

de l'enseignement secondaire et des étudiants que des touristes et des curieux. Le parcours est structuré en six salles : 1) *Ici, hier*, à titre d'introduction ; 2) l'espace Mémorial, le cœur du bâtiment ; 3) l'Histoire du terrorisme ; 4) Discours et pratiques de la haine, volet consacré aux bourreaux ; 5) Réponse au terrorisme (policière, sociale, internationale, politique et judiciaire) ; 6) La voix des victimes[58].

Cet espace est régulièrement utilisé pour des présentations et des journées d'étude. En outre, le Centre mémoriel dispose d'une bibliothèque et d'un centre d'archives spécialisés qui en ont fait un lieu de référence pour les études académiques sur le terrorisme.

58 <https://www.memorialvt.com/museo/>

Bibliographie

AA.VV., *ETA: une histoire*, Paris: Editions Denoel, 2002.

Aguilar, Manuel, « Terrorismo independentista en Galicia », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, nº 13, 2023.

Alonso, Rogelio, Domínguez, Florencio et García, Marcos, *Vidas rotas. Historia de los hombres, mujeres y niños víctimas de ETA*, Madrid: Espasa, 2010.

Avilés, Juan, Azcona, José Manuel, et Re, Matteo (eds.), *Después del 68: la deriva terrorista en Occidente*, Madrid: Sílex, 2019.

Calderón, Manuel, *Hasta el último aliento. Puig Antich, un policía olvidado y una guerrilla contracultural en Barcelona*, Barcelone: Tusquets, 2024.

Casquete, Jesús, *En el nombre de Euskal Herria. La religión política del nacionalismo vasco radical*, Madrid: Tecnos, 2009.

Castellanos, José Antonio, *Carrero Blanco. Historia y memoria*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2023.

De la Granja, José Luis, *Le nationalisme basque*, Paris: Ellipses, 2002.

— et Fernández, Gaizka, «L´évolution des nationalismes hétérodoxes au Pays basque», dans Fernández, Alicia et Petithomme, Mathieu (dirs.), *Les nationalismes dans l´Espagne contemporaine depuis la transition démocratique (1975-2011). Compétition politique et identités nationales*, Paris: Armand Colin, 2012, pp. 166-188.

Domínguez, Florencio, *ETA: Estrategia organizativa y actuaciones, 1978-1992*, Bilbao: UPV-EHU, 1998.
—, *ETA en Cataluña. Desde Terra Lliure hasta Carod-Rovira*, Madrid: Temas de Hoy, 2003.
—, « Las claves de la derrota de ETA », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, nº 3, 2017.

Domínguez, Florencio et Jiménez, María, *Sin Justicia. Más de 300 asesinatos de ETA sin resolver*, Barcelone : Espasa, 2023.

Escauriaza, Ana, *Violencia, silencio y resistencia: ETA y la universidad (1959-2011)*, Madrid: Tecnos, 2022.

Fernández Soldevilla, Gaizka, *La voluntad del gudari. Génesis y metástasis de la violencia de ETA*, Madrid: Tecnos, 2016.
—, *El terrorismo en España: de ETA al Dáesh*, Madrid: Cátedra, 2021.
— et Domínguez, Florencio (coords.), *Pardines. Cuando ETA empezó a matar*, Madrid: Tecnos, 2018.
— et Jiménez, María (coords.), *1980. El terrorismo contra la Transición*, Madrid: Tecnos, 2020.

Fernández, Gaizka et Hidalgo, Sara (coords.), *Héroes de la retirada. La disolución de ETA político-militar*, Madrid: Tecnos, 2022.
—, « La "socialización del sufrimiento". ETA contra el pluralismo vasco (1995-2011) », dans Azcona, José Manuel y Re, Matteo (eds.), *El asesinato social y el relato de las víctimas de ETA,* Valencia: Tirant lo Blanch, 2022, pp. 83-114.
— et Pablo, Santiago de, *Las raíces de un cáncer. Historia y memoria de la primera ETA (1959-1973)*, Madrid: Tecnos, 2024.
— et Escauriaza, Ana, *Dinamita, tuercas y mentiras. El atentado de la cafetería Rolando*, Madrid: Tecnos, 2024.
—, Jiménez, María et Martínez, Josefina, *Terrorismo y represión. La violencia en el ocaso de la dictadura franquista*, Madrid: Tecnos, 2025

García Varela, Pablo, *ETA y la conspiración de la heroína*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2020.

González Calleja, Eduardo, *El laboratorio del miedo. Una historia general del terrorismo, de los sicarios a Al Qu'ida*, Barcelone: Crítica, 2013.

Hidalgo, Sara, *Los resistentes. Relato socialista sobre la violencia de ETA (1984-2011)*, Bilbao: Ramón Rubial Fundazioa, 2017.

Hordago, Equipo, *Documentos Y*. Saint-Sébastien : Lur, 1979-1981, 18 vols., 1979-1981.

Jiménez, María et Fernández, Gaizka, « Un rastro de sangre. La historia de ETA a la luz de los heridos que causó », dans VVAA, *Las víctimas frente al terrorismo de ETA: narrativas, movilización y perspectiva comparada*, Madrid: Dykinson, 2024, pp. 15-34.

Llera, Francisco José et Leonisio, Rafael, « La stratégie de la peur. L'ETA et la spirale du silence au Pays basque », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, nº 1, 2017.

López Romo, Raúl, *Euskadi en duelo. La central nuclear de Lemóniz como símbolo de la Transición vasca*, Bilbao: Fundación Euskadi 2012, 2012.

—, « La época del "conflicto vasco", 1995-2011. Aplicación de un mito abertzale », dans Rivera, Antonio (ed.), *Nunca hubo dos bandos. Violencia política en el País Vasco, 1975-2011*, Grenade : Comares, pp. 141-174.

—, *Sobre el olvidado terrorismo vasco*, Vitoria: Betagarri Liburuak, 2023.

—, *Le rapport Foronda. Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)*, Saint-Apollinaire, Bourgogne: Éditions Orbis Tertius, 2025.

Mota, David, *Vecinos. El impacto de ETA en La Rioja a través de sus víctimas (1978-1992)*, Logroño: Instituto de Estudios Riojanos, 2024.

Moreno, Irene, *Gestos frente al miedo. Manifestaciones contra el terrorismo en el País Vasco (1975-2013)*, Madrid: Tecnos, 2019.

Noivo, Diogo, *Uma História Da ETA: Nação E Violência Em Espanha E Portugal*, Silveira: BookBuilders, 2020.

Onaindia, Mario, *El precio de la libertad. Memorias (1948-1977)*, Madrid: Espasa, 2001.

Pérez Pérez, José Antonio (coord.), *Historia y memoria del terrorismo en el País Vasco*, Almería: Confluencias, 3 vols., 2021-2023.

Rapoport, David C., *Waves of global terrorism. From 1879 to the present*, New York: Columbia University Press, 2022.

Sordo, Luis Miguel, *Promesas y mentiras. Las negociaciones entre ETA y los gobiernos de España (1976-2006)*, Madrid: Tecnos, 2017.

Ugarte, Josu (coord.), *La bolsa y la vida. La extorsión y la violencia de ETA contra el mundo empresarial*, Madrid: La esfera de los Libros, 2018.

Qui sont-elles, combien sont-elles et que signifient-elles : radiographie des victimes du terrorisme en Espagne*

María Jiménez Ramos
Université de Navarre

* Ce travail a été réalisé dans le cadre du projet «Microhistoria de la violencia nacionalista. Perpetradores y víctimas en el País Vasco, 1976-2011» (PID2022-138467NB-I00; IPs Fernando Molina y Antonio Rivera).
Cet article a été traduit par David Crémaux-Bouche.

« Il est nécessaire que nous nous regardions tous
dans le récit de leur abandon
pour découvrir qui nous étions alors. »

Javier Marrodán, *Regreso a Etxarri-Aranatz*

Qui sont les victimes du terrorisme

En règle générale, on peut considérer comme victime tout être humain qui souffre d'un mal-être émotionnel causé par un dommage intentionnel provoqué par un autre être humain. Dans cette définition d'Echeburúa sont incluses toutes les personnes impactées, depuis celles qui ont subi un dommage, physique ou psychologique, jusqu'aux personnes qui se solidarisent avec la souffrance d'autrui[1]. Les victimes peuvent être directes — celles qui subissent la violence dans leur propre chair, c'est-à-dire les morts, les blessés ou les survivants — et indirectes — les personnes situées dans les cercles

1 Enrique Echeburúa, *Superar un trauma. El tratamiento de las víctimas de sucesos violentos*, Madrid: Pirámide, 2004.

proches des personnes impactées[2]. En anglais, cependant, le terme *victim* ne s'applique qu'aux personnes décédées. Les autres, tant les proches de la personne assassinée que les blessés, sont englobés dans la notion de *survivor* (survivant), ce qui correspond précisément à sa définition en espagnol : quelqu'un qui vit après la mort d'un autre ou après un événement déterminé[3].

En ce qui concerne les victimes du terrorisme, il existe une complication initiale : l'absence d'une définition consensuelle autour de la notion de terrorisme[4]. Dans la sphère académique, des experts reconnus comme Reinares, Hoffman ou Fernández Soldevilla ont formulé quelques propositions. Pour Reinares, le terrorisme est un ensemble d'actions violentes qui génèrent, dans un certain groupe de population, des effets psychiques disproportionnés par rapport à leurs conséquences matérielles, et qui ont pour but de conditionner les attitudes de ce collectif social et d'orienter ses comportements dans une direction déterminée[5]. Pour Hoffman, il s'agit de la création délibérée et de l'exploitation de la peur par la violence ou la menace de violence, et dont l'objectif est le changement politique ; c'est pourquoi le terrorisme est conçu pour produire des effets psychologiques à long terme, au-delà des victimes immédiates ou de la première cible de ses attentats[6]. Pour Fernández Soldevilla, le terrorisme est un type de violence qui recherche un effet psychologique,

---

2 AA.VV., *La noche de las víctimas: investigación sobre el Impacto en la Salud de la Violencia Colectiva (ISAVIC) en el País Vasco*, Fundación Fernando Buesa Blanco, 2008, p. 34.

3 Real Academia Española: Dictionnaire de la langue espagnole [en ligne]. <https://dle.rae.es/sobrevivir#EfMmBho> (consulté le 25-v-2025).

4 Pour plus de détails, voir José Antonio Pérez Pérez, « La memoria de las víctimas del terrorismo: un proyecto en marcha », dans Antonio Rivera et Carlos Carnicero Herreros (eds.), *Violencia política. Historia, memoria y víctimas*, Madrid: Maia, 2010; VV.AA., *Terrorismo internacional: enfoques y percepciones*, Ministerio de Defensa, Monografías del CESEDEN, nº 79, mai 2005.

5 Fernando Reinares, *Terrorismo y antiterrorismo*, Barcelone: Paidós, 1998, p. 15-16.

6 Bruce Hoffman, *A mano armada. Historia del terrorismo*, Madrid: Espasa Calpe, 1999, p. 63.

politique et symbolique supérieur à celui des dommages matériels et humains directement provoqués par ses attentats. En paraphrasant un slogan des Brigades Rouges (en italien *Brigate Rosse*), le terroriste frappe une victime pour en effrayer cent[7].

C'est à partir de ces prémisses que l'on aborde la définition de victime du terrorisme. En Espagne, la principale norme régulatrice est la *Loi 29/2011 de reconnaissance et de protection intégrale des victimes du terrorisme*, qui s'applique, selon l'article 3, à « ceux qui subissent l'action terroriste, celle-ci étant définie comme celle menée par des personnes intégrées dans des organisations ou groupes criminels qui ont pour but ou pour objet de subvertir l'ordre constitutionnel ou d'altérer gravement la paix publique », ainsi qu'« aux victimes des actes visant à atteindre les objectifs mentionnés dans le paragraphe précédent, même si leurs responsables ne sont pas des personnes intégrées dans lesdites organisations ou groupes criminels[8] ».

Dans le domaine académique, Xabier Etxebarria a défini les victimes du terrorisme comme les personnes qui ont subi la violence terroriste sous n'importe laquelle de ses formes, que ce soit comme destinataires directs ou comme proches parents de ceux-ci. L'auteur lui-même apporte quelques précisions : discerner les victimes d'un type de violence n'implique pas une hiérarchisation entre victimes ; s'agissant de la souffrance, et en référence directe au terrorisme de l'ETA, il précise qu'il ne s'agit pas de la « personne qui souffre », mais de la personne qui subit une violence terroriste « moralement injustifiée », de manière à freiner les tentatives des apologistes du terrorisme de dresser une « carte de la souffrance » autour d'un supposé « conflit » dans lequel tous les acteurs souffrent, les uns parce qu'ils sont assassinés, les autres parce qu'ils sont en prison[9].

---

7 Gaizka Fernández Soldevilla, *El terrorismo en España. De ETA al Dáesh*, Madrid: Tecnos, 2021, p. 21.

8 Ley 29/2011, de 22 de septiembre, de Reconocimiento y Protección Integral a las Víctimas del Terrorismo: <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=-BOE-A-2011-15039>. Nous traduisons.

9 Xabier Etxeberria, « Las víctimas del terrorismo. Quiénes son y qué implica serlo », dans Antonio Duplá, et Javier Villanueva (coord.), *La memoria de las víctimas del terrorismo en el País Vasco*, Saint-Sébastien: Gakoa, 2009, p. 22-23.

Enfin, comme l'a formulé le professeur et prêtre jésuite Antonio Beristáin, les victimes du terrorisme — bien qu'il se réfère spécifiquement à celles de l'ETA — sont « différentes » : chaque crime terroriste provoque plusieurs victimes au-delà des victimes directes ; la mort physique de la personne assassinée entraîne sa mort civile ; et sa stigmatisation ainsi que ses effets imprègnent plusieurs générations. Ces traits différenciateurs rendraient nécessaire une catégorie particulière pour les victimes du terrorisme, que Beristáin a condensée en un terme : les macrovictimes[10].

Combien y-a-t-il de victimes du terrorisme en Espagne ?

Après le Royaume-Uni, l'Espagne est le pays européen ayant connu le plus haut niveau d'activité terroriste soutenue au cours des cinquante dernières années[11]. Malgré cela, il n'existe aucun registre officiel et public recensant la liste complète des personnes assassinées du fait du terrorisme. Le ministère de l'Intérieur, organisme compétent en la matière, rend public dans son rapport annuel les données relatives aux victimes du terrorisme qui ont été officiellement reconnues à l'issue d'une procédure administrative entre 1979 et 2023, année du dernier rapport. D'après ces données, le nombre de personnes décédées à cause du terrorisme s'élève à 1452[12].

---

10 Inés García Zafra, « Conversaciones: dr. Antonio Beristain », *Revista Electrónica de Ciencia Penal y Criminología*, 2004, n. 6; Antonio Beristáin, *Macrovíctimas del terrorismo*, Bilbao: Universidad de Deusto, 2006.

11 Javier Argomániz, « Las víctimas de ETA . Necesidades, derechos y activismo », dans Fernando Molina Aparicio, Rafael Leonisio et Diego Muro (eds.), *ETA. Terror y terrorismo*, Madrid: Marcial Pons, 2021, p. 174.

12 Annuaire statistique du Ministère de l'Intérieur 2023. Tableau 7 Soutien aux victimes du terrorisme : <https://www.interior.gob.es/opencms/es/archivos-y-documentacion/documentacion-y-publicaciones/anuarios-y-estadisticas/anuarios-estadisticos-anteriores/anuario-estadistico-de-2023/> (consulté le 25-v-2025).

Victimes du terrorisme entre 1979 et 2023
reconnues par le ministère de l'Intérieur

Contingent	Victimes	Pourcentage %
Personnes décédées	**1.452**	**13,81**
Blessés en fonction des séquelles reconnues	**5.029**	**47,83**
Invalidité 3ème catégorie (besoin d'une tierce personne)	60	0,57
Invalidité 2ème catégorie (inaptitude à toute activité)	306	2,91
Invalidité 1ère catégorie (inapte au métier habituel, apte à un autre)	731	6,95
Incapacité permanente partielle (IPP)	106	1,01
Lésions permanentes non invalidantes	3.650	34,72
Incapacité temporaire de travail (ITT)	176	1,67
Autres requérants	**4.033**	**38,36**
Enlèvement	69	0,66
Menaces	194	1,84
Dommages matériels	3.770	35,86
Total	**10.514**	**100,00**

Source : Annuaire statistique du Ministère de l'Intérieur 2023.

Il convient toutefois d'apporter quelques précisions. D'une part, si le décompte des victimes commence en 1979, plus d'une décennie d'activité terroriste échappe aux statistiques : celle qui correspond à la fin du franquisme et aux premières années de la Transition démocratique. Cela entre, de surcroît, en contradiction avec le fait que la Loi 29/2011 susmentionnée établisse l'année 1960 comme le point de départ de ce phénomène en Espagne et le 27 juin comme *Journée en mémoire des victimes*, en hommage à Begoña Urroz Ibarrola, considérée comme la première victime du terrorisme en Espagne. D'autre part, obtenir une reconnaissance officielle, et avec elle une indemnisation en tant que victime du terrorisme, n'est pas une procédure automatique : ce sont les familles qui doivent en faire la demande. L'État n'adopte donc pas une attitude proactive. Cela

implique que, dans le suivi détaillé de certains cas, il soit relativement aisé de détecter des lacunes en matière d'assistance.

Par exemple, selon l'enquête de Pablo García Varela, l'ETA a assassiné 43 personnes accusées d'être liées au narcotrafic. Les assassinats ont eu lieu à partir de 1980, lorsque l'organisation terroriste annonça qu'elle mènerait « des attaques d'élimination physique contre des membres notoires de ce monde de la drogue aliénant et corrompu[13] », qu'elle tenait pour responsables de la corruption de la société basque et de la désorientation de la jeunesse. Parmi ces 43 assassinés, au moins onze ne figurent pas sur la liste du ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire que leurs familles n'ont pas été indemnisées. L'un d'entre eux est José Oyaga Marañón, assassiné à Pampelune le 1er mai 1980 aux côtés de Jesús Vidaurre Olleta. Oyaga avait 49 ans, il était marié et père de trois enfants. Selon García Varela, il était ancien toxicomane et avait des antécédents judiciaires pour des délits liés à la consommation de drogue ou au trafic de stupéfiants. Comme lui, le profil sociologique de ces victimes s'avère particulièrement vulnérable : parmi les onze mentionnées qui n'auraient pas été indemnisées, sept avaient des antécédents judiciaires pour leur lien avec la consommation ou le trafic de drogues, l'un était consommateur habituel et deux étaient d'anciens dépendants[14]. En définitive, ils provenaient de milieux sociaux défavorisés ou directement exclus, si bien que leurs familles ont subi une double victimisation : d'abord, leur proche a été assassiné, puis elles n'ont pas sollicité, et donc n'ont pas bénéficié, de l'indemnisation à laquelle elles avaient droit selon la loi.

Outre le Ministère, il existe d'autres sources fiables qui, avec de légères variations, s'accordent à dire que l'organisation terroriste ETA

13 « ataques de eliminación física sobre miembros significados de este alienante y corrompido mundillo de la droga ». Nous traduisons.

14 Pablo García Varela, *El mundo de las drogas en el País Vasco y su relación con el Movimiento de Liberación Nacional Vasco (MLNV): ETA-m contra la "mafia de la droga" (1980-2000)*, Thèse de doctorat, Université du Pays basque, 2019, p. 538-540.

est responsable de plus de 850 assassinats, dont plus de 500 ont été commis au Pays basque[15].

Si l'on s'intéresse aux blessés, l'Administration a officiellement reconnu cette condition à plus de 5000 personnes, dont plus de la moitié ont été victimes d'attentats de l'ETA[16]. Parmi elles, six sur dix ont subi des blessures sans gravité. Cependant, 32 %, soit 858 personnes, se sont vu diagnostiquer des séquelles ayant entraîné une incapacité à vie, qu'elle ait été reconnue comme incapacité permanente totale ou absolue, ou comme une invalidité de 3ème catégorie. Ces invalides de 3ème catégorie, un groupe composé des survivants présentant les séquelles les plus graves, sont au nombre de 60 personnes. Quant aux personnes enlevées, le décompte officiel s'élève à 69, bien que l'enquête de Llera et Leonisio indique que l'ETA et ses scissions ont à elles seules enlevé 86 personnes. Dix de ces enlèvements se sont soldés par un assassinat[17].

Concernant les blessés, la procédure est similaire à celle des personnes décédées : ce sont eux ou leurs familles qui doivent s'adresser à l'Administration pour que la condition de blessé leur soit reconnue. Dans ces cas, il existe un facteur aggravant : jusqu'à la loi de 2011, aucun mécanisme n'avait été mis en place pour leur reconnaissance, de sorte que beaucoup étaient déjà décédés ou ne conservaient pas les documents prouvant les blessures subies de nombreuses années auparavant. Il est donc prévisible que le chiffre officiel soit très éloigné du chiffre réel. En moyenne, les blessés de l'ETA ont attendu six ans et demi avant d'obtenir la reconnaissance officielle de

15 Centro para la Memoria de las Víctimas del Terrorismo (CMVT), <http://www.memorialvt.com/>; Fundación Víctimas del Terrorismo (FVT), « Víctimas mortales de ETA. Estadísticas », <https://fundacionvt.org/victimas-mortales-de-eta> (consulté le 23-v-2025).

16 María Jiménez Ramos et Javier Marrodán, *Heridos y olvidados. Los supervivientes del terrorismo en España*, La Esfera de los Libros, 2019.

17 Francisco Llera et Rafael Leonisio, « Los secuestros de ETA y sus organizaciones afines, 1970-1997: una base de datos », *Revista Española de Ciencia Política*, nº 37, 2015, p. 141-160.

l'administration, bien que ce délai augmente exponentiellement à mesure que l'attentat remonte dans le temps[18].

Les carences observées dans la reconnaissance administrative des victimes du terrorisme en Espagne, bien que le pays dispose de l'une des législations les plus avancées au monde en la matière, mettent en évidence que, pendant des décennies, les personnes touchées par le terrorisme n'ont pas constitué une priorité. Les années de retard dans leur réparation et la lenteur dans le développement de mécanismes spécifiques de prise en charge ont ajouté des complications et des souffrances aux familles ou ont tout simplement empêché que les victimes figurent dans quelque registre officiel que ce soit et, par conséquent, dans de futures recherches historiographiques ou journalistiques. Le récit des faits, en définitive, est fragilisé dès ses premières lignes par la constatation que, pour différentes raisons, il existe des victimes qui ont été et resteront officiellement inexistantes.

Pourquoi les victimes du terrorisme sont-elles des victimes politiques ?

La condition de victime du terrorisme s'apparente à un tremblement de terre avec plusieurs répliques ou ondes de choc. Le tremblement de terre est l'attentat, le moment où la victime subit l'attaque directe. Dans les cas les plus graves, lorsque les conséquences sont létales, il en résulte sa mort physique. La première réplique de cet attentat est liée étroitement avec l'attitude de la société, des institutions, de l'administration ou des médias à leur égard : pendant des décennies, les victimes ont souffert de l'ignorance, de l'ostracisme, du manque de sensibilité ou de normes pour répondre à leurs besoins. Elles ont aussi souffert de la stigmatisation liée à leur condition

18 María Jiménez Ramos et Javier Marrodán Ciordia, *Heridos y olvidados. Los supervivientes del terrorismo en España*, Madrid: La Esfera de los Libros, 2019, p. 109; María Jiménez Ramos et Gaizka Fernández Soldevilla, « Supervivientes del terrorismo: los heridos y los secuestrados por ETA », *Historia y Política*, 47, 2022, p. 355-389.

de victime, avec l'accusation implicite de l'avoir mérité[19]. Toutes ces attitudes s'inscrivent dans le phénomène de la *victimisation* secondaire et renforcent la mort civile des victimes. La troisième réplique se produit lorsque l'oubli s'institutionnalise et que l'on extirpe du récit les motivations politiques qui ont justifié un assassinat. Le terrain sur lequel peut survenir cette troisième *victimisation*, la mort politique, est, dans le cas de l'ETA, le post-terrorisme.

Du point de vue de l'éthique, Reyes Mate considère que la signification de la condition de victime n'a rien à voir avec l'idéologie personnelle de la victime, mais relève d'une question objective : l'innocence, le fait de recevoir une violence de manière imméritée, implique que victime et innocence constituent « un pléonasme ». Par conséquent, la condition de victime se suffit à elle-même et n'appelle aucun qualificatif : reconnaître une victime implique de les reconnaître toutes[20]. Il s'agit de la seule posture moralement acceptable.

L'allusion à l'innocence, néanmoins, comme manière de souligner la condition de victime, peut avoir un lien avec la cruauté du *modus operandi* des terroristes, qui empêchait toute manœuvre défensive de la part de la victime ; avec le fait qu'il y ait eu des victimes qui, *a priori*, ne correspondaient pas à la notion d'ennemi tracée par les terroristes eux-mêmes et qui étaient considérées comme une sorte de « dommages collatéraux » ; ou encore avec la condition de référence morale acquise par l'ensemble des victimes du fait de ne pas avoir répondu à la violence par la violence. En tout état de cause, comme l'explique la philosophe Ana Carrasco-Conde, la catégorie de victime ne suppose pas que cette personne soit une « belle âme innocente », mais qu'elle désigne une personne qui subit un dommage[21].

---

19 Pour plus de détails, voir l'article de Roncesvalles Labiano « Du "algo habrá hecho" au "¡Basta ya!". La réponse sociale au terrorisme de l'ETA ».

20 Manuel Reyes Mate, *La piedra desechada*, Madrid: Trotta, 2013, p. 281. Nous traduisons.

21 « Inocente alma bella », Carrasco-Conde, Ana: *Decir el mal. Comprender no es justificar*, Barcelone: Galaxia Gutenberg, 2021, p. 14. Nous traduisons.

Bien que de manière exceptionnelle, certaines personnes s'inscrivent dans une « zone grise » mouvante : avant d'être victimes, elles furent des bourreaux. Dans le cas de l'ETA, un exemple paradigmatique est celui de Melitón Manzanas, chef de la Brigade d'Investigation Sociale du Guipuzcoa, assassiné le 2 août 1968. Le policier accumulait un historique avéré de tortures sur les détenus et, bien que cela ne diminue en rien sa condition de victime, son assassinat n'implique pas pour autant que le mal qu'il avait causé auparavant soit relégué aux marges de l'histoire. Il existe d'autres exemples dans les rangs de l'ETA : Tomás Pérez Revilla, alias Hueso, avait été dirigeant de l'organisation terroriste dans les années 1970 et fut assassiné lors d'un attentat des GAL (Groupes Antiterroristes de Libération) en 1984. Son nom apparaît en tant que suspect dans le dossier d'instruction sur la disparition de trois jeunes Galiciens dans le sud de la France : Humberto Fouz, Fernando Quiroga et Jorge García. Le fait qu'en Espagne ces cas soient rares a évité l'ouverture de débats sur la définition de la victime, débats qui, dans d'autres contextes comme l'Irlande du Nord, ont été et restent une source de confrontation politique. L'une des premières recherches de référence sur les *Troubles* évoque le phénomène de « superposition » entre les catégories de « victime » et de « bourreau », car certaines victimes avaient rejoint des organisations paramilitaires, au moins en partie à cause de leur expérience antérieure en tant que personnes frappées par la violence.[22].

Ce qui distingue les victimes du terrorisme des autres victimes est leur caractère politique. Si toutes les victimes ont en commun d'être les personnes lésées individuellement par la violence, les victimes du terrorisme portent, comme l'a expliqué le juriste José María Ruiz Soroa, une condition symbolique : elles représentent l'attaque contre l'État de droit menée par les terroristes et, en particulier, contre ses valeurs positives et démocratiques. Le terrorisme a, par conséquent,

22 Mike Morrissey, Marie Smyth et Marie Therese Fay, *The Cost of the Troubles. Report on the Northern Ireland Survey: the experience and impact of violence*, Belfast: INCORE, 1999, <http://conflictresearch.org.uk/reports/legacy-of-the-conflict/COST-OF-THE-TROUBLES-STUDY.pdf>.

une intention multiplicatrice : son objectif ultime est de remettre en cause la société pluraliste. C'est de cette circonstance que découle la considération des victimes comme vicaires, dans la mesure où elles sont les porteuses du pluralisme et par conséquent les symboles de la démocratie. Ce caractère symbolique est conditionné au fait que les victimes se maintiennent « à tout moment proches des valeurs de cette communauté ». Leur autorité morale découle de leur fidélité aux valeurs démocratiques, alors même que les attaques s'étaient incarnées en elles.

Il en résulte que les victimes du terrorisme ont une condition unique : « Les victimes sont égales, mais ce qu'elles signifient au sein d'une communauté politique peut ne pas l'être », conclut Ruiz Soroa[23]. Et c'est cette condition qui leur confère un pouvoir et, en même temps, les rend vulnérables : les assassins et leur réseau de soutien social et politique cherchent à les vider de leur signification car, ce faisant, ils effacent la marque qu'elles ont imprimée dans leur projet politique en les assassinant. C'est la double mort : après la mort physique, la mort civile consiste dans la volonté du bourreau d'ôter toute importance au crime.

L'un des auteurs ayant le plus profondément traité la question de la signification politique des victimes de l'ETA est Joseba Arregi. Le sociologue et théologien considère que la signification politique des victimes réside « dans l'intention de ceux qui les ont instituées comme victimes, c'est-à-dire dans l'intention politique de l'ETA ». Pour Arregi, les personnes assassinées par l'organisation terroriste représentaient « une situation politique insoutenable pour les assassins », c'est pourquoi, en mettant fin à leurs vies, ceux-ci cherchaient à effacer ce qu'elles représentaient : « la situation statutaire, la situation de pacte, la situation d'engagement, la situation de ne pas avoir pu définir la société basque depuis l'unilatéralité nationaliste[24] ». La signification politique des victimes est, pour Martín Alonso, « la

23 José María Ruiz Soroa, « En torno al concepto de 'víctima' en la política actual », *Cuadernos de Alzate*, 45, 2011. Nous traduisons.

24 Joseba Arregi, *La institucionalización de la memoria de las víctimas*, Fundación Fernando Buesa, 2006. Nous traduisons.

vérité de la victime », une vérité inconfortable pour l'ensemble du nationalisme[25].

D'où vient cette gêne ? Du hasard. Comme l'a expliqué Antonio Rivera, les objectifs politiques des bourreaux sont les mêmes que ceux de la majorité de la population basque : « Il est difficile d'expliquer aux citoyens qu'on a tué ici pour des objectifs politiques qu'eux-mêmes partagent[26] ». C'est en ce sens que s'est également exprimée la professeure de philologie et prix Euskadi de littérature Lourdes Oñederra :

> Le fossé ouvert entre le monde nationaliste et le non-nationaliste est plus profond que celui existant entre les violents et les non-violents. Là, je crois qu'ETA a réussi quelque chose qui n'est pas bon : protégée par l'ultranationalisme, elle a fait en sorte que, dans notre société, ne pas être nationaliste soit quelque chose qu'il faille justifier. Notre silence l'a justifié[27].

Pour Rivera, si l'on abordait le terrorisme du point de vue politique, c'est-à-dire « comme une attaque continue et persistante contre la démocratie et l'État de droit », il faudrait articuler une politique permettant de combler le « trou » créé par le terrorisme. Il ne s'agirait pas seulement de réparer les victimes, mais le tissu social, « la perception fragile qu'a la société basque de l'État de droit ».

Après la fin de la violence de l'ETA, on observe, comme le décrivent Rivera et Castells, une tentative de vider de sens les victimes de l'ETA en regardant le passé à travers une grille de lecture éthique, non politique, depuis la perspective de la dimension humanitaire.

---

25 Martín Alonso Zarza, « El terrorismo de ETA y la verdad de la víctima », dans José A. Zamora, Manuel Reyes Mate et Jordi Maiso, *Las víctimas como precio necesario*, Madrid: Trotta, 2016, p. 118.

26 Antonio Rivera, « ¿ Por qué se oculta el significado político de las víctimas del terrorismo ? », *Journée annuelle de COVITE*, 12-v-2022.

27 Discours de Lourdes Oñederra au cours de l'acte In Memoriam organisé par la Fundación Fernando Buesa célébré dans le Palacio Europa de Vitoria-Gasteiz, 20-ii-2020, <https://www.youtube.com/watch?v=0q0eW41bKj4> (consulté le 26-v-2025).

Selon ces historiens, le prisme principal à partir duquel est abordée la question des victimes est d'ordre psychologique, centré sur le traumatisme et la souffrance. Cela conduit, dans le cas des victimes à motivation politique, à éluder les causes qui les ont rendues victimes.

Cette stratégie bénéficie particulièrement à ces secteurs sociaux et politiques qui n'ont pas condamné le terrorisme, car elle leur permet de reconnaître « la souffrance des victimes », tout en occultant le mal qui l'a provoquée. Cela facilite une réintégration morale apparente dans la société qui, en réalité, est un raccourci rhétorique, « le piège de l'humanisation excessive » ou de « la re-privatisation des victimes » : on dissocie leur réalité humaine de leur sens politique. Ainsi, l'histoire est neutralisée et le problème est réduit à une question privée liée à la récupération des personnes frappées par la violence, c'est-à-dire « raconter des histoires sans Histoire », en évitant délibérément de mentionner l'ETA et, par extension, sa responsabilité. Le résultat est la création d'une « communauté de douleur » qui englobe toutes les victimes sous le prétexte du « nous avons tous souffert », sans entrer dans les motivations politiques des bourreaux. Ceux qui ont exercé la violence et ceux qui l'ont couverte trouvent dans ce paradigme un refuge confortable, car la question de ce que chacun faisait pendant que tout cela se produisait s'efface peu à peu. En résumé, il s'agit d'un double exercice : privatiser les victimes et, en même temps, les dépolitiser, en effaçant l'idéologie qui motiva leur assassinat[28].

Une dernière remarque : on confond souvent la signification politique des victimes avec la politisation, laquelle s'accompagne généralement de positions partisanes. Comme l'a expliqué Savater, les victimes sont politiques parce que leurs assassins les ont politisées : ils ont transformé des personnes ordinaires en victimes de leur projet

28 Luis Castells Arteche et Antonio Rivera Blanco, « Las víctimas. Del victimismo construido a las víctimas reales », dans Fernando Molina et José Antonio Pérez Pérez (eds.): *El peso de la identidad. Mitos y ritos de la historia vasca*, Madrid: Marcial Pons, 2015, pp. 265-305; Alonso Zarza, *op. cit.*, 2021.

politique[29]. Les victimes n'adoptent pas une position politique du fait d'être victimes, mais ce sont leurs assassins qui les poussent sur une rive politique opposée à celle où eux-mêmes se situent, mais qui reste néanmoins un terrain politique suffisamment vaste et pluraliste pour que les victimes adoptent des positions qui ne sont pas toujours concordantes.

Or, l'accusation de politisation des victimes renvoie à l'adoption, individuelle ou collective — à travers les associations ou entités qui les représentent — d'une position politique. La critique repose sur un postulat erroné : considérer que les victimes, du seul fait d'en être une, doivent avoir une vision du monde unique et identique, et que les entités qui les représentent poursuivent certains objectifs politiques déterminés. Cette position fait abstraction du pluralisme de tout groupe humain et du fait que, d'emblée, dans un collectif aussi large que celui des victimes, la seule chose que l'on peut tenir pour acquise est qu'elles partagent l'expérience d'un fait tragique. Les entités qui les représentent défendent leurs intérêts et leurs droits, non pas un programme politique. Cela ne signifie pas qu'elles ne puissent pas se positionner politiquement. Le problème surgit lorsque ce positionnement n'est pas politique mais partisan, et que les collectifs participent aux affrontements et aux intérêts des partis politiques, qui ne coïncident pas toujours avec ceux des victimes. Dans cette lutte, les perdantes sont souvent les victimes elles-mêmes et leur image : aux yeux du reste de la société, leur force symbolique apparaît contaminée par le combat politique, et leur prestige s'en trouve affaibli.

29 Discours de Fernando Savater lors de la cérémonie de remise du Prix International de COVITE. Saint-Sébastien, 23-VI-2018.

Les victimes après l'ETA

Entre 2011 et 2018, l'ETA a mis en scène sa fin comme une série en plusieurs épisodes. Trois terroristes cagoulés ont annoncé officiellement la fin du terrorisme le 20 octobre 2011, mais, comme l'a expliqué Florencio Domínguez, l'arrêt réel et effectif des activités violentes de l'ETA a eu lieu en février 2010. Malgré cela, le mois suivant, dans une manœuvre désespérée, l'agent de la Gendarmerie française Jean Pierre Nérin a été assassiné. La dissolution définitive de l'organisation terroriste n'interviendrait qu'en 2018. Bien que l'ETA et son entourage aient présenté l'abandon de la violence comme une décision unilatérale, l'action judiciaire et policière de l'État avait conduit l'organisation à une « impuissance opérationnelle ». Cette situation coïncidait avec des circonstances telles que le faible soutien social dont bénéficiait la violence au cours de la première décennie du XXIe siècle, ou la nécessité pour la gauche *abertzale* de revenir dans les institutions après son illégalisation, ce qui impliquait une rupture profonde avec une ETA moribonde qui risquait de l'entraîner dans une défaite totale. Il leur fallait, en définitive, un changement de stratégie. Dans la décision d'abandonner la violence, il n'y a pas eu de révision critique et moralement exigeante de leur trajectoire criminelle. Dans les communiqués rendus publics les années suivantes, l'organisation a formulé des demandes de pardon limitées ou partielles, dans la mesure où elles excluaient les personnes qu'elle ne considérait pas comme des victimes légitimes du *conflit*[30].

Le post-terrorisme met en lumière la portée de la condition de victime : une organisation terroriste peut disparaître, mais une victime ne cesse pas de l'être parce que ses bourreaux se sont évaporés. Les séquelles du dommage causé survivent aux auteurs : elles subsistent non seulement chez les victimes directes, mais le traumatisme peut également affecter les générations suivantes. Le roman *El comensal* (et son adaptation cinématographique homonyme) de Gabriela Ybarra, petite-fille de l'ancien maire de Bilbao et industriel Javier de Ybarra, en rend compte : bien qu'elle n'ait pas connu son

30 Florencio Domínguez Iribarren, « Las claves de la derrota de ETA », Rapport nº 3 du Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo, 2017.

grand-père, l'onde de choc de son assassinat a affecté l'armature familiale, sa relation avec son père, son exode du Pays basque et même sa manière d'aborder la mort[31]. Les témoignages des victimes révèlent fréquemment des traumatismes ayant leur origine dans l'assassinat : le suicide d'enfants devenus orphelins dans leur enfance, des adolescents tombés dans la drogue, des frères aînés incapables de partager avec les plus jeunes le maigre répertoire de souvenirs de leur père, des enfants qui ont vu leur mère — jeune et veuve — approcher de la vieillesse en prenant toujours des anxiolytiques.

Si, durant l'existence de l'ETA, les victimes ont été gênantes, dans le post-terrorisme, certains les perçoivent comme un obstacle à l'instauration d'une coexistence idéalisée, qui prévaut, voire se substitue, à la délégitimation de la violence. Pour atteindre cette coexistence, on exige des victimes qu'elles soient « généreuses » et qu'elles contribuent à la paix sociale, en faisant abstraction du fait qu'elles en ont déjà largement fait preuve : elles n'ont pas répondu à la violence par la violence, ont respecté l'État de droit, ont toléré que les crimes ne soient pas résolus, ont quitté leur domicile par la porte de derrière ou ont partagé leur quartier ou leur ville avec leurs bourreaux et leurs sympathisants. Malgré cela, comme le résume Martín Alonso, elles doivent « se résigner à jouer le rôle qui leur est assigné dans le scénario où il faut vivre et faire de la politique comme si l'ETA n'avait jamais existé[32] ». Non pas comme si elle n'existait plus, mais comme si elle n'avait jamais existé. Le pardon, une affaire individuelle et privée, est devenu un objet de débat public, bien que seulement une poignée de prisonniers de l'ETA l'aient formulé. Les hommages publics aux terroristes sortis de prison ont été célébrés pendant des années sous le prétexte de la liberté d'expression et de la joie compréhensible, reléguant au second plan le fait qu'il s'agit d'actes inciviques qui perpétuent l'aura héroïque des terroristes[33]. La présence des bourreaux dans l'espace public — sous forme de

31 Gabriela Ybarra, *El comensal*, Madrid: Caballo de Troya, 2015.

32 Alonso Zarza, *op. cit.* 2021, p. 10.

33 Voir dans ce volume l'article de Mireya Toribio Medina « Les limites légales du récit. La mémoire de l'ETA et de ses victimes dans l'espace public ».

graffitis, de banderoles ou d'affiches, qui se multiplient à l'approche des fêtes — a continué d'être acceptée comme un élément du paysage urbain[34]. Le contexte prolongé de violence a fixé dans la société basque et navarraise un seuil de normalité tolérant l'intolérable. Une décennie après la fin du terrorisme, ce seuil présente heureusement certaines fissures, même si, dans certains domaines, il reste insuffisamment élevé pour atteindre un minimum de civisme.

En parallèle, et de manière plus ou moins souterraine, se dessine un profil de victime idéale, arrimé à des cas exceptionnels car inhabituels, comme celui de Maixabel Lasa, veuve de l'ancien gouverneur civil du Guipuscoa, Juan María Jáuregui, dont les assassins ont exprimé publiquement leur repentir. L'un d'eux, Ibon Etxezarreta, entretient des contacts sporadiques avec la veuve et a participé à des hommages à la victime qu'il avait assassinée. Cette histoire a fait l'objet d'un long-métrage, *Maixabel*, qui ne laisse place à aucune objection : il délégitime de bout en bout la violence de l'ETA. Cependant, l'impact — voire l'admiration — que suscitent ces cas ponctuels comporte le risque d'ériger une ligne de partage entre les victimes perçues comme généreuses et ouvertes à la coexistence, et d'autres, qualifiées de revanchardes du fait de leur insistance sur l'exigence de justice ou de leur refus de se rapprocher d'anciens membres de l'ETA grâce aux « dialogues restauratifs ».

Avec l'ETA hors jeu, les exigences civiques adressées aux victimes sont inversement proportionnelles aux exigences politiques imposées aux bourreaux et à leurs entourages traditionnels. Leur éloignement d'une violence que la majorité de la société — y compris l'électorat historique de la gauche *abertzale* — rejette, cohabite avec le fait que le récit historique sur lequel l'organisation terroriste s'est construite continue de bénéficier d'un soutien social et électoral important. Des constructions comme le mythe antifranquiste entourant l'ETA ou le culte du *gudari* demeurent enracinées, et la théorie du conflit ou celle de l'absence de vaincus dépassent les limites de la gauche *abertzale* pour traverser le monde nationaliste, nourrie

34 Voir dans ce volume l'article de Ludovic Chatenet « Entre bourreaux et victimes, présence(s) et mémoire(s) de l'ETA dans l'espace public ».

par une mémoire taillée sur mesure[35]. L'abaissement des exigences à l'égard des auteurs se manifeste aussi dans le domaine judiciaire : leur repentir n'est « absolument pas » une condition légale pour l'obtention d'un permis pénitentiaire[36]. Bien que l'indice d'acceptabilité sociale ait diminué concernant les hommages aux prisonniers — désormais organisés de manière privée, mais toujours célébrés — , il n'en va pas de même pour d'autres rituels d'affirmation identitaire qui continuent d'être largement acceptés : les manifestations de masse réclamant l'amnistie, les fêtes et courses populaires réservant une place d'honneur aux condamnés pour terrorisme, ou encore les banderoles et graffitis affichant les visages des terroristes incarcérés[37].

Certaines revendications des victimes ne prennent pas fin avec la disparition de l'ETA, mais se renforcent. La plus évidente est la demande de justice : il y a plus de 300 assassinats de l'ETA non élucidés, c'est-à-dire plus de 300 familles de victimes qui n'ont jamais vu leur droit légitime à la justice être satisfait[38]. La prescription des assassinats ou les amnisties — officielles, au titre de la loi d'amnistie, ou par d'autres voies, comme celle appliquée aux crimes de l'ETAp-m — ne sont pas incompatibles avec le droit et le désir des familles de connaître la vérité. Bien que la législation espagnole figure parmi les plus saluées en matière de victimes du terrorisme, les associations qui les représentent formulent également des demandes concernant l'écart d'indemnisation entre les victimes disposant d'un jugement et celles qui en sont dépourvues, ce qui pénalise doublement les personnes dont les crimes sont restés impunis[39]. La quête de justice est une course contre la montre, dans laquelle le passage du temps, le décès des protagonistes ou la perte d'intérêt de l'opinion

35 Castells, *op. cit.*, 2022, pp. 86-87.

36 *El Confidencial*, 7-VI-2022.

37 Alonso Zarza, *op. cit.*, 2016, pp. 127.

38 Florencio Domínguez et María Jiménez Ramos, *Sin justicia. Más de 300 asesinatos de ETA sin resolver*. Madrid: Espasa, 2023.

39 Defensor del Pueblo: *Informe sobre los derechos de las víctimas de ETA: su situación actual*, 2016.

publique avancent à contre-courant des intérêts des personnes touchées.

Malgré tout, le post-terrorisme a ouvert des perspectives encourageantes. La disparition de la violence et de sa menace a permis la publication d'un plus grand nombre d'entretiens de victimes, de livres, de films et de séries que jamais auparavant[40]. Certaines revendications des associations de victimes ont été satisfaites : comme le Collectif des Victimes du Terrorisme (COVITE) le réclamait depuis 2014, des dizaines de rues au Pays basque et en Navarre affichent désormais des plaques signalant les lieux où des victimes ont été assassinées[41]. Un domaine prioritaire a été l'éducation. Les témoignages des victimes se sont révélés des outils efficaces pour la construction de la mémoire et la délégitimation de la violence — celle qui a été commise et celle qui pourrait l'être[42]. Les enseignants du secondaire dans toute l'Espagne disposent de modules pédagogiques pour aborder la question du terrorisme — phénomène encore absent dans la plupart des manuels scolaires — en classe.

Enfin, le post-terrorisme a mis en évidence que le temps du témoignage n'est pas encore révolu. « Il faut commencer à raconter — pressait Muñoz Molina en 2011. Raconter au sens arithmétique et au sens narratif. (…) Il faut dire exactement ce qui s'est passé, et il faut commencer maintenant, alors que la plupart des protagonistes, des témoins, des victimes non exécutées sont encore vivants et lucides. Il y a du temps, mais il y a urgence[43] ». C'est une autre course contre la montre : il est déjà difficile de localiser des

40 Pour plus de détails, voir les articles de David Crémaux-Bouche (« Du sacrifice au deuil : mémoires littéraires du terrorisme de l'ETA dans la prose contemporaine en langue espagnole [1977-2023] ») et de Santiago de Pablo (« Les victimes du terrorisme : au coeur du récit ? La fiction audiovisuelle contemporaine sur l'ETA »).

41 Voir l'article de Jesús Alonso Carballés « La ville se souvient-elle ? Mémoire et oubli des victimes de l'ETA dans l'espace urbain du Pays basque ».

42 María Jiménez Ramos, *El tiempo del testimonio. Las víctimas y el relato de ETA*, Grenade: Comares, 2023.. Voir également dans cet ouvrage l'article de Raúl López Romo « Comment enseigner ce qu'a été le terrorisme ».

43 *El País*, 21-iv-2012.

proches des premières victimes de l'ETA et, dans quelques années, il sera encore plus complexe de trouver quelqu'un capable de dire, à propos des attentats fondateurs de l'ETA : « J'y étais ».

Bibliographie

Alonso Zarza, Martín, « El terrorismo de ETA y la verdad de la víctima », dans Zamora, José A.; Mate, Manuel Reyes; et Maiso, Jordi, *Las víctimas como precio necesario*, Madrid: Trotta, 2016.

Argomániz, Javier, « Las víctimas de ETA. Necesidades, derechos y activismo », dans Molina Aparicio, Fernando; Leonisio, Rafael, et Muro, Diego (eds.), *ETA. Terror y terrorismo*. Madrid: Marcial Pons, 2021.

Arregi, Joseba, *La institucionalización de la memoria de las víctimas*, Fundación Fernando Buesa, 2006.

AA.VV., *La noche de las víctimas: investigación sobre el Impacto en la Salud de la Violencia Colectiva (ISAVIC) en el País Vasco*, Fundación Fernando Buesa Blanco, 2008.

AA.VV., *Terrorismo internacional: enfoques y percepciones*, Ministerio de Defensa, Monografías del CESEDEN, nº 79, mai 2005.

Beristáin, Antonio, *Macrovíctimas del terrorismo*, Bilbao: Universidad de Deusto, 2006.

Carrasco-Conde, Ana, *Decir el mal. Comprender no es justificar*, Barcelone: Galaxia Gutenberg, 2021.

Castells Arteche, Luis et Rivera Blanco, Antonio, « Las víctimas. Del victimismo construido a las víctimas reales », dans Molina, Fernando et Pérez Pérez, José Antonio (eds.), *El peso de la identidad. Mitos y ritos de la historia vasca*, Madrid: Marcial Pons, 2015, p. 265-305.

Domínguez Iribarren, Florencio, « Las claves de la derrota de ETA », Rapport nº 3 du Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo, 2017.

— et Jiménez Ramos, María, *Sin justicia. Más de 300 asesinatos de ETA sin resolver*, Madrid: Espasa, 2023.

Echeburúa, Enrique, *Superar un trauma. El tratamiento de las víctimas de sucesos violentos*, Madrid: Pirámide, 2004.

Etxeberria, Xabier, « Las víctimas del terrorismo. Quiénes son y qué implica serlo », dans Duplá, Antonio et Villanueva, Javier (coord.), *La memoria de las víctimas del terrorismo en el País Vasco*, Saint-Sébastien: Gakoa, 2009, p. 22-23.

Fernández Soldevilla, Gaizka, *El terrorismo en España. De ETA al Dáesh*, Madrid: Tecnos, 2021.

García Varela, Pablo, *El mundo de las drogas en el País Vasco y su relación con el Movimiento de Liberación Nacional Vasco (MLNV): ETA-m contra la "mafia de la droga" (1980-2000)*, Thèse de doctorat, Université du Pays basque, 2019, p. 538-540.

García Zafra, Inés, « Conversaciones: dr. Antonio Beristain », *Revista Electrónica de Ciencia Penal y Criminología*, 2004, n. 6.

Hoffman, Bruce, *A mano armada: historia del terrorismo*, Madrid: Espasa Calpe, 1999.

Jiménez Ramos, María, *El tiempo del testimonio. Las víctimas y el relato de ETA*, Grenade: Comares, 2023.
— et Fernández Soldevilla, Gaizka, « Supervivientes del terrorismo: los heridos y los secuestrados por ETA », *Historia y Política*, 47, 2022, p. 355-389.
— et Marrodán, Javier: *Heridos y olvidados. Los supervivientes del terrorismo en España*, La Esfera de los Libros, 2019.

Llera, Francisco et Leonisio, Rafael, « Los secuestros de ETA y sus organizaciones afines, 1970-1997: una base de datos », *Revista Española de Ciencia Política*, nº 37, 2015.

Marrodán, Javier, *Regreso a Etxarri-Aranatz*, Pampelune: Eunate, 2011.

Molina Aparicio, Fernando; Leonisio, Rafael; et Muro, Diego (eds.), *ETA. Terror y terrorismo*, Madrid: Marcial Pons, 2021.

Morrisey, Mike; Smyth, Marie; et Fay, Marie Therese, *The Cost of the Troubles. Report on the Northern Ireland Survey: the experience and impact of violence*. Belfast: INCORE, 1999. <http://conflictresearch.org.uk/reports/legacy-of-the-conflict/COST-OF-THE-TROUBLES-STUDY.pdf>.

Pérez Pérez, José Antonio, « La memoria de las víctimas del terrorismo: un proyecto en marcha », dans Rivera, Antonio et Carnicero Herreros, Carlos (eds.), *Violencia política. Historia, memoria y víctimas*, Madrid: Maia, 2010.

Reinares, Fernando, *Terrorismo y antiterrorismo*, Barcelone: Paidós, 1998.

Reyes Mate, Manuel, *La herencia del olvido: ensayo sobre la memoria histórica*, Barcelone: Gedisa, 2008.
—, *La piedra desechada*, Madrid: Trotta, 2013.

Rivera Blanco, Antonio et Castells Arteche, Luis, « Las víctimas. Del victimismo construido a las víctimas reales », dans Molina, Fernando et Pérez Pérez, José Antonio (eds.), *El peso de la identidad.*

Mitos y ritos de la historia vasca, Madrid: Marcial Pons, 2015, p. 265-305.

Ruiz Soroa, José María, « En torno al concepto de 'víctima' en la política actual », *Cuadernos de Alzate*, 45, 2011.

Ybarra, Gabriela, *El comensal*, Madrid: Caballo de Troya, 2015.

Du « Algo habrá hecho » au « ¡Basta ya! »*. La réponse sociale au terrorisme de l'ETA**

Roncesvalles Labiano
Université de Navarre

* NDT : Ces deux expressions consacrées en espagnol reflètent deux postures diamétralement opposées dans le positionnement de la population face au terrorisme de l'ETA. De fait, nous avons choisi de les maintenir en espagnol car elles n'ont pas d'équivalents directs en français. Quand « Algo habrá hecho » (littéralement « Il/elle a bien dû faire quelque chose ») est une expression incriminatrice mimant la passivité d'une partie de la population basque face au terrorisme justifiant *a posteriori* l'attentat, l'expression « ¡Basta ya ! » (« ça suffit ! ») est emblématique d'un sursaut citoyen contre la violence terroriste.

** Ce chapitre s'inscrit dans le cadre du projet de recherche « Digitalización, estudio y difusión del fondo documental surgido tras el asesinato de Miguel Ángel Blanco (Continuación). Difusión y divulgación » subventionné par la Fundación Víctimas del Terrorismo, mené au sein du groupe de recherche Narrativa, violencia y memoria, de l'Université de Navarre.
Cet article a été traduit par David Crémaux-Bouche.

Introduction

En 1997, Miguel Ángel Blanco était un jeune homme de vingt-neuf ans, fils d'un couple modeste ayant émigré dans les années soixante depuis un village de Galice vers la localité basque d'Ermua, à la recherche d'un emploi. Passionné de musique, Miguel Ángel Blanco jouait de la batterie dans le groupe *Póker* et avait pour projet d'épouser sa fiancée Marimar. Économiste de formation, il partageait son temps entre Ermua, où il résidait, et Eibar, où il travaillait. Depuis mai 1995, il siégeait également au conseil municipal d'Ermua en tant que conseiller élu sous les couleurs du Parti populaire (PP). Le jour où il obtint son mandat, sa mère l'avait mis en garde en ces termes : « Ne te mêle pas de politique, cela ne t'attirera que des ennuis[1] ».

Le 10 juillet 1997, Miguel Ángel Blanco fut enlevé par l'ETA. Celle-ci annonça que le conseiller serait exécuté dans un délai de quarante-huit heures, soit à seize heures le 12 juillet, si le gouvernement espagnol ne procédait pas au rapprochement des prisonniers vers le Pays basque. Cette exigence, en plus de constituer un chantage, était matériellement impossible à satisfaire dans un délai aussi court. « C'était la chronique d'une mort annoncée[2] ». Mais les citoyens ne perdirent pas espoir.

---

1 *Diario de Navarra*, 13-VII-1997, p. 4. Nous traduisons.

2 Roncesvalles Labiano et Lucía Gastón-Lorente, « Periodismo y memoria: el aniversario del asesinato de Miguel Ángel Blanco en la prensa española y regional vasca », *Memoria y Civilización*, 27, 2, 2024, p. 495.

Quelques heures après l'annonce du rapt, des centaines d'habitants d'Ermua se rassemblèrent spontanément et marchèrent jusqu'au domicile du jeune homme pour exiger sa libération. Cette marche, menée par le maire socialiste Carlos Totorika, marque le point de départ de la révolte civique qui allait être connue sous le nom d'« esprit d'Ermua ». Durant les deux jours de séquestration de Miguel Ángel Blanco, des centaines de milliers de personnes manifestèrent dans l'ensemble du territoire espagnol pour réclamer la libération du jeune homme. « La menace de l'ETA suscita une mobilisation citoyenne sans précédent, tant au Pays basque qu'au-delà de ses frontières[3] ».

L'affaire Miguel Ángel Blanco constitua un tournant — de nombreux citoyens en avaient d'ailleurs pleinement conscience à l'époque — , mais, comme le souligne Edurne Uriarte en 1997, « il ne s'agit pas de l'apparition soudaine d'une mobilisation civique, mais plutôt d'un saut qualitatif dans un processus déjà amorcé plusieurs années auparavant[4] ».

Notre contribution se propose d'examiner la réponse sociale au terrorisme de l'ETA, depuis ses premiers balbutiements jusqu'aux manifestations ayant accompagné les derniers assassinats perpétrés par l'organisation. Pour ce faire, il s'appuie sur un corpus hémérographique ainsi que sur une bibliographie de référence portant sur la mobilisation sociale autour du terrorisme de l'ETA et de ses victimes. En particulier, nous nous appuyons sur l'*Informe Foronda*[5], dirigé par Raúl López Romo — récemment traduit en français sous le titre *Le rapport Foronda. Les effets du terrorisme sur la société basque*

3 Florencio Domínguez, « El enfrentamiento de ETA con la democracia », dans Elorza, Antonio (coord.), *La historia de ETA*, Madrid: Temas de Hoy, Historia, 2006, p. 398. Nous traduisons.

4 Edurne Uriarte Bengoechea, *Cobardes y rebeldes. Por qué pervive el terrorismo*, Madrid: Temas de hoy, 2003, p. 230. Nous traduisons.

5 Raúl López Romo, *Informe Foronda. Los efectos del terrorismo en la sociedad vasca (1968-2010)*, Madrid: Catarata, 2015.

(1968-2010)[6] et et publié également chez Orbis Tertius — ; sur l'ouvrage d'Irene Moreno *Gestes face à la peur*[7] ; sur l'article « La société basque face au terrorisme. Les fenêtres closes (1977-2011) » signé par Luis Castells[8] ; ainsi que sur mes propres recherches consacrées à la réponse citoyenne au terrorisme en Navarre[9].

Ce chapitre couvre une période étendue et vise à esquisser les grandes lignes d'une réalité particulièrement complexe — la réponse sociale étant déterminée par une pluralité de facteurs objectifs et subjectifs, interdépendants et souvent difficiles à interpréter. C'est pourquoi ces pages n'auront d'autre choix que de laisser de côté certains faits, circonstances ou acteurs.

En dépit de ces limites, il nous semble indispensable d'inclure dans cet ouvrage un examen de la réponse de la société face au terrorisme de l'ETA. Connaître les caractéristiques de cette mobilisation — ou les raisons de son absence — , son évolution au fil du temps, ainsi que les événements marquants qui y sont liés, s'avère essentiel pour mieux comprendre les contextes dans lesquels opéraient ETA et d'autres groupes similaires[10], ainsi que la manière dont leurs victimes furent perçues selon les époques[11].

---

6 Raúl López Romo, *Le rapport Foronda. Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)*, Éditions Orbis Tertius, 2025.

7 Irene Moreno Bibiloni, *Gestos frente al miedo. Manifestaciones contra el terrorismo en el País Vasco (1975-2013)*, Madrid: Tecnos, 2019.

8 Luis Castells Arteche, « La sociedad vasca ante el terrorismo. Las ventanas cerradas (1977-2011) », *Historia y Política*, 38, p.347-382. doi: <https://doi.org/10.18042/hp.38.12>.

9 Roncesvalles Labiano, *Del silencio a la protesta activa. Respuesta de la sociedad navarra al terrorismo de ETA (1977-2003)*, Mémoire de recherche inédit, Pampelune: Universidad de Navarra, 2014; Javier Marrodán Ciordia (dir.), *Relatos de plomo. Historia del terrorrismo en Navarra. La sociedad contra ETA*, Pampelune: Gobierno de Navarra, 2015.

10 Voir dans ce même ouvrage l'article de Gaizka Fernández Soldevilla intitulé « Patrie et mort. Une brève histoire de l'ETA ».

11 Voir dans ce même ouvrage l'article de María Jiménez Ramos intitulé « Qui sont-elles, combien sont-elles et que signifient-elles : radiographie des victimes du terrorisme en Espagne ».

Les derniers soubresauts du franquisme

Entre 1968 — année où la première victime mortelle fut tuée par un membre d'ETA — et la mort de Franco en 1975, l'organisation terroriste assassina quarante-trois personnes, soit environ 5 % du total de ses victimes[12]. Parmi celles-ci figuraient des personnalités connues liées au régime — tel que le président du gouvernement Luis Carrero Blanco, dont l'assassinat fut élevé au rang de « motif de réjouissance[13] » en raison du coup porté à la dictature — , mais également, et surtout, des membres des Forces de sécurité de l'État (FSE). On dénombra aussi des civils tués, dont une part significative fut victime de l'attentat indiscriminé perpétré dans la cafétéria Rolando à Madrid[14]. Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, ces années furent ponctuées par certaines formes de contestation des attentats commis par ETA. Toutefois, comme l'explique Raúl López Romo, cette mobilisation sociale ne traduisait pas tant une reconnaissance envers les victimes qu'une exaltation du franquisme, perçu comme menacé par les assassinats de figures telles que Carrero Blanco ou d'agents en uniforme. Cette circonstance permet de comprendre pourquoi les marques publiques de réprobation se concentraient autour des funérailles des membres des FSE, tandis que les assassinats de civils, en règle générale, ne suscitaient pas de réactions comparables. Ces manifestations répondaient à un schéma ritualisé :

> Il y avait tout d'abord le service religieux, comprenant une homélie du prêtre. Les autorités militaires prenaient ensuite la parole et prononçaient des discours au contenu politique et patriotique. Puis, une fois la cérémonie officielle terminée, l'événement que l'on peut identifier comme une mobilisation sociale avait lieu : la foule, rassemblée à l'extérieur de l'église, entonnait le Cara al

12 López Romo, *op. cit.*, 2025.

13 José Antonio Castellanos, *Carrero Blanco. Historia y memoria*, Madrid: Catarata, 2023, p. 179. Nous traduisons.

14 Voir Gaizka Fernández Soldevilla et Ana Escauriaza, *Dinamita, tuercas y mentiras. El atentado de la cafetería Rolando*, Madrid: Tecnos, 2024.

> sol, généralement lancé par le gouverneur civil concerné et scandé par la foule. Enfin, le cortège funéraire portait le cercueil jusqu'au cimetière local, où il était enterré. Parfois, le cercueil était placé dans un véhicule qui le transportait jusqu'à son lieu d'origine, où les funérailles avaient généralement lieu à nouveau[15].

Sous la dictature, les funérailles des membres des FSE rassemblaient parfois plusieurs centaines de personnes et bénéficiaient d'une forte présence institutionnelle ; le Régime les exploitait comme des actes de réaffirmation symbolique dans un moment de crépuscule du franquisme. Néanmoins, au-delà de cet apparat officiel, il n'existait pas de véritable mobilisation sociale de protestation contre les assassinats perpétrés par ETA, qu'il s'agisse d'agents de l'État ou de victimes civiles. Cette absence de réponse contrastait avec les manifestations de soutien à certains membres d'ETA condamnés à mort par le régime. Tel fut le cas de Juan Paredes Manot, dit *Txiki*, et d'Ángel Otaegi, exécutés en 1975. Tandis que leurs victimes tombaient progressivement dans l'oubli, eux furent érigés en martyrs, et leurs condamnations à mort donnèrent lieu à une intense mobilisation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières espagnoles[16].

« Il a bien dû faire quelque chose » ("*Algo habrá hecho*")

Après la mort de Franco en 1975, l'Espagne entra dans une période de transition politique et sociale. Cependant, ce processus ne signifia pas la fin de la violence exercée par l'ETA. Bien au contraire : profitant de la fragilité institutionnelle du moment, une escalade terroriste fut amorcée, impliquant les différentes branches d'ETA,

---

15 López Romo, *op. cit.*, 2025, p. 53.

16 María Jiménez Ramos et Roncesvalles Labiano, « Desamparo, oprobio y olvido. Las víctimas de los victimarios-víctimas », *Historia del Presente*, (45), 2025, pp. 93-110; Roncesvalles Labiano et María Jiménez Ramos, « Las víctimas de los victimarios-víctimas », dans Gaizka Fernández Soldevilla, María Jiménez Ramos et Josefina Martínez, *Terrorismo y represión*, Madrid: Tecnos, 2025, p. 205-227.

d'autres groupes séparatistes, ainsi que des secteurs d'extrême droite et d'extrême gauche[17]. Durant la Transition, le nombre de personnes affectées par le terrorisme en Espagne atteignit les niveaux les plus élevés de son histoire. En 1980, année la plus meurtrière, on comptabilisa 395 attentats et 20 enlèvements, avec un bilan de 132 morts et 100 blessés[18]. S'agissant spécifiquement de l'ETA, la majorité de ses victimes étaient des policiers et des gardes civils. Toutefois, le nombre de celles que l'organisation qualifiait elle-même de « victimes collatérales » augmenta également — des militaires et des civils accusés d'« espagnolisme » ou soupçonnés de collaboration avec les forces de l'ordre. Ces profils demeurèrent des cibles prioritaires jusqu'en 1995, date à laquelle débuta la phase dite de « socialisation de la souffrance[19] ».

En ce qui concerne la réponse sociale, cette période se caractérisa par une absence généralisée de mobilisation citoyenne face aux attentats, et par la diffusion de discours justificatifs tels que le tristement célèbre « il a bien dû faire quelque chose » (*Algo habrá hecho*).

Cette formule, explique Luis Castells, « constituait une construction sémantique révélatrice du climat dans lequel vivait alors la société basque » :

> Il n'existait aucune garantie pour les citoyens, et c'était l'ETA qui décidait de qui pouvait être libre ou non, de qui pouvait vivre ou non. Il s'agissait d'une stratégie fondée sur l'idée que ces personnes étaient extérieures à "notre groupe de référence", autrement dit à la société basque. Elles étaient perçues comme les représentants symboliques de la nation espagnole, considérée dans l'imaginaire comme l'"autre" qui opprimait Euskadi et, de ce fait, elles n'étaient pas jugées dignes de recevoir la moindre obligation

17 Voir dans ce même ouvrage l'article de Gaizka Fernández Soldevilla déjà mentionné pour plus d'informations.

18 Gaizka Fernández Soldevilla et María Jiménez Ramos (coords.), *1980. El terrorismo contra la Transición*, Madrid: Tecnos, 2020.

19 Voir dans ce même ouvrage l'article de Gaizka Fernández Soldevilla déjà mentionné pour plus d'informations.

> morale. Une fois leur stigmatisation ainsi socialisée, la voie était ouverte pour qu'elles soient perçues comme une population superflue, susceptible d'être éliminée[20].

Ce récit construit facilita l'absence de réaction sociale face aux assassinats, ainsi que l'abandon consécutif des victimes : « Elles n'étaient pas prises en compte par des institutions qui, après un bref moment de compassion, les oubliaient rapidement, et surtout par une large partie de la société basque qui préférait les ignorer[21]. » C'est dans ce contexte que l'on parle d'une double victimisation, particulièrement marquée dans le cas des membres des Forces de sécurité de l'État. On commençait alors à distinguer ce que certains allaient bientôt nommer des « victimes de première classe » et des « victimes de seconde classe[22] » .

Comme durant les années précédentes, la grande majorité de la population gardait le silence face aux attentats perpétrés par l'organisation — à l'exception de quelques cas ponctuels, tel que l'enlèvement puis l'assassinat de l'ingénieur en chef de la centrale nucléaire de Lemoiz (Biscaye), José María Ryan, en 1981 — , tandis que les secteurs les plus radicalisés se mobilisaient. D'un côté, l'extrême droite, héritière directe du régime franquiste, continuait de manifester à l'occasion des funérailles de certaines victimes, notamment lorsque celles-ci appartenaient à l'armée — des attentats qui ravivèrent les velléités putschistes d'une partie de la hiérarchie militaire espagnole — ou aux Forces de sécurité. De l'autre, le nationalisme basque radical, désormais organisé sous la bannière du Mouvement de libération nationale basque (MLNV), gagnait en visibilité dans l'espace public basque et navarrais par le biais de graffitis et de la ritualisation de manifestations. De même que l'extrême droite ritualisait les hommages à ses morts, le MLNV procédait à des commémorations pour les victimes de la répression policière ou des groupes d'extrême droite : des manifestations et des grèves réunissaient des

---

20 Castells, *op. cit.*, 2017, p. 352. Nous traduisons.

21 *Ibid.*, p. 354. Nous traduisons.

22 *Ibid.*, p. 357. Nous traduisons.

milliers de personnes, des slogans apologétiques envers le terrorisme et favorables à l'ETA étaient scandés, et l'on entonnait l'*Eusko gudariak*[23]. Comme le précise López Romo : « Paradoxalement, cela fut possible en partie grâce à la démocratie qu'elle combattait et qui lui permit d'ouvrir des organes d'expression et d'appeler régulièrement à des manifestations de masse dans lesquelles on faisait explicitement l'apologie du terrorisme[24] ».

La tension entre ces deux pôles idéologiques extrêmes mena parfois à des affrontements ouverts. Ce fut notamment le cas à Pampelune, dans la nuit du 26 novembre 1977, à la suite de l'assassinat du commandant de la Police armée Joaquín Imaz, première victime d'ETA en Navarre.

Les funérailles, célébrées deux jours plus tard dans la capitale navarraise, s'achevèrent par une manifestation spontanée qui parcourut le centre-ville, menée par un drapeau espagnol et une banderole sur laquelle on pouvait lire : « la Navarre, oui, le Pays basque, non[25] » . Selon le quotidien *Egin*, environ deux mille personnes y prirent part[26], parmi lesquelles figuraient des membres ou sympathisants du parti d'extrême droite *Fuerza Nueva* et de l'organisation carliste *AET*. Lors du passage devant le siège du gouvernement civil, des cris à la gloire de la Police armée, de la Garde civile et de l'armée furent entonnés, accompagnés de slogans hostiles au PNV, à l'*ikurriña* et au PSOE : « Vous, les socialistes, vous êtes les terroristes ». Un groupe plus restreint se dirigea vers le lieu de l'assassinat d'Imaz, tandis que certains manifestants rejoignaient l'hôtel de ville. La tension monta lorsqu'un groupe de jeunes s'opposa à eux, entraînant un échange d'invectives : alors que les uns scandaient « Navarre, attention, l'Euskadi, c'est l'ETA », les autres répondaient « ETA, *herria zurekin* » (ETA, le peuple est avec toi) et « *Navarra Euskadi da* »

23 López Romo, *op.cit.*, 2025, p. 70.

24 *Ibid.*, 2025, p. 65.

25 *La Gaceta del Norte*, 29-XI-1977, p. 8. Nous traduisons.

26 *Egin*, 29-XI-1977, p. 5.

(La Navarre, c'est l'Euskadi)[27]. Selon *Egin*, des coups furent échangés et un manifestant aurait même dégainé une arme[28]. Sur la place de l'Hôtel de Ville, dix jeunes frappèrent à la tête, à l'aide d'un panneau de signalisation, un manifestant qui avait crié « *Gora Euskadi askatuta* » (Vive l'Euskadi libre)[29].

En dehors de ces extrêmes radicalisés, les premières manifestations citoyennes contre l'ETA eurent lieu en 1978 — la première d'entre elles fut organisée après l'attentat ayant coûté la vie au journaliste José María Portell — , et elles partageaient, selon Castells, trois caractéristiques notables : elles étaient convoquées par le Parti communiste, elles réunissaient très peu de participants, et ces derniers étaient souvent pris à partie par des radicaux *abertzales* qui les insultaient, les frappaient ou les menaçaient à coups de slogans tels que « ETA, tue-les »[30].

Malgré ce contexte hostile, certains secteurs commencèrent à faire entendre leur voix. En 1980, un groupe de trente-trois intellectuels et artistes basques publia un manifeste intitulé *Nous avons encore le temps*, dans lequel on pouvait lire : « La violence qui nous préoccupe avant tout est celle qui naît et se loge en nous, car elle est la seule capable de faire de nous, véritablement, des bourreaux sans âme, des complices lâches ou des protecteurs serviles[31] ».

Pendant ce temps, la majorité de la société continuait de vivre « les fenêtres fermées » sur ce qui se déroulait autour d'elle[32].

---

27 *Diario de Navarra*, 29-xi-1977, p. 28; *El Pensamiento Navarro*, 28-xi-1977, p. 6. Nous traduisons.

28 *Egin*, 29-xi-1977, p. 5.

29 Javier Marrodán Ciordia (dir.), *Relatos de plomo. Historia del terrorismo en Navarra 1960-86*, vol. 1, Pampelune: Gobierno de Navarra, 2013, p. 95. Nous traduisons.

30 Castells, *op. cit.*, 2017, p. 356. Nous traduisons.

31 *La Gaceta del Norte*, 27-v-1980, p. 24. Nous traduisons.

32 Castells, *op. cit.*, 2017.

Gestos pour la paix

Bien que la dynamique politique héritée de la Transition, marquée par une mobilisation citoyenne très limitée, se soit prolongée durant plusieurs années, les années 1980 virent l'émergence progressive d'une réponse civile plus structurée face au terrorisme. Encore limitées dans leur portée, les premières initiatives civiques organisées apparurent alors, cherchant à promouvoir une condamnation publique et constante de la violence face au silence ambiant.

Le principal acteur de cette contestation civique fut la *Coordinadora Gesto por la Paz* (Coordination Geste pour la paix). Officiellement constituée en 1987, cette organisation pacifiste rassembla divers groupes qui s'étaient déjà constitués les années précédentes, issus notamment des milieux antimilitaristes, des mouvements antinucléaires, ou encore de cercles religieux liés à des paroisses et communautés chrétiennes[33]. Comme l'explique Irene Moreno, c'est dans ce terreau qu'eurent lieu les premières concentrations silencieuses réclamant la fin de la violence. Ces actions, que l'on allait bientôt désigner sous le nom de *gestos* (gestes), donnèrent leur nom à la coordination *Gesto por la Paz*. L'initiative fut rapidement rejointe par l'*Asociación por la Paz de Euskal Herria*, fondée en 1986 par Cristina Cuesta — fille d'une victime de l'ETA — et composée en grande partie de personnes issues du groupe *Artesanos por la Paz*. La fusion de ces deux plateformes donna naissance à la *Coordinadora Gesto por la Paz de Euskal Herria*, qui resta active jusqu'à sa dissolution en 2013, à la suite de l'annonce par ETA de l'arrêt définitif de la violence.

Cette plateforme civique — ainsi que les groupes issus de ses scissions internes, tels que *Denon Artean* (Tous ensemble) ou *Bakea Orain* (Paix maintenant) — avait pour ambition d'impulser une réponse citoyenne à la violence. Pour ce faire, elle organisait, après chaque décès — qu'il s'agisse d'attentats perpétrés par l'ETA, par les GAL, ou même de morts de terroristes manipulant leurs propres explosifs — , des rassemblements silencieux de quinze minutes dans différents points du Pays basque et de la Navarre. Ces

33 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, pp. 77-74.

Affiche de la *Coordinadora Gesto por la Paz de Euskal Herria*.
Source : Bibliothèque historique,
Euskal Memoria Digitala — Mémoire numérique basque,
Fondation Sancho el Sabio Fundazioa.

actions, appelées *gestos* (gestes), permirent d'assurer qu'aucun attentat ne reste sans réponse. Des rassemblements furent également organisés chaque semaine durant les périodes de séquestration. Les premiers participants à ces manifestations nourrissaient un fort espoir que leurs gestes suscitent une réaction massive de rejet populaire à l'encontre de la violence — une scène qui ne se concrétisa dans les rues qu'une décennie plus tard. Javier Alcalde, l'un des premiers membres de l'*Asociación por la Paz en Euskal Herria* en Navarre, se souvient de ces premiers élans et des frustrations qui les accompagnèrent : « Au début, je pensais que cela ne durerait pas, que

les citoyens sortiraient, que nous sortirions non pas par dizaines mais par milliers, que dans toutes les rues, nous serions des milliers. Naïf. Naïf et jeune. Puis vint un moment où je me suis dit : "Cela n'aura pas de fin"[34] ».

Le nombre de participants aux rassemblements pour la paix variait selon l'identité de la victime, comme l'observe Gómez Moral, membre du collectif :

> À travers l'affluence à ces rassemblements, on pouvait établir un classement — triste mais révélateur — des victimes qui bouleversaient le plus la société. Les enfants occupaient logiquement le sommet de la pyramide, suivis des responsables politiques, des magistrats ou des intellectuels bénéficiant d'une visibilité publique, des civils assassinés de manière indiscriminée, et enfin, en dernier lieu, des membres des forces de sécurité[35].

Par ailleurs, bien que ce ne fût pas systématique — moins fréquent au début de la période, plus courant vers la fin — , certaines grandes manifestations furent également convoquées par les institutions durant les années 1980 et au début des années 1990. L'une des plus précoces fut organisée par le gouvernement de Navarre à la suite de la tentative d'assassinat de José Javier Uranga, directeur du journal *Diario de Navarra*, en 1980. Selon les chiffres du gouverneur civil, cette manifestation rassembla 50 000 personnes dans les rues de Pampelune sous le mot d'ordre : « Contre l'assassinat et le terrorisme. Pour la liberté d'expression et la démocratie. Pour le droit des Navarrais à décider librement de leur avenir[36] ». Cette formulation, qui ne mentionnait pas explicitement l'ETA, s'inscrivait dans la ligne des slogans des premières manifestations organisées en Euskadi. En 1981, 100 000 personnes répondirent à l'appel du gouvernement basque à Bilbao, après l'assassinat du capitaine de pharmacie au sein

34 Labiano, *op. cit.*, 2014, p. 35. Nous traduisons.

35 Ana Rosa Gómez Moral, *Un gesto que hizo sonar el silencio*, Coordinadora Gesto por la Paz de Euskal Herria, 2013, p. 76. Nous traduisons.

36 *Diario de Navarra*, 3-IX-1980, p. 20. Nous traduisons.

de l'armée Alberto Martín Barrios, cette fois sous le mot d'ordre explicite : « Avec le peuple, contre ETA ». À Madrid, plus d'un million de personnes descendirent dans la rue[37]. Quelques années plus tard, d'autres attentats provoquèrent une immense émotion dans le pays et entraînèrent des réponses sociales massives, bien que disparates selon les territoires : ce fut notamment le cas de l'attentat perpétré en 1987 dans un supermarché *Hipercor* à Barcelone, qui fit 21 morts. Il rassembla 70 000 personnes dans la capitale catalane, mais suscita très peu de réactions au Pays basque et en Navarre[38].

En 1992 naquit *Elkarri*, une nouvelle plateforme citoyenne issue des milieux du nationalisme basque, héritière du collectif *Lurraldea*, qui avait mené la contestation contre le tracé de l'autoroute de Leizarán, entre Guipuscoa et la Navarre. Son objectif était de promouvoir une sortie négociée de la violence à partir de l'idée qu'il existait un « conflit basque » aux racines politiques[39]. Comme l'explique Irene Moreno : « Elkarri naquit comme un contre-geste, une proposition située dans le giron du nationalisme, visant à ne pas perdre la bataille du récit de la violence et de la paix au Pays basque[40] ». Cette plateforme demeura active jusqu'en 2006, date à laquelle elle se transforma en *Lokarri*.

À ces initiatives citoyennes s'ajouta, en 1988, une avancée sur le plan institutionnel : la signature du Pacte d'Ajuria Enea, du Pacte de Navarre et du Pacte de Madrid. Par ces accords, l'unité des partis démocratiques face au terrorisme fut consacrée et affichée. Les pactes reposaient sur l'idée que la paix et la tolérance devaient constituer les objectifs fondamentaux de l'action politique, et ils appelaient à un rejet collectif et explicite de la violence, tout en affirmant la nécessité de renforcer les voies permettant d'atteindre ces objectifs.

Florencio Domínguez a souligné l'importance de ces accords dans le contexte de la réponse sociale au terrorisme. Bien qu'il se

37 *El País*, 23-x-1983, pp. 17-18; *El País*, 10-vii-2017.

38 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 85.

39 López Romo, *op. cit.*, 2025, p. 86.

40 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 131. Nous traduisons.

réfère au document signé à Vitoria, sa portée peut être étendue aux accords de Madrid et de Pampelune :

> Le Pacte d'Ajuria Enea ne représente pas seulement un renforcement des mobilisations sociales contre le terrorisme, mais il exerce également un effet de légitimation sociale des options politiques non nationalistes, dans la mesure où il contribue à atténuer les conséquences de la spirale du silence […]. Cela se traduira par une augmentation progressive des votes en faveur du PP et du PSOE, et par un déclin, lent mais continu, du vote nationaliste. Et ce n'est pas tout : la légitimation obtenue dans le sillage du Pacte d'Ajuria Enea sera décisive pour que, lorsque l'ETA et son entourage lanceront une campagne massive de harcèlement contre les démocrates en général, puis contre les partisans de la Constitution en particulier, l'on n'assiste pas à un retour à la société du silence pour les menacés, mais que ceux-ci affrontent la violence par le biais de nouvelles organisations citoyennes qui émergeront dans la vie publique basque à partir de 1997[41].

Cette marche vers une attitude citoyenne et politique plus frontalement opposée au terrorisme de l'ETA présentait toutefois, comme le souligne Castells à propos d'Euskadi, d'importants « clair-obscurs » :

> Dans le Pacte d'Ajuria Enea lui-même, le mot "ETA" n'apparaît qu'une seule fois […]. Dans les manifestations organisées à cette époque, le slogan le plus répandu était "La paix maintenant et pour toujours", et le terme ETA n'était pas mentionné […], comme si son évocation demeurait encore trop blessante pour mobiliser les foules, ou comme si sa seule mention risquait de rompre le charme de la thèse des "deux violences" (celle de l'État et celle de l'ETA), une idée particulièrement chère à la base du PNV[42].

41 Florencio Domínguez, *Las raíces del miedo. Euskadi, una sociedad atemorizada*, Madrid: Santillana, colección Aguilar, 2003, pp. 74-75. Nous traduisons.

42 Castells, *op. cit.*, 2017, p. 362. Nous traduisons.

Du ruban bleu aux mains blanches

Au début des années 1990, la mobilisation civique contre le terrorisme acquit une plus grande visibilité, tout en se heurtant à une forte résistance de la part de la mouvance *abertzale*. Les rassemblements silencieux et des campagnes telles que celle du ruban bleu marquèrent une étape décisive dans l'engagement citoyen : encore vulnérable, il n'en était pas moins de plus en plus présent dans l'espace public. Dans ce contexte de maturation progressive, l'enlèvement et l'assassinat de Miguel Ángel Blanco, en 1997, constituèrent un tournant dans la réponse de la société face au terrorisme.

La mobilisation impulsée par les organisations pacifistes depuis le milieu des années 1980 avait fini par mettre en péril la domination de la rue qu'exerçait jusqu'alors la gauche nationaliste radicale. Des campagnes comme celle initiée lors du rapt de Julio Iglesias Zamora en 1993 — qui donna lieu à des rassemblements hebdomadaires et à de vastes manifestations — contribuèrent, selon l'expression d'Irene Moreno, à une « routinisation de la protestation », au point que les mobilisations contre le terrorisme devinrent « une composante ordinaire du paysage quotidien en Euskadi[43] ». À cela s'ajoutaient des facteurs tels que la perte du sanctuaire français, l'unité des partis démocratiques face au terrorisme, ou encore l'efficacité de l'action policière qui culmina dans l'opération de Bidart en 1992. Tous ces éléments contribuèrent à la mise en œuvre par ETA de la stratégie dite de « socialisation de la souffrance ».

Cette stratégie comprenait le harcèlement et l'assassinat de responsables politiques, de journalistes, d'intellectuels et, de manière générale, de toute personne exprimant publiquement son opposition à ETA ou au nationalisme basque radical. Elle se traduisit également par une intensification de la violence de rue (*kale borroka*) et se manifesta concrètement dans l'affrontement direct avec les actions pacifistes. Les *Gestoras Pro Amnistía*, qui réclamaient la libération des prisonniers d'ETA, convoquaient leurs sympathisants aux mêmes heures et dans les mêmes lieux que les rassemblements

43 Castells, *op. cit.*, 2017, p. 364. Nous traduisons.

silencieux de *Gesto por la Paz*, dans le but explicite de disputer l'espace symbolique et d'intimider les participants. Dans certains cas, des agressions physiques furent perpétrées : les contre-manifestants proféraient insultes et menaces, et lançaient même des objets sur les personnes rassemblées. Javier Alcalde se souvient : « Le premier jour, ils ont jeté des pièces, y compris des pièces de cent pesetas […] et le deuxième jour, ils ont lancé des vis et des écrous[44]. » En dépit de ces attaques, les rassemblements pacifistes continuèrent.

À ces actions s'étaient ajoutées, à cette époque, d'autres initiatives : *Gesto por la Paz* et d'autres associations promurent le symbole du ruban bleu, initialement imaginé pour que les personnes réclamant la libération d'Iglesias Zamora puissent afficher publiquement un signe visible de leur engagement. Ce geste, qui représentait un pas supplémentaire dans l'implication individuelle, devint rapidement un symbole de rejet de l'ETA. Cet affichage public comportait toutefois des risques : la devise menaçante « un coup de couteau pour ceux qui portent le ruban », ainsi que les agressions et menaces visant ceux qui arboraient ce signe[45], en témoignent. La campagne d'intimidation orchestrée par la mouvance nationaliste radicale eut pour effet que le ruban bleu disparut presque complètement de l'espace public.

L'intimidation et le harcèlement dirigés contre ceux qui manifestaient publiquement leur opposition à ETA provoquèrent sans doute une contraction de la mobilisation sociale à cette période. Toutefois, ces campagnes du début des années 1990 — ruban bleu, rassemblements hebdomadaires, grandes manifestations — démontrèrent qu'il était possible de s'opposer au terrorisme et de reconquérir un espace public jusqu'alors monopolisé par la sphère d'influence d'ETA. En ce sens, elles peuvent être considérées comme les prémices des grandes manifestations qui eurent lieu à partir du milieu des années 1990, nourries par une lassitude profonde après près de trente années d'assassinats et par l'élargissement des cibles visées par les terroristes.

Certaines de ces grandes mobilisations eurent lieu après les assassinats de Gregorio Ordóñez, premier adjoint au maire de

44 Labiano, *op. cit.*, 2014, p. 38. Nous traduisons.

45 Castells, *op. cit.*, 2017, p. 366.

Saint-Sébastien, membre du Parti populaire (1995), du dirigeant socialiste historique Fernando Múgica (1996), ou encore de Francisco Tomás y Valiente, ancien président du Tribunal constitutionnel (1996). Lors des manifestations organisées en réaction à ce dernier assassinat, on pouvait lire le slogan « ¡Basta ya! » (« Assez ! »), tandis que commençait à être brandi le symbole des mains blanches tournées vers le ciel — une image qui signifiait pureté et honnêteté, ouverture et pluralité[46].

Ces mains blanches envahirent à nouveau les rues espagnoles un an et demi plus tard, lorsque l'enlèvement de Miguel Ángel Blanco — survenu seulement quelques jours après la libération par la Garde civile de José Antonio Ortega Lara, fonctionnaire de prison séquestré pendant 532 jours — bouleversa de nouveau la société espagnole. La couverture médiatique en continu, les manifestations de masse, les appels à la clémence, les veillées, les rubans bleus, l'action des forces de l'ordre… rien ne put empêcher ETA de mettre sa menace à exécution et d'assassiner le conseiller municipal. Le 12 juillet, arrivé à échéance du délai fixé par l'organisation, Miguel Ángel Blanco fut retrouvé grièvement blessé. Il succomba à ses blessures quelques heures plus tard.

L'esprit d'Ermua et le « trop c'est trop ! » (*¡Basta Ya!*)

L'annonce de la mort de Miguel Ángel Blanco bouleversa profondément la population basque et espagnole, qui descendit de nouveau massivement dans les rues. Cet assassinat marqua un jalon fondamental dans la réponse sociale au terrorisme et engendra un moment d'unité politique et citoyenne apparemment consensuelle contre l'ETA, bien que cette cohésion ne tardât pas à se fissurer. De nouveaux acteurs comme *¡Basta Ya!* ou les associations de victimes gagnèrent en visibilité et en influence ; durant les dernières années de violence de l'ETA, la société espagnole fut engagée dans

46 Enrique Laraña, *La construcción de los movimientos sociales*, Madrid: Alianza, 1999.

une mobilisation constante contre le terrorisme, quoique de plus en plus marquée par une polarisation politique.

Le 12 juillet 1997, dès l'après-midi, une marche silencieuse fut organisée entre Ermua et Eibar, tandis que, partout en Espagne, des mobilisations spontanées furent déclenchées pour condamner le crime. On pouvait entendre des slogans tels que « Basques oui, ETA non » (« Vascos sí, ETA no ») ou « Miguel Ángel, c'est moi » (« Yo soy Miguel Ángel »). Au Pays basque et en Navarre, certaines de ces marches se dirigèrent vers les sièges de *Herri Batasuna* (HB) et d'autres locaux associés à la gauche *abertzale*, qui furent pris pour cibles. Comme le souligne Moreno Bibiloni, « les rôles s'inversèrent par rapport aux années précédentes : ce furent désormais les manifestants de la gauche *abertzale* qui se sentirent harcelés[47] ». Les médias, les responsables politiques — tant au niveau régional que national — ainsi qu'une large part des citoyens imputèrent à HB une part de responsabilité dans l'assassinat : « Ce fut le point de non-retour dans le processus de désignation constante de HB comme complice de la violence au cours des années suivantes[48] ».

Selon la *Fondation Miguel Ángel Blanco*, environ 1 500 manifestations furent organisées en Espagne dans les jours qui suivirent, rassemblant quelque six millions de personnes[49]. Il s'agissait de mobilisations chargées d'émotion, marquées par la lassitude et la tension, parfois aussi par la colère. Parallèlement, des milliers de personnes ont envoyé des lettres de condoléances à la famille du jeune assassiné.

Dans ce contexte d'effervescence populaire, la voie du silence et du pacifisme fut perçue comme insuffisante. Face à l'attitude plus modérée de *Gesto por la Paz* — critiquée par des intellectuels tels que Fernando Savater, qui la qualifièrent de « conformiste[50] » — émergèrent de nouvelles plateformes réclamant une action plus active et explicite contre l'ETA et son entourage, sur les plans politique,

47 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 192. Nous traduisons.

48 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 194. Nous traduisons.

49 <https://xxaniversario.fmiguelangelblanco.es/#mapa> (consulté le 16-VII-2025).

50 Uriarte Bengoechea, *op. cit.*, 2003, p. 192.

La presse nationale du 15 juillet 1997 fit sa une sur les manifestations massives contre l'ETA à Madrid, organisées après l'assassinat de Miguel Ángel Blanco, et relaya le discours qui imputait également à Herri Batasuna une part de responsabilité dans la violence de l'ETA. Source : *El País*, *ABC*.

judiciaire et social. Des collectifs tels que le *Foro de Ermua* — davantage centré sur le discours intellectuel — ou *¡Basta Ya!* — tourné vers la mobilisation populaire — adoptèrent un ton plus ferme et plus volontariste. Ils dénonçaient non seulement les crimes de l'ETA, mais également la complaisance du nationalisme basque à l'égard de la violence. Leur positionnement était clair et sans ambiguïté en faveur de l'État de droit, de la Constitution et des victimes. De manière significative, ces nouveaux collectifs érigèrent en valeur suprême la Liberté, là où les organisations précédentes faisaient de la Paix leur priorité[51]. Ces nouvelles structures se développèrent principalement dans les milieux urbains et sur les grandes scènes

51 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 208.

publiques, de sorte que *Gesto por la Paz* conserva une certaine prééminence dans les localités rurales du Pays basque[52].

Cette fermeté accrue à l'égard de l'ETA et de son environnement se refléta également dans l'évolution du langage. Comme le relève Castells, à la fin des années 1990 — notamment après la rupture de la trêve que l'ETA avait observée entre 1998 et 1999 — , le slogan « La paix maintenant et pour toujours » (« Paz ahora y para siempre », encore dominant peu auparavant dans les mobilisations au Pays basque, fut progressivement remplacé par des formules plus explicites comme « ETA non » (« ETA no ») ou « Pour la liberté, ETA non » (« Por la libertad, ETA no[53] »).

Le terrain politique et institutionnel fut également ébranlé par le choc suscité par l'assassinat de Blanco. Dans la foulée de ce crime, les partis démocratiques resserrèrent les rangs pour délégitimer HB et lancèrent des campagnes visant à l'exclure des conseils municipaux où elle était représentée. Toutefois, l'unité incarnée par ce que l'on nomma « l'esprit d'Ermua » ne tarda pas à se désagréger. Comme le fait remarquer Irene Moreno, il convient de se demander si cette unité politique fut réelle ou s'il ne s'agissait pas plutôt d'une mise en scène orchestrée par les partis sous la pression de l'opinion publique[54].

La rupture définitive du consensus intervint en 1998, avec la signature du Pacte de Lizarra-Estella, qui formalisa un rapprochement entre les principales forces nationalistes basques — le PNV et EA — et la gauche *abertzale*. Face à ces forces, se positionna le bloc dit « constitutionnaliste », composé du PP et du PSOE, qui mirent de côté leurs divergences pour s'unir sur cette question — même si, dès cette époque, des tensions internes entre les deux partis suscitaient des inquiétudes[55] — , ainsi que des nouvelles organisations citoyennes décidées à engager une confrontation directe avec le nationalisme basque en raison de sa tolérance supposée envers l'ETA.

---

52 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 224.

53 Castells, *op.c it.*, 2017, pp. 374-375. Nous traduisons.

54 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 198.

55 Uriarte Bengoechea, *op. cit.*, 2003, p. 246.

Cette division politique se répercuta dans l'espace public. Un exemple significatif fut la réaction à l'assassinat, en février 2000, de Fernando Buesa, parlementaire socialiste basque, et de son garde du corps Jorge Díez Elorza. Trois manifestations distinctes eurent lieu à Vitoria-Gasteiz : l'une, menée par les nationalistes basques, salua la présence du *lehendakari* Ibarretxe ; une autre, convoquée par la famille de Buesa, reçut le soutien des partis et organisations constitutionnalistes, qui dénonçaient l'ambiguïté du nationalisme face à l'ETA ; une troisième, enfin, fut organisée par des citoyens et des collectifs tels que *Gesto por la Paz*, refusant de s'aligner sur l'un ou l'autre des blocs. La presse rapporta des scènes de tension, des échanges d'injures et même des coups entre manifestants nationalistes et non-nationalistes[56].

Dans le même temps, les collectifs liés aux victimes du terrorisme se multiplièrent et commencèrent à trouver leur place dans le discours public. Leonisio, qui a étudié leur présence dans les discours des partis politiques, souligne que les victimes firent leur apparition dès 1995, mais qu'à partir de 1999 et jusqu'en 2022, elles jouèrent un rôle continu en tant que collectif de personnes lésées — non plus seulement comme individus ayant souffert d'un attentat : « Si auparavant elles étaient un "sujet passif" (des individus ou des groupes tués ou menacés), elles devinrent ensuite un "sujet actif", c'est-à-dire un groupe de pression dont l'opinion devait être prise en compte et auquel il fallait accorder attention et politiques publiques[57] ».

Les années 2000, jusqu'à l'annonce par ETA de l'arrêt définitif de son activité terroriste en 2011, furent une période de mobilisation sociale soutenue. Comme le rappellent López Romo et Irene Moreno, durant cette décennie, tous les attentats perpétrés par l'ETA furent suivis de manifestations de masse, à l'appel tant des collectifs pacifistes historiques que des nouvelles organisations issues de

56 *El Correo*, 21-II-2010. <https://www.elcorreo.com/vizcaya/v/20100221/politica/euskadi-dividio-poco-20100221.html> (consulté le 17-VII-2025).

57 Rafael Leonisio, « Las víctimas del terrorismo en el discurso de los partidos políticos vascos: una aproximación cuantitativa (1980-2011) », *Revista de Estudios Políticos (nueva época)*, 161, julio-septiembre 2013, p. 29. Nous traduisons.

la société civile et des institutions[58]. Les ruptures de trêves, d'abord celle de 1999, puis celle de 2006, provoquèrent des ondes de choc qui accentuèrent le rejet social — déjà largement généralisé et vigoureux — de l'organisation terroriste.

À mesure que grandissait la lassitude des citoyens, le rôle mobilisateur et la visibilité de *¡Basta Ya!* s'étiolèrent. Parallèlement, autour de 2004, le Parti socialiste d'Euskadi (PSE) prit ses distances avec la rhétorique constitutionnaliste. Comme le note Moreno Bibiloni, le transfert des grandes manifestations vers Madrid contribua à « dénaturer et politiser le message constitutionnaliste » au Pays basque :

> Les manifestations contre l'ETA organisées depuis les rangs non nationalistes commencèrent à être associées à une idéologie de droite, notamment en raison de la mobilisation des électeurs du Parti populaire et du soutien que ce dernier apporta aux associations de victimes dans leurs confrontations avec le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero. […] Ce fut à ce moment que les manifestations contre le terrorisme atteignirent leur paroxysme en tant qu'outil de récupération partisane[59].

Malgré cela, les citoyens continuèrent à descendre dans les rues après chaque attentat. Le 20 octobre 2011, l'ETA annonça l'arrêt définitif de son activité terroriste.

Conclusion

L'événement historique qui ouvre ce chapitre, l'enlèvement et l'assassinat de Miguel Ángel Blanco en 1997, est resté dans la mémoire collective comme un *key event*, un moment charnière qui marqua un avant et un après dans la réponse sociale — mais aussi politique et médiatique[60] — au terrorisme en Espagne. Il s'agit sans nul

58 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 218; López Romo, *op.cit.*, 2015.

59 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 230-231. Nous traduisons.

60 Labiano et Gastón-Lorente, *op. cit.*, 2024.

doute d'un point de bascule. Mais il ne faut pas oublier, comme on a tenté de le montrer dans ces pages et comme d'autres chercheurs l'ont souligné avant, que cet événement fut, pour reprendre les mots d'Irene Moreno, « un moment qui a culminé, au sens du point le plus haut, une tendance de long cours[61] ».

Le rapport *La société basque face à la mémoire des victimes et à la fin du terrorisme. Résultats préliminaires*, publié en 2017 par le Centre mémoriel pour les victimes du terrorisme, révélait que les citoyens basques attribuaient à la mobilisation civique un rôle de premier plan dans la fin du terrorisme, lui accordant une note de 6,5 sur 10 — devant les autres facteurs et circonstances mentionnés[62]. Toutefois, comme le souligne Moreno Bibiloni, cette perception entre en contradiction avec d'autres données : 59 % des Basques déclaraient ne pas avoir participé aux manifestations pendant que l'ETA était encore active, et à peine un peu plus d'un tiers affirmait s'être mobilisé avec une certaine régularité contre l'organisation terroriste[63]. Bien qu'il y ait eu, comme on l'a vu, certaines initiatives citoyennes contre la terreur dès les débuts, la réalité est que la mobilisation sociale contre le terrorisme n'a été ni majoritaire, ni constante avant plusieurs décennies d'existence de l'ETA, et après des centaines de morts.

C'est pourquoi, si le rejet social a pu jouer un rôle dans l'affaiblissement et l'extinction de l'ETA, il ne fut sans doute pas le facteur le plus décisif. L'efficacité des forces de police, le changement d'attitude de la France, l'évolution interne de la gauche *abertzale*, ou encore le contexte international du terrorisme (Al-Qaïda, la fin de la violence de l'IRA…), ont également joué un rôle déterminant dans le déclin de l'organisation. Cela dit, la mobilisation citoyenne a revêtu une fonction symbolique essentielle : elle a contribué à délégitimer

61 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 189. Nous traduisons.

62 Francisco Llera, « La sociedad vasca ante la memoria de las víctimas y el final del terrorismo. Avance de resultados », *Informe del Centro para la Memoria de las Víctimas del Terrorismo*, 2, Vitoria-Gazteiz: Fundación Centro para la Memoria de las Víctimas del Terrorismo, 2017.

63 Moreno Bibiloni, *op. cit.*, 2019, p. 247.

socialement le terrorisme et son environnement, à déchirer le voile de silence et de peur qui recouvrait depuis des décennies le Pays basque et la Navarre, et à rendre visibles les victimes en tant que sujets actifs dans l'espace public et dans le discours démocratique.

Depuis les premiers gestes timides des années 1980 jusqu'aux mobilisations massives consécutives à l'assassinat de Miguel Ángel Blanco, la société a peu à peu gagné en voix et en visibilité face à la violence. Des collectifs tels que *Gesto por la Paz*, *¡Basta Ya!* ou le *Foro de Ermua* ont canalisé des sensibilités diverses, allant du pacifisme transversal à un constitutionnalisme résolu. À travers leurs actions, ils ont démontré que l'ETA ne se heurtait pas seulement à la répression policière ou judiciaire, ni à des institutions abstraites, mais aussi à une citoyenneté qui, par des voies et des langages pluriels, a dit « non » à la terreur.

Bibliographie

Castellanos, José Antonio, *Carrero Blanco. Historia y memoria*, Madrid: Catarata, 2023.

Castells Arteche, Luis, « La sociedad vasca ante el terrorismo. Las ventanas cerradas (1977-2011) », *Historia y Política*, 38, 347-382. DOI: <https://doi.org/10.18042/hp.38.12>.

Domínguez, Florencio, *Las raíces del miedo. Euskadi, una sociedad atemorizada*, Madrid: Santillana, colección Aguilar, 2003

—, « El enfrentamiento de ETA con la democracia », dans Elorza, Antonio. (coord.), *La historia de ETA*, Madrid: Temas de Hoy, Historia, 2006.

Elorza, Antonio (coord.), *La historia de ETA*, Madrid: Temas de Hoy, colección Historia, 2006.

Fernández Soldevilla, Gaizka, « El nacionalismo vasco radical ante la transición española », *Historia contemporánea*, 35, 2007, p. 817-844.

— et Jiménez Ramos, María (coords.), *1980. El terrorismo contra la Transición*, Madrid: Tecnos, 2020.
— et Escauriaza, Ana, *Dinamita, tuercas y mentiras. El atentado de la cafetería Rolando*, Madrid: Tecnos, 2024.

Gómez Moral, Ana Rosa, *Un gesto que hizo sonar el silencio*, Coordinadora Gesto por la Paz de Euskal Herria, 2013.

Jiménez Ramos, María et Labiano, Roncesvalles, « Desamparo, oprobio y olvido. Las víctimas de los victimarios-víctimas », *Historia del Presente*, (45), 2025, pp. 93-110.

Labiano, Roncesvalles, *Del silencio a la protesta activa. Respuesta de la sociedad navarra al terrorismo de ETA (1977-2003)*, Mémoire de recherche inédit, Pampelune: Universidad de Navarra, 2014.
— et Gastón-Lorente, Lucía, « Periodismo y memoria: el aniversario del asesinato de Miguel Ángel Blanco en la prensa española y regional vasca », *Memoria y Civilización*, 27, 2, 2024, pp. 491-514. DOI: <https://doi.org/10.15581/001.27.2.022>.
— et Jiménez Ramos, María, « Las víctimas de los victimarios-víctimas », dans Fernández Soldevilla, Gaizka, Jiménez Ramos, María et Martínez, Josefina, *Terrorismo y represión*, Madrid: Tecnos, 2025, p. 205-227.

Laraña, Enrique, *La construcción de los movimientos sociales*, Madrid: Alianza, 1999.

Leonisio, Rafael, « Las víctimas del terrorismo en el discurso de los partidos políticos vascos: una aproximación cuantitativa (1980-2011) », *Revista de Estudios Políticos (nueva época)*, 161, juillet-septembre, 2013, p. 13-40.

Llera, Francisco, « La sociedad vasca ante la memoria de las víctimas y el final del terrorismo. Avance de resultados », *Informe del Centro para la Memoria de las Víctimas del Terrorismo*, 2, Vitoria-Gazteiz: Fundación Centro para la Memoria de las Víctimas del Terrorismo, 2017.

López Romo, Raúl, *Informe Foronda. Los efectos del terrorismo en la sociedad vasca (1968-2010)*, Madrid: Catarata, 2015.
—, *Le rapport Foronda. Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)*, Éditions Orbis Tertius, 2025.

Marrodán Ciordia, Javier (dir.), *Relatos de plomo. Historia del terrorismo en Navarra 1960-86*, vol. 1, Pampelune: Gobierno de Navarra, 2013.
—, *Relatos de plomo. Historia del terrorrismo en Navarra. La sociedad contra ETA*, Pampelune: Gobierno de Navarra, 2015.

Moreno Bibiloni, Irene, *Gestos frente al miedo. Manifestaciones contra el terrorismo en el País Vasco (1975-2013)*, Madrid: Tecnos, 2019.

Uriarte Bengoechea, Edurne, *Cobardes y rebeldes. Por qué pervive el terrorismo*, Madrid: Temas de hoy, 2003.

Du sanctuaire à la coopération : l'empreinte mémorielle de la posture française face à l'ETA

Léna Georgeault
Universidad Villanueva

Introduction

La relation entre la France et l'ETA constitue un chapitre singulier de l'histoire du terrorisme en Europe. À travers elle, se dessine le paradoxe d'un État qui, au nom de principes juridiques, a longtemps opposé un refus obstiné aux demandes espagnoles d'extradition, avant de devenir, quelques décennies plus tard, un partenaire jugé incontournable dans la lutte antiterroriste. L'image du « sanctuaire français », forgée dès les années 1970, a laissé une empreinte profonde dans la mémoire espagnole : celle d'une frontière perméable où les militants basques trouvaient refuge, se réorganisaient et relançaient leurs campagnes meurtrières. Ce grief, répété avec constance par les autorités et par la presse espagnole, illustre la frustration ressentie devant ce qui apparaissait comme une forme de complaisance, voire de déni, de la part de la République française. Au-delà des aspects sécuritaires, cet état de fait a structuré un imaginaire politique espagnol où la France apparaît comme le pays voisin rongé par un complexe de supériorité et qui, sans l'avouer, préféra longtemps la commodité du retrait au coût du courage.

Ce choix français s'enracinait officiellement dans un arsenal juridique précis, hérité de l'entre-deux-guerres et consolidé par la Convention européenne d'extradition de 1957. La protection des infractions dites « politiques », conçue comme une garantie pour les opposants aux régimes autoritaires, fournissait aux juridictions

et au gouvernement un motif récurrent pour écarter les demandes espagnoles.

Alors qu'elle apparaissait inflexible, la posture française se fissure en 1984, avec les premières extraditions vers l'Espagne. Ce basculement inaugure une dynamique nouvelle : celle d'une coopération active et durable. Pour la première fois, Paris accepte de rompre avec la doctrine qui faisait de l'ETA un acteur relevant de l'« infraction politique », et reconnaît officiellement le caractère terroriste de l'organisation. À partir de ce moment, un processus de rapprochement s'amorce entre les deux pays, d'abord hésitant, puis de plus en plus structuré. Voit alors le jour une série de mécanismes judiciaires et policiers communs qui, au fil des décennies, viendront sceller un front commun contre le terrorisme basque. Loin de se réduire à quelques extraditions emblématiques, cette coopération devient progressivement un système intégré, nourri par des accords bilatéraux puis européens, jusqu'à être salué comme un modèle de coordination internationale. De la fin des années 1980 à la dissolution de l'ETA en 2018, elle s'impose comme un facteur déterminant pour affaiblir puis démanteler durablement l'organisation, et, enfin, mettre un point final au terrorisme basque.

C'est à cette trajectoire de l'aveuglement initial à la coopération célébrée que ce chapitre est consacré, ainsi qu'à la trace mémorielle contrastée qu'elle laisse derrière elle. À travers cette réflexion, une interrogation demeure en filigrane : la coopération finale rachète-t-elle les années d'inaction ?

Il s'agira d'examiner les ressorts juridiques et politiques du refus d'extradition, puis les facteurs internes et externes qui précipitèrent le tournant de 1984 et ouvrent voie à la patiente construction d'une coopération devenue exemplaire. Dans un second temps, l'analyse portera sur l'héritage, des deux côtés des Pyrénées, du « sanctuaire français », abordant la mémoire persistante du « sanctuaire français » dans le discours espagnol, et la question, plus délicate, de savoir si les arguments juridiques invoqués par Paris masquaient des logiques moins avouables.

Du « sanctuaire français » à la « coopération exemplaire » : quarante ans de politique française face à l'ETA

Le temps du refus : l'exception politique comme doctrine française

Dès le tournant des années 1970, les premières demandes d'extradition adressées par l'Espagne ouvrent un cycle de refus qui vaut à la France sa réputation de « sanctuaire » pour les terroristes de l'ETA. En décembre 1970, seize membres de l'organisation comparaissent devant le conseil de guerre de Burgos : six sont condamnés à mort et neuf à de lourdes peines de prison. La procédure suscite une vague d'indignation internationale qui pousse Franco à commuer toutes les peines de mort en réclusion, le 30 décembre 1970. Dans la foulée, Madrid réclame à Paris la remise de plusieurs condamnés en fuite afin qu'ils purgent leurs peines. La France refuse, confirmant une ligne de retenue qui s'installe durablement.

Trois ans plus tard, en décembre 1973, l'ETA assassine à Madrid Luis Carrero Blanco, alors président du gouvernement et pressenti comme futur héritier politique de Franco. L'explosion éventre la chaussée et projette sa voiture par-dessus les immeubles de la rue Claudio Coello. Spectaculaire, la scène sidère l'Europe. Dans le sillage de l'attentat, Madrid adresse à Paris de nouvelles demandes d'extradition. L'une d'elles prend le nom d'« affaire Astudillo » et devient le symbole de la position française de refus systématique : déposée en 1973, elle conduit à un décret d'extradition signé le 5 mars 1975, qui est annulé par le Conseil d'État le 24 juin 1977 pour motif politique.

Pourtant, l'Espagne vient de célébrer ses premières élections démocratiques depuis la guerre civile. Le 15 juin 1977, les électeurs se pressent dans les bureaux de vote pour élire l'Assemblée constituante appelée à sceller la transition démocratique. La même année, le pays adhère au Conseil de l'Europe, consacrant symboliquement son retour dans la communauté politique du continent. On pourrait croire que la fin du franquisme reconfigure le regard français et ouvre la voie à une coopération judiciaire renforcée. Or,

si Paris affiche une bienveillance de principe envers la démocratisation espagnole, l'extradition demeure régie par un faisceau de normes qui, en pratique, ferment la porte aux remises dans les dossiers d'ETA.

Ce socle juridique qui permet à la France de s'opposer aux demandes espagnoles repose principalement sur trois piliers. D'abord, la loi française du 10 mars 1927, qui constitue le droit commun de l'extradition jusqu'en 2004. Son article 5 est sans ambiguïté : l'extradition n'est pas accordée lorsqu'une infraction a un caractère politique ou lorsqu'elle est demandée dans un but politique. Autrement dit, la France peut refuser non seulement si l'acte reproché est jugé politique, mais aussi si la demande d'extradition est soupçonnée de servir un objectif politique — un garde-fou pensé pour protéger les opposants aux régimes autoritaires.

Ensuite, la Convention européenne d'extradition de 1957, signée à Paris sous l'égide du Conseil de l'Europe, réaffirme cette exception en son article 3 : aucune remise ne peut avoir lieu pour des infractions politiques, la qualification étant laissée à l'État requis.

Enfin, la procédure interne française ajoute ses propres garanties : la règle de la « double incrimination » exige que les faits soient punissables en France comme en Espagne, et le principe de spécialité interdit de juger pour d'autres faits que ceux mentionnés dans la demande.

Ainsi, tant que Paris lit ces dossiers à travers la catégorie du « politique » — qu'il s'agisse des actes eux-mêmes ou de l'intention prêtée aux demandes espagnoles — , le droit alors en vigueur fournit aux autorités les moyens de refuser l'extradition.

Malgré l'adoption de la Constitution espagnole en 1978 et la progressive consolidation de l'État de droit, les autorités françaises continuent de mobiliser l'exception d'infraction politique pour écarter les demandes d'extradition. Autrement dit, elles jugent que les garanties offertes par la jeune démocratie espagnole ne sont pas encore pleinement stabilisées et que l'argument du « politique » demeure applicable, bien que celui-ci apparaisse de plus en plus artificiel. En effet, le pic de violence de l'ETA coïncide avec l'avènement de la démocratie — plus de 90 % des morts attribuables à l'organisation ayant lieu après le décès de Franco, dont un quart au cours

des seules années 1979 et 1980[1] — révélant l'absurdité de sa rhétorique, qui persiste à se présenter comme l'avant-garde de la liberté face à la tyrannie. La branche la plus dure, ETA-militar (ETA-m), décrit la démocratie espagnole comme un franquisme déguisé et inscrit son action dans le cadre d'une prétendue guerre entre Euskadi et l'État espagnol[2].

En octobre 1980, l'attentat antisémite de la rue Copernic à Paris fait quatre morts et quarante-six blessés, inaugurant une nouvelle séquence de violence sur le sol français. La France se découvre ainsi une scène terroriste plurielle, mêlant des actions venues de l'étranger et mouvances endogènes, qui l'oblige à repenser son arsenal juridique. Le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, constitué à la suite de l'élection de François Mitterrand en mai 1981, s'efforce alors de tenir ensemble deux lignes : ne pas créer un droit d'exception, sans pour autant offrir de protection aux crimes de sang. Dans cette logique, la Cour de sûreté de l'État — juridiction d'exception créée en 1963 pour juger les affaires de terrorisme ou d'atteinte à la sûreté de l'État — est supprimée en 1981, et les dossiers sont renvoyés devant les juridictions de droit commun.

En parallèle, en février 1981, la mort du terroriste de l'ETA José Arregui attire l'attention sur les pratiques policières espagnoles. Les médecins légistes qui pratiquent l'autopsie découvrent un corps marqué par les brûlures, les ecchymoses et les fractures : un véritable catalogue clinique de sévices infligés dans les cellules madrilènes. Ce constat contredit brutalement l'idée d'un État de droit déjà consolidé et alimente en France, y compris dans les médias, de sérieux doutes sur les garanties effectives qu'offre la justice espagnole. Quelques jours plus tard, le 23 février 1981, un autre choc survient : le lieutenant-colonel Antonio Tejero surgit pistolet au poing dans l'hémicycle du Congrès des députés, tire en l'air et prend en otage les parlementaires pour empêcher l'investiture du nouveau gouvernement. Les images tournées en direct, députés prostrés sous les bancs,

---

1 Francisco José Llera, « ETA: Ejército secreto y movimiento social », *Revista de Estudios Políticos*, n.º 78, 1992, p. 168-169.

2 *Ibid.*, p. 181.

deviennent l'icône d'une démocratie encore vacillante. Ces deux épisodes — le cadavre martyrisé d'Arregui et la tentative de coup d'État militaire — renforcent l'idée que l'État de droit espagnol demeure fragile et confortent la prudence persistante des autorités françaises dans l'examen des demandes d'extradition.

Dans ce climat, de nouvelles affaires d'extradition viennent nourrir un feuilleton diplomatique tendu, suivi presque de près par la presse. Au printemps 1981, l'Espagne réclame quinze membres de l'ETA. La justice française écarte la plupart des demandes au nom de l'infraction politique, mais six cas se distinguent : considérés comme des crimes de droit commun, ils concernent des figures lourdement mises en cause, parmi lesquelles Juan Carlos Arruti Azpitarte, Miguel Ángel Aldana Barrena, Eugenio Barrutiabengoa Zabarte et Tomás Linaza Echeverría[3]. Dès le 11 juin, *Le Monde* souligne l'impatience madrilène, rapportant que le gouvernement espagnol jugerait « très grave » un refus concernant Linaza[4]. Le 8 juillet, la chambre d'accusation de Pau tranche : refus pour six Basques accusés de vols ou de détention d'armes, avis favorable pour trois accusés d'assassinat. Le quotidien titre aussitôt que ce « refus complique les relations franco-espagnoles[5] », L'affaire atteint son paroxysme le 1er octobre, lorsque le gouvernement français refuse d'extrader Linaza malgré les avis favorables, invoquant son statut de réfugié.

Si Madrid s'agace de voir ses demandes rester lettre morte, elle n'est pas seule : au sein du Conseil de l'Europe, d'autres capitales s'impatientent face à la singularité française. En 1982, lors des réunions des ministres de la Justice à Athènes en mai puis à Luxembourg en octobre, plusieurs délégations, notamment d'Italie et de la République fédérale d'Allemagne, dénoncent le double standard français. Madrid se voit opposer l'exception politique pour des

3 Susana Panisello Sabaté, « Extradiciones de Francia a España: treinta años de envíos », *Historia Actual Online* 39, no. 1, 2016, pp. 29-38, p. 32.

4 Thierry Maliniak, « Le rejet de la demande d'extradition d'un militant de l'ETA serait jugé très grave par Madrid », *Le Monde*, 11-VI-1981.

5 Bertrand Le Gendre, « Le refus de la cour de Pau de laisser extrader six Basques complique les relations franco-espagnoles », *Le Monde*, 10-VII-1981.

attentats meurtriers, alors que Rome et Bonn obtiennent l'extradition de membres des Brigades rouges ou de la Bande à Baader. Le grief est clair : en maintenant la fiction du « sanctuaire », Paris mine la confiance mutuelle et compromet la coopération judiciaire au sein du Conseil de l'Europe.

C'est dans ce contexte que Robert Badinter, devenu garde des Sceaux, formalise une doctrine destinée à concilier deux exigences contradictoires : le respect du droit d'asile et la lutte contre les crimes de sang. Le 20 février 1982, au colloque « Droit et démocratie », il expose les grands axes : attachement à l'asile, refus de créer un « droit d'exception », mais volonté affichée de coopérer contre la criminalité de droit commun avec les partenaires européens[6]. Quelques mois plus tard, le 10 novembre, il présente en Conseil des ministres une communication solennelle établissant quatre critères pour apprécier chaque demande d'extradition — nature du système politique et judiciaire de l'État demandeur ; caractère politique de l'infraction ; mobile politique de la demande ; risque d'aggravation en cas d'extradition — chacun pouvant suffire à justifier un refus. Mais elle ajoute une restriction décisive : l'exception politique ne s'applique pas lorsque des actes criminels tels que meurtres ou prises d'otages sont commis dans un État respectueux des libertés, car « la fin politique alléguée ne saurait justifier des moyens inacceptables[7] ».

La presse commente l'inflexion, y voyant un tournant destiné à rassurer les partenaires européens irrités. *Le Monde* souligne que la communication du Conseil des ministres doit se lire comme un avertissement : les Basques espagnols meurtriers de gardes civils ou poseurs de bombes risquent désormais d'être extradés. Ce virage est expliqué à la lumière des violences de l'été. Le 9 août 1982, l'attentat

6 Robert Badinter, « Discours de M. Robert Badinter, ministre de la justice, sur l'extradition et le droit d'asile, Paris le 20 février 1982 » , <https://www.vie-publique.fr/discours/259336-discours-de-m-robert-badinter-ministre-de-la-justice-sur-lextraditio> (consulté le 16-ix-2025).

7 Robert Badinter, « CM. 10 novembre 1982 La politique française en matière d'extradition. », <https://www.vie-publique.fr/discours/151877-cm-10-novembre-1982-la-politique-francaise-en-matiere-dextradition> (consulté le 16-ix-2025).

de la rue des Rosiers, à Paris, fait six morts et une vingtaine de blessés lorsqu'une grenade est lancée dans un restaurant juif par un commando proche du mouvement Abou Nidal. Le raisonnement est résumé ainsi : que dirait la France si, par un jeu de symétrie, l'Espagne refusait d'extrader les responsables de la rue des Rosiers arrêtés sur son territoire ? À cela s'ajoute la solidarité socialiste : le 28 octobre 1982, Felipe González porte le PSOE au pouvoir à Madrid, et Mitterrand ne peut rester inactif. Le quotidien conclut que le gouvernement français « se repent sans le dire de l'angélisme qui, à ses yeux, prévalait il y a dix-huit mois[8] ».

Malgré cette évolution doctrinale, qui rapproche le discours de Robert Badinter de la Convention européenne pour la répression du terrorisme — texte visant à neutraliser l'exception politique pour les crimes de sang et dont la philosophie recoupe l'idée que la fin politique alléguée ne saurait justifier des moyens inacceptables[9] — , la France s'abstient encore de ratifier la convention.

En parallèle, l'Espagne continue ses efforts et maintient la pression. Soucieux de consolider la jeune démocratie et d'affermir sa légitimité européenne, Felipe González fait de la lutte contre l'ETA une priorité nationale et diplomatique. Il affirme dès ses premiers discours que la coopération internationale est essentielle pour mettre fin au terrorisme[10]. Peu après la visite du roi d'Espagne, Juan Carlos Ier, González dépêche son directeur du cabinet, Julio Feo, pour des entretiens avec les autorités françaises, tandis que le ministre espagnol de l'Intérieur, José Barrionuevo, engage à plusieurs reprises des pourparlers avec son homologue Gaston Defferre afin de poser les bases d'une coopération contre l'ETA. Ces échanges révèlent souvent la méconnaissance, voire le désintérêt, de la partie française : certains responsables ignorent encore, à cette époque, jusqu'à

8 Bertrand Le Gendre, « Les frontières de 'l'inacceptable' », *Le Monde*, 12-XI-1982.

9 Conseil de l'Europe, *Convention européenne pour la répression du terrorisme (ETS n°90)*, Strasbourg, 27-I-1977.

10 Felipe González, « Discurso de investidura del candidato a la Presidencia del Gobierno », Congreso de los Diputados, 30-XI-1982.

l'existence d'un Parlement basque[11]. Un entretien décisif a néanmoins lieu entre François Mitterrand et Felipe González le 20 décembre 1983, quand ce dernier présente au président français une liste des victimes de l'organisation basque. Pris de court, Mitterrand est forcé de reconnaître l'ampleur de la menace. Selon González, cette rencontre provoque une prise de conscience des autorités françaises face au terrorisme basque[12].

À ces démarches diplomatiques s'ajoute une pression plus sombre : celle des GAL (Groupes antiterroristes de libération). Ces commandos clandestins, financés par des fonds publics espagnols entre 1983 et 1987, mènent une « guerre sale » contre les réseaux de l'ETA réfugiés en France. Leurs actions — assassinats ciblés, enlèvements, exécutions sommaires — font au total 27 morts, dont plusieurs civils innocents[13]. Le GAL incarne une dérive sécuritaire où l'État, incapable d'obtenir la collaboration judiciaire française, choisit de frapper directement sur le territoire voisin. La stratégie mise en œuvre vise à instaurer la peur au sein des milieux nationalistes basques établis dans le « sanctuaire français » afin de contraindre la France à coopérer, notamment en expulsant les réfugiés basques vers l'Espagne[14]. Cette stratégie produit une double pression : elle alarme Paris, inquiet de voir son sol transformé en théâtre de représailles, et elle renforce la diplomatie de Madrid, qui peut désormais présenter la coopération policière et judiciaire comme une alternative nécessaire à la violence illégale.

---

11 Inocencio F. Arias, *Los presidentes y la diplomacia: Me acosté con Suárez y me levanté con Zapatero*, Barcelone : Plaza & Janés, 2012, p. 232.

12 Felipe González, *Memorias del futuro*, Madrid : Aguilar, 2003, pp. 51-53.

13 Carlos Fonseca, « Informe sobre la situación procesal de los atentados perpetrados por organizaciones terroristas con resultado de muerte entre 1960 y 2014. Caso vasco », *Secretaría General para la Paz y la Convivencia, Gobierno vasco*, 2014. Certaines sources avancent 27 ou 34 victimes, mais il reste difficile d'attribuer ces crimes aux GAL plutôt qu'à d'autres groupes similaires ou à des règlements de compte internes à l'ETA.

14 Sophie Baby, « Chapitre VIII. Des "incontrôlés" aux GAL : la "guerre sale" et le terrorisme d'État », dans Sophie Baby, *Le mythe de la transition pacifique*, Madrid: Casa de Velázquez, 2013.

1984, l'année du basculement

Ces dynamiques convergent en 1984, année du tournant français. Au début de l'année, sur ordre du ministre français de l'Intérieur Pierre Joxe, la police française lance une vaste opération coup de poing dans le Sud-Ouest : le 9 janvier à l'aube, de nombreux domiciles de réfugiés basques sont perquisitionnés entre Bayonne et la frontière. Malgré une fuite d'information qui permet à plusieurs dirigeants de premier plan de s'échapper, dix-sept militants sont interpellés, parmi lesquels onze sont assignés à résidence dans des départements éloignés de la région frontalière, tandis que six sont expulsés vers le Panama, mesure cyniquement présentée comme un moyen de les « protéger » des GAL en les éloignant de plusieurs milliers de kilomètres[15]. Pour transférer les Basques vers des pays tiers, Madrid se charge de trouver des États d'accueil tandis que Paris gère les aspects techniques[16]. Les autorités françaises s'appuient sur un texte ancien : l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France. Dans les arrêtés d'expulsion, elles invoquent son article 26, qui stipule qu'« en cas d'urgence absolue, l'expulsion peut être prononcée lorsqu'elle constitue une nécessité impérieuse pour la sécurité de l'État ou la sécurité publique ». Même les individus disposant officiellement du statut de réfugié politique peuvent, en vertu de cette ordonnance, être expulsés. C'est une décision inédite : pour la première fois, la France accepte d'éloigner de son sol des membres de l'ETA, sans toutefois encore les remettre à la justice espagnole.

En juin 1984, à Madrid, José Barrionuevo et Gaston Defferre signent ce que la presse appelle les accords de la Castellana. La France s'engage à ne plus considérer les membres de l'ETA comme des réfugiés politiques et à limiter les abus du droit d'asile. Elle accepte également de renforcer la coopération policière transfrontalière,

15 Susana Panisello, « Primera colaboración francesa en la política antiterrorista española: la deportación a terceros países », dans Alejandra Ibarra Aguirregabiria (éd.), *No es país para jóvenes*, Instituto de Historia Social Valentín Foronda, 2012.

16 *Ibid.*, p. 122.

notamment par l'échange de renseignements et la surveillance coordonnée des activistes basques dans le Sud-Ouest. L'Espagne, de son côté, offre des garanties judiciaires quant au traitement des extradés, condition indispensable pour surmonter les réticences françaises. Paris reconnaît enfin officiellement que l'ETA n'est pas un mouvement politique en exil, mais une organisation terroriste à combattre aux côtés de Madrid.

La même année, la remise par la France de trois militants de l'ETA à l'Espagne scelle une étape décisive, fruit de longues pressions et d'attentes répétées : un moment charnière qui inaugure une nouvelle ère de collaboration entre les deux pays. Avec le précédent établi par l'extradition vers l'Espagne de Joseba Artetxe et Gaizka Ormaza, décidée par la Belgique quelques mois plus tôt, et sous la pression insistante de Madrid, le basculement français ne pouvait plus tarder. En août 1984, l'Espagne demande l'extradition de huit membres de l'ETA. Le tribunal français rend alors sept avis favorables, mais la décision finale dépend encore du gouvernement. Dans l'attente, les détenus concernés entament une grève de la faim à la prison de Fresnes. Cette démarche reste vaine : le 23 septembre 1984, le décret d'extradition est signé, et la France remet à l'Espagne Francisco Javier Lujambio Galdeano, José Carlos García Ramírez et José Manuel Martínez Beiztegi. Les autres inculpés visés sont quant à eux expulsés vers le Togo. Ce moment marque une véritable rupture juridique : le Conseil d'État français, dans ses décisions relatives à Lujambio et à ses compagnons, cesse de qualifier les actes de l'ETA de « délits politiques », comme cela avait été la pratique jusque-là, et admet leur extradition en raison de la gravité des crimes reprochés[17].

Un nouveau palier est atteint en 1986. Les élections législatives de mars ouvrent la première cohabitation de la V^e^ République : Mitterrand reste président, mais Jacques Chirac devient Premier ministre et imprime un net durcissement sécuritaire, dans un contexte marqué aussi par les terrorismes séparatistes corse et basque, et les attentats liés au Hezbollah. Dès juillet, il déclare que l'Espagne peut compter sur la collaboration de la France et que le territoire

17 Panisello Sabaté, *op. cit.*, 2016, p. 36.

français ne servira plus jamais de refuge aux terroristes[18]. L'été 1986, le Conseil constitutionnel valide la réactivation d'un décret-loi de 1945 permettant l'expulsion immédiate (appelée « procédure d'urgence absolue ») de tout étranger jugé menaçant pour l'ordre public. Ce mécanisme, bien plus rapide que l'extradition, est aussitôt appliqué : José « Txema » López Varona en est le premier bénéficiaire forcé. Entre 1986 et 1988, 185 expulsions administratives frappent ainsi des réfugiés basques liés à l'ETA[19].

La coopération policière se renforce dans le même temps et produit des résultats spectaculaires. En novembre 1986, une enquête conjointe aboutit à Hendaye à la découverte de l'arsenal de l'ETA dissimulé dans les locaux de la coopérative Sokoa : les documents saisis dévoilent des projets d'attentats en Espagne et le détail des financements de l'organisation[20]. En septembre 1987, la police française capture Santiago Arrospide Sarasola, chef militaire de l'ETA et concepteur de l'attentat d'Hipercor, ainsi que son adjoint José Ignacio Pikabea. Les papiers retrouvés lors de leur arrestation permettent en quelques jours l'interpellation de près de 150 membres de l'organisation : 55 sont livrés directement à l'Espagne par la procédure d'urgence absolue, 15 déportés vers des pays tiers et plusieurs incarcérés en France[21]. Ces coups de filet massifs entérinent la fin progressive du « sanctuaire français », d'autant plus que la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme devient effective en 1987. Cette trajectoire est confirmée en 1989 par l'arrestation près de Bayonne de Josu Urrutikoetxea (« Josu Ternera »), l'un des principaux dirigeants encore en cavale.

Au cours de la décennie suivante, la coopération hispano-française se structure durablement. Alors qu'un accord permettait déjà à des agents de la Guardia Civil d'opérer en appui sur le sol français

18 « Chirac dice que Francia no será nunca la 'base de retaguardia' de ETA y asegura que España 'puede contar' con su país », *El País*, 22-VII-1986.

19 Andrés Lara, « 1984: Francia empieza a colaborar con España en la lucha contra ETA », *Economist & Jurist*, 5-XII-2021.

20 Rocío García, « Sokoa, el golpe más duro », *El País*, 6-XII-1986.

21 Andrés Lara, *op. cit.*, 5-XII-2021.

dans la zone frontalière dès 1989, ce dispositif est élargi en 1996 à la Police Nationale espagnole. Les échanges d'officiers de liaison se systématisent, permettant un contact permanent entre polices et magistratures des deux pays. Sur le plan européen, le Traité de Maastricht de 1993 inscrit pour la première fois la coopération judiciaire et policière dans un cadre communautaire, tandis que la Convention de Schengen de 1995 autorise la poursuite transfrontalière « à chaud » et l'assistance mutuelle en matière de maintien de l'ordre. Ces dispositifs offrent un socle juridique inédit qui transforme des coopérations ponctuelles en mécanismes durables et produisent des résultats tangibles : en 1992, la quasi-totalité de la direction de l'ETA est arrêtée à Bidart, et les coups portés à ses structures se répètent au fil de la décennie. La création d'Europol en 1998 élargit encore l'échelle de la coopération : cette nouvelle agence européenne de police criminelle devient un centre de collecte et d'échange de renseignements sur le terrorisme et le crime organisé. Pour l'Espagne, elle offre la possibilité de partager en temps réel des informations sur l'ETA avec l'ensemble des polices européennes.

Après les attentats du 11 septembre 2001, puis du 11 mars 2004 à Madrid, la lutte antiterroriste change d'échelle. Les États-Unis poussent leurs alliés européens à renforcer leur arsenal juridique et leur coopération opérationnelle : échanges de renseignements, surveillance financière, suivi des déplacements. Dans ce contexte, l'Union européenne inscrit l'ETA sur sa liste d'organisations terroristes en 2001, puis adopte le Mandat d'arrêt européen en 2004, qui remplace les lourdes procédures d'extradition par un mécanisme quasi automatique de remise judiciaire. L'Espagne en bénéficie immédiatement, plusieurs militants de l'ETA arrêtés en France étant livrés rapidement à la justice espagnole.

Les arrestations de ses responsables en France se multiplient, jusqu'à la capture en 2015 de ses derniers dirigeants de poids. Le 8 avril 2017, l'organisation remet aux autorités françaises les coordonnées de ses caches d'armes et d'explosifs lors du « Désarmement Day » de Bayonne. En mai 2018, elle annonce sa dissolution totale. La nouvelle est reçue comme un soulagement immense par la société espagnole : après plus de 850 morts, des milliers de blessés, des familles brisées, plongées dans l'exil ou la peur, se referme une des

pages les plus sombres de l'histoire contemporaine de l'Espagne et de la France.

Mémoire espagnole, malaise français : le legs du « sanctuaire »

Naissance et rémanence du « sanctuaire français » dans le discours espagnol

La notion de « sanctuaire français » émerge en Espagne dès le milieu des années 1970. Les forces de sécurité espagnoles commencent à désigner ainsi le Pays basque nord après l'assassinat, en décembre 1973, du président du gouvernement Luis Carrero Blanco, lorsque le commando responsable se replie de l'autre côté de la frontière[22]. Dans les années qui suivent, la complaisance de la France continue à en faire une base arrière de l'organisation terroriste, si bien qu'en avril 1981, Manuel Ballesteros García, alors directeur du *Mando Único Antiterrorista*, organe chargé de coordonner la lutte contre l'ETA, déclare dans un entretien à *Cambio 16* : « Si la couverture dont bénéficie le terrorisme basque dans le sud de la France, le "sanctuaire" français, venait à disparaître, ou si la collaboration des autorités françaises était plus importante, l'ETA ne durerait pas six mois face à la police espagnole[23] ». Cette affirmation traduit une conviction centrale du discours sécuritaire espagnol : l'ETA ne survit pas par sa seule force militaire, mais grâce à la protection implicite que lui offre le repli en territoire français. Quelques jours plus tard, *El País* enfonce le clou : « Les experts ne se lassent pas de répéter que c'est le 'sanctuaire' français qui permet à l'ETA de survivre au-delà de n'importe quelle offensive policière[24] ». L'expression désormais consacrée de "sanctuaire français" s'installe durablement dans les discours espagnols sur l'ETA.

---

22 Panisello Sabaté, *op. cit.*, 2016, p. 31.

23 « Sin Francia, ETA duraría 6 meses », *Cambio 16*, 16-iv-1981.

24 « Francia y ETA », *El País*, 22-iv-1981.

De cet épisode de notre histoire commune, l'Espagne garde un souvenir amer : celui d'avoir été traitée avec mépris, comme si ses doléances contre le terrorisme ne méritaient pas d'attention sérieuse. Le diplomate espagnol Inocencio Arias rappelle ainsi qu'en 1983, l'ambassadeur de France en Espagne recourait à une formule commode : *« l'ETA a sa direction non pas en France, mais à Bilbao*[25] ». Arias répond : « L'ETA pouvait avoir sa direction à Bilbao ou à Saint-Sébastien, mais si ceux qui tuaient traversaient rapidement en France, s'y réfugiaient et, à quatre kilomètres de la frontière, planifiaient de nouveaux assassinats ou recevaient les payeurs du chantage révolutionnaire, le dommage infligé à la démocratie espagnole était immense. Les responsables politiques français nous insultaient par leur désinvolture[26] ». Le même agacement est causé par la réaction de François Mitterrand lors de la visite de Felipe González en décembre 1983 : le président français paraît découvrir avec stupeur le nombre de victimes de l'ETA et semble prendre conscience, presque sur le moment, de la gravité de la menace. Inocencio Arias commente cet épisode avec une ironie désabusée:

> On peut se demander encore une fois quels genres de notes préparent les conseillers des responsables politiques français : les auraient-ils avertis que Felipe pourrait s'intéresser aux chances du Betis face au Paris Saint-Germain, ou que Mitterrand aurait fait la cour à Catherine Deneuve comme, plus tard, à Juliette Binoche (« Ah, les Français… vous savez l'amour, Oh là là »), mais qu'ils auraient laissé de côté les complexités du terrorisme basque ? Dans n'importe quel rapport préalable à une visite de quelque importance, on signale à ses supérieurs les sujets brûlants ou délicats, et prévoir que le président espagnol évoquerait déjà les centaines d'assassinats commis par l'ETA était l'abécédaire de tout rédacteur diplomatique[27].

---

25 Inocencio Arias, *Los presidentes y la diplomacia: Me acosté con Suárez y me levanté con Zapatero*, Barcelone : Plaza & Janés, 2012, p. 232.

26 *Ibid.*

27 *Ibid.*, p. 232.

Bien que le changement de ligne opéré à partir de 1984 et la coopération policière et judiciaire progressivement instaurée aient mis fin au sanctuaire français dans sa dimension logistique, l'expression ressurgit aujourd'hui, côté espagnol, pour dénoncer une autre forme de complaisance : la passivité de la France face à l'installation d'un discours favorable à l'ETA dans le Pays basque nord. Plus de base arrière matérielle, plus d'abus du droit d'asile, mais une base arrière idéologique où circulent librement des récits justificateurs de la violence passée, comme autrefois les bourreaux. Ainsi, l'historien Raúl López Romo, spécialiste de la mémoire du terrorisme et coordinateur des activités pédagogiques du Centre mémoriel des victimes du terrorisme à Vitoria-Gasteiz, déclare en avril 2025 dans *El Diario Vasco* : « Il existe un danger que la France devienne aujourd'hui le "sanctuaire" du récit pro-abertzale[28] ». Cette dénonciation trouve un écho plus véhément dans les colonnes du journal *Libertad Digital*, où María José Grech publie un article intitulé « La France, de sanctuaire de l'ETA à "nouveau sanctuaire de l'oubli et de l'impunité", sous la houlette du maire macroniste de Bayonne[29] ». Elle y évoque un phénomène dénoncé lors du vingtième congrès organisé tous les ans par Covite, association de victimes du terrorisme : la légitimation de l'histoire du terrorisme de l'ETA en France. Selon Grech, la classe politique française « a assumé de manière transversale […] que le terrorisme de l'ETA s'est limité à l'Espagne, parce que notre pays n'aurait jamais cessé d'être franquiste. Cela ne sert pas seulement à justifier la réécriture en cours de l'histoire sanglante de l'ETA depuis qu'elle a cessé de tuer, mais leur permet aussi de laver leur conscience en tant qu'ancien sanctuaire d'etarras, 'résistants' contre le franquisme si l'on emploie leur jargon… bien que Franco ait été déjà mort quand l'ETA a commis l'immense majorité de ses

28 Arantxa González Egaña, « Hay peligro de que Francia vaya a ser hoy el 'santuario' del relato filoabertzale », *El Diario Vasco*, 30-IV-2025.

29 María José Grech, « Francia, de santuario de ETA a "nuevo santuario del olvido y la impunidad" liderado por el macronista alcalde de Bayona », *Libertad Digital*, 28-XII-2022.

assassinats[30] ». Ces critiques qui traduisent à la fois la profondeur de la blessure laissée par le « sanctuaire français » dans les mémoires espagnoles, et l'inquiétude qu'en l'absence de vigilance, le refuge des terroristes d'hier puisse aujourd'hui devenir le refuge de leurs idées.

L'angélisme français face à l'ETA : entre fascination et calculs cyniques

On mesure donc, rétrospectivement, que la coopération policière et judiciaire inaugurée en 1984 n'a pas refermé la blessure. Le prix du rejet systématique des demandes d'extradition est lourd : des centaines de victimes supplémentaires, l'impunité prolongée des terroristes, et l'atteinte durable portée à la crédibilité comme à l'intégrité de la France aux yeux d'une société espagnole meurtrie. Les arguments juridiques invoqués à l'époque, loin de se réduire à de simples considérations techniques, prennent rétrospectivement l'allure d'un écran de fumée, voire d'un instrument politique.

Cette lecture est d'autant plus crédible qu'il règne alors en France, dans certains milieux intellectuels et politiques de gauche, une vision romantisée des terroristes basques, perçus comme des militants luttant pour la liberté. L'assassinat de Carrero Blanco, homme fort du régime franquiste, nourrit cette représentation : comme le rappelle le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe dans les années 1980, « à la suite de cet événement, dans beaucoup de cercles démocrates, les etarras furent transformés en héros[31] ».

Le cas le plus emblématique de cet aveuglement reste celui de Jean-Paul Sartre. Gaizka Fernández Soldevilla, historien et chercheur au Centre mémoriel des victimes du terrorisme à Vitoria-Gasteiz, rappelle que lorsque Gisèle Halimi publie en 1971 *Le procès de Burgos*, le philosophe rédige une préface dans laquelle s'entremêlent « la doctrine de Sabino Arana, l'ultranationalisme de l'ETA, l'antimpérialisme, un marxisme *sui generis* et un cocktail de préjugés et

30 *Ibid.*

31 Gaizka Fernández Soldevilla, « La miseria de la filosofía », *El Diario Vasco*, 9-v-2020.

d'ignorance[32] ». Sartre présente alors le Pays basque comme une colonie conquise et exploitée par une métropole étrangère, soumise à un processus assimilable à un génocide. Il va jusqu'à défendre l'indépendance et le socialisme obtenus par la « lutte armée », justifiant ainsi la violence de l'ETA.

Gaizka Fernández Soldevilla analyse les ressorts de cette fascination. D'abord, l'aura des victoires de l'Armée rouge contre le III^e^ Reich continue de séduire une partie de l'intelligentsia : le nazisme est discrédité, mais le stalinisme échappe à une critique équivalente, et le principe selon lequel la fin révolutionnaire justifie les moyens devient un dogme. Ensuite, la polarisation idéologique de la guerre froide accentue cette indulgence : dans le bloc soviétique, les voix dissidentes sont réduites au silence, tandis qu'en Occident, les intellectuels contestataires peuvent vitupérer contre le capitalisme et la démocratie tout en profitant du confort matériel et de la liberté d'opinion que ces régimes leur garantissent. Enfin, la distance joue un rôle décisif : les victimes de l'ETA ne sont pas perçues comme des vies brisées, mais comme de simples noms dans les journaux. Grâce à la propagande, les figures de l'ETA acquièrent une aura idéalisée ; observées de près, ces illusions se seraient dissipées[33].

Reste une autre hypothèse, plus sombre : celle d'un calcul implicite, selon lequel fermer les yeux sur l'ETA garantirait que les attentats se limitent au territoire espagnol — une sorte de pacte de non-agression tacite. Yves Bonnet, directeur de la Direction de la surveillance du territoire (DST) entre 1982 et 1985, confie dans ses mémoires, en revenant sur les années qui précèdent les premières extraditions : « Politiques et policiers français n'avancent qu'à pas prudents et se gardent de toute initiative qui nous désignerait aux coups de l'ETA et de ses succédanés[34] ».

---

32 Sabino Arana (1865-1903), fondateur du nationalisme basque moderne, idéologue de l'indépendance d'Euskadi, inspira certains cadres de l'ETA.

33 Fernández Soldevilla, *op. cit.*, 9-v-2020.

34 Yves Bonnet, *Contre-espionnage : mémoires d'un patron de la DST*, Paris : Calmann-Lévy, 2000, p. 242.

Cette idée circulait déjà largement dans la presse française et espagnole. Jean-François Revel, alors directeur de *L'Express* et figure éminente du journalisme français, évoque ce pacte faustien dans un éditorial publié en 1980, immédiatement repris par la presse espagnole[35]. Dans ce texte, Revel accuse la France « d'importer des terroristes pour expulser le terrorisme » : en d'autres termes, de préférer servir de refuge plutôt que de théâtre d'opérations. Il avertit que la France finira par payer le prix de cette politique et invite ses lecteurs à prendre la mesure de la gravité de la situation par un exercice d'imagination : que se passerait-il si une organisation terroriste, luttant pour l'indépendance de l'Alsace, avait ses bases en Allemagne, y trouvait refuge après chaque attentat, y stockait ses armes, y ouvrait des comptes bancaires, y louait des appartements, le tout à la vue de tous ? Et que se passerait-il si, face à ce danger, les autorités allemandes refusaient obstinément de coopérer avec la France ? Ce type d'éditoriaux nuance l'idée d'une France uniformément fascinée par la militance de l'ETA, en révélant que des voix critiques s'élèvent aussi dans l'espace intellectuel français.

Conclusion : face au temps perdu

Au terme de ce parcours, force est de constater la réalité du « sanctuaire français » : la France a d'abord opposé à l'Espagne un verrou juridique solide — l'exception d'infraction ou de but « politiques », ainsi que des garanties procédurales internes. Tant que les dossiers de l'ETA furent lus à travers la catégorie du politique — qu'il s'agisse de la nature des actes ou de l'intention prêtée aux demandes espagnoles — ce corpus a soutenu une politique de rejet systématique des demandes d'extradition. La transition démocratique espagnole, pourtant rapide et profonde, n'a pas suffi à infléchir immédiatement cette lecture, confortée par les doutes suscités en France par les images d'un État de droit encore vacillant.

35 « L'Express condena duramente la pasividad francesa ante la ETA », *Diario Español*, 14-xii-1980.

Le tournant de 1984 s'explique par la conjonction de facteurs internes et externes. La série d'attentats qui frappe la France dès 1980 ouvre les yeux sur la vulnérabilité du territoire et fait de la coopération judiciaire un intérêt propre de Paris, non plus seulement une faveur à Madrid. Les pressions diplomatiques de l'Espagne et des partenaires européens, ainsi que l'alignement entre gouvernements socialistes, favorisent un changement de discours. Au-delà de la confiance que Paris affiche désormais envers la consolidation de l'État de droit espagnol, avec la montée des GAL, face obscure de la lutte antiterroriste menée par Madrid, le gouvernement français perçoit désormais un risque immédiat d'embrasement sur son propre sol, ce qui accélère la recherche d'une coopération effective. Sur le plan doctrinal, l'énoncé de Robert Badinter clarifie la ligne : la fin politique alléguée ne saurait justifier des moyens inacceptables. Le terrorisme basque cesse d'être pensé comme une affaire « politique » interne à l'Espagne ; il est requalifié en criminalité violente transnationale.

Cette inflexion n'est pas qu'un changement de discours ; elle s'adosse à des instruments juridiques et opérationnels concrets : expulsions administratives en « urgence absolue » , accords bilatéraux, montée en puissance de la coopération policière, puis, dans les années 1990-2000, européanisation de la réponse. De 1984 à 2018, la France est ainsi passée d'une attitude attentiste à une coopération active sans précédent.

Celle-ci, souvent saluée comme « exemplaire », a contribué de manière décisive à l'affaiblissement, puis à la fin, de l'ETA. On peut toutefois, légitimement, poser la question qui fâche : les progrès ultérieurs rachètent-ils les années d'aveuglement ? Chaque année sans coopération, lorsque les autorités françaises laissaient l'ETA se replier au nord des Pyrénées, a vraisemblablement retardé la fin du terrorisme. Combien de victimes auraient pu être épargnées ? La réponse appartient à l'histoire contrefactuelle ; le devoir, lui, relève de l'éthique publique : reconnaître les erreurs passées ne revient pas à minorer l'effort accompli ensuite.

Si le chapitre policier et judiciaire semble refermé, subsistent encore deux chantiers étroitement liés : d'une part, l'élucidation des crimes non résolus ; d'autre part, la bataille pour le récit. Le seul

chemin durable de réconciliation passe par une responsabilisation partagée : préserver la coopération construite (judiciaire, policière, mémorielle), et écrire ensemble l'histoire, avec les victimes au centre. C'est à ce prix que la « coopération exemplaire » cessera d'être une formule galvaudée pour devenir un véritable héritage commun.

Bibliographie

Arias, Inocencio, *Los presidentes y la diplomacia : Me acosté con Suárez y me levanté con Zapatero*, Barcelone : Plaza & Janés, 2012.

Baby, Sophie, « Chapitre VIII. Des 'incontrôlés' aux GAL : la 'guerre sale' et le terrorisme d'État », dans Baby, Sophie, *Le mythe de la transition pacifique*, Madrid : Casa de Velázquez, 2013.

Badinter, Robert, « Discours de M. Robert Badinter, ministre de la justice, sur l'extradition et le droit d'asile, Paris le 20 février 1982 », <https://www.vie-publique.fr/discours/259336-discours-de-m-robert-badinter-ministre-de-la-justice-sur-lextraditio> (consulté le 16-ix-2025).

—, « CM. 10 novembre 1982. La politique française en matière d'extradition » , <https://www.vie-publique.fr/discours/151877-cm-10-novembre-1982-la-politique-francaise-en-matiere-dextradition> (consulté le 16-ix-2025).

Bonnet, Yves, *Contre-espionnage : mémoires d'un patron de la DST*, Paris : Calmann-Lévy, 2000.

Cambio 16, « Sin Francia, ETA duraría 6 meses », *Cambio 16*, 16 avril 1981.

Conseil de l'Europe, *Convention européenne pour la répression du terrorisme (ETS n°90)*, Strasbourg, 27 janvier 1977.

Diario Español, « *L'Express* condena duramente la pasividad francesa ante la ETA », *Diario Español*, 14 décembre 1980.

González Egaña, Arantxa, « Hay peligro de que Francia vaya a ser hoy el 'santuario' del relato filoabertzale », *El Diario Vasco*, 30 avril 2025.

El País, « Chirac dice que Francia no será nunca la 'base de retaguardia' de ETA y asegura que España 'puede contar' con su país », *El País*, 22 juillet 1986.

—, « Francia y ETA », *El País*, 22 avril 1981.

García, Rocío, « Sokoa, el golpe más duro », *El País*, 6 décembre 1986.

Fernández Soldevilla, Gaizka, « La miseria de la filosofía », *El Diario Vasco*, 9 mai 2020.

Fonseca, Carlos, « Informe sobre la situación procesal de los atentados perpetrados por organizaciones terroristas con resultado de muerte entre 1960 y 2014. Caso vasco », *Secretaría General para la Paz y la Convivencia*, Gouvernement basque, 2014.

González, Felipe, « Discurso de investidura del candidato a la Presidencia del Gobierno », *Congreso de los Diputados*, 30 novembre 1982.

—, *Memorias del futuro*, Madrid : Aguilar, 2003.

Grech, María José, « Francia, de santuario de ETA a 'nuevo santuario del olvido y la impunidad' liderado por el macronista alcalde de Bayona », *Libertad Digital*, 28 décembre 2022.

Lara, Andrés, « 1984 : Francia empieza a colaborar con España en la lucha contra ETA », *Economist & Jurist*, 5 décembre 2021.

Le Gendre, Bertrand, « Le refus de la cour de Pau de laisser extrader six Basques complique les relations franco-espagnoles », *Le Monde*, 10 juillet 1981.
—, « Les frontières de 'l'inacceptable' », *Le Monde*, 12 novembre 1982.

Llera, Francisco José, « ETA : Ejército secreto y movimiento social », *Revista de Estudios Políticos*, no 78, 1992.

Maliniak, Thierry, « Le rejet de la demande d'extradition d'un militant de l'ETA serait jugé très grave par Madrid » , *Le Monde*, 11 juin 1981.

Panisello Sabaté, Susana, « Extradiciones de Francia a España : treinta años de envíos », *Historia Actual Online*, vol. 39, no 1, 2016.
—, « Primera colaboración francesa en la política antiterrorista española : la deportación a terceros países » , dans Ibarra Aguirregabiria, Alejandra (éd.), *No es país para jóvenes*, Vitoria-Gasteiz : Instituto de Historia Social Valentín Foronda, 2012.

II. Acteurs, cadres, transmissions

Comment enseigner ce qu'a été le terrorisme

Raúl López Romo
Centre Mémorial des victimes du terrorisme*

* Je remercie Florencio Domínguez et Gaizka Fernández pour leur relecture et leurs suggestions.
Cet article a été traduit par David Crémaux-Bouche.

Introduction

Une bonne éducation est la meilleure manière d'honorer la mémoire des victimes, tant du terrorisme que d'autres phénomènes violents. Elle constitue un outil universel dont peuvent bénéficier les jeunes de toute condition et origine. Puisque nous ne pouvons changer ce qui s'est passé, nous aspirons, du moins, à ce que cela serve à tirer les leçons des pages les plus sombres de l'histoire et, une fois ce bagage intégré, à éviter leur répétition tout en tournant notre regard vers l'avenir. Or, les manuels scolaires, par leur concision, n'offrent qu'un aperçu fragmentaire : les élèves retiennent à peine un ou deux noms, qu'il s'agisse de victimes ou de responsables, un lieu symbolique d'attentat, quelques organisations terroristes majeures, ou encore les périodes d'activité les plus intenses.

Il ne s'agit d'ailleurs pas de faire d'eux des spécialistes du sujet. Au-delà de l'exercice mnémotechnique classique, l'enjeu est de leur transmettre des repères contextuels et des notions historiques fondamentales, d'éveiller leur curiosité pour ces questions et de favoriser le développement de leurs compétences citoyennes. Les nouvelles générations doivent comprendre que le recours à la violence n'est jamais légitime dans le champ politique. En ce sens, l'éducation ne se limite pas à un regard rétrospectif : elle constitue un levier essentiel

pour la construction des valeurs civiques, dans le présent comme dans la perspective de l'avenir. Aujourd'hui, plus de dix ans après le dernier assassinat commis par l'ETA — celui du policier français Jean-Serge Nérin, près de Paris — , des progrès notables ont été réalisés. Mais nous demeurons encore loin d'avoir atteint ces objectifs aussi fondamentaux qu'ambitieux.

Dans un ouvrage paru en 2022, l'historien José Álvarez Junco posait la question suivante : que faire d'un passé sale ? Il s'intéressait particulièrement à la manière dont l'Espagne affronte la mémoire de la guerre civile et du franquisme[1]. Mais la réflexion vaut tout autant pour la France de Vichy ou pour le terrorisme basque. Oubli, réécriture, « guerres culturelles » : nous sommes confrontés à des défis similaires à ceux que durent affronter nos aînés, ainsi que de nombreuses autres sociétés. Ces problématiques s'inscrivent, de surcroît, dans un temps que d'aucuns qualifient de « liquide », marqué par l'instabilité, l'individualisme et une soif insatiable de nouveauté[2].

Fait paradoxal, la frénésie du présent, la rupture dans la transmission intergénérationnelle de l'expérience et l'effacement des repères stables ont contribué à nourrir une véritable mode mémorielle. Ce rétroviseur, toutefois, ne reflète bien souvent qu'une image partielle : celle que chacun, individuellement ou collectivement, choisit de mettre en avant[3].

Il existe des récits excessivement indulgents à l'égard des membres de l'ETA, largement diffusés en France. Il importe de les interroger depuis différentes perspectives, y compris celui de l'éducation, car de telles postures n'aident ni à connaître le passé, ni à se rapprocher des victimes ; elles ne sont pas efficaces pour prévenir la radicalisation violente, et ne permettent pas non plus de condamner le terrorisme de manière claire et ferme. Un exemple en sont les documentaires

1 José Álvarez Junco, *Qué hacer con un pasado sucio*, Barcelone: Galaxia Gutemberg, 2022.

2 Zygmunt Bauman, *Modernidad líquida*, México: Fondo de Cultura Económica, 2003, p. 33.

3 Enzo Traverso, *El pasado, instrucciones de uso*, Buenos Aires: Prometeo, 2011, p. 15.

réalisés par Thomas Lacoste, élaborés depuis une perspective proche de la gauche indépendantiste basque. Selon cette lecture, il n'y aurait pas eu ici de terrorisme, mais une lutte du peuple basque pour sa liberté, à laquelle se serait opposée la répression de l'État[4].

Par ailleurs, la campagne en faveur de la libération de José Antonio Urrutikoetxea Bengoetxea, dit *Josu Ternera*, a recueilli le soutien de certains intellectuels de renom en France. Ils ne sont pas membres de la gauche indépendantiste basque, mais leurs prises de parole publiques contribuent à une stratégie de blanchiment de son passé. Après seize années de disparition, Urrutikoetxea a été arrêté en 2019 dans un petit village des Alpes. Il reste aujourd'hui poursuivi par la justice, tant en France qu'en Espagne.

Urrutikoetxea a rejoint les rangs de l'ETA à peine âgé de 18 ans, en 1968, l'année même où l'organisation fit ses premières victimes mortelles. Un demi-siècle plus tard, en 2018, il fut l'un des porte-parole qui lurent la déclaration de dissolution de l'organisation terroriste. Comme l'a signalé le journaliste Florencio Domínguez, directeur du Centre Mémorial des victimes du terrorisme, son existence fut « une vie dans l'ETA[5] ». À ses débuts, il commet divers braquages avant d'intégrer la direction de l'organisation dès 1975. Il met en place des commandos, leur fournissant armes, consignes et formation militaire, et participe lui-même à certains attentats. En 1976, il prend part à l'assassinat de Víctor Legorburu, maire de Galdakao, ainsi qu'il le reconnaîtra lui-même dans un entretien avec le journaliste Jordi Évole[6]. Il n'a jamais purgé de peine pour cet acte. Franco était mort l'année précédente, et la transition vers la démocratie

4 Voir la communication de Martín Alonso Zarza et Javier Merino Pacheco, « Parras (hojas) y perros (silbidos). Pistas interpretativas para vadear el código del conflicto vasco. Un análisis del controvertido documental 'Pays Basque et liberté' de Thomas Lacoste », en ligne sur <https://www.youtube.com/watch?v=FCZPo-YZBvk&t=164s> (consulté le 28 mai 2025).

5 Florencio Domínguez, *Josu Ternera. Una vida en ETA*, Madrid: La Esfera de los Libros, 2006. Sauf indication contraire, les informations relatives à ses activités au sein de l'ETA sont tirées de cet ouvrage.

6 Màrius Sánchez et Jordi Évole, *No me llame Ternera* [documental], España: Producciones del Barrio, 2023.

commençait à peine. Tous les délits terroristes antérieurs à 1977 furent amnistiés. Mais ETA décida de poursuivre sa lutte, si bien que 95 % de ses assassinats furent commis après la mort de Franco[7].

Dans l'Espagne démocratique, Urrutikoetxea demeura à la tête de l'organisation terroriste. Il mit en place une infrastructure de soutien aux membres de l'ETA réfugiés en Amérique latine. Il expulsa de la gauche indépendantiste basque les militants critiques (comme Txomin Ziluaga), assurant ainsi une orthodoxie doctrinale fondée sur l'acceptation sans réserve de la poursuite de la violence. Il fut successivement le principal responsable de l'organisation au niveau international puis politique de l'ETA. Il fut arrêté en France en 1989. À cette date, plus de treize années s'étaient écoulées depuis la mort de Franco, et l'Espagne était devenue une démocratie pleinement consolidée. Entre l'arrestation de Txomin Iturbe, en septembre 1986, et la sienne, en janvier 1989, Urrutikoetxea exerça la fonction de chef suprême de l'ETA. Durant cette période, l'organisation assassina 80 personnes : des gardes civils, des policiers, des militaires, des victimes dites « collatérales » d'attentats à la voiture piégée aveugles, ou encore des personnes accusées sans preuve de trafic de stupéfiants. Tout cela fut mis en œuvre pour imposer des objectifs politiques qui auraient très bien pu être défendus par des voies pacifiques.

Quiconque lirait l'article du sociologue bien connu Michel Wieviorka, intitulé *« Pour la justice, la démocratie et la paix. Pour Josu Urrutikoetxea »* (2021), ignorerait l'ensemble de ce qui précède. Il en retirerait, au contraire, l'image d'un homme qui « a effectivement pris les armes pour résister au régime dictatorial de Franco » (alors qu'il milita huit années dans l'ETA sous le franquisme, et plus de trois décennies après la chute de celui-ci) ; d'un « dirigeant respecté à la tête de l'appareil international de l'ETA » (sans qu'aucun détail ne soit donné sur ses activités, pourtant qualifiées positivement, ni sur ses autres hautes responsabilités) ; d'un homme qui « attendit en vain la venue des émissaires espagnols » pour négocier la paix

7 Raúl López Romo, *Le rapport Foronda. Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)*, Saint Paul les Dax: Orbis Tertius, 2025, p. 60.

à Oslo entre 2011 et 2013 (comme si ces derniers avaient refusé la paix ou saboté les négociations)[8] ; d'un militant qui « n'a cessé de plaider au sein de l'ETA pour une résolution du conflit par la négociation » (sans aucune allusion aux décennies antérieures, au cours desquelles il promut précisément la violence). En définitive, Wieviorka le compare à Nelson Mandela, affirmant qu'il a « rendu possible » la paix au prix de « sacrifices » personnels[9].

Faut-il donc avoir dirigé une organisation terroriste responsable de centaines de victimes pour être considéré comme un homme de paix, à partir du moment où l'on décide d'y mettre un terme ? Que dire, dans ce cas, de la majorité des citoyens qui n'ont jamais appuyé sur une gâchette, ou des pacifistes qui eurent le courage de manifester contre la violence dès les années 1980 ? L'ETA aurait disparu sans *Josu Ternera*, minée par la pression policière et judiciaire, privée de soutien tant social qu'international ; mais elle n'aurait pas duré aussi longtemps sans des hommes comme lui, qui l'ont dirigée d'une main de fer durant ses années les plus sanglantes.

Urrutikoetxea a bien contribué, *in extremis* — à une époque où il ne restait quasiment plus aucune organisation terroriste domestique active en Europe occidentale — à mettre un terme à la spirale de terreur qu'il avait lui-même nourrie pendant tant d'années, avec un rôle de tout premier plan. Mais les démocrates ne lui doivent rien. Il ne manifeste aucun repentir, comme en témoigne l'entretien mentionné plus haut avec Jordi Évole. Pour reprendre les mots du journaliste Luis R. Aizpeolea : « Josu Ternera incarne la tragédie et l'échec

8 À Oslo, l'ETA prétendait « conditionner le désarmement à un accord incluant la libération des prisonniers, le retour des terroristes en fuite et le retrait des forces de police. Le gouvernement espagnol, alors dirigé par Mariano Rajoy (Partido Popular), refusa de négocier une paix assortie de telles contreparties politiques ». Voir Florencio Domínguez, « Las claves de la derrota de ETA », dans *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, 3, 2017, p. 44-45.

9 Michel Wieviorka, « Pour la justice, la démocratie et la paix. Pour Josu Urrutikoetxea », dans *L'Express*, le 8 février 2021. <https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/michel-wieviorka-pour-la-justice-la-democratie-et-la-paix-pour-josu-urrutikoetxea_2144400.html> (Consulté le 28 mai 2025).

d'une partie d'une génération qui a choisi de faire de la politique un dogme, en plaçant ses objectifs au-dessus de la vie humaine[10] ».

Quant à la « faiblesse » supposée des chefs d'inculpation encore en cours, il reviendra à la justice d'en juger. Mais Michel Wieviorka ne s'est pas contenté de l'absoudre pénalement : il l'a également blanchi moralement, en omettant les épisodes les plus sombres de sa biographie, pour se concentrer exclusivement sur une portion marginale de sa trajectoire — les dernières années — au cours de laquelle dominaient déjà des considérations purement instrumentales (ce qu'il omet également de dire). Si des universitaires et professeurs chevronnés tombent dans ce type de discours, quel héritage espérons-nous transmettre aux jeunes générations ?

Le texte de Wieviorka ne constitue pas une exception. En 2019, les philosophes Étienne Balibar, Alain Badiou, Jacques Rancière, Jean-Luc Nancy, Toni Negri, ainsi que le réalisateur déjà mentionné Thomas Lacoste, ont signé dans *Libération* un autre article réclamant la libération de José Antonio Urrutikoetxea. Ils considéraient que son arrestation récente représentait une mauvaise nouvelle pour « la persévérance dans l'idée de justice, pour l'engagement en faveur de la réconciliation des peuples ». Ils se déclaraient « impressionnés » par le caractère unilatéral de l'abandon des armes par l'ETA et par la « hauteur morale » de l'intéressé, qu'ils comparaient une fois encore à Nelson Mandela après la fin de l'apartheid en Afrique du Sud[11].

De tels passages renvoient à la célèbre critique formulée par Tony Judt à l'encontre du relativisme moral d'une partie de l'intelligentsia française — dont Jean-Paul Sartre fut l'un des représentants les plus emblématiques[12] — , qui consiste à ignorer les victimes de certaines formes de violence politique (celles revêtues d'un vernis gauchiste et

10 « *Josu Ternera* personifica la tragedia y el fracaso de parte de una generación que apostó por hacer de la política un dogma y anteponer sus objetivos a la vida de las personas » (Luis R. Aizpeolea, « Josu Ternera, de dirigir los años de plomo a anunciar la disolución de ETA », *El País*, 16-v-2019). Nous traduisons.

11 Étienne Balibar et al., «En soutien à Josu Urrutikoetxea», *Libération*, 30-v-2019.

12 Tony Judt, *Un passé imparfait : les intellectuels en France, 1944-1956*, Paris: Fayard, 1992.

L'ETA assassine le policier Modesto Rico Pasarín au moyen d'une bombe placée sous son véhicule, à Bilbao, le 17 février 1997. Un élève du collège La Mennais Berrio-Otxoa se penche à la fenêtre de l'établissement pour observer la scène.
Photographie : Fidel Raso.

prétendument émancipateur), tout en accordant protection ou légitimité à leurs auteurs, décrits comme « instrumentalisés » par les pouvoirs politiques et « stigmatisés » par les médias.

Il existe pourtant une autre manière, plus rigoureuse, d'aborder ces questions. Le terrorisme, qui demeure aujourd'hui largement absent du champ éducatif, devrait être traité par une action concertée sur plusieurs plans : les programmes scolaires, les témoignages de victimes intervenant en milieu éducatif, les visites de terrain et la mise en place de cordons sanitaires dans l'espace politique — autant de points que nous développerons plus en détail par la suite.

Programmes scolaires

En Espagne, le socle commun de connaissances du *Bachillerato*[13] sont définis par le *Décret royal 243/2022 du 5 avril*[14]. Parmi les savoirs fondamentaux en *Histoire de l'Espagne*, le programme aborde la dictature franquiste en ces termes : « Le coup d'État de 1936, la Guerre civile et le franquisme : approche historiographique du conflit et cadre conceptuel des systèmes totalitaires et autoritaires. Fondements idéologiques du régime franquiste, relations internationales et étapes politiques et économiques. Répression, résistance, exil et mouvements de protestation contre la dictature en faveur du rétablissement des valeurs, droits et libertés démocratiques[15] ». Il s'agit là d'une référence relativement complète. Qu'en est-il, en revanche, du terrorisme contemporain ? Parmi les enjeux du monde actuel dans la matière *Histoire de l'Espagne*, on peut lire :

---

13 NDT : Le système éducatif espagnol diffère sensiblement du système français. *L'Educación Secundaria Obligatoria* (ESO) correspond à la scolarité obligatoire entre 12 et 16 ans, soit l'équivalent du collège français prolongé jusqu'à la seconde. Elle est suivie, pour les élèves qui souhaitent poursuivre des études générales, du *Bachillerato*, cycle non obligatoire de deux ans (16-18 ans), qui correspond globalement au lycée français (première et terminale) et prépare à l'entrée à l'université. L'accès à celle-ci est conditionné par la réussite à un examen national, la *Selectividad* (ou *Evaluación de Acceso a la Universidad*), qui n'a pas d'équivalent direct en France depuis la disparition du concours d'entrée aux grandes écoles, mais que l'on pourrait rapprocher d'un concours post-baccalauréat, puisqu'il sélectionne et oriente les étudiants en fonction de leurs résultats. Dans notre texte, "enseignement secondaire" renverra à l'ESO espagnol, et nous avons fait le choix de maintenir le terme *Bachillerato*.

14 <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2022-5521> (consulté le 28 mai 2025).

15 Nous traduisons. « El golpe de estado de 1936, la Guerra Civil y el Franquismo: aproximación a la historiografía sobre el conflicto y al marco conceptual de los sistemas totalitarios y autoritarios. Fundamentos ideológicos del régimen franquista, relaciones internacionales y etapas políticas y económicas. La represión, la resistencia, el exilio y los movimientos de protesta contra la dictadura por la recuperación de los valores, derechos y libertades democráticas. »

> Mémoire démocratique : reconnaissance des actions et des mouvements en faveur de la liberté dans l'histoire contemporaine de l'Espagne, conscience des faits traumatiques et douloureux du passé, et du devoir de ne pas les répéter. Reconnaissance, réparation et dignification des victimes de la violence et du terrorisme en Espagne. Les politiques de mémoire en Espagne. Les lieux de mémoire […]. La Transition et la Constitution de 1978 : identification des défis, des avancées, des obstacles et des résistances ayant marqué la fin de la dictature et l'établissement de la démocratie. La normalisation démocratique et la menace terroriste[16].

Ces formulations demeurent générales, mais elles permettent d'ouvrir un traitement pédagogique du phénomène terroriste. Parmi les compétences à acquérir en Histoire du monde contemporain, on trouve également la mention suivante : « L'expérience de l'Holocauste, d'autres génocides et crimes contre l'humanité, le recours à la terreur de la part de régimes totalitaires ou autoritaires, ainsi que la menace terroriste émanant de divers mouvements politiques, doivent susciter une attitude de rejet à l'égard de toute forme de violence, et une conviction ferme quant à la reconnaissance des victimes, au droit à la vérité, à la justice, à la réparation et aux garanties de non-répétition[17] ». Le terrorisme est également brièvement

16 Nous traduisons : « Memoria democrática: reconocimiento de las acciones y movimientos en favor de la libertad en la historia contemporánea de España, conciencia de los hechos traumáticos y dolorosos del pasado y del deber de no repetirlos. Reconocimiento, reparación y dignificación de las víctimas de la violencia y del terrorismo en España. Las políticas de memoria en España. Los lugares de memoria […]. La Transición y la Constitución de 1978: Identificación de los retos, logros dificultades, y resistencias del fin de la dictadura y el establecimiento de la democracia. La normalización democrática y la amenaza del terrorismo. »

17 Nous traduisons. « La experiencia del Holocausto y de otros genocidios y crímenes contra la humanidad, la utilización del terror por parte de regímenes totalitarios y autoritarios, y la amenaza del terrorismo vinculado a movimientos políticos de diversa índole, han de generar una actitud de rechazo hacia el uso de todo tipo de violencia y una firme convicción en torno al reconocimiento

évoqué dans la liste des grandes problématiques éthiques contemporaines abordées dans l'enseignement de la philosophie : « L'inégalité et la pauvreté ; l'égalité effective des droits entre hommes et femmes ; la guerre, le terrorisme et d'autres formes de violence[18] ».

La situation est différente au Pays basque. Les décrets de mai 2023 fixent les programmes de l'enseignement primaire, secondaire et du *Bachillerato*. Parmi les savoirs fondamentaux de Géographie et Histoire de 4e de l'ESO (équivalent de la seconde), année cruciale car dernière du tronc commun, figure : « La Guerre civile de 1936 et la dictature franquiste, leurs répercussions au Pays basque[19] ». En revanche, aucune mention n'est faite du terrorisme domestique, tandis que le terrorisme international est cité de manière marginale, dans une énumération non développée : « Principaux conflits actuels. Alliances et institutions internationales (ONU, OTAN, OCDE, UE, OEA, APEC, etc.), médiation et missions de paix. Ingérence humanitaire et Justice universelle. Génocides et crimes contre l'humanité. Guerres, terrorisme et autres formes de violence politique[20] ». Dans le décret précédent, daté de décembre 2015, figurait un passage appelant à la solidarité avec les victimes du terrorisme et d'autres formes de violence. Ce passage a disparu dans la version de 2023[21].

---

de las víctimas y al derecho a la verdad, la justicia, la reparación y las garantías de no repetición »

18 Nous traduisons. « La desigualdad y la pobreza; la igualdad efectiva de derechos entre hombres y mujeres; la guerra, el terrorismo y otras formas de violencia ».

19 Nous traduisons. « La Guerra Civil de 1936 y la Dictadura Franquista, repercusiones en el País Vasco ».

20 Nous traduisons. « Principales conflictos en el presente. Alianzas e instituciones internacionales (ONU, OTAN, OCDE, UE, OEA, APEC, etc.), mediación y misiones de paz. Injerencia humanitaria y Justicia Universal. Genocidios y crímenes contra la humanidad. Guerras, terrorismo y otras formas de violencia política »

21 Le Décret relatif à l'Éducation de Base de 2023 <https://www.euskadi.eus/bopv2/datos/2023/06/2302729a.pdf>. Celui de 2015 <https://www.legegunea.euskadi.eus/eli/es-pv/d/2015/12/22/236/dof/spa/html/weblego0-contfich/es/> (consultés le 27 novembre 2024).

En passant de l'enseignement secondaire obligatoire (ESO) aux deux années préparant au *Bachillerato*, qui revêt également une grande importance en tant que cycle préuniversitaire, on constate que le décret basque correspondant ne comporte aucune mention du terrorisme en général, ni de l'ETA en particulier. À l'inverse, il prévoit un traitement de la dictature franquiste, ainsi que d'autres formes de violence, qu'elles soient sexistes, LGBTphobes ou racistes. Parmi les savoirs fondamentaux en Histoire de l'Espagne figure : « La Guerre civile de 1936-1939 et le franquisme. Fondements idéologiques et sociaux du régime franquiste, relations internationales et étapes politiques et économiques. L'opposition, la répression et les mouvements de protestation contre la dictature[22] ».

Le gouvernement basque a cependant mis en place le programme *Herenegun* (*avant-hier*), qui comprend des unités pédagogiques et des vidéos sur ce qu'il désigne comme la « mémoire récente ». Bien que ces matériaux ne soient pas encore accessibles en ligne, ils constituent la principale ressource proposée par l'administration autonome pour aborder en classe le cycle de violence ayant marqué un demi-siècle de l'histoire espagnole et façonné l'évolution politique, économique et sociale du pays. Quelle est, dès lors, la relation entre *Herenegun* et le programme scolaire officiel ? Aucune, puisque le terrorisme intérieur n'apparaît pas dans ce dernier. Ainsi, les enseignants ne disposent d'aucune base réglementaire ni d'aucune incitation institutionnelle pour aborder ce sujet en classe. Seuls le feront, de leur propre initiative, ceux qui y sont sensibles à titre personnel. Et pourtant, si nous souhaitons véritablement progresser dans la délégitimation du terrorisme, nous devons faire preuve de bien plus d'ambition.

22 https://www.euskadi.eus/bopv2/datos/2023/06/2302728a.pdf> (consulté le 28 mai 2025). Nous traduisons. « La Guerra civil de 1936-39 y el Franquismo. Fundamentos ideológicos y sociales del régimen franquista, relaciones internacionales y etapas políticas y económicas. La oposición, la represión y los movimientos de protesta contra la dictadura ».

Témoignages dans l'éducation

Là aussi, viendra un jour la fin biologique des personnes directement touchées par l'ETA ou les GAL, mais ce moment reste encore lointain, et il convient d'en tirer parti. Leurs témoignages apportent une valeur ajoutée aux cours et aux contenus des programmes scolaires. Ce sont des leçons de vie, de résilience et de démocratie que les élèves n'oublieront jamais.

Selon une enquête de María Jiménez, 60 % des 225 élèves interrogés en Navarre, issus des deux universités de la région, publique et privée, n'avaient jamais eu accès au témoignage de victimes du terrorisme. Parmi ceux qui répondaient par l'affirmative, la majorité les avait entendus à la télévision (22,2 %) et non via le système éducatif (10,1 %)[23]. Comme on le voit, nous avons là une matière encore non maîtrisée : systématiser l'usage du témoignage dans l'enseignement, une initiative civique qui ne comporte aucun inconvénient, mais qui continue d'être perçue avec méfiance par différents acteurs.

Plusieurs professeurs de didactique des sciences sociales de l'UPV/EHU à Vitoria — c'est-à-dire des formateurs de futurs enseignants du primaire — ont interrogé 160 de leurs étudiants dans le cadre d'une étude publiée en 2023. 22 % justifiaient leur soutien à l'ETA, tandis que 13 % se déclaraient disposés à adopter des comportements agressifs pour atteindre des objectifs politiques. 23 % considéraient que le recours à la violence n'a pas d'effets sociaux négatifs. Ces pourcentages diminuaient après avoir écouté le témoignage d'une victime intervenant comme éducatrice (ce qui montre toute l'utilité de l'exercice), mais restent néanmoins très préoccupants. Par ailleurs, 71 % des personnes interrogées déclaraient ne pas être satisfaites de l'information reçue sur ce sujet au cours de l'enseignement secondaire, un chiffre qui, compte tenu de ce que nous avons vu dans le paragraphe précédent, n'a rien de surprenant[24].

---

23 María Jiménez, *El tiempo del testimonio. Las víctimas y el relato de ETA*, Grenade : Comares, 2023, p. 222.

24 Aritza Sáenz del Castillo et al., « Teacher training for social sciences education and a democratic citizenship in a postconflict society. The case of the Basque Country », dans *Journal of Social Science Education*, 22 (3), 2023, p. 14.

Intervention d'Ana Aizpiri au Centre Mémorial des victimes du terrorisme, à Vitoria, en avril 2025, auprès des élèves d'un établissement scolaire basque. Le frère d'Ana, Sebastián, a été assassiné par l'ETA à Eibar (Gipuzkoa), le 25 mai 1988. Photographie : Centre Mémorial des victimes du terrorisme.

Dans la même veine, selon une enquête menée par *Eskubidez* (forum d'entités pour l'éducation aux droits humains et à la paix), 91,4 % des établissements scolaires basques interrogés — au total 93 — traitaient les droits humains en classe. Par exemple, la discrimination fondée sur le genre était abordée dans 92,9 % des cas. Or, seul un établissement sur quatre a décidé d'aborder notre propre terrorisme, qui reste un sujet tabou. Si le thème n'est pas traité dans les contenus de la matière Histoire, ni dans ceux de Valeurs éthiques ou lors des heures de tutorat, on peut encore moins s'attendre à ce qu'une victime soit invitée en classe[25].

25 Eskubidez, *Trabajar los derechos humanos en los centros educativos, 2022-2023*, s/l: Eskubidez, Baketik y Bakeola, 2023, p. 8.

À l'heure actuelle, on recense environ une centaine de victimes éducatrices en Espagne. Elles sont peu nombreuses, mais la demande de leurs interventions dans les établissements scolaires du Pays basque est encore plus réduite. On peut s'en rendre compte en comparant les données du recensement avec celles du programme *Adi-adian* (*écouter attentivement*) du Gouvernement basque[26]. Durant l'année scolaire 2017/2018, 156 272 élèves suivaient l'enseignement secondaire obligatoire et post-obligatoire en *Euskadi*, dont 2 291 (soit 1,4 %) ont reçu en présentiel le témoignage d'une victime du terrorisme ou d'autres formes de violence politique. En 2019/2020, ils étaient 161 144 élèves, dont 7 044 ont assisté à une intervention de ce type (4,3 %).

Il est temps d'explorer d'autres formules, telles que les vidéo-témoignages. Le format en présentiel est très louable, très bénéfique tant pour ceux qui le reçoivent que pour les victimes elles-mêmes, car il les valorise en les rendant visibles. Mais à ce jour, cela ne représente qu'un grain de sable dans le désert. Plus de 350 établissements scolaires dispensent l'enseignement secondaire et la préparation au *Bachillerato* en Euskadi. Les témoignages du programme *Adi-adian*, selon les années, n'ont atteint que 21 établissements (en 2014, 2016 ou 2017, soit 6 % des centres), ou 25 établissements (en 2015, soit 7 %). La solution consiste à généraliser l'usage du témoignage des victimes, en l'intégrant explicitement dans les programmes scolaires et/ou par le biais d'enregistrements vidéo.

Les visites sur le terrain

Sachsenhausen, Dachau, Buchenwald, Mauthausen, Bergen -Belsen, etc. Ce sont des noms qui nous sont familiers : des camps de concentration du III^e^ Reich qui disposent aujourd'hui

26 Jonan Fernández Erdocia, « La presencia de las víctimas en las aulas vascas », dans Antonio Rivera et Eduardo Mateo (eds.), *Las narrativas del terrorismo. Cómo contamos, cómo transmitimos, cómo entendemos*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2020, p. 149.

d'infrastructures adaptées pour accueillir des groupes scolaires. Ces visites, tout comme les témoignages, marquent davantage les élèves que tout ce qu'ils peuvent apprendre en classe. La majorité des jeunes Allemands s'y rendent. Ils visitent également des centres éducatifs et de documentation comme la Topographie de la terreur (Berlin), la maison de la Conférence de Wannsee (où les hiérarques nazis ont approuvé la mise en œuvre de la « solution finale »), le *Dokuzentrum* du national-socialisme à Munich ou le centre de documentation et l'ancien terrain des congrès du Parti national-socialiste à Nuremberg. D'autres effectuent une visite historique d'un monument en hommage aux victimes du nazisme situé à proximité, comme le prévoit le programme scolaire bavarois pour le niveau 9 du *Gymnasium* (15 ans).

Environ un tiers des visites à Kazerne Dossin (Malines), centre de référence sur la Shoah en Belgique, sont le fait de groupes scolaires. Près de la moitié des visiteurs du Centre 22 juillet, dédié aux attentats d'extrême droite de 2011 à Oslo et sur l'île d'Utøya (Norvège), sont des élèves. Le Musée de la paix de Gernika, centré sur le bombardement indiscriminé que subit la ville biscayenne en 1937, pendant la guerre civile espagnole, de la part de la Légion Condor, a accueilli en 2023 un total de 60 562 personnes, dont 400 groupes scolaires (soit environ 20 % de ses visiteurs). Ce n'est pas un sujet tabou.

Le Centre Mémorial des victimes du terrorisme a son siège à Vitoria, capitale de la communauté autonome basque. Dans son musée, inauguré en juin 2021, l'espace principal est consacré à l'ETA, qui fut l'organisation la plus durable, la plus meurtrière et celle ayant bénéficié du plus large soutien social en Espagne, en particulier au Pays basque. Au-delà de cette évidence, il s'agit du seul musée d'histoire au monde consacré à l'analyse de l'impact de toutes les formes de terrorisme, y compris celles de tendance djihadiste, d'extrême droite, para-policier ou d'extrême gauche. En 2022, 23 886 personnes ont visité le musée, dont 1 283 jeunes en groupes scolaires (soit 5,3 %). Parmi ces derniers, 57 % provenaient du Pays basque et de Navarre, les autres venant du reste de l'Espagne, à quelques exceptions internationales près. En 2023, le musée a reçu 27 181 visiteurs ; 2 277 étaient des jeunes en groupes scolaires (8,38 %). On observe une

nette progression, mais elle devrait être plus importante, car le point de départ était bas. Le pourcentage reste très éloigné des chiffres enregistrés à Malines, à Oslo ou à Gernika-Lumo, et ne représente encore qu'une part infime de l'ensemble du système éducatif.

Comme on le voit, l'éducation est, avec la justice, l'un des deux grands chantiers encore ouverts en matière de terrorisme domestique. Faut-il davantage de visites scolaires au Centre Mémorial ? À la lumière des données disponibles sur la méconnaissance du phénomène et la persistance de la radicalisation violente, la réponse est oui, et cela nécessiterait l'implication de toutes les administrations, y compris celle de la communauté autonome. Seuls 0,5 % des élèves navarrais de l'ESO sont capables d'identifier Miguel Ángel Blanco[27]. Plus de 30 % ne savent déjà plus ce qu'était l'ETA. Quant aux GAL, ils sont ignorés dans des proportions bien plus élevées. Pendant ce temps, un élève sur quatre justifie le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques[28].

Cordon sanitaire

En Allemagne, personne ne conclut d'accords avec l'extrême droite de l'*Alternative für Deutschland* (AfD). Ce parti ne fait pas explicitement l'apologie du nazisme : ses membres ne rendent pas hommage à Hitler, ni n'approuvent les chambres à gaz. Il ne s'agit pas de néonazis au sens classique. Leur isolement s'explique "simplement" par le fait que l'AfD minimise les effets destructeurs du national-socialisme ou les relativise, en les comparant à d'autres phénomènes violents contemporains, comme les bombardements alliés sur les villes allemandes. Le résultat de cette attitude, c'est que l'AfD

27 Pour plus de précisions sur cette figure, voir dans ce même ouvrage l'article de Roncesvalles Labiano (« Du "algo habrá hecho" au "¡Basta ya!". La réponse sociale au terrorisme de l'ETA »).

28 <https://www.observatoriorealidadsocial.es/es/estudios/encuesta-sobre-el-conocimiento-del-terrorismo-en-la-poblacion-escolar-de-educacion-secundaria-obligatoria-de-navarra/es-568196/#> (Consulté le 28 mai 2025).

est tenue à l'écart de tout gouvernement, y compris au niveau régional. Cela ne l'empêche pas d'être devenue une force politique majeure, la deuxième dans les Länder de l'ancienne RDA. Mais en traçant un cordon sanitaire, les chrétiens-démocrates, les socialistes, les libéraux et les écologistes envoient un message clair : ils ne sont pas comme les autres. On ne plaisante pas avec la Shoah.

En Espagne, la situation est radicalement différente. La droite fait obstacle aux lois de reconnaissance des victimes de la dictature franquiste. La gauche, quant à elle, conclut des accords avec le nationalisme basque radical, qui se montre incapable de condamner l'ETA et manifeste en faveur de la libération de ses prisonniers. La conséquence en est un déficit chronique de délégitimation des différentes formes de violence, dans un jeu peu exemplaire où chacun se retranche derrière les manquements de ses adversaires pour éviter d'assumer ses propres responsabilités. Le travail louable de nombreux enseignants se trouve dès lors voué à l'échec ou du moins affaibli, car le monde politique — immense caisse de résonance — diffuse trop souvent des messages contre-productifs : sectarisme, polarisation, esprit revanchard et mépris, voire haine, de l'adversaire.

Les lignes rouges allemandes restent une exception. Les populistes radicaux — entendons par là ceux qui prétendent incarner la volonté supposée du peuple au mépris des institutions représentatives, ce qui affaiblit la démocratie libérale — ont accédé au pouvoir ou l'influencent dans de nombreux pays, en Europe comme ailleurs dans le monde. Il ne m'appartient pas de dire aux responsables politiques avec qui ils doivent pactiser, mais d'indiquer quelles en sont les conséquences. Il est difficile de délégitimer le recours à la violence politique si l'on ne dénonce que celle exercée au nom d'une idéologie adverse, ou si, tout en condamnant toutes les violences, on tend la main à ceux qui refusent de le faire. Tout dépend des ambitions que l'on nourrit, et de la capacité à dépasser le court terme. Or, sur ce point, les logiques électorales s'accordent rarement avec les exigences de l'éducation.

Conclusion

En 2010, lorsque l'ETA a commis son dernier assassinat, les enseignants espagnols ne disposaient que de très peu de ressources pour traiter en classe la question du terrorisme. Aujourd'hui, ces ressources pédagogiques existent, provenant de diverses instances. En ce qui concerne le travail du Centre Mémorial pour les victimes du terrorisme, une première phase nous a conduits à organiser des universités d'été et à créer un jeu vidéo, une bande dessinée, trois vidéos *scribing* ainsi qu'un glossaire audiovisuel. Il s'agit de ressources pédagogiques attrayantes, accessibles gratuitement en ligne, dont bon nombre ont été conçues à partir de 2016 en collaboration avec la Fondation Fernando Buesa, référence incontournable en matière d'éducation aux valeurs et à la non-violence[29].

Dans une deuxième phase, s'appuyant sur la précédente, nous avons ouvert le musée du Mémorial à Vitoria — un projet pédagogique d'envergure à lui seul — , et nous avons élaboré une série d'unités didactiques destinées à l'enseignement secondaire, dans le cadre d'un projet intitulé *Mémoire et prévention du terrorisme*. Ces deux initiatives, plus ambitieuses que les précédentes, ont été présentées en 2020/2021. Nous nous trouvons désormais dans une troisième phase, où nous développons des programmes de diffusion comme la production d'une série de vidéo-témoignages de victimes éducatrices, ainsi que la formation des enseignants du secondaire. Entre 2021 et 2025, en collaboration avec le ministère de l'Éducation et les directions compétentes de plusieurs communautés autonomes, nous avons formé plus de 1.200 enseignants à travers toute l'Espagne à la pédagogie de la mémoire face au terrorisme. C'est l'une des initiatives les plus fructueuses que nous menons, car elle a un effet multiplicateur manifeste.

Les enseignants eux-mêmes peuvent — et doivent — produire leurs propres matériaux pédagogiques, parfois encouragés par l'existence d'outils que nous mettons à leur disposition. On peut toujours faire davantage. Mais, dans les circonstances actuelles, leur portée

29 <https://www.memorialvt.com/> (Consulté le 28 mai 2025).

demeure limitée. Ce qui manque, c'est une société capable de poser les bonnes questions et désireuse de comprendre, ainsi que des institutions capables d'assumer, avec courage, le leadership de la délégitimation du terrorisme. Non pas en parlant de manière abstraite, mais en partant du concret, de ce que nous avons vécu ici, et que certains de nos concitoyens ont activement promu.

Le terrorisme est un phénomène qui se prête à une approche transversale dans différentes disciplines : Valeurs éthiques, Psychologie, Philosophie, Histoire du monde contemporain ou Religion. Il convient, dans un premier temps, d'en reconnaître la portée historique, et, dans cette logique : 1) de l'inscrire explicitement dans les programmes scolaires, en lui accordant un intitulé et un espace propres ; 2) de renforcer les visites de terrain et l'écoute de témoignages ; 3) dans le champ politique — qui a une influence directe sur tous les autres domaines, y compris celui de l'éducation — , d'exiger que toute formation politique condamne le terrorisme avant d'envisager un accord avec elle.

Il s'agit de notre passé récent, il nous a profondément marqués, et nous ne le traitons pas de manière adéquate. L'objectif est de construire une coexistence démocratique et de respecter la pluralité. Ces nobles intentions figurent dans tous les documents officiels. Mais une contradiction demeure : comment enseigner la pensée critique si notre passé récent reste tabou ? Comment familiariser les jeunes avec les droits humains s'ils ne connaissent pas certaines des violations les plus graves qui ont eu lieu ici même, il n'y a pas si longtemps ?

En France également, on observe de louables initiatives portées par des victimes éducatrices qui interviennent dans les établissements scolaires pour partager leur témoignage. Mais, comme en Espagne, l'implantation systématique de l'étude du terrorisme dans le système éducatif reste une tâche en suspens. La France a une histoire du terrorisme différente de celle de l'Espagne, où le djihadisme a été le principal auteur d'attentats.

Le Musée-mémorial du terrorisme (MMT), dirigé par Henry Rousso et Élisabeth Pelsez, devrait ouvrir ses portes à Paris. Il constitue l'exemple le plus significatif des politiques mémorielles mises en œuvre par l'État français dans ce domaine. C'est une excellente

nouvelle que sa mission de préfiguration — qui a failli échouer en 2024 faute de soutien politique — puisse se poursuivre grâce à la ténacité de son équipe et à l'appui d'entités comme l'Association française des victimes du terrorisme (AFVT). Le MMT a d'ores et déjà commencé à produire des matériaux pédagogiques, à organiser des concours éducatifs, ainsi qu'à enregistrer des témoignages dans le but de documenter ce que le terrorisme a représenté, et de le transmettre avec rigueur aux nouvelles générations[30].

Bibliographie

Álvarez Junco, José, *Qué hacer con un pasado sucio*, Barcelone: Galaxia Gutemberg, 2022.

Bauman, Zygmunt, *Modernidad líquida*, México: Fondo de Cultura Económica, 2003.

Domínguez, Florencio, « Las claves de la derrota de ETA », en *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, 3, 2017.

—, *Josu Ternera. Una vida en ETA*, Madrid: La Esfera de los Libros, 2006.

Eskubidez, *Trabajar los derechos humanos en los centros educativos, 2022-2023*, s/l: Eskubidez, Baketik y Bakeola, 2023.

Fernández, Jonan, « La presencia de las víctimas en las aulas vascas », en Rivera, Antonio, Mateo, Eduardo (eds.), *Las narrativas del terrorismo. Cómo contamos, cómo transmitimos, cómo entendemos*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2020, pp. 149-156.

Jiménez, María, *El tiempo del testimonio. Las víctimas y el relato de ETA*, Grenade: Comares, 2023.

30 <https://musee-memorial-terrorisme.fr/> (consulté le 28 mai 2025).

Judt, Tony, *Un passé imparfait : les intellectuels en France, 1944 - 1956*, Paris: Fayard, 1992.

López Romo, Raúl, *Le rapport Foronda. Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)*, Saint Paul les Dax: Orbis Tertius, 2025.

—, Ibarra, Alejandra, « Dar testimonio. La voz de las víctimas del terrorismo en España », en *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, 14, 2024.

Sáenz del Castillo, Aritza, et al., « Teacher training for social sciences education and a democratic citizenship in a postconflict society. The case of the Basque Country », *Journal of Social Science Education*, 22 (3), 2023.

Sánchez, Màrius, Évole, Jordi, *No me llame Ternera* [documental], España: Producciones del Barrio, 2023.

Traverso, Enzo, *El pasado, instrucciones de uso*, Buenos Aires: Prometeo, 2011.

Les limites légales du récit. La mémoire de l'ETA et de ses victimes dans l'espace public*

Mireya Toribio Medina
Université de Birmingham

* L'autrice remercie Gaizka Fernández Soldevilla, Raúl López Romo et Eduardo Mateo pour les suggestions et les sources fournies. Ce travail s'inscrit dans le cadre du projet *Urban Terrorism in Europe (2004—2019): Remembering, Imagining, and Anticipating Violence*, mené à l'Université de Birmingham et financé par le Conseil Européen de la Recherche.
Cet article a été traduit par David Crémaux-Bouche.

Après l'ETA

Euskadi Ta Askatasuna (ETA) vit le jour en 1959 avec l'objectif de créer un État-nation ethniquement pur et bascophone, soumis à ses diktats. Ce projet devait englober les territoires des actuelles communautés autonomes espagnoles du Pays basque et de Navarre, ainsi qu'une partie du département français des Pyrénées-Atlantiques (le Pays basque français)[1]. Pour atteindre ce but, l'organisation nationaliste radicale eut recours au terrorisme. Pendant les années où elle demeura active (1959-2011), elle perpétra plus de 3 500 attentats : elle assassina 853 personnes, en blessa au moins 2 658, enleva 86 otages et menaça, extorqua ou força à l'exil un nombre de personnes difficile à chiffrer[2]. Elle a ainsi sacrifié la vie des autres pour sa cause.

L'ETA se dota également de divers bras sectoriels qui, opérant *légalement*, lui apportaient un soutien de nature variée : médias, formations politiques telles que Herri Batasuna ensuite Batasuna, maisons

1 Gaizka Fernández Soldevilla et Santiago de Pablo, *Las raíces de un cáncer. Historia y memoria de la primera ETA (1959-1973),* Madrid: Tecnos, 2024. Gaizka Fernández Soldevilla, *La voluntad del gudari. Génesis y metástasis de la violencia de ETA*, Madrid: Tecnos, 2016.

2 Gaizka Fernández Soldevilla, *El terrorismo en España. De ETA al Dáesh*, Madrid: Cátedra, 2021.

d'édition, syndicat, entreprises rentables, réseau d'avocats, etc. Cet entourage — la dénommée gauche *abertzale* (patriote) — fut essentiel à la pérennité de son action durant près d'un demi-siècle. Il contribua également à entretenir le climat de peur qui marqua la vie sociale et politique au Pays basque et en Navarre[3].

Le 20 octobre 2011, sans avoir atteint ses objectifs fondateurs, minée par le recul de ses soutiens et vaincue par l'action conjuguée de la police et de la justice, l'organisation déclara la fin de son activité armée[4]. Le 3 mai 2018, elle annonça sa dissolution. Toutefois, au lendemain de la disparition de l'ETA, les conséquences de ses actes demeuraient inchangées. Comme l'a souligné María Jiménez : « Une organisation terroriste peut disparaître, mais une victime ne cesse pas de l'être[5] ». Les autres séquelles de la violence ne se sont pas évaporées non plus.[6] Ont subsisté la fracture sociale et des dynamiques d'exclusion à l'encontre des options non nationalistes. Une « infection latente » — pour reprendre l'expression de Primo Levi — fondée sur l'idée que *l'étranger* ou *l'externe* équivaut à l'ennemi. Sur ce postulat reposent encore des comportements d'intimidation envers des personnes, représentants, médias ou secteurs non nationalistes. Y compris envers les victimes elles-mêmes, dont les droits se trouvent, une fois de plus, bafoués.

Le Rapport du Bureau du Procureur Général de l'État (PGE) espagnol correspondant à 2018 — année de la dissolution de l'ETA — indiquait que « une fois l'ETA disparue, ce sont les différents collectifs, plateformes et groupes qui composent l'échafaudage de l'indépendantisme radical basque, intégrés dans la gauche

3 *Vid.* Florencio Domínguez, *Las raíces del miedo: Euskadi, una sociedad atemorizada*, Madrid, Aguilar, 2003.

4 Florencio Domínguez, *Las claves de la derrota de ETA*, Vitoria: Fundación Centro para la Memoria de las Víctimas del Terrorismo, 2017.

5 María Jiménez Ramos, *El tiempo del testimonio. Las víctimas y el relato de ETA*, Granada: Editorial Comares, 2023, p. 41. Nous traduisons.

6 *Vid* Raúl López Romo, *Le rapport Foronda. Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)*, Saint-Apollinaire, Bourgogne: Éditions Orbis Tertius, 2025.

abertzale (GA) et dans les secteurs dissidents de la ligne officielle de la GA […] qui constituent le principal vecteur de menace dans ce domaine ». « Sans doute, » poursuivait-il, « avec une capacité nuisible moindre et un champ d'action circonscrit à la communauté autonome du Pays basque et à la Communauté forale de Navarre[7] ».

Cette activité se compose d'épisodes de violence urbaine, de sabotages contre des infrastructures ferroviaires et des agences bancaires, d'attaques perpétrées contre des sièges et des meetings de partis politiques et même contre les domiciles particuliers de leurs représentants, ainsi que, plus fréquemment, des convocations d'actes et de réalisations de graffitis qui comportent des louanges à d'anciens membres de l'ETA et la justification de leurs actions criminelles. Par exemple, dans le contexte de revendications de leur collectif de détenus, les messages décrivent souvent ces derniers comme des « prisonniers politiques » et, inversant les responsabilités, présentent les auteurs de délits de terrorisme comme des « victimes » pour réclamer leur amnistie. D'autres manifestations se traduisent par des hommages rendus aux terroristes ou à leur organisation dans l'espace public et lors d'actes populaires, tels que des événements sportifs ou culturels. À celles-ci viennent s'ajouter d'autres actions qui constituent une atteinte directe aux droits de ceux qui ont déjà subi personnellement l'impact du terrorisme : les victimes. Parmi ces manifestations se trouvent le vandalisme de lieux dédiés à la mémoire des victimes, tels que des monuments ou des plaques, les attaques contre des sépultures ou la publication de messages qui portent atteinte à leur droit fondamental à l'honneur.

Selon les données recueillies par le Centre Mémorial des victimes du terrorisme (CMVT), après avoir diminué progressivement

7 Rapport du Procureur Général de l'État, 2018. "Una vez desaparecida ETA, son los distintos colectivos, plataformas y grupos que conforman el entramado del independentismo radical vasco, incardinados en la izquierda abertzale (IA) y en los sectores disidentes de la línea oficial de la IA [...] los que constituyen el principal vector de amenaza en este ámbito". "Sin duda", continuaba, "con una menor capacidad lesiva y con un ámbito de actuación circunscrito a la comunidad autónoma del País Vasco y la Comunidad Foral de Navarra". Nous traduisons.

au cours des années précédant 2018, l'année de la dissolution de l'ETA, le nombre de ce type d'actes violents émanant du nationalisme basque radical amorça en 2019 une tendance à la hausse[8]. Le Collectif des victimes du terrorisme (COVITE), qui dispose d'un observatoire documentant les actes publics d'exaltation du terrorisme par années, en comptabilisa 198 en 2018, 110 en 2019, 193 en 2020, 292 en 2021, 589 en 2022, 471 en 2023 et 421 en 2024[9]. (cf. Figure I)

En mai 2024, la plaque rappelant Miguel Ángel Blanco, jeune conseiller du *Partido Popular* (PP) enlevé et assassiné par l'ETA en 1997, fut arrachée de son emplacement à Vitoria-Gasteiz, capitale de la Communauté autonome basque. La même année, la stèle en hommage à Modesto Carriegas, banquier de 47 ans, assassiné par l'organisation en 1979, fut également prise pour cible. Le 6 octobre 2023, le caveau où reposent les restes mortels de Fernando Buesa, homme politique socialiste assassiné en 2000, fut retrouvé souillé de peinture noire et d'excréments (cf. Figure II). La veille, un monolithe rappelant le parlementaire et son garde du corps — Jorge Díez Elorza, tué dans le même attentat — avait été recouvert de la même peinture. En novembre de cette année-là, on arracha aussi l'inscription commémorant l'ancien chef de la Police forale José Luis Prieto García, assassiné par l'organisation terroriste en 1981. En 2020, d'autres plaques à la mémoire de victimes de l'ETA furent supprimées ou dégradées. En mars, celle de Saturnino Sota, boulanger abattu dans son commerce en 1978. Celle rappelant Gregorio Ordóñez — dirigeant du PP — fut attaquée en février (lors du 25e anniversaire de son assassinat) et à nouveau en septembre. En juillet, des individus avaient lancé de la peinture rouge sur la tombe de Fernando Buesa. Ce ne sont là que quelques exemples récents. Dans ce contexte, après la fin du terrorisme, la société espagnole — et la société basque en particulier — s'est engagée dans un processus de confrontation avec la violence vécue.

---

8 Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo, *Balance del Terrorismo en España*, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023.

9 <https://covite.org/observatorio/>.

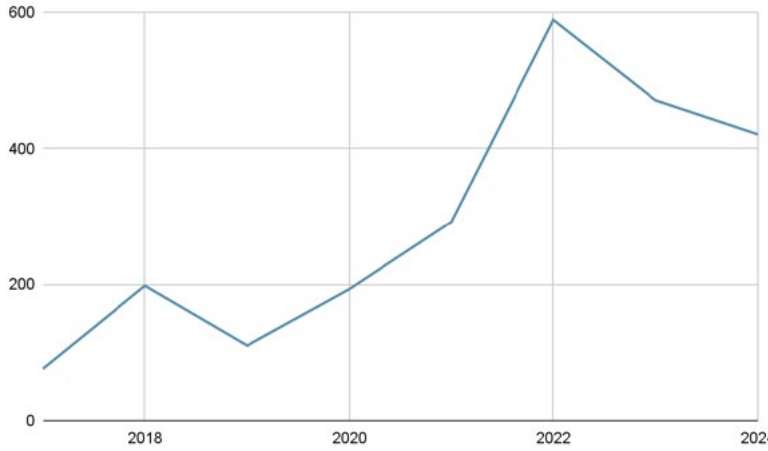


Figure 1. *Actes de glorification*[1] *du terrorisme par année selon les données de l'Observatoire du COVITE*[2]

1 NDT: Afin de respecter les nuances terminologiques, il convient de préciser l'usage différencié de trois notions étroitement liées mais distinctes dans le contexte juridique et discursif espagnol : *glorificación*, *enaltecimiento* et *apología* (del terrorismo). En français, ces termes tendent à se recouper, ce qui complique leur traduction différenciée. Dans le présent texte, *glorificación* (glorification en français) a été retenu dans son acception générique et non juridique, pour désigner toute conduite ou tout discours valorisant le terrorisme. *Enaltecimiento* (exaltation en français) et *apología* (apologie en français), en revanche, renvoient à deux qualifications pénales spécifiques du droit espagnol, aux contours proches car désignant des conduites illégales et interdites mais juridiquement distinctes. Dans la mesure du possible, ces différences ont été préservées dans la traduction afin de refléter la précision terminologique du texte original.

2 <https://covite.org/observatorio/>.

Figure 2. *Stèle funéraire de Fernando Buesa — assassiné par l'ETA en 2000 — vandalisée en octobre 2023. Source : Fundación Fernando Buesa*

L'élaboration de récits sur les faits survenus, à l'issue d'une période marquée par les violations les plus graves des droits humains, revêt une importance capitale à trois échelles : celle du passé, du présent et de l'avenir. La configuration d'un récit rigoureux sur le passé récent sert, dans l'immédiat, à l'attribution correcte des responsabilités et à la réparation adéquate des victimes. Sur le plan rétrospectif, elle constitue le socle sur lequel se fondent les mémoires collectives des événements. Enfin, tournée vers l'avenir, elle contribue à délégitimer la violence comme outil politique et, par conséquent, à prévenir la radicalisation violente et la répétition ultérieure d'épisodes similaires.

Le récit : la mémoire de la violence

Selon l'historien Gaizka Fernández Soldevilla, l'une des tâches fondamentales de l'entourage de l'ETA, la gauche *abertzale*, était la légitimation du terrorisme. Par la construction et la diffusion du récit du « conflit basque » — « un affrontement ethnique dans lequel envahisseurs espagnols et le peuple basque envahi seraient enlisés depuis des siècles » — on conféra un « sens fondateur » aux actions de l'ETA. Il s'agit d'un récit sans lequel « il serait difficile aux ultranationalistes de nier que leur parcours n'est pas seulement marqué par une violence injustifiée, mais qu'il s'est en outre soldé par un échec politique, une erreur qui a causé d'immenses souffrances tant au peuple dont ils prétendaient défendre les intérêts qu'à la propre "gauche *abertzale*"[10] ». La logique reste inchangée : après la fin du terrorisme, le récit continue de constituer un pilier fondamental.

Pour reprendre les mots de Florencio Domínguez, « bien que cela semble appartenir au passé, délégitimer le terrorisme de l'ETA demeure une nécessité sociale du présent pour qu'à l'avenir ne réapparaisse pas une nouvelle génération violente qui prétendrait suivre

10 Gaizka Fernández Soldevilla, *op. cit.*, 2016, p. 57. Nous traduisons.

les pas du groupe terroriste[11] ». Il insiste sur la nécessité d'empêcher que les justifications de l'histoire du groupe ne perdurent, en référence aux discours de haine qui ont pu nourrir le langage de l'organisation séparatiste radicale et dont subsistent encore des vestiges.

Selon l'historien Raúl López Romo, il existe actuellement trois grands récits sur la violence qui a marqué le passé récent d'Euskadi. L'un place les victimes au centre, délégitimant l'activité terroriste. Un autre met au centre les auteurs, légitimant la violence comme outil politique valable. Un troisième, sans approuver les méthodes de l'ETA, relativise sa violence en se fondant sur des causes politiques lointaines. À ceux-ci s'ajoute un quatrième angle, celui du « non-récit », qui consiste à éviter d'aborder ce qui s'est passé et à le soumettre à l'oubli[12].

Dans la construction du récit des événements, de multiples acteurs participent : victimes, auteurs, propagandistes, chercheurs académiques, vulgarisateurs, opérateurs juridiques ou médias, entre autres. Toute une série d'initiatives provenant d'associations de victimes du terrorisme, d'associations civiles et d'organismes publics cherchent aujourd'hui à recueillir et à préserver un récit historique basé sur les faits, capable d'éclairer les conséquences du terrorisme. À noter ici le travail de certaines associations de victimes ainsi que celui de plusieurs universités et du Centre Mémorial pour les victimes du terrorisme, fondation publique d'État située à Vitoria-Gasteiz (Pays basque, Espagne). Par ses activités de recherche et de diffusion, cet organisme offre au public une information rigoureuse sur l'histoire récente du terrorisme en Espagne sous divers formats — un espace muséal permanent, des expositions temporaires, des publications (livres et rapports), des podcasts, entre autres[13]. À l'autre extrémité

11 Florencio Domínguez Iribarren, « La radicalización violenta: una amenaza que busca respuesta", dans Antonio Rivera et Eduardo Mateo, *Verdaderos creyentes: pensamiento sectario, radicalización y violencia*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2018, p. 17. Nous traduisons.

12 Raúl López Romo, *Sobre el olvidado terrorismo vasco*, Vitoria-Gasteiz: Betagarri Liburuak, 2023, pp. 171-174.

13 <https://www.memorialvt.com/fr/>.

se trouvent une partie des anciens membres de l'ETA et leur entourage, les entités liées à la gauche *abertzale*, qui disposent aussi d'une présence institutionnelle et du relais des médias publics. Ces entités œuvrent à transmettre une version des faits cherchant à légitimer ou justifier la violence, en occultant ses conséquences et en déformant les responsabilités.

Après la fin du terrorisme de l'ETA, l'expression « bataille pour le récit » s'est popularisée. On y recourt dans les sphères politique, médiatique, académique et sociale pour désigner la dispute existante entre la pluralité de narrations évoquées[14]. Cette formule, répandue ces dernières années, n'est pas nouvelle.

Dans un article publié dans *El Correo* début 2007, Joseba Arregi — ancien dirigeant du Parti nationaliste basque (PNV) — écrivait qu'« il ne suffit pas que l'ETA disparaisse. Il est nécessaire de livrer la bataille pour le récit qui accompagnera cette disparition ». Quatre ans avant que l'organisation ne déclare son cessez-le-feu définitif, Arregi avertissait que « nombre des difficultés rencontrées par l'ensemble ETA-Batasuna tiennent à la lutte pour dominer la rédaction du récit ». Il anticipait que le récit de la disparition de l'organisation pourrait être un récit « dominé par les nécessités d'auto-légitimation d'ETA-Batasuna » ou un récit relevant « de la défense de la légitimité démocratique de l'État de droit ». Soulignant l'étroite relation entre les narrations et les mémoires collectives, il avançait que « la lutte pour le récit, la lutte pour la mémoire est d'une importance vitale pour la construction de l'avenir de l'Euskadi, de la société basque ». Il s'agissait, disait-il, « de construire la vérité sociale qui permette à la société basque d'être plus libre et de surmonter les années de plomb, les années d'oubli, de soumission, d'indignité, de détournement du regard, d'occultation : des victimes et des bourreaux[15] ».

---

14 Raúl López Romo, *op.cit.*, 2023, p.175-177. *Vid* aussi María Jiménez Ramos, *op. cit.*, 2023.

15 Joseba Arregi, « La lucha por el relato », *El Correo*, 31-III-2007. Nous traduisons. L'expression « bataille pour le récit » ne se limite pas au terrorisme. Un phénomène similaire peut être observé autour de périodes historiques aussi diverses que la Reconquête, la Seconde République ou la Guerre d'Espagne.

La pluralité de récits multiples, propre à un système démocratique, ne peut signifier que tous se valent. Dans l'espace public, il ne peut y avoir de place pour des récits qui propagent un discours de haine, portent atteinte à la dignité des victimes, contribuent à créer un climat d'intimidation ou incitent à la violence. La liberté d'expression inhérente à la démocratie trouve ses limites dans le respect des droits fondamentaux d'autrui.

Les limites du récit : les victimes et les bourreaux dans l'espace public

En Espagne, la Constitution consacre le droit des individus « à exprimer et diffuser librement leurs pensées, idées et opinions par la parole, l'écrit ou tout autre moyen de reproduction[16] ». Le même précepte indique que « ces libertés trouvent leur limite dans le respect des droits reconnus » par la Constitution[17]. Celle-ci consacre aussi les droits fondamentaux à la vie, à l'intégrité physique et morale, à la liberté, à la sécurité et à l'honneur, entre autres[18]. Elle dispose en outre que « la dignité de la personne, les droits inviolables qui lui sont inhérents, le libre développement de la personnalité, le respect de la loi et des droits d'autrui sont le fondement de l'ordre politique et de la paix sociale[19] ». La valeur de ces intérêts est telle que l'État les protège avec son outil le plus puissant : l'imposition de sanctions pénales à ceux qui les violent ou les mettent gravement en danger.

16 "a expresar y difundir libremente los pensamientos, ideas y opiniones mediante la palabra, el escrito o cualquier otro medio de reproducción". Article 20.1.a de la Constitution espagnole. Nous traduisons.

17 "estas libertades tienen su límite en el respeto a los derechos reconocidos". Article 20.4 de la Constitution espagnole. Nous traduisons.

18 Articles 15, 17 et 18 de la Constitution espagnole. Nous traduisons.

19 "la dignidad de la persona, los derechos inviolables que le son inherentes, el libre desarrollo de la personalidad, el respeto a la ley y a los derechos de los demás son fundamento del orden político y de la paz social". Article 10.1 de la Constitution espagnole. Nous traduisons.

Dans leur application de ces normes, les tribunaux nationaux ont établi que le droit à la liberté d'expression est « conditionné par d'autres droits et exigences constitutionnelles », parmi lesquels « jouent un rôle non négligeable le respect d'autrui […] et l'interdiction de conduites faisant l'éloge d'activités terroristes qui nourrissent un climat favorable à leur reproduction ou constituent le germe, lointain mais réel, de nouvelles actions de cette nature, actions qui ébranlent les piliers de l'État de droit[20] ». Pour sa part, la Cour européenne des droits de l'homme a établi que l'ingérence des autorités étatiques dans le droit à la liberté d'expression est légitime lorsque les déclarations constituent une manifestation de discours de haine ou une incitation à la violence[21].

Jusqu'en 2000, en Espagne, l'apologie du terrorisme constituait un crime à condition qu'elle implique une « provocation » ou une « incitation directe » à commettre de nouveaux attentats[22]. La même année, le Gouvernement (PP) et le principal parti d'opposition (*Partido Socialista Obrero Español*, PSOE) signèrent l'Accord pour les libertés et contre le terrorisme — ou Pacte antiterroriste — afin de coopérer dans la lutte contre l'ETA et son entourage politique. Cette résolution fut motivée par l'augmentation du nombre d'assassinats consécutive à la rupture par l'ETA de la trêve maintenue entre septembre 1998 et décembre 1999 (cf. Figure III). Sous l'égide de cette alliance, on procéda à une réforme des délits de terrorisme dans le Code pénal espagnol.

---

20 La libertad de expresión está "condicionado por otros derechos y exigencias constitucionales", entre los cuales "desempeñan un papel no desdeñable el respeto al otro [...] y la prohibición de conductas de alabanza de actividades terroristas que alimente un clima favorable a su reproducción o se constituya en germen, remoto pero real, de nuevas acciones de esa naturaleza, acciones que cuartean los pilares del Estado de derecho" *Vid*. Arrêt de la Cour Suprême 1298/2020, du 7 mai.

21 Arrêts de la Cour Européenne des Droits de l'Homme du 22 juin 2021, *Caso Erkizia Almandoz c. España*, et du 17 décembre 2013, *Caso Yavuz y Yaylali c. Turquía*, parmi d'autres.

22 Articles 18 et 579 du Code pénal de 1995. Nous traduisons.

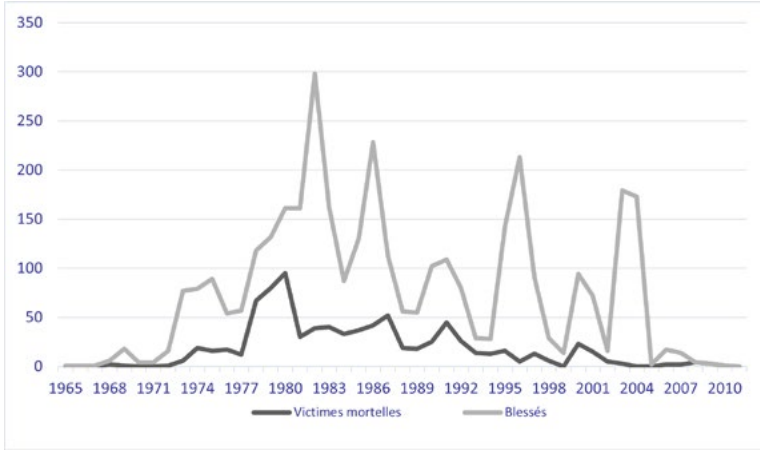


Figure 3. *Morts et blessés par attentats de l'ETA et de son entourage radical. Source : Gaizka Fernández Soldevilla*

Parmi les nouveautés figuraient deux nouveaux délits : « l'exaltation ou la justification publiques » des délits de terrorisme ou de ceux qui y avaient participé et « l'accomplissement d'actes entraînant le discrédit, le mépris ou l'humiliation des victimes des délits terroristes ou de leurs proches[23] ». Il s'agit de délits nés dans le but de « poursuivre la magnification des méthodes terroristes, radicalement illégitimes au regard de la Constitution, ou de leurs auteurs, ainsi que les conduites particulièrement perverses de ceux qui calomnient ou humilient les victimes tout en accroissant l'horreur de leurs

23 "el enaltecimiento o la justificación públicos" de los delitos de terrorismo o de quienes hubiesen participado en su ejecución y los consistentes en "la realización de actos que entrañen descrédito, menosprecio o humillación de las víctimas de los delitos terroristas o de sus familiares". Article 578 du Code pénal introduit par la Loi organique 7/2000, du 22 décembre. Nous traduisons.

proches[24] ». Dans la pratique, leur application s'est révélée complexe et limitée[25].

Exaltation et justification du terrorisme

Les délits d'exaltation et de justification du terrorisme et de ses auteurs n'ont généralement pas servi à sanctionner les actes d'exaltation de l'ETA et de ses anciens membres qui se produisent fréquemment dans l'espace public. Les plaintes présentées de façon systématique par certaines associations de victimes — COVITE, *Asociaciones de Víctimas del Terrorismo* (AVT) ou *Dignidad y Justicia* (DyJ) — aboutissent rarement.[26] Cette faible efficacité s'explique par la formulation trop large des infractions et par leur proximité avec le délit déjà existant d'apologie du terrorisme[27].

Selon la jurisprudence qui a développé le contenu du délit d'exaltation ou de justification du terrorisme, « exalter » signifie « encenser ou faire des éloges, louer les qualités ou mérites de quelqu'un ou de quelque chose » — en l'occurrence des actions terroristes ou de

24 "perseguir la exaltación de los métodos terroristas, radicalmente ilegítimos desde cualquier perspectiva constitucional, o de los autores de estos delitos, así como las conductas especialmente perversas de quienes calumnian o humillan a las víctimas al tiempo que incrementan el horror de sus familiares" Loi organique 7/2000, du 22 décembre. Nous traduisons.

25 Mireya Toribio Medina, « Anatomía de un crimen controvertido. El delito de enaltecimiento del terrorismo a la luz de los criterios del Tribunal Europeo de Derechos Humanos », dans Jerónimo Ríos et al. *Las víctimas frente al terrorismo de ETA: narrativas, movilización y perspectiva comparada*, Madrid: Dykinson, 2024a. Mireya Toribio Medina, « Sal en la herida. La humillación a las víctimas del terrorismo de ETA », *Conceφtos*, 10, 2024c.

26 Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo, *Balance del Terrorismo en España*, 2020, p. 75.

27 *Vid* Mireya Toribio Medina, *op.cit.*, 2024a.

ceux qui les ont exécutées. « Justifier » consiste à « faire apparaître comme licites ou légitimes ce qui est un comportement criminel[28] ».

Le Tribunal constitutionnel (TC) espagnol a limité sa portée en affirmant que les conduites exaltant ou justifiant le terrorisme ne pourront être punies « que dans la mesure où elles peuvent être considérées comme une manifestation du discours de haine pour avoir favorisé ou encouragé, même de manière indirecte, une situation de risque pour les personnes ou les droits de tiers ou pour le système des libertés lui-même[29] ». Il a établi qu'au moment d'évaluer ce type de conduites, les tribunaux ne pourront considérer comme des actes délictueux que les comportements réalisés avec l'intention d'inciter à la commission d'un délit de terrorisme — sans qu'il soit nécessaire que celui-ci advienne — et générant une situation de risque pour les personnes ou pour le système des libertés[30]. Pour déterminer si ces conditions sont remplies, le TC a indiqué qu'il faut considérer l'impact de la diffusion publique de la conduite, les circonstances personnelles de son auteur, sa coïncidence temporelle avec des actes terroristes ou l'existence d'un contexte de violence dans lequel la manifestation aurait pu avoir quelque influence, ainsi que le contenu concret des expressions proférées.

Parmi les rares condamnations prononcées figure celle du chanteur *Valtonyc* qui, dans certaines de ses paroles, affirmait : « que l'ETA fasse exploser une bombe », « à tous ceux qui ont peur quand ils démarrent leur voiture, qu'ils sachent que, lorsque leurs côtes éclateront, nous lèverons nos coupes de champagne », « ton drapeau espagnol est plus beau en flammes, tout comme une foutue patrouille de la Guardia Civil quand elle explose », ou encore « qu'ils aient

28 *Vid*. Arrêt de la Cour Suprême 354/2017, du 17 mai ; et 52/2018, du 31 janvier; parmi d'autres. Nous traduisons.

29 "en la medida en que puedan ser consideradas como una manifestación del discurso del odio por propiciar o alentar, aunque sea de manera indirecta, una situación de riesgo para las personas o derechos de terceros o para el propio sistema de libertades". Arrêt de la Cour Constitutionnelle 112/2016, du 20 juin. Nous traduisons.

30 Arrêts de la Cour Constitutionnelle 35/2020, du 25 février, et 112/2016, du 20 juin. Nous traduisons.

peur, bordel. Qu'ils aient peur », « qu'ils aient peur comme un garde civil au Pays basque[31] ». Les tribunaux considérèrent que

> la pluralité des messages contenus dans les chansons, publiés sur Internet et accessibles librement, ont un caractère indubitablement laudatif des organisations terroristes GRAPO et ETA et de leurs membres, lequel va au-delà de l'expression de coïncidence avec des objectifs politiques, de solidarité avec les détenus ou de camaraderie née de liens idéologiques et comporte un éloge non pas des objectifs politiques, mais des moyens violents employés par lesdites organisations terroristes et leurs membres, et contient une incitation à leur répétition. Ces contenus ne sont pas couverts par la liberté d'expression ou de diffusion d'opinions […][32].

Pour cela, il écopa d'une peine de deux ans de prison et huit ans d'inhabilitation absolue[33].

---

31 « a ver si ETA pone una bomba y explota », « para todos aquellos que tienen miedo cuando arrancan su coche, que sepan que cuando revienten sus costillas, brindaremos con champán », « Tu bandera española está más bonita en llamas, igual que un puto patrol de la guardia cuando estalla », ou encore « Que tengan miedo joder. Que tengan miedo », « Que tengan miedo como un guardia civil en Euskadi » (Arrêt de la Cour Suprême 79/2018, du 17 février). Nous traduisons.

32 "la pluralidad de mensajes contenidos en las canciones publicados en Internet y con acceso abierto por el acusado tienen un indudable carácter laudatorio de las organizaciones terroristas GRAPO y ETA y de sus miembros, el cual va más allá de la expresión de coincidencia con objetivos políticos, solidaridad con los presos o camaradería nacida de vínculos ideológicos y que comporta una alabanza, no ya de los objetivos políticos sino de los medios violentos empleados por la citadas organizaciones terroristas y por sus miembros y contienen una incitación a su reiteración. Los referidos contenidos no quedan amparados por la libertad de expresión o difusión de opiniones [...]." Arrêts de l'Audience nationale du 21 février 2017 et de la Cour Suprême 79/2018, du 15 février. Nous traduisons.

33 La peine d'inhabilitation absolue entraîne la privation définitive de tous les honneurs, emplois et fonctions publiques détenus par le condamné, y compris ceux obtenus par élection. Elle entraîne, en outre, l'incapacité d'obtenir

Humiliation des victimes du terrorisme

En 2012, l'auteur de messages adressés à la députée européenne Teresa Jiménez Becerril fut condamné pour délit d'humiliation des victimes. Il avait posté sur son site un message disant : « Avec un peu de chance, on te collera une balle avant la trêve définitive, et tu pourras ainsi retrouver "les tiens", sale garce… la bise. » La peine prononcée a été d'un an et six mois de prison, assortie de neuf ans et six mois d'inhabilité absolue, d'une interdiction d'approcher ou de communiquer avec la victime pendant cinq ans, et du paiement des frais de justice[34].

En 2015, un autre individu fut condamné pour le même délit en raison de messages publiés sur Facebook : sous la photo de Miguel Ángel Blanco il écrivait « Gora ETA. Liberté pour les prisonniers politiques, Miguel Ángel Blanco est mieux mort. » Il publia également : « la cache d'Ortega Lara avait plus de mètres carrés que l'endroit où vivent de très nombreux Espagnols. » La Cour suprême (TS) estima que la première expression « concentre un tel degré de haine et de mépris qu'elle doit activer les mécanismes pénaux », et que la seconde « montre de manière évidente un geste de mépris rabaissant jusqu'à l'humiliation la souffrance de cette victime du terrorisme ». Peine prononcée : un an de prison et huit ans d'inhabilité[35].

En 2016, la même cour condamna une femme qui, sous pseudonyme, posta sur Twitter des commentaires moqueurs jugés humiliants pour les victimes de l'ETA : « Comment Irene Villa

---

les mêmes distinctions, emplois ou fonctions publiques, ainsi que celle d'être élu à une charge publique, pendant la durée de la condamnation (article 41 du Code pénal espagnol)

34 « A ver si con un poco de suerte te pegan un tiro antes de la tregua definitiva y así te reúnes con "los tuyos", so zorra … un besito » (Arrêt de l'Audience Nationale 11/2012, du 29 février et de la Cour Suprême 752/2012). Nous traduisons.

35 « *Gora* ETA. Libertad presos políticos, Miguel Ángel Blanco mejor muerto ». Il publia également : « el zulo de Ortega Lara tenía más metros cuadrados que donde viven muchísimos españoles » (Arrête de la Cour Suprême 846/2015, du 20 décembre). Nous traduisons.

monte-t-elle à cheval ? Avec du velcro » ; « Pourquoi Irene Villa a-t-elle le front couvert d'ecchymoses ? Parce qu'elle frappe aux portes », etc. À propos de Miguel Ángel Blanco : « Qu'est-ce que le neveu de Miguel Ángel Blanco recevra à Noël ? Un oncle vivant »[36] ; ou encore : « En quoi Miguel Ángel Blanco ressemble-t-il à un dauphin ? Par le trou dans sa nuque. » La sentence a indiqué que l'humiliation « se manifeste principalement dans le cas d'Irene Villa, qui a perdu ses jambes lors d'un attentat de l'ETA, alors qu'à l'âge de douze ans elle se trouvait en voiture avec sa mère, l'explosion ayant été provoquée par une bombe fixée sous le châssis du véhicule, et dans celui de Miguel Ángel Blanco, qui exerçait des fonctions publiques en tant que conseiller municipal d'Ermua, lui aussi assassiné par ladite organisation criminelle ». La Cour suprême a conclu que « ce n'est pas l'humour noir qui est sanctionné ici, mais l'humiliation inscrite dans le discours de haine auquel cette chambre s'est si souvent référée ». La peine infligée en l'espèce a également été d'un an d'emprisonnement et de huit ans d'inhabilitation absolue[37].

---

36 « ¿Qué le regalarán al sobrino de Miguel Ángel Blanco por Navidades? Un tiovivo ». NDT : Le terme espagnol *tiovivo* désigne un manège (carrousel), mais il constitue également un jeu de mots macabre avec l'expression *tío vivo* (« oncle vivant »). Dans cette plaisanterie de mauvais goût, l'allusion vise directement Miguel Ángel Blanco, assassiné par ETA en 1997, en insinuant qu'au lieu d'avoir un « oncle vivant », son neveu ne pourra recevoir qu'un *tiovivo* (manège). La traduction française par « manège » restitue le sens littéral, mais elle perd le calembour qui associe la mort de la victime au contraste ironique entre « l'oncle vivant » et « le manège ». C'est pourquoi, nous avons préféré garder l'allusion à « l'oncle vivant ».

37 « ¿Cómo monta Irene Villa a caballo? Con velcro » ; « ¿De qué tiene la frente morada Irene Villa? De llamar a las puertas », etc. À propos de Miguel Ángel Blanco : « ¿Qué le regalarán al sobrino de Miguel Ángel Blanco por Navidades? Un tiovivo » ; ou « ¿En qué se parece Miguel Ángel Blanco a un delfín? En el agujero de la nuca » ; « se particulariza principalmente en Irene Villa, que perdió sus piernas en un atentado de ETA, cuando con 12 años montaba en un coche con su madre, explosionando una bomba adosada a los bajos del automóvil, y en Miguel Ángel Blanco, dedicado a funciones públicas como Concejal de Ermua, también asesinado por dicha banda criminal » ; « no se penaliza aquí el chiste negro, se penaliza la humillación que está inserta en el discurso del

Enfin, selon la FGE (*EuroGendFor*), depuis 2018 est instruite une cause « pour l'organisation réitérée et systématique d'*Ongi Etorri* [actes publics d'accueil et d'hommage aux ex-détenus de l'ETA après leur sortie de prison] et autres hommages rendus à des membres de la bande terroriste ». Les auteurs sont soupçonnés de « délit d'organisation criminelle de caractère non terroriste (…) ayant pour objet la commission d'un délit continue d'humiliation des victimes du terrorisme et d'exaltation (…)[38] ».

Nécessaire mais pas suffisant

« Nous n'avons pas su honorer la mémoire des victimes du terrorisme », concluait il y a vingt ans une analyse pionnière de Jesús Alonso Carballés sur la mémoire et l'oubli des victimes dans l'espace urbain[39]. Il soulignait que celles-ci avaient été traditionnellement reléguées dans la sphère publique. Une situation qui n'a commencé à s'inverser que ces dernières années, coïncidant avec un changement de tendance marqué par les attentats djihadistes de Madrid du 11 mars 2004 et le déclin de l'ETA[40]. La représentation des victimes et des bourreaux dans l'espace public est fondamentale pour

odio al que tantas veces se ha referido esta Sala » (Arrêt du Tribunal Suprême 623/2016, du 13 juillet). Nous traduisons.

38 "por la organización reiterada y sistemática de 'Ongi Etorris' [actos públicos de recibimiento y homenaje a presos de ETA excarcelados] y otros actos de homenaje dispensados a miembros de la banda terrorista ETA". A sus autores "se imputan los delitos de organización criminal de carácter no terrorista (…), que tiene por objeto la comisión de hechos constitutivos de un delito continuado de humillación a las víctimas del terrorismo y enaltecimiento (…)". Rapport du Procureur Général de l'État, 2022. Nous traduisons.

39 Jesús Javier Alonso Carballés, « Espacio urbano, memoria y olvido de las víctimas », *El Valor de la palabra = Hitzaren balioa*, Nº. 4, 2004, p. 108. Nous traduisons.

40 Mireya Toribio Medina, « 20 Years On. A Walk Through the Memorialisation of the 11M Attacks », dans K. Karcher et al., *Urban Terrorism in Contemporary Europe*, Cham: Palgrave Macmillan, 2024b.

la construction d'un récit délégitimant le terrorisme et respectueux des droits de l'ensemble des citoyens.

Au-delà de ces quelques cas exposés, en général, les actes d'exaltation de l'activité ou des membres de l'ETA fréquemment réalisés au Pays basque et en Navarre n'ont pas été endigués par les mesures pénales évoquées. Il convient d'en tirer deux réflexions. Premièrement : si les nouveaux délits ne remplissent pas leur finalité, ils devront être modifiés ou supprimés et remplacés par des alternatives qui, dans le respect des principes de l'État de droit, atteignent les objectifs visés. Les délits d'exaltation et de justification du terrorisme se sont révélés difficiles à appliquer, en partie en raison de l'imprécision et du caractère trop large des termes employés — contraire au principe de légalité *nulla poena sine lege praevia, stricta et scripta* — et de leur similitude avec le délit d'apologie préexistant. Cette imprécision a également affecté le délit d'humiliation des victimes ; toutefois, contrairement au précédent, il instaure une protection inédite de l'honneur et de la dignité des victimes, ce qui en fonde la légitimité politico-criminelle[41]. Ces questions devront être prises en compte comme fondement du débat.

Deuxièmement : la législation est l'un des outils les plus importants dont dispose la société pour combattre le terrorisme et ses conséquences, mais elle ne saurait s'y réduire. Les normes juridiques sont indispensables, mais insuffisantes. Croire qu'une loi suffit à elle seule à mettre fin à un problème polyédrique comme le terrorisme et ses séquelles reflète l'idée, très répandue, que la justice est l'unique garante de l'harmonie sociale — une conception erronée, liée, selon Jesús-María Silva Sánchez, au discrédit des autres instances de protection sociale[42]. Cette « anomie » contemporaine — dans le sens durkheimien repris par Luis R. Zúñiga comme « l'effondrement de la possibilité de la société » — favorise la délinquance[43].

---

41 *Vid* Mireya Toribio Medina, *op.cit.*, 2024c.

42 Jesús María Silva Sánchez, *La expansión del Derecho penal. Aspectos de la política criminal en las sociedades postindustriales*, Madrid: Civitas, 2001, p. 61.

43 Émile Durkheim, *La división del trabajo social*, Madrid: Akal, 2001. Luis R. Zúñiga, « Estudio preliminar », dans E. Durkheim, *op. cit.*, 2001, p. XLV. Nous traduisons.

Une précédente loi antiterroriste indiquait déjà que, si l'on ne devait pas négliger la nécessité d'adapter les normes pénales, « cette réponse doit inclure la promotion de l'éducation aux valeurs démocratiques[44] ». Dans ce sens, López Romo a souligné l'importance d'enseigner aux plus jeunes l'existence de lignes rouges — inviolabilité de la vie, dignité et liberté — qui sont la base pour délégitimer le terrorisme et éviter qu'il ne se répète[45]. Il s'agit, selon la formule de Fernández Soldevilla, de désactiver « les mythes qui tuent[46] ».

Épilogue

En 2023, le parlement basque a approuvé la Loi de mémoire historique et démocratique d'Euskadi[47]. Selon son préambule, elle vise à « consolider et parachever la récupération de la mémoire historique de la Guerre civile et de la dictature franquiste ». Le texte stipule que :

> [La loi] vise à consolider et parachever la récupération de la mémoire historique de la Guerre civile et de la dictature franquiste. Nous le faisons en rappelant les victimes qui ont subi l'injustice de faits historiques qui n'auraient jamais dû se produire et ne

44 "no debe descuidarse la necesidad de completar y adaptar las normas que regulan el funcionamiento del sistema penal", "esta respuesta debe incluir la promoción de la educación en valores democráticos". Loi Organique 2/1998, du 15 juin. Nous traduisons.

45 Raúl López Romo, « La educación ante el terrorismo » dans A. Rivera, et E. Mateo, *Las narrativas del terrorismo. Cómo contamos, cómo transmitimos, cómo entendemos*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2020. Sur l'impact des témoignages des victimes dans le domaine éducatif, *vid* María Jiménez Ramos, *op.cit.*, 2023.

46 Gaizka Fernández Soldevilla, « Mitos que matan. La narrativa del "conflicto vasco" », *Ayer*, nº 98, 2015, p. 213-240. Nous traduisons.

47 Loi 9/2023, du 28 septembre, de Mémoire Historique et Démocratique d'Euskadi. Nous traduisons.

> doivent plus se répéter. Récupérer la mémoire est, en ce sens, un exercice tourné vers l'avenir. Le patrimoine démocratique que recèle la mémoire doit être conçu comme la base de la coexistence démocratique présente et future et comme moteur de la promotion de valeurs éthiques et des principes démocratiques.

Et elle conclut :

> Construire la mémoire démocratique d'Euskadi à partir du souvenir de ce passé et d'une connaissance historique rigoureuse constitue la voie la plus solide pour renforcer la culture démocratique face aux discours de négation, d'exclusion et d'intolérance, et pour garantir un avenir de coexistence démocratique.

La loi introduit une définition des « éléments contraires à la mémoire historique » qui devront être retirés de tout espace public ou privé visible depuis un lieu public. Elle précise :

> Est considérée contraire à la mémoire historique d'Euskadi et à la dignité des victimes l'exposition publique d'éléments ou de mentions commémorant, louant ou exaltant individuellement ou collectivement le coup d'État de 1936 et la dictature franquiste, ses dirigeants ou les organisations qui soutinrent le régime dictatorial, ainsi que les unités civiles ou militaires de collaboration entre le régime franquiste et les puissances de l'Axe durant la Seconde Guerre mondiale […][48].

48 "trata de consolidar y culminar la recuperación de la memoria histórica de la Guerra Civil y la dictadura franquista. Lo hacemos recordando a las víctimas que padecieron la injusticia de aquellos hechos históricos que nunca debieron ocurrir y no deben volver a repetirse. Recuperar la memoria es, a su vez, un ejercicio de futuro. El patrimonio democrático que alberga la memoria debe ser concebido como la base de la convivencia democrática presente y futura y como impulsor de la promoción de valores éticos y principios democráticos." ; "Construir la memoria democrática de Euskadi a partir del recuerdo de ese pasado y del más riguroso conocimiento histórico es el modo más firme de fortalecer la cultura democrática frente a los discursos de la negación, la exclusión

À savoir : plaques, inscriptions, anagrammes et autres éléments situés sur la voie publique.

La loi instaure également un régime de sanctions. Elle considère « comme infractions très graves » « la destruction ou le grave endommagement d'espaces, d'éléments ou de mobilier des lieux, espaces ou itinéraires de la mémoire historique ». Ces actes peuvent entraîner des amendes de 10 001 à 150 000 euros ou la perte du droit à recevoir des subventions ou aides publiques en matière de mémoire historique pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans[49].

Par ailleurs, parmi les « infractions graves », la loi inclut :

> Le fait d'utiliser ou de diffuser des expressions offensantes, vexatoires ou attentatoires à la dignité des victimes de la guerre civile ou de la dictature franquiste, ou de leurs proches, dans tout média, discours ou intervention publique, ou sur des plateformes numériques, ainsi que toute manifestation exaltant le franquisme lorsque ces conduites ne sont pas déjà qualifiées de délit d'incitation à la haine.

Elle classifie également comme telles les manifestations de représentants publics ou de fonctionnaires de l'Administration autonome qui exaltent ou font l'apologie du coup d'État ou de la dictature. De même :

---

y la intolerancia, para asegurar nuestro futuro de convivencia democrática." ; "Se considera contraria a la memoria histórica de Euskadi y a la dignidad de las víctimas la exhibición pública de elementos o menciones en conmemoración, exaltación o enaltecimiento individual o colectivo del golpe de estado de 1936 y de la dictadura franquista, de sus dirigentes o de las organizaciones que sustentaron al régimen dictatorial y de las unidades civiles o militares de colaboración entre el régimen franquista y las potencias del eje durante la Segunda Guerra Mundial [...]." Article 30.1 de la Loi 9/2023, du 28 septembre, de Mémoire Historique et Démocratique d'Euskadi. Nous traduisons.

49 "infracciones muy graves" "la destrucción o el daño grave a espacios, elementos y mobiliario de los lugares, espacios e itinerarios de la memoria histórica". Articles 47 et 49 de la Loi 9/2023. Nous traduisons.

> La tenue d'actes et d'hommages, de quelque nature qu'ils soient, ayant pour objet la commémoration, l'exaltation ou la glorification — individuelle ou collective — du coup d'État militaire de 1936, y compris les célébrations liées au 18 juillet [date du coup d'État], ainsi que de la dictature franquiste, de ses dirigeants ou des organisations qui ont soutenu le régime dictatorial[50].

Les infractions graves sont punies d'amendes de 2 001 à 10 000 euros et d'une perte des droits précités pendant trois ans[51].

La loi a été approuvée grâce aux voix du PNV, du Parti socialiste d'Euskadi (PSE) — branche régionale du PSOE — et d'EH Bildu — la coalition de la gauche *abertzale*. Le PP, Vox et Ciudadanos ont voté contre, critiquant le fait que la loi ignore le terrorisme de l'ETA, actif depuis les années soixante (le champ temporel de la norme couvre la période 1936-1978)[52].

Au moment de la rédaction de ce chapitre, et fruit d'un consensus exceptionnel, la totalité des principales associations de victimes du terrorisme présentes au Pays basque — COVITE, AVT, *Fundación Fernando Buesa*, Zaitu, *Asociación-Plataforma de Apoyo a las Víctimas del Terrorismo* et l'Association des *ertzainas*[53] et familles victimes du

---

50 "Utilizar o emitir expresiones ofensivas, vejatorias o atentatorias contra la dignidad de las víctimas de la Guerra Civil o la dictadura franquista, o de sus familiares, en cualquier medio de comunicación, en discursos o intervenciones públicas o en plataformas digitales, así como cualquier tipo de manifestación que suponga el enaltecimiento del franquismo, cuando estas categorías de conductas no puedan ser tipificadas como delito de incitación al odio." ; "La celebración de actos y homenajes de cualquier naturaleza que tengan como finalidad la conmemoración, la exaltación o el enaltecimiento individual o colectivo del golpe militar de 1936, incluidas las celebraciones asociadas al 18 de julio [fecha del golpe de estado], y de la dictadura franquista, de sus dirigentes o de las organizaciones que sustentaron el régimen dictatorial." Article 47 de la Loi 9/2023. Nous traduisons.

51 Article 49 de la Loi 9/2023. Nous traduisons.

52 *Europa press*, 28-IX-2023.

53 NDT : En basque, *Ertzaintza* désigne la police autonome de la Communauté autonome basque (Pays basque espagnol), instituée au début des années 1980.

terrorisme — ont demandé au Parlement autonome d'introduire un régime de sanctions semblable, applicable aux cas graves d'exaltation du terrorisme dans l'espace public : amendes administratives visant, par exemple, l'organisation de réceptions publiques en l'honneur des prisonniers de l'ETA, la tenue d'événements commémoratifs, l'affichage de leurs portraits lors de manifestations sportives ou de fêtes populaires, ou les profanations de tombes, plaques et monuments dédiés aux victimes.

Cette proposition a été soutenue par les partis de droite non nationalistes basques — PP et Vox — et accueillie avec réserve par le PSE et le PNV. Une représentante d'EH Bildu au Parlement basque a appelé à construire une « mémoire collective » qui inclut « tout le monde », puisqu'il n'existerait « ni récit unique ni souffrance unique[54] ». C'est là un exemple de la rhétorique du « conflit basque » qui tend à placer sur le même plan ceux qui ont perpétré la violence terroriste et ceux qui en furent les victimes. Comme l'a souligné Maixabel Lasa — veuve de Juan Mari Jáuregui, homme politique socialiste assassiné par l'ETA —, si beaucoup ont souffert, certains l'ont fait injustement.

Bibliographie

Alonso Carballés, Jesús Javier, « Espacio urbano, memoria y olvido de las víctimas », *El Valor de la palabra = Hitzaren balioa*, nº 4, 2004, p. 93-114.

Arregi, Joseba, "La lucha por el relato", *El Correo*, 31-III-2007.

Domínguez, Florencio, *Las raíces del miedo*, Madrid : Aguilar, 2003.
—, *Las claves de la derrota de ETA*, Vitoria : Fundación CMVT, 2017.

Le terme *ertzaina* (esp. pluriel *ertzainas*, eus. *ertzainak*) désigne un membre de ce corps. Dans la traduction, nous conservons les termes originaux.

54 *El Correo*, 23-v-2025. Nous traduisons.

—, « La radicalización violenta… », dans Rivera, Antonio et Mateo, Eduardo (coord.), *Verdaderos creyentes*, Madrid : Catarata, 2018.

Durkheim, Émile, *La división del trabajo social*, Madrid : Akal, 2001.

Fernández Soldevilla, Gaizka, « Mitos que matan. La narrativa del "conflicto vasco" », *Ayer*, nº 98, 2015, p. 213-240.
—, *La voluntad del gudari. Génesis y metástasis de la violencia de ETA*, Madrid : Tecnos, 2016.
—, *El terrorismo en España. De ETA al Dáesh*, Madrid : Cátedra, 2021.
— et De Pablo, Santiago, *Las raíces de un cáncer*, Madrid : Tecnos, 2024.
Jiménez Ramos, María, *El tiempo del testimonio*, Grenade : Comares, 2023.

López Romo, Raúl, « La educación ante el terrorismo », dans Rivera, Antonio et Mateo, Eduardo (coord.), *Las narrativas del terrorismo*, Madrid : Catarata, 2020.
—, *Sobre el olvidado terrorismo vasco*, Vitoria-Gasteiz : Betagarri Liburuak, 2023.
—, *Le rapport Foronda*, Saint-Paul-lès-Dax : Orbis Tertius, 2025.

Silva Sánchez, Jesús María, *La expansión del Derecho penal*, Madrid : Civitas, 2001.

Toribio Medina, Mireya, « Anatomía de un crimen controvertido », dans Ríos, Jerónimo, García, Mariano, Gago, Egoitz et Limón, Pedro, *Las víctimas frente al terrorismo de ETA*, Madrid : Dykinson, 2024a.
—, « 20 Years On… », dans Karcher, Katharina, Dimcheva, Y., Toribio Medina, M. et Parkes, M., *Urban Terrorism in Contemporary Europe*, Cham : Palgrave Macmillan, 2024b.
—, « Sal en la herida », *Conceφtos*, nº 10, 2024c.

Zúñiga, Luis R., « Estudio preliminar », dans Durkheim, Émile, *La división del trabajo social*, Madrid : Akal, 2001, p. XLV.

L'université comme cible ? L'ETA et le monde académique : une approche historique*

Ana Escauriaza Escudero
Université de Navarre

* Ce chapitre s'inscrit dans le cadre du projet de recherche subventionné par le ministère de la Science et de l'Innovation (réf. PID2022-138385NB-I00), mené au sein du groupe de recherche de l'Université du Pays basque.
Le texte a été traduit par des traducteurs extérieurs grâce au projet « Investigación y difusión sobre narrativa, violencia y memoria de las víctimas del terrorismo » du groupe de recherches « Narrativa, violencia y memoria », financé par la Fundación Víctimas del Terrorismo.

Introduction

D'après la célèbre citation de George Orwell, tirée de son roman *1984*, « Celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé ». Cette devise pourrait bien s'appliquer à l'éducation en général, et à l'université en particulier, puisqu'elle assoit le contexte naturel sur lequel le passé est enseigné et, par conséquent, sur lequel le futur se construit. C'est pourquoi les régimes totalitaires, d'Hitler à Pol Pot en passant par Staline, ont, de tout temps, cherché à contrôler le monde intellectuel, le monde universitaire et la connaissance de l'Histoire avec un grand H. La prise de contrôle des universités leur permettait d'assurer la survie de leurs idées et de diffuser celles qui servaient leurs intérêts idéologiques, contribuant ainsi à la manipulation de la société. C'est ainsi que la lutte contre les dissidents, la déformation du passé, les autodafés et la purge des professeurs sont devenus autant de pratiques courantes pour servir leurs objectifs.

Les actions des groupes terroristes ne font pas exception, principalement ceux des troisième et quatrième vagues du terrorisme international, selon la typologie établie par le sociologue David C. Rapoport[1]. Autrement dit, ceux liés à la Nouvelle gauche et

1 David C. Rapoport, *Waves of Global Terrorism. From 1879 to the Present*, Nueva York: Columbia University Press, 2022.

au fondamentalisme religieux. Eux aussi avaient besoin, en recourant à la violence, de mettre fin à la pensée, à la liberté intellectuelle et académique. Cette pratique représentait le seul moyen pour ces groupes de contrôler ce qui était dit, discuté et diffusé à l'université. En d'autres termes, il s'agissait là d'une façon d'influencer l'avenir, les idées et la jeunesse. Même si ce n'était pas leur objectif principal, les Brigades rouges, en Italie, et la Fraction armée rouge, en Allemagne, en sont aussi passées par là. Qu'en est-il de l'ETA, en Espagne ?

Avant d'aborder ce phénomène, rappelons ce que l'organisation cherchait à travers l'institution universitaire : le type d'université qu'elle exigeait, où elle souhaitait l'établir et dans quel but. Ces desiderata révèlent la relation que l'ETA a établie avec le monde universitaire et le type de violence qu'elle lui a infligée : quels types d'attentats ont été perpétrés contre les campus universitaires et les professeurs, par l'intermédiaire de quelles organisations, et, enfin, ces attaques étaient-elles les mêmes dans tous les types d'établissements d'enseignement ou l'organisation faisait-elle une distinction entre les entités publiques et privées ?

Ce chapitre se penche brièvement sur ce phénomène. Il s'attache à en illustrer les principales manifestations, en revenant sur plusieurs attaques perpétrées par l'organisation ou par certains groupes, qui lui étaient affiliés, à l'encontre de l'université. Sont ainsi évoquées les menaces proférées à l'égard de personnes en raison de leurs liens avec l'institution, les attentats et agressions directement dirigés contre les campus universitaires, ainsi que divers épisodes de violence survenus en leur sein. L'analyse inclut également l'impact exercé par certains groupes de pression, les journées de mobilisation, et d'autres formes d'intimidation ou de contestation[2].

2 Dans un souci de concision, nous avons exclu de cette analyse les personnes assassinées, blessées ou séquestrées qui avaient un lien quelconque avec l'université. Voir Ana Escauriaza Escudero, « De Moritz Schlick a Francisco Tomás y Valiente: la violencia contra la Universidad. El caso de España bajo la amenaza de ETA », dans Alejandro Hernández López, *La lucha contra el terrorismo en España: apoyo integral a la víctima y perspectiva europea*, Cizur Menor: Aranzadi, 2025, pp. 305-336.

L'ETA est une organisation fondée par des jeunes d'une génération qui, dans les années 1960, intégrait en masse les études universitaires, auparavant réservées à quelques élites. À l'époque, les jeunes Basques et Navarrais avaient la possibilité d'étudier à l'université de Deusto, dirigée par la Compagnie de Jésus, ou à l'université de Navarre, dirigée par l'Opus Dei, deux institutions privées et ecclésiastiques. S'ils souhaitaient s'inscrire à une université publique, ils devaient se rendre dans d'autres villes ou étudier dans l'une des facultés du Pays basque, mais qui dépendaient de l'université de Valladolid, puisque ce n'est qu'avec l'arrivée de la démocratie que furent créées l'université du Pays basque/Euskal Herriko Unibertsitatea (UPV/EHU) en 1980, et l'université publique de Navarre (UPNA) en 1987.

Les membres de l'ETA connaissaient l'ancien projet de création d'une université publique pour le Pays basque et la Navarre, partagé par des personnalités de différentes idéologies politiques, allant des défenseurs du fuérisme à ceux du basquisme, en passant par les monarchistes ou les républicains, puisque ce désir avait émergé déjà à la fin du XIXe siècle, bien que sans grand succès[3]. Du point de vue de l'ETA et du mouvement politique et social qui gravitait autour de l'organisation, il était entendu que l'institution universitaire était l'une des sphères qu'il fallait infiltrer et *conquérir* pour mettre en œuvre leur objectif d'une construction nationale. L'organisation était consciente du pouvoir de l'éducation sur la jeunesse, sur les idées en général et sur l'avenir d'une communauté (dans ce cas, la communauté basque) en particulier.

Une université pour les Basques

Plusieurs documents confirment l'intérêt de l'ETA pour l'université pratiquement dès le moment de sa création. Par exemple, dans

3 Bien qu'il existe des précédents comme l'Université de Théologie, de Philosophie, de Droit civil et Canonique d'Oñate (Guipuscoa) créée au XVIe siècle, ou celle créée par les bénédictins à Irache au XVIIe siècle.

Vasconia (1963), un ouvrage considéré comme fondamental dans la naissance de l'ETA, Federico Krutwig consacra une partie à « l'expansion culturelle du peuple basque » dans laquelle il explique même où se situeront les universités et les écoles techniques. Il y encourage également « l'extermination des enseignants et des agents de dénationalisation[4] », accusant, de ce fait, tout enseignant qui ne suivrait pas les postulats du nationalisme basque radical.

Déjà en 1965, l'ETA avait publié le manifeste *Lettre aux intellectuels*, dans lequel l'organisation abordait explicitement la question universitaire. Elle y mentionnait la nécessité politique, sociale et idéologique d'une université : les Basques devaient pouvoir étudier dans *leur* université. Pour l'ETA, il existait bel et bien le risque que, éduqués par les Espagnols, les Basques perdent leur langue et leurs coutumes, entravant ainsi leur éclosion en tant que peuple singulier. Le Pays basque avait besoin d'une révolution globale, et pas uniquement dans les sphères économiques ou sociales : « Une révolution qui touche l'art, la culture, la philosophie et même l'échelle des valeurs de la société[5] ».

Une partie des principes énoncés dans la *Lettre aux intellectuels* a été mise en œuvre dans les changements découlant de la Cinquième Assemblée, tenue en mars 1967. À l'époque, l'organisation était divisée en quatre fronts de lutte : ouvrier, politico-économique, militaire et culturel. Ainsi, la défense de l'éducation à tous les niveaux, et en particulier de la langue et de la culture basques, devint l'un des principaux objectifs de ce dernier front.

Les *Documentos Y*, la compilation documentaire la plus importante sur les vingt premières années de l'histoire de l'ETA, comportent également des références explicites à la question universitaire. Ils abordent, entre autres, le service que les étudiants universitaires devraient rendre à la société dans son ensemble en tant que partie intégrante de ce qu'ils appellent « le peuple travailleur basque » :

---

4 Cf. Fernando (Federico Krutwig), Sarrailh de Ihartza, *Vasconia*, Buenos Aires: Norbait, 1963, pp. 61-62.

5 *Carta a los intelectuales*, 1965, pp. 6-9.

> Si nous parvenons à ce que cette prise de conscience et cette radicalisation universitaires aient un impact sur la lutte populaire globale du PTB [Peuple Travailleur Basque], le mouvement universitaire remplit la fonction d'accélérateur du mouvement ouvrier et simultanément (et nous ne devons jamais l'oublier chez un peuple en situation de dépendance nationale comme le Pays basque), en raison de la composition de classe du corps étudiant et du caractère culturel de la lutte universitaire, la fonction de moteur de l'alliance révolutionnaire des classes populaires indépendantistes basques (anti-impérialistes)[6].

Pour l'ETA, les étudiants universitaires étaient trahis, opprimés dans les salles de classe « avec un appareil logique, mathématique, conceptuel, sociologique et psychologique, la plus haute expression et la plus raffinée du système qui nous opprime[7] ». L'ETA dénonçait *l'hispanisation* de la langue et de l'essence basque, considérée comme un processus d'aliénation conduisant le peuple basque à se ranger du côté de l'*oppresseur*. Pour l'ETA, le Basque n'avait aucune conscience de classe, ayant été éduqué dans les écoles et les universités *des Espagnols* : « Toute aliénation culturelle nous est imposée par le biais des médias spécialisés du même appareil qui incarne l'exploitation économique : l'État espagnol, notre ennemi mortel ». L'ETA soulignait également la nécessité d'attirer l'attention sur la « dimension culturelle basque dans les villes, les quartiers, les groupes artistiques, culturels, religieux, etc., ainsi qu'au sein même de l'université[8] ».

C'est pourquoi il fallait une université, mais pas n'importe quelle université basque : une « Université Populaire Basque ». Selon ses promoteurs:

> Une telle carence provoque la dispersion des étudiants basques vers les campus universitaires du reste de l'Espagne et leur

6 Equipo Hordago, *Documentos Y,* San Sebastián, Lur, 1979-1981, vol. VIII, pp. 311-312.

7 *Ibid.*, p. 310.

8 *Zutik*, N.º 51, mars 1969.

> déconnexion des véritables problèmes politiques de notre pays, s'intégrant pleinement dans la lutte universitaire au sein de groupes dont la vision de la question basque laisse beaucoup à désirer[9].

En somme, pour l'ETA, le manque d'une université publique basque signifiait qu'une force, qu'ils auraient pu utiliser à leurs propres fins était perdue dans d'autres causes. La possibilité de devenir victime de l'hispanisation représentait un risque pour les étudiants basques, mêlés et acquis à d'autres causes sans rapport avec la *question basque*. Il était donc nécessaire de concentrer les efforts pour atteindre cet objectif.

Les premiers attentats contre l'Académie (1959-1980)

Comme expliqué précédemment, à partir de ce moment, l'ETA a tenté d'accroître son influence sur les différents campus universitaires alors présents au Pays basque et en Navarre. Dès sa création, l'ETA a utilisé la violence pour atteindre ses objectifs, même si celle-ci s'est progressivement intensifiée, allant des graffitis et des tracts à la pose des premiers explosifs et à la destruction de bâtiments, jusqu'à ce que l'organisation décide de commencer à tuer. La même aggravation s'est produite dans le milieu universitaire.

Au début de l'ETA (ou des groupes affiliés), l'organisation faisaient des graffitis sur les campus universitaires avec des messages tels que : « Pays basque indépendant : ETA » ou « Pays basque libre : ETA[10] ». Pour donner un exemple, le 12 février 1964, des graffitis portant le mot « ETA » et une croix basque apparaissent sur l'une des façades de l'École des ingénieurs experts de Vitoria-Gasteiz[11]. Le 3 février 1968, la façade et le porche de la faculté d'Économie de Bilbao subissent le même sort, ainsi que le hall et les murs situés à

9 *Ibid.*, p. 306-307.

10 Equipo Hordago, 1979-1981, vol. III, p. 317.

11 *Zutik*, mars 1964. Voir également *Euskadi eta Askatasuna, Euskal Herria y la libertad*, Tafalla, Txalaparta, 1993-1994, vol. I, p. 220.

proximité de l'amphithéâtre principal de l'École d'Ingénierie.[12] L'organisation a également réalisé plusieurs vols et a placé de nombreux engins explosifs, dont certains dans des établissements d'enseignement : le 21 mars 1969, elle vole une photocopieuse d'une valeur de 40 000 pesetas à la faculté de Théologie de l'université de Deusto à Bilbao[13], et en 1972, le bâtiment de cette même faculté de Théologie, situé dans la zone d'Archanda[14], est endommagé. Toujours sous le régime franquiste, le 16 janvier 1974, plusieurs bombes explosent dans un centre de calcul électronique de la faculté des Sciences économiques et de Gestion de Deusto, les dégâts étant estimés à 25 millions de pesetas. Selon le père jésuite Luis Bernaola, directeur de cette même faculté, les responsables de l'attentat n'étaient pas des étudiants, car l'université n'était impliquée dans aucun conflit interne. Pour lui, il s'agissait « probablement d'un acte de terrorisme, perpétré dans notre centre avec l'idée d'attirer l'attention, la faculté des Sciences économiques et de Gestion jouissant d'une grande renommée[15] ».

Ce même 16 janvier 1974, une bombe explosa à Sarriko, ce qui constitue le premier attentat de l'ETA contre celle que l'on nommait alors l'université de Bilbao[16]. Et le 27 février de la même année, un sac contenant plus de trois kilos de dynamite est retrouvé à l'université de Deusto, mais le mécanisme de détonation a pu être désactivé à temps[17].

Cependant, dans les dernières années du régime franquiste et pendant la Transition, l'université de Navarre détient le triste record

12 *ABC*, 4 février 1968, p. 72.

13 Document cedé par Gaizka Fernández Soldevilla conservé aux Archives Judiciaires Territoriales de la Comunidad de Madrid.

14 *Ibid.*

15 *ABC*, 17-1-1974, p. 41. Rapport annuel du Parquet Général de la Fiscalía General de 1974 et *Zuzen*, N.º 79, février 2004, p. 31. A l'heure actuelle, cela représenterait environ 228.000 euros.

16 *ABC*, 17-1-1974 (édition Sevilla), p. 20.

17 Archives Générales de l'Université de Navarre/170/6, Bulletin de situation du SECED N.º 76, 6 mars 1974.

de l'institution la plus touchée par la violence de l'ETA. Cela peut s'expliquer notamment par son appartenance à l'Opus Dei, une institution de l'Église catholique qui était alors assimilée aux technocrates, au franquisme et, dans le cas de la Navarre, au mouvement anti-basque. L'existence de l'université de Navarre n'était qu'un obstacle à l'avènement d'une Université Populaire Basque. En 1969, l'ETA pose deux cocktails Molotov de faible intensité à la résidence étudiante Aralar, rattachée à l'université. Il s'agissait alors du premier attentat contre cette institution, si l'on exclut les manifestations ou prises de position contre l'université[18]. Mais la situation s'est aggravée pendant la Transition, lorsque l'ETA a commis quatre autres attentats : contre le bâtiment des Sciences en 1978, contre la maison d'édition EUNSA en 1979 (en réalité perpétré par un groupe proche de l'ETA), et contre le bâtiment central en 1980 et 1981 avec des bombes de grande envergure[19].

Le 12 juillet 1980, en pleine fête patronale de Pampelune, les *Sanfermines*, le bâtiment central de l'université n'était occupé que par deux agents de sécurité, deux employés de la chaufferie et un étudiant venu accomplir quelques démarches administratives. Les cinq occupants ont été ligotés tandis que les terroristes déposaient une vingtaine de barils, « chacun contenant 25 litres d'un mélange d'essence, d'huile brûlée et de gasoil »[20]. L'explosion a complètement détruit l'amphithéâtre, le centre de traitement des données et la chaufferie située au sous-sol. Les dégâts ont été estimés à plus de

18 Equipo Hordago, 1979-1981, vol. VI, p. 91. Ce type de situation était également fréquent dans d'autres établissements scolaires, publics ou privés, où se mêlaient de véritables menaces, des plaisanteries, voire, des tentatives d'éviter un examen.

19 L'ETA allait de nouveau s'en prendre à l'Université de Navarre à plusieurs reprises. Les attaques les plus importantes ont eu lieu en 2002 et en 2008, une fois encore dans le bâtiment central. Cfr. Javier Marrodán Ciordia (dir.), *Relatos de plomo. Historia del terrorismo en Navarra*, Pamplona: Gobierno de Navarra, 2013-2014, Vol. II (1987-2011).

20 *Egin*, 13-VII-1980, première page.

cent millions de pesètes[21]. Compte tenu de l'ampleur et du nombre de bombes, il semblerait que l'intention était d'anéantir le bâtiment le plus emblématique qui abritait alors, outre l'amphithéâtre susmentionné, la présidence de l'Université. En d'autres termes, l'épicentre de l'institution. L'ETA a mis quatre jours à revendiquer l'attentat, en appelant plusieurs médias de Pampelune[22].

À peine onze mois plus tard, le 24 juin 1981 à midi, le sous-sol de ce même bâtiment universitaire fut à nouveau dynamité, confirmant l'université comme une cible de l'ETA. Les terroristes ont placé plus de cinquante kilos de riodin, répartis en cinq charges dans les sous-sols. Ce jour-là, aucun étudiant ne se trouvait dans le bâtiment, mais de nombreux employés étaient présents. On ne déplora toutefois que quatre blessés légers. Les dégâts ont été bien plus importants que lors de l'attentat précédent, le sous-sol du bâtiment ayant été entièrement détruit. Le groupe terroriste a publié un communiqué revendiquant l'attentat, affirmant qu'il avait de nouveau choisi l'université de Navarre parce que « c'est là que se trouve ce "sacro-saint" sanctuaire de l'idéologie réactionnaire et anti-basque, depuis lequel la classe technocratique et centraliste de l'Opus Dei promeut ses projets de divergence entre les Basques et sa politique contre les *Fueros*[23] ».

Il est frappant de constater que, dans les deux cas, si pour l'ETA il s'agissait d'un attentat contre une institution franquiste qui allait à l'encontre de ses objectifs, pour la grande majorité de la société, il s'agissait plutôt d'une attaque contre la culture et l'institution universitaire. De nombreux Navarrais l'ont compris ainsi, malgré les slogans anti-Opus Dei scandés dans les rues et les graffitis qui ornaient certains quartiers et qui ont progressivement disparu à mesure que la démocratie se stabilisait[24].

---

21 *La Gaceta del Norte*, 13-VII-1980, première page. Cette somme équivaudrait à environ 2,7 millions d'euros actuels.

22 *Zuzen*, nº 4, s.f., p. 7.

23 *Zuzen*, nº 10, juillet 1981, p. 6.

24 Cfr. Ana Escauriaza Escudero, *Violencia, silencio y resistencia. ETA y la Universidad (1959-2011)*, Madrid: Tecnos, 2022.

À la lumière des attentats décrits jusqu'à présent, il semblerait que, dès le début, l'ETA a fait de l'université l'une de ses cibles privilégiées. Et ce, non seulement sur le plan théorique, mais aussi par le biais d'attentats visant à intimider l'institution. D'une part, du point de vue idéologique, l'université de Bilbao, en tant que centre universitaire du système public espagnol, faisait partie d'un État oppresseur et agissait dans une sphère capitale : l'éducation des jeunes. D'autre part, l'université de Deusto et, surtout, l'université de Navarre, étant des universités privées échappant à tout contrôle institutionnel, elles méritaient les menaces à leur encontre, car elles représentaient un danger pour les objectifs de création de l'Université Populaire Basque.

Cependant, comme nous le verrons dans la section suivante, la violence n'a pas cessé, malgré la naissance de l'UPV/EHU, en 1980, et de l'UPNA, en 1987. Le problème n'était plus l'absence d'un centre universitaire, mais plutôt qu'il ne s'agissait pas d'une circonscription unique entre le Pays basque et la Navarre, et que, contrairement à ce qu'ils avaient prévu, tous les enseignants ne partageaient pas la ligne idéologique de la gauche nationaliste radicale ni ne transmettaient ses idées aux étudiants de l'université basque.

L'ETA après la création de l'UPV/EHU et de l'UPNA

Comme nous l'avons évoqué, au moment de la création des universités publiques au Pays basque et en Navarre, l'ETA réclamait depuis des années une « Université Populaire Basque », en recrutant des partisans parmi les étudiants et en cherchant à influencer et à diffuser son idéologie nationaliste radicale dans chaque problématique universitaire. La création des universités publiques tant attendues a-t-elle changé la donne ? On peut dire que, parallèlement à ce qui s'est passé dans l'ensemble de la société, c'est tout le contraire qui s'est produit : on a ainsi assisté à une augmentation de la violence, des menaces et de l'intention de soumettre le monde universitaire à ses desseins. Pour l'ETA, la création des universités publiques a été une déception, dans la mesure où celles-ci n'ont pas répondu à ses exigences idéologiques d'une université populaire, anti-hiérarchique

et exclusivement basque et bascophone. Elles n'ont pas non plus répondu à la revendication d'une circonscription unique réunissant le Pays basque et la Navarre. De manière simultanée, l'apparition de ces institutions publiques a permis au monde qui gravitait autour de l'ETA, directement ou indirectement, de pouvoir davantage agir de l'intérieur pour exercer des pressions, contrôler l'université ou s'en servir comme caisse de résonance. Il y avait désormais des enseignants, et surtout des étudiants affiliés à la gauche indépendantiste basque, qui étaient liés à l'association de jeunesse *Jarrai*. En outre, une association spécifique d'étudiants universitaires créée en 1988, *Ikasle Abertzaleak* (située dans la sphère de la gauche nationaliste radicale, mais jamais reliée à l'ETA par la justice), était très active au sein de l'université[25].

Certes, il n'y a pas eu de campagne directe de l'ETA contre le monde universitaire, comme ce fut le cas avec les Brigades rouges en Italie, où plusieurs professeurs ont été assassinés, comme Ezio Tarantelli en 1985 ou Roberto Ruffilli en 1988. Cependant, l'ETA s'est imposée dans les universités publiques par le biais de menaces et de violences sous forme de journées de lutte, de manifestations hostiles, de destructions de matériel ou de menaces contre des personnes, soit directement, soit par la distribution de tracts dans le but de les intimider.

En d'autres termes, dans un contexte où l'organisation parvenait à maintenir l'ensemble de la population sous tension, un signal était envoyé aux universités publiques : elles n'échappaient pas non plus aux objectifs de l'ETA, dans la mesure où elles étaient soumises à une violence quotidienne d'intensité variable, moins grave que les assassinats, mais pas moins réelle ou présente pour autant.

En ce sens, les changements survenus au sein des universités étaient parallèles à ceux qui se produisaient dans l'ensemble de la société. D'une manière générale, les années 1980 ont été marquées

25 *Jarrai* serait ensuite interdite en raison de ses liens avec l'ETA, ce qui ne fut pas le cas d'*Ikasle Abertzaleak*. Une étude sur ces organisations et leur influence au sein de l'université figure dans Ana Escauriaza Escudero, « Un vacío en la historiografía sobre ETA: violencia, juventud y educación universitaria », *Historia Actual Online*, N.º 61, 2023, pp. 209-226.

par une violence intense, mais plus indirecte et par une faible réaction des membres de l'université. Au milieu des années 1990, en plein dans la période de socialisation de la souffrance et sous les mandats des présidents d'universités Pello Salaburu (1996-2000) et Manuel Montero (2000-2004), la violence à l'UPV/EHU s'est amplifié avec des attaques contre des cibles humaines spécifiques, notamment contre de nombreux professeurs qui n'hésitaient plus alors à se prononcer publiquement contre l'ETA, s'engageant contre l'organisation d'une manière plus active. À l'instar du reste de la société, dans la phase finale de l'ETA (2005-2011), la violence n'a pas disparu, mais son importance et son influence ont été bien moindres sur les campus.

Par la suite, nous analyserons la période allant de 1980 jusqu'à la fin de la violence pour tenter d'illustrer la façon dont les universités publiques sont devenues une cible de l'ETA.

Une université occupée (1980-1995)

Le début des années 1980 est précisément la période connue sous le nom des « années de plomb » : une période au cours de laquelle l'ETA, alors divisée en ETA militaire et ETA politico-militaire, était particulièrement active et meurtrière. Plus précisément, en 1980, année de la création de l'UPV/EHU, 98 personnes furent assassinées, soit un mort tous les trois jours. En 1987, année de la création de l'UPNA, 52 personnes furent assassinées, ce qui correspond à la quatrième année enregistrant le plus grand nombre d'assassinats dans l'histoire de l'organisation terroriste (en 1979, elle avait assassiné 80 personnes et 68 en 1978). En d'autres termes, dans les années qui ont précédé et suivi la création de l'UPV/EHU (1978-1980), furent commis 28,8 % des assassinats de l'organisation terroriste (246), et entre 1981 et 1987, 32,4 % (277). À ce titre, entre 1980 et 1995, l'ETA a assassiné 712 personnes, soit plus de 83 % du total (853).

Ce bilan meurtrier explique à lui tout seul le climat de tension et de peur qui régnait alors en Espagne, en particulier au Pays basque et en Navarre. Le sentiment général était celui d'une UPNA et d'une UPV/EHU *occupées* pendant des années par l'entourage de l'ETA

et les menaces pesantes de l'organisation. Comme nous l'avons déjà souligné, cette pression a été exercée par des syndicats d'étudiants comme *Jarrai*, d'abord, puis *Ikasle Abertzaleak*. Aux problèmes objectifs posés par la naissance d'une université s'ajoutait ce climat de menaces omniprésent. Comme l'a déclaré en 1981, le président de l'UPV/EHU de l'époque, Gregorio Monreal (1981-1985) : « Avec notre image politique, les nouveaux professeurs ne viennent plus et ceux qui étaient là s'en vont[26] ».

Cette atmosphère s'est parfaitement reflétée dans la menace d'un étudiant en informatique au Conseil académique de l'UPV/EHU le 18 mars 1986, moment où le niveau de tension s'était accru. Pour défendre sa position sur les statuts de l'université, il a déclaré : « Je veux vous faire remarquer un point : soit les statuts sont réformés et ce problème est résolu, soit nous aurons une université en lutte permanente pendant longtemps ». Lorsqu'il a pu prendre la parole pour la dernière fois, il a répété, en s'adressant directement au président de l'université, Emilio Barberá (1986-1991) : « Pour que ça vous rentre bien dans la tête, je vous l'ai déjà dit deux fois, mais je vais vous le répéter une troisième fois : si les statuts ne sont pas réformés, ici il y aura une catastrophe. Vous êtes prévenu, ne venez pas vous plaindre plus tard[27] ». Des interventions d'autres enseignants allaient dans le même sens, insistant ainsi sur l'idée d'affrontement permanent. Aucune menace n'avait été explicitement proférée, mais tout le monde était conscient qu'il y aurait de la violence sur le campus.

L'un des plus longs conflits de l'UPV/EHU a été celui des professeurs vacataires, un statut né de l'approbation de la loi de réforme universitaire en 1983 (LRU). Ces années ont été particulièrement critiques, marquées par des grèves, mais aussi par des blocages du rectorat, et une violence constante sur les différents campus de l'UPV/EHU, en particulier sur le campus de Leioa, ainsi que sur le campus de l'UPNA, où les scènes vécues au Pays basque étaient

26 *El Correo Español-El Pueblo Vasco*, 28-II-1981, p. 11.

27 Livre des procès-verbaux du conseil académique de l'UPV/EHU, 18-III-1987, p. 34, 50 et 59.

souvent reproduites quelques jours plus tard. Le président de l'université UPV/EHU de l'époque, Emilio Barberá, fit le triste bilan de ces années dans un article intitulé « Ils veulent faire de l'UPV le nouveau Beyrouth » publié en 1990 dans *El Correo* : « L'image de l'UPV s'est flétrie, un climat de guerre lui a été imposé, une atmosphère de lutte surannée, un délire d'autres temps et d'autres lieux […]. Ils veulent soumettre l'université, ils veulent que l'université danse à leur rythme sordide de laideur, de stridence, d'intolérance et de peur[28] ». Les manifestants ont de temps à autre occupé les bâtiments de l'UPV/EHU, même la nuit, retenant le Président de l'Université contre son gré pendant des heures, ou jetant des entrailles d'animaux sur le bâtiment de la présidence. Au cours de cette période, des pratiques telles que jeter des pierres ou des bouteilles sur *l'Ertzaintza*, vandaliser les installations universitaires (avec des dommages qui se sont élevés parfois à plus de quatre millions de pesètes[29]), proférer des menaces, empêcher certains étudiants, qu'on appelait péjorativement les « briseurs de grève », d'assister aux cours et persécuter les professeurs qui remplaçaient ceux qui ne voulaient pas accepter les principes contenus dans la la LRU, étaient devenues monnaie courante. Une atmosphère de violence constante…

Dans un tel contexte, les menaces génériques passèrent rapidement à des menaces personnelles. Ainsi, le 16 mars 1989, le vice-doyen de la faculté de philosophie de Zorroaga (Saint-Sébastien), Jesús María Larrazábal, démissionna après avoir été la cible d'une campagne de graffitis le qualifiant de « mouchard » (*chivato*), terme souvent utilisé par la gauche indépendantiste basque, pour désigner des cibles potentielles de l'ETA. L'un des graffitis, particulièrement grand, comprenait la signature et l'anagramme du groupe terroriste.

S'il est évident que des manifestations, même violentes, pouvaient également avoir lieu dans d'autres universités espagnoles, la crainte d'une organisation terroriste n'était toutefois pas présente dans ces autres centres universitaires. Au sein de l'UPV/EHU ou

28 *El Correo Español-El Pueblo Vasco*, 30-XI-1990, p. 12.

29 *El Periódico Universitario de Bizkaia*, deuxième quinzaine de novembre 1995, p. 7. À l'heure actuelle, cela représenterait environ 40.000 euros.

à l'UPNA, des manifestations coordonnées par des associations ou des étudiants qui n'avaient rien à voir avec l'ETA avaient aussi lieu, mais très souvent, ces liens étaient explicites. Que ce soit dans le reste de l'Espagne, au Pays basque ou en Navarre, devoir faire face à des étudiants extrémistes était sans commune mesure avec le fait d'être confronté à des étudiants qui prenaient position en faveur de ceux qui, à l'extérieur, posaient des bombes ou exécutaient froidement leurs victimes d'une balle dans la tête.

Le texte affiché sur la couverture du *Journal universitaire de Biscaye-Guipuscoa* pour la deuxième quinzaine de novembre 1994 résumait ces années avec une grande ironie :

> Après une fin d'année académique sans incident et une rentrée sans conflit, l'université publique du Pays basque, et plus précisément le campus de Leioa, revient à sa normalité habituelle : blocages de la part des étudiants, affrontements entre gardes assermentés et professeurs licenciés exclus, manifestations, protestations avec pancartes, arrestation d'étudiants des Beaux-Arts, coupures de la circulation… Il semblerait que les responsables de l'UPV/EHU soient débordés et incapables de résoudre les problèmes qui se posent en son sein. Certains conflits deviennent ainsi des problèmes endémiques insolubles, qui reviennent année après année[30].

De la lutte au signalement (1995-2004)

La seconde moitié des années 1990 marque un tournant, tant dans l'histoire de l'ETA que dans la réaction à son encontre de la société en général et de l'université en particulier. D'une part, les opérations menées par les Forces de sécurité de l'État (FSE), comme celle de Bidart en 1992, ont progressivement affaibli l'organisation

30 *El Periódico Universitario de Bizkaia-Gipuzkoa*, deuxième quinzaine de novembre 1994, première page.

terroriste. De plus en plus acculée, l'organisation entame une campagne de socialisation de la souffrance. Durant cette période, qui durera jusqu'à la fin de l'ETA en 2011, l'organisation et son entourage concentrent leurs efforts pour semer la peur dans l'ensemble de la société en assassinant ou en menaçant des personnes et des collectifs autres que les forces de l'ordre des civils : hommes politiques, juges, journalistes, hommes d'affaires, etc. À cela s'ajoute une réaction accrue de la société, lassée de la menace et de la situation constante de tension et de terreur.

Dans le milieu universitaire, ce tournant a été l'assassinat du juriste Francisco Tomás y Valiente dans son bureau de l'université autonome de Madrid. La réaction de l'université en général, et de l'UPV/EHU en particulier, a marqué un infléchissement décisif. D'une part, l'irruption des associations comme le Forum Ermua ou *¡Basta Ya¡* à l'université, ont permis de répliquer verbalement contre l'organisation[31]. D'autre part, parce que cette même réaction a sans doute éveillé au sein de l'organisation terroriste la peur de perdre du terrain, ce qui l'a amenée à augmenter l'intensité de la menace et à cibler davantage leurs objectifs. Une fois de plus, dans un souci de concision, nous ne citerons que quelques exemples qui illustrent bien l'atmosphère de violence et de persécution qui régnait alors au sein de l'université.

Certains professeurs, comme Javier Elzo, Professeur des Universités en sociologie à l'Université de Deusto, ont commencé à recevoir des menaces directes en janvier 1996 après la publication d'un rapport qu'il avait dirigé et qui s'intitule *Violence et jeunesse au Pays basque*. Pendant les manifestations de novembre 1996, des graffitis menaçants sont apparus sur les bureaux de certains enseignants, dont plusieurs ont été pris pour cible. *Egin* a rapporté que des étudiants se sont rendus dans les bureaux des professeurs Jon Arrieta et Carlos Fernández de Casadevante, du département de droit, et

31 Une étude sur ces organisations est réalisée dans Ana Escauriaza Escudero, "Movimientos universitarios de resistencia cívica contra ETA (1995-2004)", dans Jerónimo Ríos Sierra (coord.), *Las víctimas frente al terrorismo de ETA: narrativas, movilización y resistencia ciudadana y perspectiva comparada*, Madrid: Dykinson, 2024, pp. 115-133.

de César San Juan, Sabino Ayestarán et Enrique Echeburúa, du département de psychologie au sein de l'UPV/EHU, pour tagger sur leurs portes « geôliers » (*carceleros*) et « tu ne t'en sortiras pas comme ça » (*no te saldrá gratis*). En outre, le journal, proche des indépendantistes, cita mot pour mot les déclarations des responsables justifiant leurs agissements : « Ayestarán a participé au rapport contre la jeunesse basque ; Arrieta a publiquement méprisé les mobilisations indépendantistes basques ; San Juan est un provocateur ; Fernández de Casadevante profère des discours fascistes et pro-espagnols en classe ; et Etxeburua [sic] conseille les *cipayos*[32] sur les techniques de torture à utiliser contre les militants basques[33] ». Les graffitis étaient même parfois peints sur les maisons des enseignants, comme ce fut le cas pour Patxi Goenaga ou Luis Camarero, directeur de l'École d'ingénieurs industriels de Vitoria en 1998. Pendant les journées de lutte, des menaces ont également été proférées à l'encontre des étudiants, comme en novembre 1996 : « Si vous restez en classe, vous prolongez la souffrance des prisonniers et de leurs familles. Vous ne vous en sortirez pas comme ça », ou « il y a plusieurs façons de maintenir la dispersion, l'une d'elles consiste à rester en classe aujourd'hui. Nous ne voulons pas de geôliers à l'université[34] ». Toujours en mai 1998 : « Si tu restes en classe le 13, tu es un collaborateur », « tu es directement responsable de la situation des prisonniers. Tu ne t'en sortiras pas comme ça » ou « si tu restes en classe, tu es un tortionnaire. Tu vas le payer cher[35] ». Aux tracts et lettres piégées s'ajoutaient les menaces sur les murs ou les parkings remplis de clous pour crever les pneus des voitures des « briseurs de grève ».

Mais il n'y avait pas que des menaces verbales ; elles se sont rapidement transformées en actes. Par exemple, le 12 mai 1998, des colis piégés sont arrivés au parquet de Saint-Sébastien et chez le professeur de droit de l'UPV/EHU, Carlos Fernández de Casadevante,

---

32 NDT : Insulte courante au sein de ce mouvement pour faire référence à la police basque, l'Ertzaintza.

33 *Egin*, 29-XI-1996, p. 11.

34 *Diario de Navarra*, 28-XI-1996, p. 4.

35 *Diario de Navarra*, 13-V-1998, p. 8.

bien que son identité n'ait pas été révélée à l'époque. La voiture du professeur José María Portillo a également été incendiée à deux reprises, en novembre 1997 et le 27 octobre 1999[36]. En juin 1998, le journal *El País* publiait un article dans lequel il expliquait que le professeur avait l'habitude de « vérifier sa voiture tous les matins pour s'assurer que ceux qui avaient menacé de le tuer ne la feraient pas exploser. Il ne faisait jamais le même trajet et ne se garait jamais au même endroit que la veille[37] ». Mais ces précautions n'ont pas suffi. D'ailleurs, le professeur Portillo avait dû déménager en dehors du Pays basque pour aller s'installer à Castro Urdiales et avait cessé d'enseigner à cause des menaces continues perpétrées à son encontre. A plusieurs reprises, il a trouvé dans son bureau des notes contenant des menaces, comme dans laquelle était écrit : « Ta vie est menacée. Pars tant qu'il est encore temps[38] ». Il a finalement dû quitter l'UPV/EHU et partir en exil aux Etats-Unis et au Mexique, avant de pouvoir revenir en Espagne en 2013.

Le professeur Mikel Azurmendi a également été victime d'une bombe placée à côté de la clôture de son domicile le 15 août 2000 : un paquet artisanal retiré par *l'Ertzaintza* avant qu'il n'explose. C'était la partie émergée de l'iceberg des nombreuses menaces qu'il recevait depuis des années : le dessin d'une cible de plus d'un mètre de diamètre avec son nom, ou des graffitis sur lesquels on pouvait lire « *Azurmendi hormara* » (Azurmendi au mur) ou le mot « assassin » sur la porte de son bureau[39].

À l'instar de Fernández de Casadevante, d'Azurmendi et de Portillo, d'autres professeurs ont été contraints de quitter le Pays basque, comme Manuel Montero, Jon Juaristi, Ofa Bezunartea et Francisco Llera. D'autres, comme Juan Olabarría, ne sont pas partis, mais ont été obligés de se retirer de la vie publique lorsqu'ils se sont retrouvés pris pour cible par l'ETA.

---

36 Crónica Vasco Press 934, 10-I-1999, p. 64.

37 *El País*, 15-VI-1998, <http://www1.udel.edu/leipzig/010498/ela15068.htm>

38 Ibíd.

39 *ABC*, 17-IX-2002, p. 3.

L'un des moments les plus tendus à l'UPV/EHU s'est matérialisé par la bombe trouvée dans un ascenseur de la faculté des Sciences sociales et de Communication de Leioa le 19 décembre 2000. Le service de sécurité privé de l'université a été alerté, et celui-ci a prévenu, à son tour, l'*Ertzaintza*. L'explosif a été désactivé par les démineurs de l'*Ertzaintza*, de la Police nationale et de la Guardia Civil vers dix heures et demie du matin. Il s'agissait d'environ 3,5 kilos de titadine, celle-là même que l'ETA avait auparavant volée en Bretagne. La bombe pouvant être activée à distance, il en a été déduit que l'intention pouvait être de la déclencher à l'entrée d'une personne ciblée. En tout état de cause, selon les experts, si elle avait explosé, elle aurait pu détruire une grande partie du bâtiment de la faculté, qui à l'époque était très fréquenté et pouvait accueillir près de 400 personnes. Il s'agissait d'un ascenseur public, situé dans l'ancien bâtiment de l'École de Journalisme, que les enseignants et les étudiants empruntaient pour se rendre dans les salles de classe et les bureaux. Quelques jours plus tard, on a appris que la bombe avait bel et bien été déclenchée, mais qu'une défaillance du mécanisme avait empêché l'explosion[40].

L'attentat a choqué toute l'université. Il était inimaginable qu'une bombe puisse être posée pour tuer de façon indiscriminée dans un lieu où la grande majorité des occupants étaient de jeunes étudiants. Le recteur a déclaré que « face à ces actions, à cette barbarie, à ce totalitarisme de l'ETA et de ceux qui soutiennent le terrorisme, l'université continuera à défendre la démocratie. Ils ne veulent pas seulement imposer une pensée unique, ils veulent éliminer toute forme de pensée[41] ».

Conclusion

Depuis sa naissance en 1959, l'ETA était consciente de l'importance de l'université. L'absence d'université publique, tant au Pays

40 *Gara*, 19-XII-2000, p. 16.

41 Ibíd.

basque qu'en Navarre, était interprétée par l'organisation comme une forme d'oppression de la part de l'Espagne et comme un moyen utilisé par l'État pour hispaniser le Pays basque. C'est pourquoi, sur le plan culturel, l'organisation voulait, d'une part, dominer tous les milieux universitaires existants, et d'autre part, revendiquer la création d'une université basque (objectif historiquement partagé avec d'autres secteurs sociaux et idéologiques très divers) qui ne pourrait être qu'une institution publique, bascophone, opposée au capitalisme, à l'espagnolisme et à l'élitisme.

Dès les années 1960, l'ETA théorise sur cette future Université Populaire Basque et est activement présente sur les campus existants alors. Avant la mort de Franco, l'ETA avait déjà perpétré des attentats contre des campus universitaires publics (Sarriko) et privés (Deusto), bien qu'avec des engins de faible intensité, démontrant sa volonté de s'imposer dans ce milieu en utilisant la menace et la violence. En 1981, l'organisation avait déjà perpétré cinq attentats contre l'université de Navarre, à deux reprises avec des explosifs de grande taille contre le bâtiment central.

La création de l'université du Pays basque/Euskal Herriko Unibertsitatea (UPV/EHU) en 1980 et de l'université publique de Navarre en 1987 n'a pas répondu à ses attentes. À partir de ce moment, ils ont commencé à utiliser la violence pour atteindre les mêmes objectifs que pour l'ensemble de la société basque : transmettre l'idée de terreur et de menace constante, utiliser la force pour soumettre les universités publiques à leur volonté, et même les faire disparaître si l'objectif escompté n'était pas atteint. Tout s'est traduit par un climat de violence constante sur les campus universitaires publics. Journées de lutte, boycotts, graffitis sur les bâtiments, distribution de tracts soutenant le groupe terroriste ou des annonces, menaces contre les professeurs et les étudiants, autant d'actes qui marquaient le quotidien de l'université. Il est vrai que l'ETA elle-même n'agissait pas contre les établissements publics, mais son entourage faisait ainsi comprendre qu'ils étaient, à l'instar du reste de la société, sous le joug de la peur, de la menace, de l'harcèlement et, en fin de compte, de la terreur.

De même que dans le reste de la société, cette violence est passée par différents stades, caractérisée par une escalade simuiltanée

tant au niveau des menaces que de la réaction de l'université. Alors que dans les années 1980, pour un observateur extérieur, les partisans de l'ETA ou de la gauche nationaliste radicale semblaient beaucoup plus nombreux et que les perturbations dans les facultés, les agressions contre la Présidence de l'Université, le contrôle de l'espace, etc., étaient monnaie courante ; au milieu des années 1990, la communauté universitaire a réagi plus fermement aux menaces (les enseignants écrivaient fréquemment dans la presse, signaient des manifestes, organisaient des rassemblements en réponse à chaque assassinat, etc.). Dans ce contexte, l'ETA et le monde radical regroupé autour de ces acronymes ont réagi avec plus de violence, comme s'ils craignaient de perdre le contrôle des campus universitaires publics, qu'ils semblaient jusqu'alors avoir monopolisés, du moins à l'extérieur. Bon nombre de professeurs appartenant au corps de l'UPV/EHU ou à des établissements privés ont été personnellement menacés par l'ETA ou son réseau. Commencèrent alors les tracts et les cibles personnalisées, les menaces, les attaques sur des véhicules privés, les colis piégés, la peur d'écrire ou d'exprimer ses opinions en public, etc. Cela a obligé bon nombre d'enseignants à faire appel à des gardes du corps ou à quitter l'université et le Pays basque, déménageant vers d'autres centres de recherche ou établissements d'enseignement dans d'autres régions d'Espagne ou même à l'étranger.

En définitive, bien que les pertes humaines constituent sans conteste le bilan le plus tragique laissé par l'ETA dans la société, l'université n'en a pas moins été l'une de ses cibles. En tant que telle, l'université a elle aussi subi l'ombre pesante de l'organisation, qui a influencé l'atmosphère et le développement normaux d'une institution académique qui aurait dû être régie par la liberté académique, le dialogue et la réflexion et qui, à l'instar du reste de la société, a été soumise à des pressions et a dû lutter contre la menace et la peur pour survivre sous le joug de l'ETA.

Bibliographie

Archives et centres de documentation

Archivo General de la Universidad de Navarra.
Universidad del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea.
Archivo Judicial Territorial de la Comunidad de Madrid.

Presse et autres publications périodiques

ABC
Crónica Vasco Press
Diario de Navarra
Egin
El Correo Español-El Pueblo Vasco
El País
El Periódico Universitario de Bizkaia y Gipuzkoa
Gara
La Gaceta del Norte
Zutik
Zuzen

Bibliographie

De Pablo, Santiago et Rubio Pobes, Coro, *Historia de la UPV-EHU (1980-2005)*, Bilbao: Universidad del País Vasco, 2005.

Equipo Hordago, *Documentos Y*, San Sebastián, Lur, 1979-1981

Escauriaza Escudero, Ana, *Violencia, silencio y resistencia. ETA y la Universidad (1959-2011)*, Madrid: Tecnos, 2022.

—, « De Moritz Schlick a Francisco Tomás y Valiente: la violencia contra la Universidad. El caso de España bajo la amenaza de ETA », dans Hernández López, Alejandro, *La lucha contra el terrorismo en*

España: apoyo integral a la víctima y perspectiva europea, Cizur Menor: Aranzadi, 2025, pp. 305-336.

—, « Movimientos universitarios de resistencia cívica contra ETA (1995-2004) », dans Ríos Sierra, Jerónimo (coord.), *Las víctimas frente al terrorismo de ETA: narrativas, movilización y perspectiva comparada*, Madrid: Dykinson, 2024, pp. 115-133.

—, « Un vacío en la historiografía sobre ETA. Violencia, juventud y educación universitaria », en *Historia Actual Online*, núm. 61, 2023, pp. 209-226.

Euskadi eta Askatasuna, *Euskal Herria y la libertad*, Tafalla, Txalaparta, 1993-1994, vol. I, II et IV.

Marrodán Ciordia, Javier (dir.), *Relatos de plomo. Historia del terrorismo en Navarra*, Pamplona: Gobierno de Navarra, 2013-2014, Vol. I (1960-1986) et Vol. II (1987-2011).

Rapoport, David C., *Waves of Global Terrorism. From 1879 to the Present*, Nueva York: Columbia University Press, 2022.

Sarrailh de Ihartza, Fernando (Federico Krutwig), *Vasconia*, Buenos Aires: Norbait, 1963.

III. La littérature : représentations et mémoires du terrorisme

Du sacrifice au deuil : mémoires littéraires du terrorisme de l'ETA dans la prose contemporaine en langue espagnole (1977-2025)

David Crémaux-Bouche
Université Grenoble-Alpes (ILCEA4-CERHIS)

Introduction : deux champs littéraires pour un même objet conflictuel

Le 3 novembre 2016, la librairie Lagun de San Sebastián — haut lieu de la résistance intellectuelle face à la violence politique depuis l'époque franquiste — organisait une rencontre intitulée : « Dos novelistas donostiarras; dos generaciones, ¿dos miradas? ». Réunir, autour d'une même table, Ramón Saizarbitoria (né en 1944) et Fernando Aramburu (né en 1959) revenait à incarner dans l'espace symbolique de la librairie la fracture, longtemps tacite, qui traverse la création littéraire au Pays basque : fracture générationnelle, bien sûr, mais surtout fracture symbolique entre deux champs littéraires désormais co-présents et pourtant rarement étudiés et envisagés ensemble. Ramón Saizarbitoria, figure centrale du roman en euskera, incarne la trajectoire d'une littérature autochtone qui, tout en se modernisant, continue de penser la « question nationale » depuis les marges d'un État perçu comme majoritairement castillan. Fernando Aramburu, au contraire, s'est imposé comme l'un des écrivains de langue espagnole les plus célébrés de l'Espagne contemporaine : *Patria* (2016) a fait de lui l'un des visages médiatiques de la mémoire littéraire du terrorisme basque en raison de l'impact qu'a eu cette œuvre en devenant un véritable phénomène extralittéraire, social et politique totalisant où chacun peut se reconnaître.

Derrière l'apparente cordialité de la rencontre se devine alors un paradoxe : l'ETA, organisation terroriste dont la violence a ravagé la

vie basque et espagnole pendant plus d'un demi-siècle (1968-2018), a généré deux mémoires littéraires parfois concurrentes — l'une en euskera, longtemps considérée comme « légitime » parce que nationale en reflétant les mêmes préoccupations que celles de l'organisation armée[1]; l'autre en castillan, moins immédiatement audible dans une société où la revendication identitaire faisait de la langue majoritaire de l'État un symbole suspect car associée à l'oppresseur tant politique que culturel, cherche à donner à entendre les préoccupations de cette partie de la population.

Le présent article se propose de dresser un panorama critique de la représentation d'ETA dans la prose de langue espagnole, depuis les premières fictions publiées sous la Transition jusqu'aux écritures (post-)mémorielles de l'après-terrorisme en ne se centrant que sur les publications dont la langue originale est l'espagnol. Le fil directeur sera double : suivre, d'une part, la chronologie interne de l'organisation — de la clandestinité armée aux années de plomb, puis à l'annonce du cessez-le-feu définitif de 2011 ; et, d'autre part, observer la manière dont les formes romanesques se déplacent du « héros sacrificiel » des années 1970 au roman des victimes des années 2000, avant de s'interroger, aujourd'hui, sur les modalités de la transmission et de la justice narrative. Trois périodes, suivant l'évolution de l'histoire de l'ETA, structurent l'étude.

1 Si la présente étude se concentre sur la prose en langue espagnole, il importe néanmoins de rappeler que la littérature en euskera ne saurait être réduite au simple prolongement culturel d'une mouvance nationaliste. Dès les années 1990, nombre d'écrivains bascophones ont, au contraire, problématisé la violence en rompant avec tout alignement idéologique. Ramón Saizarbitoria inaugure cette inflexion dans *Hamaika pauso* (1995) et l'amplifie avec *Martutene* (2012), où la figure du militant désenchanté voisine avec celle de l'intellectuel sceptique, dessinant une topographie morale dépourvue d'héroïsation. Cette vision sera reprise ensuite par des auteurs comme Harkaitz Cano.

1977-1995 : du désenchantement politique au récit de la désillusion

La mort du général Franco ouvre, pour l'intelligentsia basque, un horizon contradictoire. L'espoir d'une démocratie pluraliste s'accompagne d'un sentiment de désillusion rapidement qualifié de *desencanto* à Madrid et de « desconcierto »[2] à San Sebastián. Ramiro Pinilla fonde *Libropueblo* pour arracher l'édition basque aux circuits de pouvoir, mais la victoire du PNV installe une nouvelle orthodoxie : publier en castillan, c'est soudain porter l'ombre du franquisme au cœur d'une langue et société basque encore convalescentes. Raúl Guerra Garrido fustige cette injonction dans son article « Sobre el escritor vasco » (1978) : l'écrivain basque de langue espagnole, dit-il, subit une double marginalisation, exclu du canon national et banni du patrimoine local. Cette disqualification symbolique renforce la solitude des pionniers qui, tels Raúl Guerra Garrido ou Ángel García Ronda, choisissent de narrer en espagnol la violence politique qui émaille une terre d'adoption qui leur est hostile.

Raúl Guerra Garrido publie dès 1968 « Con tortura », une nouvelle circulaire où un civil subit la brutalité policière caractérisée par la litanie interrogative « Où sont-ils ? Combien sont-ils ? »[3], mais c'est *Lectura insólita de El Capital* (1977) qui marque l'entrée pleine de l'ETA dans la fiction romanesque en langue espagnole. Le récit alterne deux lignes : d'une part, le monologue intérieur de l'industriel séquestré, à qui l'on fait lire *Le Capital* de Marx pour qu'il puisse comprendre les fondements idéologiques de ses ravisseurs, profondément engagés dans une cause qui les habite et dont ils peuvent argumenter la pertinence ; d'autre part, une mosaïque de cinquante témoignages qui dessinent la micro-société d'Eibain, petit village représentatif de la société basque de l'époque, qu'un journaliste vient interroger pour tâcher de comprendre ce qui est advenu à l'industriel

2 Raúl Guerra Garrido, « La literatura vasca en castellano (1939-1984) », *Revista internacional de los estudios vascos*, vol. 30, n°1, 1985, p. 74.

3 « ¿Dónde están? ¿Cuántos son? » (Raúl Guerra Garrido, *Con tortura*, Saint-Sébastien : Tabula Rasa Ediciones, 2013, p.10). Nous traduisons.

séquestré. La polyphonie fait éclater toute lecture binaire : un terroriste, Albelbost, y expose la genèse marxiste-léniniste de l'organisation, tandis que des villageois manifestent des opinions contradictoires, révélant qu'Euskal Herria n'est pas un bloc monolithique et que tous ne sont pas d'accord avec l'enlèvement de l'industriel.

En parallèle, Ángel García Ronda, député du parti socialiste et cible de menaces de la part de l'ETA, publie *La levadura* (1979). Le roman, structuré en quatre voix (le meurtrier, l'épouse, la fille et un collègue de la victime), raconte l'assassinat de Peral, un policier tortionnaire dont l'onomastique n'est pas sans rappeler l'assassinat de Melitón Manzanas. La stratégie narrative — faire se croiser les monologues — empêche la justification univoque : le lecteur découvre à la fois la brutalité du policier et les scrupules du jeune *etarra* Gabriel Arregui, qui avoue sentir « le poids du crime ». Le titre métaphorique — la « levure » — désigne le ferment de ressentiment né des tortures franquistes : pétri dans les geôles, ce ferment est appelé à lever sous la forme d'attentats à l'avenir dans une logique de causalité évidente.

Guerra Garrido poursuivra cette veine avec *La costumbre de morir* (1981), qu'on pourrait qualifier comme le premier roman de la vengeance sur l'ETA : dix-huit ans après l'assassinat de son père, un fils retrouve l'ancien terroriste devenu garde du corps d'un industriel menacé, à son tour, par l'ETA ; la violence change de camp, mais ne se résout jamais puisque, avant de mourir, l'*etarra* qui a tiré sur le père du protagoniste relate les sévices endurés lors de sa garde à vue (privation de nourriture et de sommeil, station debout prolongée, coups, torture électrique appliquée aux organes génitaux, et immersion forcée de la tête dans une baignoire remplie d'urine et d'excréments). Ce récit, d'une violence crue, s'achève par une justification laconique mais percutante : « Je suis sorti du commissariat et je suis entré dans la lutte armée — normal, non ? ».[4] Cette scène condense une vision tragiquement circulaire de la violence, où

4 « Salí de comisaría y entré en la lucha armada, natural, ¿no? » (Raúl Guerra Garrido, *La costumbre de morir*, Madrid : Reino de Cordelia, 2015, p. 199). Nous traduisons.

la torture institutionnelle engendre une réponse armée, posant ainsi la question éthique et politique de la responsabilité des dispositifs répressifs de la dictature dans la genèse des trajectoires terroristes. S'y cristallise déjà l'une des topiques fondatrices du corpus : la *victime-bourreau*, figure encore inédite dans la littérature espagnole de l'époque. Par cette figure, Guerra Garrido annule ainsi la frontière éthique entre contrainte et choix : la torture convertit le corps-objet en corps-agent, la victime en future bourreau. Suivant la perspective du « désir mimétique » de René Girard, le titre même du roman, *La costumbre de morir*, signale que la mort n'est pas un terme mais une habitude, socialement intériorisée, qui se perpétue en se substituant à l'assaillant : la *victime-bourreau* n'est donc pas une monstruosité marginale ; elle constitue l'avatar tragiquement logique d'une société qui « s'habitue à mourir ».

En 1977, Odei Erreka (pseudonyme de Jokin Azaola), ancien militant d'ETA, publie *Los elegidos de Euzkadi* avant d'être abattu par ses propres ex-compagnons. Le roman revisite « l'opération Pesca » : projet rocambolesque d'enlèvement de la famille royale en 1974. Son narrateur, Mikel Agirre, mesure le vertige moral de la lutte clandestine : « Si nous avons le droit de tuer, de quoi accusons-nous donc ceux qui nous oppriment ? ».[5] Ce doute, encore isolé, préfigure la fatigue stratégique qui s'étendra après l'attentat contre Carrero Blanco ; Jorge Martínez Reverte la formulera cinq ans plus tard dans *El mensajero* (1982), depuis la prison de Yeserías : « Nous sommes devenus des êtres identiques à ce que nous haïssions ».[6] En 1978 paraît *Beta de(a) Kepa Ziur* de Pedro Ruiz Balerdi. Le narrateur retrace son entrée dans l'organisation, le sabotage d'un train, un enlèvement, les débats houleux des V^e^ et VI^e^ Assemblées. Ces séquences, souvent elliptiques, signalent moins le goût du récit d'action que la prise de distance critique : la narration réserve sa densité aux impasses

5 « Si tenemos el derecho de matar, ¿de qué acusamos a los que nos oprimen? » (Odei Erreka, *Los elegidos de Euskadi. Un atentado al futuro*, Bilbao : GEU Argitaldaria, 1977, p. 12).

6 « Nos convertimos en seres idénticos a aquello que odiábamos » (Jorge Martínez Reverte, *El mensajero*, Barcelone : Grijaldo, 1982, p. 165). Nous traduisons.

doctrinales. Balerdi stigmatise la mécanique « acción—represión—acción », qui menace de se muer en « represión—acción—represión »,[7] et jauge d'un regard désabusé les recrues de l'ETA dans un contexte post-franquiste : « Sa vision politique me paraît schématique, idéaliste, presque utopique ».[8] Dans les dernières pages, alors que son personnage attend la grâce dans le couloir de la mort, une question lancinante traverse le texte : que reste-t-il d'une lutte armée lorsque disparaît l'ennemi matriciel ? « Le Chef [Franco] n'était plus là, et l'on ne voyait plus très bien pourquoi on se battait, sinon pour maintenir le mur par simple inertie ».[9] Azaola et Balerdi esquissent ainsi la transition qui conduira de l'épopée sacrificielle au mélancolique examen de conscience : la cause se délite, l'adhésion se fissure, et la littérature devient le lieu où la conscience terroriste affronte son propre miroir.

En parallèle dans les années 1980, d'autres romans ont réussi à avoir une résonance plus large en explorant eux aussi la psychologie des protagonistes, signe que le thème intéressait le public espagnol de l'époque. On pense notamment à *Y Dios en la última playa* de Cristóbal Zaragoza, Premio Planeta en 1981, qui analyse le débat moral dans l'esprit du nouvel *etarra* Josechu et des autres membres de son commando, après l'assassinat d'un colonel de l'armée espagnole, en affirmant : « À présent, après tout le temps écoulé, je sais que l'ennemi n'existe qu'en nous-mêmes ».[10]

Entre 1977 et 1995 le roman en castillan passe insensiblement du héros sacrificiel — le jeune militant prêt à donner sa vie pour

7 Pedro Ruiz Balerdi, *Beta de (a) Kepa Ziur*, Saint-Sébastien : Hordago, 1978, p. 76.

8 « Su visión política me resulta esquemática, idealista, casi utópica »(*Id.*, p. 192). Nous traduisons.

9 « Ya no estaba el Jefe [Franco] y no se veía muy claro por lo que se luchaba, excepto sostener el muro por inercia » (*Id.*, p. 238-239). Nous traduisons.

10 « Ahora, después del tiempo pasado, sé que el enemigo no existe más que dentro de nosotros » (Cristóbal Zaragoza, *Y Dios en la última playa*, Barcelone : Planeta, 1981, p. 2). Nous traduisons.

la libération nationale — au héros mélancolique, hanté par la lassitude et la culpabilité. Les figures d'Azaola ou de Ruiz Balerdi annoncent cette inflexion : la cause faiblit, le terroriste s'interroge, la réinsertion demeure problématique alors même que les actions terroristes s'intensifient au cours des « années de plomb ». Dans le même temps, la victime sort du hors-champ où elle était cantonnée : elle n'est plus simple dommage collatéral, mais sujet éthique qu'annonçait la figure paradoxale de la victime-bourreau préalablement décrite. Ces deux mouvements — décentrement du bourreau, émergence de la victime — préparent le basculement de la période suivante, quand la stratégie de « socialisation de la souffrance » fera de la douleur civique le nouveau paradigme de la représentation.

1995-2011 : le temps des victimes ou la « socialisation de la souffrance »

A partir de 1995, le nationalisme basque radical déploie une stratégie qualifiée de « socialisation de la souffrance » visant à étendre les effets de la violence à l'ensemble de la société. Il ne s'agissait plus seulement de frapper des cibles précises, mais de généraliser la peur au moyen d'actes de basse intensité — menaces, intimidations, extorsions, violences de rue — , dans le but de polariser l'espace social entre « patriotes » et « traîtres » à travers l'appel à une « offensive » idéologique, culturelle et médiatique.

Dans cette logique, le texte littéraire cesse d'être l'espace où s'évalue la légitimité armée ; il devient le lieu de l'expérience traumatique et du dévoilement des mécanismes d'intimidation qui la rendent possible. La littérature s'empare de ce basculement : après l'ère du militant ou du bourreau, le centre de gravité narratif se déplace vers la victime, la peur quotidienne et la complicité ordinaire.

Cet intérêt pour les répercussions intimes et émotionnels du terrorisme de l'ETA — autant pour les terroristes que pour les victimes — est au centre du roman *La Carta* (1990) de Raúl Guerra Garrido ayant lieu dans les années 1980 dans un Pays basque durement touché par la violence terroriste. En étant le roman qui a le plus

intéressé la critique pour son traitement de la peur[11] à la fois personnelle et collective mais qui a connu une publication difficile,[12] *La Carta* intervient sept années avant l'assassinat de Miguel Ángel Blanco à une époque où le silence régnait encore autour des victimes. Ce texte constitue l'une des rares tentatives pour rompre l'omerta en expliquant comment un groupe impose sa volonté par l'usage de l'intimidation : « Il suffirait que tous descendent des véhicules et distribuent quelques gifles pour que l'affaire soit réglée ; peut-être même que le simple geste de descendre suffirait — mais personne ne le fait. Moi, je ne bouge pas et je n'en ressens pas de honte, ce qui ne fait qu'accroître mon mauvais goût dans la bouche : je rentrerai tard à la maison et d'une humeur de chien ».[13] En cela, *La Carta* inaugure la mise en récit d'un dispositif d'intimidation omniprésent : invisible, diffus, incorporé aux réflexes les plus banals. L'œuvre fonde ainsi une poétique de la sidération qui structurera la période tout entière. Le narrateur découvre que la véritable arme d'ETA n'est plus l'attentat ponctuel, mais le silence induit ; la lettre d'extorsion, « alfaguara de

11 María Dolores Alonso Rey, « La lógica del terrorismo: del terror al horror en *La Carta* de Raúl Guerra Garrido », *Tonos digital : Revista electrónica de estudios filológicos*, n°28, 2015.

12 Comme le rappelle Roncesvalles Labiano, l'auteur, pharmacien de profession, s'interrogea longuement sur l'opportunité de publier son roman. Guerra Garrido était en effet disposé à détruire son manuscrit si son épouse estimait que l'ouvrage ne devait pas être révélé au public, ce qui témoigne de manière saisissante du combat intérieur qui l'animait face au système de représentations qu'il ambitionnait de remettre en cause. Cette hésitation manifeste révèle non seulement la persistance de la peur et du silence que le roman s'attache à décrire, mais elle annonce également l'émergence d'un changement de paradigme : une attention nouvelle portée aux victimes et à la reconnaissance de leur souffrance (Roncesvalles Labiano, « Breve historia de la ficción en torno al terrorismo vasco », dans Álvaro Abellán-García Barrio (dir.), *Mundos posibles poéticos. El caso de* Patria*: el pueblo, la novela, la serie*, *op. cit.*, p. 22).

13 « Con descender todos de los vehículos y repartir unos cuantos sopapos asunto concluido, puede que incluso bastara con el ademán de descender, pero nadie lo hace. Ni me muevo ni me avergüenzo y eso de es algo que incrementa mi mal sabor de boca, llegaré tarde a casa y con un humor de perros » (Raúl Guerra Garrido, *La carta*, Saint-Sébastien : Alianza, 2007, p. 12). Nous traduisons.

miedo », produit un isolement qui dissout le tissu civique. Le roman anticipe déjà la « socialisation de la souffrance » : l'organisation n'a plus besoin d'argumentaire idéologique, il lui suffit d'occuper l'imaginaire quotidien.

En 1996-1997, *Tantos inocentes* (Guerra Garrido) et *Plenilunio* (Muñoz Molina) déplacent le conflit dans la sphère psychique. L'inspecteur de *Plenilunio*, hanté par vingt ans de service à Bilbao, manifeste l'atrophie affective de toute une société : chaque geste (s'asseoir face à la porte d'entrée au sein d'un restaurant, inspecter le dessous d'une voiture) reconduit la terreur dans des espaces apparemment neutres. L'enlèvement et l'assassinat de Miguel Ángel Blanco, les 12-13 juillet 1997, fissurent le mur de silence où prospérait la terreur. Les chaînes humaines de Bilbao, le cri « ¡Basta ya! » imposent soudain la victime à l'espace public. Le roman cesse d'être simple chronique : il devient auditorium pour voix brisées, la littérature recueillant une plainte que l'État n'entend pas.

Cette irruption de la victime dans l'espace public ouvre la voie à de nouveaux récits : moins spectaculaires, plus introspectifs. C'est dans ce contexte qu'apparaît le roman du garde du corps et de la victime protégée. Dans *La soledad del ángel de la guarda* (2007), Raúl Guerra Garrido engage un tournant décisif dans le traitement narratif de la violence de l'ETA. En explorant la vie quotidienne des personnes protégées par l'État et, en miroir, de ceux qui les protègent. Le roman met en scène la relation complexe entre un universitaire menacé par l'ETA, Prudencio Balerdi, et son garde du corps, Gabriel Osa, dans une *Donostia* rongée par l'intimidation sociale, l'indifférence institutionnelle et la fatigue morale. Ce binôme devient ici le prisme privilégié pour interroger les ambiguïtés de la protection, le silence des autorités et la « complicité du spectateur indifférent »[14] au sein d'une société qui tolère la stigmatisation de ceux qui osent dénoncer la violence. La structure alternée du roman, entre les réflexions introspectives du garde du corps et la focalisation sur le

14 « complicidad del espectador indiferente » (Aurelio Arteta, *Mal consentido: la complicidad del espectador indiferente*, Madrid : Alianza, 2010). Nous traduisons.

quotidien du professeur met en évidence une vérité souvent tue : au Pays basque, durant les années 2000, vivre protégé équivaut à vivre reclus, dans une société qui tolère la menace sans protéger moralement ceux qui en sont la cible.

Par exemple, lors d'une concentration citoyenne contre le terrorisme, organisée dans une atmosphère de recueillement, les manifestants — parmi lesquels Balerdi — sont confrontés à un groupe de contremanifestants encagoulés qui, non seulement les insultent, mais brandissent des pancartes où figure la photo du professeur accompagnée du mot « asesino ». Ce moment de tension bascule dans l'absurde et le tragique lorsque la *Ertzaintza* (police basque), au lieu de dissiper les fauteurs de troubles, ordonne aux manifestants pacifiques de se disperser sous peine d'intervention. Ce renversement du rôle protecteur de l'État est d'une puissance symbolique extrême : il montre que la victimité est politiquement suspecte lorsque la victime s'oppose à une hégémonie idéologique locale. L'État de droit, ici, ne protège plus les citoyens menacés ; il protège sa propre neutralité, quitte à sacrifier la justice.

En écho, *El ángulo ciego* (2008) de Luisa Etxenike prolonge cette réflexion en la transposant dans la mémoire familiale. Le roman, qui évoque la mort d'un garde du corps dans un attentat, déplace l'attention vers les conséquences transgénérationnelles de la terreur. Le fils du défunt, photographe, se rend compte qu'il a inconsciemment effacé toutes les images de son père en uniforme, par honte intériorisée, par peur d'être identifié comme « fils de ». La mère, figure centrale du récit, incarne la dignité victimaire silencieuse, mais inébranlable : elle insiste sur la nécessité de transmettre ce passé, non pour le sacraliser, mais pour l'empêcher d'être réécrit par l'oubli ou la diffamation. Dans ce roman, la peur ne se vit plus, elle se lègue. Ce que *La soledad del ángel de la guarda* montrait dans le présent — la peur qui isole, la menace qui structure le quotidien — , *El ángulo ciego* le donne à voir comme héritage : une mémoire mutilée, honteuse, qui appelle réparation par le récit.

Seize ans après la publication de *La Carta*, Fernando Aramburu renverse la perspective : dans le recueil de dix nouvelles, *Los peces de la amargura* (2006), la plainte solitaire devient chronique polyphonique, l'intime se heurte sans cesse au regard social. La nouvelle

éponyme campe un père désemparé face au handicap de sa fille, « victime collatérale » d'une bombe ; « Madres » fait exploser la vie d'une veuve de garde municipal à l'apparition d'une silhouette en noir[15]; « Enemigo del pueblo » transforme un professeur harcelé en exilé intérieur,[16] rejeté même par son propre fils. Le recueil promeut aussi au premier plan ceux qu'on tenait hors champ : l'orphelin de la *Guardia Civil* (« Lo mejor eran los pájaros »), les fonctionnaires menacés, les adolescents radicalisés, les détenus repentis. Chaque récit change de narrateur, de registre ou même de genre — le théâtre clôt le volume avec « Después de las llamas » — pour livrer une biopsie de la société basque. Aramburu orchestre ainsi une socialisation inversée : à la diffusion de la peur par l'ETA, répond la dissémination de l'empathie, mettant au jour l'interdépendance entre victimes, voisins et mémoire collective. Au moment même où Aramburu achève la rédaction de « Después de las llamas », le 24 mars 2006, l'ETA proclame un « cessez-le-feu permanent ». Aramburu inscrit cette date au bas du dernier texte, désirant que la clôture narrative coïncide avec la fin réelle du cycle de violence. En somme, la fiction passe du monologue à la polyphonie, du symptôme à la critique, du réflexe au document moral : *Los peces de la amargura* cartographie complicités, fatigues et lâchetés d'un territoire, invitant chaque lecteur à situer sa propre responsabilité.

Ce déplacement vers le vécu direct se répercute avec force dans la fiction littéraire. La période se distingue par une diversification typologique notable des figures victimaires, dépassant les schémas antérieurs centrés principalement sur les victimes directes des attentats. Ainsi, la figure de l'exilé intérieur dépeinte par González Sainz dans *Ojos que no ven* (2010), celle de l'ancien militant de l'ETA condamné à l'errance dans *Tango de muerte* d'Azurmendi (2008), ou

15 David Crémaux-Bouche, « Las víctimas indirectas del terrorismo de ETA en « Madres » de Fernando Aramburu o la puesta en escena de una comunidad alógena, doliente y silenciada », Revue *Conceptos*, numéro 10, 2024.

16 David Crémaux-Bouche, « Marginalisation, marginalité et discours des marginaux : les victimes de l'ETA dans les contes de Fernando Aramburu », dans Isabelle Billoo (éd.), *Dogmes et paradigmes de la marginalité dans les arts et la littérature hispanique*, Binges : Orbis Tertius, 2022, p. 145-168.

encore l'enfant traumatisé évoqué par Luisa Etxenike dans *El ángulo ciego* (2008) puis le parent coupable confronté aux crimes de son fils terroriste dans *Aves del paraíso* (2019), illustrent la diversité des formes de vulnérabilité représentées dans la fiction contemporaine. Ces personnages témoignent d'une extension de la victimité à des identités longtemps marginalisées ou jugées secondaires dans la littérature, jusque-là centrée sur les forces de sécurité de l'État ou sur les industriels séquestrés.

Par ailleurs, cette mutation littéraire est accompagnée, voire renforcée, par une légitimation critique et académique accrue. Les travaux critiques tels que ceux de José María Calleja (*Algo habrá hecho*, 2006) ou l'ouvrage de référence dirigé par Rogelio Alonso et Florencio Domínguez (*Vidas rotas*, 2010), offrent désormais des cadres interprétatifs que la fiction non seulement intègre, mais qu'elle s'emploie parfois à subvertir. De cette manière, la littérature contemporaine sur l'ETA et ses conséquences devient une production réflexive, participant activement à une dynamique de légitimation institutionnelle et de reconnaissance académique élargie.

Ainsi, entre 1995 et 2011, le roman castillan opère un saut qualitatif : de l'allusion contextuelle à la cartographie minutieuse de la souffrance, il consacre la victime comme courroie de transmission entre politique et intime. La « socialisation de la souffrance » voulue par ETA se retourne alors contre l'organisation dans le domaine littéraire : ce qu'elle entendait multiplier pour effrayer devient, par la littérature, un instrument d'empathie et un ressort d'indignation collective. En cela, la fiction ne se contente pas de refléter une histoire ; elle redistribue les rôles, conférant à la victime la dignité narrative et morale que l'espace public commençait tout juste à lui reconnaître.

De 2011 à aujourd'hui : écrire depuis l'absence ou le temps du deuil et de la mémoire

L'année 2011 constitue un seuil mémoriel : la proclamation, le 20 octobre, de « la fin définitive de [l']activité armée » ne referme pas la blessure, mais déplace l'espace de la conflictualité vers le champ symbolique. La littérature basque et espagnole se saisit alors d'un double

impératif : dire l'absence (la mort, l'exil, le silence) et réécrire le récit collectif pour contester la mythologie nationaliste dans une lutte caractérisée aujourd'hui comme « la bataille pour le récit ». La littérature, en tant que lieu de configuration du sens, devient alors l'espace privilégié d'un travail de mémoire et de deuil collectif.

L'incipit du roman *Patria* (2016) de Fernando Aramburu symbolise cette transition.

> — Ce que je voulais te dire aussi, c'est que la bande a décidé de ne plus tuer. On ne sait pas encore si l'annonce est sérieuse ou si c'est un truc pour gagner du temps et se réarmer. Qu'ils tuent ou pas, ça ne va pas te servir à grand-chose. Et à moi guère plus, tu sais. J'ai un très grand besoin de savoir. Je l'ai toujours eu. Et on ne va pas m'arrêter. Personne ne va m'arrêter. Pas même les enfants. Si tant est qu'ils l'apprennent. [...] J'ai vraiment besoin d'être enfin en accord avec moi-même, de pouvoir m'asseoir et dire : ouf, c'est fini. Qu'est-ce qui est fini ? Tu sais bien, Txato, j'ai aussi besoin de le découvrir. Et la réponse, s'il y en a une, ne peut être qu'au village. C'est pourquoi je vais y retourner, pas plus tard que cet après-midi.[17]

Dans les toutes premières pages, Bittori, veuve du Txato, un entrepreneur assassiné par ETA, apprend que « la bande a décidé de ne plus tuer » (« la banda ha decidido dejar de matar ») et ressent aussitôt le besoin de retourner dans son village, là où tout a commencé

17 « —Lo otro que quería decirte es que la banda ha decidido dejar de matar. Aún no se sabe si el anuncio va en serio o se trata de un truco para ganar tiempo y rearmarse. Maten o no, a ti de poco te va a servir. Y a mí no creas que de mucho más. Tengo una gran necesidad de saber. La he tenido siempre. Y no me van a parar. Nadie me va a parar. Los hijos tampoco. Si es que se enteran. […] Es una necesidad muy grande de estar por fin a buenas conmigo, de poder sentarme y decir: bien, se acabó. ¿Qué se acabó? Pues, mira, Txato, también necesito descubrir eso. Y la respuesta, si la hay, sólo puede estar en el pueblo y por eso voy a ir allí, hoy mismo por la tarde. » (Fernando Aramburu, *Patria*, Barcelone : Tusquets, 2016, p. 23-24). La traduction a été réalisée par Claude Bleton pour l'édition française de *Patria* publiée aux éditions Actes Sud.

et là où tout finira. Le récit s'inscrit dès lors dans une dynamique de retour au lieu du traumatisme, pour interroger la mémoire, les silences et la possibilité du pardon. Le roman s'impose comme une entreprise de réappropriation collective du passé, en posant la question : « Qu'est-ce qui est fini ? » (« ¿Qué se acabó? ») — question capitale dans la mesure où elle déplace le centre de gravité de la fiction du crime vers ses répercussions mémorielles et affectives.

Patria constitue un tournant dans la réception publique et critique de la littérature espagnole consacrée à ETA. Le roman connaît un succès fulgurant : traduit dans 23 langues, couronné par de nombreux prix littéraires (Prix de la critique, Nacional de Narrativa, Euskadi de Literatura en castellano, etc.), il donne lieu à une série télévisée (HBO, 2020), une bande dessinée (Toni Fejzula, 2020) et même à une adaptation musicale (2019)[18]. Le phénomène *Patria*, qualifié à juste titre de phénomène extralittéraire, illustre l'impact qu'un récit mémoriel peut exercer dans une société post-conflit. Cet intérêt puise sa force dans sa structure polyphonique, son ancrage territorial précis, mais surtout dans sa capacité à transformer une tragédie historique en expérience intime et universelle. Un tel phénomène social s'explique notamment par le sentiment de liberté qui a envahi le Pays basque après cette annonce et qui a poussé la population à vouloir comprendre ce qui a pu se jouer et se tramer durant les 59 années d'activité de l'ETA (1959-2018).

Cependant, si *Patria* polarise les lectures — entre ceux qui y voient une réhabilitation nécessaire des victimes[19] et ceux, comme Edurne Portela ou Iban Zaldua,[20] qui dénoncent un récit stéréotypé — , il faut reconnaître qu'il cristallise nombre des tensions qui traversent l'ensemble de la production littéraire postérieure à 2011.

---

18 David Crémaux-Bouche, « La adaptación de la novela *Patria* por el grupo Antecessor: de la mitificación regional de la violencia nacionalista vasca a la derrota musical de ETA » dans Virginie Giuliana et Philippe Merlo-Morat (éd.), *Image et Musique*, Lyon : éditions du GRIMH, 2022, p. 63-80.

19 Voir Mario Vargas Llosa, « El país de los callados », *El País*, 5-II-2017, mais aussi José Carlos Mainer, « Patria voraz », *El País*, 2-IX-2016.

20 Iban Zaldua, « La literatura, ¿sirve para algo? Una crítica de *Patria* de Fernando Aramburu », *Viento sur*, 22 mars 2017.

Cette période se distingue par un triple mouvement : rétrospectif, introspectif et généalogique.

Tout d'abord, l'élaboration d'une mémoire subjective constitue l'une des modalités dominantes de la narration post-ETA. Nombre d'œuvres mettent en scène des narrateurs adultes tentant de comprendre, *a posteriori*, leur enfance ou leur adolescence vécue sous la menace terroriste. Dans *Años lentos* (2012), Fernando Aramburu propose une forme originale d'autofiction épistolaire dans laquelle un écrivain sollicite les souvenirs d'un certain Txiki, un enfant envoyé dans les années 1960 à San Sebastián dans sa famille à tout juste huit ans, et témoin de la radicalisation de son cousin Julen. Cette enquête mémorielle à la tonalité picaresque, tout en demeurant partielle et fragile, laisse apparaître les lignes de faille d'une société fracturée où le soupçon, la rumeur et l'exclusion deviennent des mécanismes ordinaires de régulation sociale. À l'instar de *Mejor la ausencia* (2017) d'Edurne Portela, où la voix narrative, portée par Amaia, évolue de l'enfance à l'adolescence dans les années 1980, la structure du témoignage construit rétrospectivement une expérience d'oppression diffuse. La violence y est omniprésente, mais souterraine et intériorisée : l'omerta familiale, la décomposition progressive du foyer, la fuite des frères, la déréliction maternelle, et surtout, la révélation tardive du rôle du père, Amadeo, comme informateur retourné par la police. Le roman épouse une temporalité du dévoilement et de l'inachèvement, propre au traumatisme.

Parallèlement, se développe une autre forme de récit : celui de l'enquête personnelle menée par des femmes devenues adultes et désireuses de comprendre leur histoire familiale dans une perspective générationnelle. Ce motif irrigue notamment *Los niños de Lemóniz* (2017) d'Estela Baz, *Absoluta presencia* (2018) de Luisa Etxenike et *El comensal* (2015) de Gabriela Ybarra. Ces récits introspectifs accordent à la mémoire familiale, longtemps tue ou éclipsée, une valeur heuristique. À travers les objets du quotidien, les archives personnelles, les non-dits intergénérationnels, ces narratrices tentent de reconstruire un passé lacunaire — reconstruction nécessaire non seulement pour comprendre, mais pour pouvoir exister pleinement dans le présent.

Dans *Los niños de Lemóniz*, Ángela, bouleversée par sa maternité imminente, entreprend une quête généalogique à travers ses souvenirs d'enfance marqués par la terreur. Elle exhume des archives (la « caja de los recuerditos »), mène des entretiens et donne voix aux silences. Cette archéologie du quotidien transforme la mémoire individuelle en mémoire collective en (re)construisant l'histoire de toute une génération d'enfants ayant vécu sous le terrorisme de l'ETA : cette communauté oubliée des statistiques — à l'instar du travail réalisé par Carlos Giménez dans *Paracuellos* pour les enfants de l'Auxilio Social sous le franquisme — sont les enfants de Lemóniz. De même, *Absoluta presencia* repose sur un dispositif photographique qui convertit l'intime en geste public : Ada, artiste exilée à Paris, entreprend un travail de mémoire visuelle sur les menaces subies par son père, avocat socialiste. Le roman fait le choix d'un ton sobre et elliptique, en rupture avec le spectaculaire, pour mieux souligner la nécessité de regarder « ce qui a eu lieu », contre toute tentation de dissimulation.[21] Dans *El comensal*, la mort de la mère de Gabriela Ybarra fait surgir le spectre de son grand-père, Javier de Ybarra y Bergé, assassiné par l'ETA : « La mort de ma mère a ressuscité celle de mon grand-père paternel ».[22] L'enquête qu'elle mène, oscillant entre mémoire, imagination et documentation, révèle que le deuil est indissociable du besoin de savoir — mais aussi de l'impossibilité de tout savoir. De fait, pour combler les blancs de son propre passé mais aussi de celui de son grand-père, elle mène une « reconstruction libre de l'histoire de [sa] famille » en recourant nécessairement à l'imagination, cette « imagination éthique »[23] dont parlait Edurne Portela :

21 Roncesvalles Labiano, « Literatura comprometida frente al terror y el silencio. Las novelas sobre ETA de Luisa Etxenike : *El ángulo ciego, Absoluta presencia* y *Aves del Paraíso* », *Castilla. Estudios de Literatura* 12, 2021, p. 620-655.

22 « La muerte de mi madre resucitó la de mi abuelo paterno » ; « reconstrucción libre de la historia de [su] familia » (Gabriela Ybarra, *El Comensal*, Barcelone : Caballo de Troya, 2015, p. 60). Nous traduisons.

23 « imaginación ética » (Edurne Portela, *El eco de los disparos: cultura y memoria de la violencia*, Barcelone : Galaxia Gutenberg, 2017, p.20). Nous traduisons.

« Souvent, imaginer a été la seule option dont j'ai disposé pour tenter de comprendre ».[24]

Enfin, plusieurs textes de cette période adoptent une structure polyphonique, fragmentaire ou cyclique, à l'image d'*El refugio de los canallas* (Juan Bas, 2017) ou de *Nunca serás un verdadero Gondra* (Borja Ortiz de Gondra, 2021). Ces romans croisent les lignes temporelles, juxtaposent les voix, et mettent en scène les effets de la violence à l'échelle de plusieurs générations dans une perspective généalogique.

Dans *El refugio de los canallas* (2017), Juan Bas propose un dispositif narratif d'une remarquable densité où s'enchevêtrent mémoire traumatique, transmission idéologique et silence intergénérationnel. Dès l'incipit, la scène d'une vieille femme atteinte d'Alzheimer, plongé dans l'amnésie la plus radicale, établit le motif de l'oubli comme péril collectif. Le roman se construit sur une structure cyclique et répétitive, presque incantatoire, qui mime les retours obsessionnels du refoulé historique, comme si la mémoire traumatique exigeait, pour se dire, de briser les logiques linéaires du récit traditionnel. En couvrant une période allant de 1946 à 2015, Bas élabore une cartographie généalogique des violences politiques en Espagne, depuis les dernières années du franquisme jusqu'à la dissolution de l'ETA. Loin de se limiter à une dénonciation du terrorisme nationaliste, le roman donne une place importante aux crimes des Groupes Antiterroristes de Libération (GAL), évoqués à travers la traque, la torture et l'assassinat des militants indépendantistes. Ce contrepoint permet de révéler la complexité d'un système de violences symétriques et de légitimités conflictuelles. Les filiations idéologiques, lorsqu'elles ne sont pas assumées, deviennent dans le roman des fardeaux insupportables, des héritages empoisonnés qui mènent à l'aliénation ou au suicide. Par sa structure, *El refugio de los canallas* incarne une tentative de mise en récit de la mémoire fracturée,[25] en

24 « A menudo, imaginar ha sido la única opción que he tenido para intentar comprender » (Gabriela Ybarra, *op. cit.*, 2015, p. 12). Nous traduisons.

25 María del Mar García Reina, « Tiempos marcados por el terrorismo de ETA : *El refugio de los canallas* (2017) de Juan Bas y *Mejor la ausencia* (2017) de Edurne

appelant non seulement à une vigilance éthique, mais aussi à une interrogation sur la responsabilité de l'héritage historique et ouvre la porte à des récits de contre-filiation remettant en cause l'héritage transmis par la génération précédente.

C'est précisément ce qui est en jeu dans *Nunca serás un verdadero Gondra* (2017). Borja Ortiz de Gondra interroge de manière poignante la possibilité d'un récit du deuil au sein d'une mémoire familiale atomisée par la violence terroriste. Le roman s'articule autour du *leitmotiv* de la mort du frère, Juan Manuel, qui agit comme une faille béante dans la biographie du narrateur, l'obligeant à revenir sur la terre natale et à affronter un passé qu'il avait sciemment refoulé. Dans l'impossibilité de témoigner directement des violences subies par son frère, l'auteur recourt à l'autofiction, dispositif qui lui permet d'articuler mémoire intime et analyse socio-politique. Le texte adopte une structure binaire : tous les trois chapitres, la narration alterne entre un présent de l'enquête — où Borja revient au village pour interroger les silences de son clan — et un passé reconstruit à travers une chronique fictive de la lignée familiale nommée *Nunca serás un verdadero Arsuaga*. Cette alternance narrative souligne l'écart entre les « vrais Gondra » (*verdaderos Gondra*), garants d'une tradition idéologique séculaire intransigeante, et les « autres Gondra » (*otros Gondra*), exclus du panthéon familial pour avoir dévié vers l'orthodoxie militante et radicale. Le roman fait ainsi du récit familial une métaphore de la scission sociale du Pays basque, tout en exposant les mécanismes d'héritage, de honte et de loyauté qui sous-tendent la mémoire collective. *Nunca serás un verdadero Gondra* incarne pleinement cette littérature du deuil née dans le sillage de la fin de l'ETA : une écriture de l'absence, du non-dit, du trauma, qui conjugue intimement la quête de vérité et le besoin de réparation symbolique. Cette littérature écrit sur l'absence et non pas sur le deuil, mais depuis le deuil, depuis cette douleur qu'il convient de décrire pour permettre de l'exorciser.

Portela », dans Javier Sánchez Zapatero et Àlex Martín Escribà (coord.), *Reescrituras del género negro: estudios literarios y audiovisuales*, Madrid : Dykinson, p. 67-76.

Enfin, plusieurs œuvres explorent la possibilité du pardon et la reconstruction d'un vivre-ensemble apaisé. Dans *Patria*, Bittori ne cherche pas à obtenir une réparation ou justice pour l'assassinat de son mari, mais une reconnaissance morale : entendre de la bouche de Joxe Mari, l'ancien terroriste et fils de la famille ennemi, responsable présumé des crimes, un mot de regret. Ce désir de réparation symbolique se concrétise dans l'image finale de l'étreinte entre les deux mères (Bittori et Miren, la mère de Joxe Mari), véritable acte de paix privée aux résonances collectives. Mais ce pardon n'est pas toujours possible : dans *Nunca serás un verdadero Gondra*, l'auteur met en scène l'échec du dialogue avec ceux qui continuent de refuser toute remise en question ou toute possibilité de pardon. La réconciliation devient une quête asymptotique, à la fois nécessaire et inachevée qui mène le narrateur autodiégétique à s'interroger sur la légitimité d'un droit à l'oubli, comme le développait David Rieff,[26] pour s'assurer que « tout disparaisse » en fermant le livre, afin de recommencer une nouvelle vie sans héritage-fardeau ailleurs.

Ces récits dessinent les contours de la « défaite littéraire de l'ETA »[27] au sens où l'entend Fernando Aramburu : il faut aspirer non pas à une disparition des idées violentes, mais à un renversement du récit dominant. Désormais, ce ne sont plus les justifications idéologiques de la lutte armée qui dominent la scène littéraire, mais bien les voix des victimes, des témoins silencieux, des exilés moraux. Le temps du roman de l'action a laissé place à celui du récit de la mémoire, un récit qui ne cesse de grandir avec un nombre croissant de publications et dont les ramifications permettent d'embrasser un récit s'intéressant à des perspectives variées.

Dans *Una tumba en el aire* (2020), Adolfo García Ortega recrée, moyennant un travail de recherches scrupuleux,[28] l'histoire vraie de

---

26 « desaparezca todo » (David Rieff, *Eloge de l'oubli : la mémoire collective et ses pièges*, Paris : Premier Parallèle, 2018).

27 « derrota literaria de ETA » (Fernando Aramburu, *Patria*, *Ibid.*, p.553). La traduction a été réalisée par Claude Bleton.

28 Adolfo García Ortega, « Notas sobre una investigación (para escribir *Una tumba en el aire*) », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, n°8, Vitoria-Gasteiz, mars 2020.

trois jeunes galiciens confondus comme policiers par l'organisation terroriste qui les séquestre, les torture et les assassine. Sur le terrain de la non-fiction romancée, le cas de *Vidas arrebatadas. Los huérfanos de ETA* (2021) est exemplaire puisque la journaliste Pepa Bueno recueille l'histoire de deux frères qui ont perdu leurs parents et leur sœur dans un attentat. En 2022, apparaît le roman *Purgatorio* de Jon Sistiaga où un exterroriste décide de confesser son crime et de se rendre à la police si en retour le policier qui a enquêté sur l'affaire reconnaît à son tour qu'il fut un tortionnaire. Ce roman, s'inscrivant dans l'esthétique du thriller introspectif et dramatique, n'est que la partie la plus visible de toute une constellation de romans qui interrogent les traces du terrorisme basque dans les consciences individuelles et collectives, tout en recourant à des ressorts du polar ou du roman psychologique. On pense notamment à *La última batalla* (2013) de José Javier Abasolo qui investit le registre du polar pour ausculter les zones d'ombre de la Transition, tout en mettant en lumière les blessures invisibles des victimes indirectes. Quant à *Cazadores en la nieve* (2016) de José Luis Muñoz, il mobilise les outils du roman noir pour déconstruire les mécanismes de la vengeance, de la radicalisation et du retour du refoulé, dans une atmosphère lourde d'ambiguïtés morales. Tous ces textes conjuguent donc une volonté de complexification éthique — en refusant le manichéisme — à une interrogation sur la possibilité de la rédemption, du pardon ou de la justice, dans une société encore travaillée par les lignes de fracture mémorielle. En ce sens, ils participent d'une même entreprise littéraire : celle de restituer la polysémie d'un conflit désormais clos dans sa matérialité historique, mais toujours vif dans les consciences.

Conclusion

L'évolution du traitement littéraire du terrorisme d'ETA dans la fiction espagnole contemporaine épouse une dynamique étroitement liée à l'histoire politique et sociale du Pays basque. Si la période initiale, entre les années 1970 et 1990, s'est caractérisée par une forme d'ambiguïté, voire d'évitement — où les récits osant affronter frontalement la violence étaient marginaux, souvent isolés dans un

champ critique peu enclin à les valoriser — , l'avènement du tournant victimologique à partir de 1995 marque une inflexion décisive. Le récit de la peur, de l'intimidation et du harcèlement se substitue progressivement au silence ; le roman devient alors le lieu d'une reconfiguration éthique du conflit.

Dans cette optique, l'œuvre de Raúl Guerra Garrido a jeté les bases d'une écriture de la tension et de l'oppression, en révélant la manière dont la terreur infiltrait les replis du quotidien, et en proposant des figures ambivalentes de victimes-bourreaux. À cette écriture de l'angoisse diffuse a succédé, après l'assassinat de Miguel Ángel Blanco, une nouvelle textualité centrée sur la dénonciation explicite, sur la socialisation du traumatisme, voire sur une politique de reconnaissance littéraire des victimes. *Los peces de la amargura* (2006) de Fernando Aramburu ou encore *Plenilunio* (1997) d'Antonio Muñoz Molina illustrent cette transition : en faisant parler les corps et les silences, ces œuvres déplacent la violence du domaine politique vers celui de l'expérience sensible.

La date de 2011 cristallise une nouvelle étape, qui dépasse le seul témoignage pour interroger les conditions de la mémoire et du deuil dans une société post-traumatique. C'est désormais depuis l'absence — celle du père assassiné, de l'ami trahi, de la cohésion familiale brisée… — que se construit la narration. Ce roman de l'après n'en est pas moins politique : il explore les blessures intimes, les héritages muets, les conflits de loyauté, et les stratégies mémorielles à travers des dispositifs narratifs souvent complexes. Le récit devient généalogique, réflexif, voire métatextuel, comme en témoignent *Nunca serás un verdadero Gondra* de Borja Ortiz de Gondra ou *El comensal* de Gabriela Ybarra. Loin de refermer les plaies, ces textes disent l'impossibilité du deuil sans mémoire, et l'impossibilité de la mémoire sans fiction.

Aujourd'hui, une tendance émergente explore de nouvelles voies : le recours à l'ironie, à la parodie et au grotesque (*Hijos de la fábula* de Fernando Aramburu[29] [2023]), la marginalisation de la violence

29 David Crémaux-Bouche, « *Hijos de la fábula* (2023) de Fernando Aramburu o el humor como arma desmitificadora : una parodia grotesca de la ideología radical de ETA », *Atlante : Revue d'études romanes*, n°19, 2023.

en arrière-plan au profit de l'exploration d'expériences plus intimes (*La línea del frente* d'Aixa de la Cruz [2017]), ou encore l'invention de formes hybrides mêlant essai et allégorie (*El ruido de entonces* d'Anton Arriola [2021]). Ces formes expérimentales ne sont pas des échappatoires, mais des tentatives pour reconfigurer un champ discursif saturé, pour désactiver ce que Gaizka Fernández Soldevilla nomme les « mythes qui tuent »[30] et qui caractérise le discours professé par l'organisation. En ce sens, la littérature demeure un espace de résistance : elle lutte contre l'oubli par le récit, contre l'impunité par la parole, contre l'équivalence morale par la précision historique.

La « défaite littéraire » de l'ETA, pour reprendre l'expression de Fernando Aramburu, ne saurait consister en une simple condamnation de la violence, mais dans une reconquête du récit. Car dans le champ mémoriel comme dans le champ politique, celui qui raconte l'histoire impose sa vision du monde. La prose basque de langue espagnole s'emploie désormais à reterritorialiser cette histoire, à la réécrire depuis les marges, depuis les silences, depuis les failles — en somme, depuis les victimes.

Bibliographie

Alonso Rey, María Dolores, « La lógica del terrorismo : del terror al horror en *La Carta* de Raúl Guerra Garrido », *Tonos digital : Revista electrónica de estudios filológicos*, n°28, 2015.

Arteta, Aurelio, *Mal consentido*, Madrid: Alianza, 2010.

Aramburu, Fernando, *Patria*, Barcelone: Tusquets editores, 2016.

30 Gaizka Fernández Soldevilla, « Mitos que matan. La narrativa del "conflicto vasco" », *Ayer*, n°98, 2015, p. 213-240.

Crémaux-Bouche, David, « Las víctimas indirectas del terrorismo de ETA en “Madres” de Fernando Aramburu o la puesta en escena de una comunidad alógena, doliente y silenciada », *Conceptos*, n°10, 2024.
—, « *Hijos de la fábula* (2023) de Fernando Aramburu o el humor como arma desmitificadora: una parodia grotesca de la ideología radical de ETA », *Atlante : Revue d'études romanes*, n°19, 2023.
—, « La adaptación de la novela *Patria* por el grupo Antecessor: de la mitificación regional de la violencia nacionalista vasca a la derrota musical de ETA », dans Giuliana, Virginie et Merlo-Morat, Philippe (éd.), *Image et Musique*, Lyon: éditions du GRIMH, 2022, p. 63-80.
—, « Marginalisation, marginalité et discours des marginaux : les victimes de l'ETA dans les contes de Fernando Aramburu » in Billoo, Isabelle (éd.), *Dogmes et paradigmes de la marginalité dans les arts et la littérature hispanique*, Binges: Orbis Tertius, 2022, p. 145-168.

Erreka, Odei, *Los elegidos de Euskadi. Un atentado al futuro*, Bilbao: GEU Argitaldaria, 1977.

Fernández Soldevilla, Gaizka, « Mitos que matan. La narrativa del “conflicto vasco” », *Ayer*, n°98, 2015, p. 213-240.

Guerra Garrido, Raúl, « La literatura vasca en castellano (1939-1984) », *Revista internacional de los estudios vascos*, vol. 30, n°1, 1985.
—, *Con tortura*, Saint-Sébastien: Tabula Rasa Ediciones, 2013.
—, *La carta*, Saint-Sébastien: Alianza, 2007.
—, *La costumbre de morir*, Madrid: Reino de Cordelia, 2015.

García Ortega, Adolfo, « Notas sobre una investigación (para escribir *Una tumba en el aire*) », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, n°8, Vitoria-Gasteiz, mars 2020.

García Reina, María del Mar, « Tiempos marcados por el terrorismo de ETA : *El refugio de los canallas* (2017) de Juan Bas y *Mejor la ausencia* (2017) de Edurne Portela », dans Sánchez Zapatero, Javier et Martín Escribá, Álex (coord.), *Reescrituras del género negro: estudios literarios y audiovisuales*, Madrid: Dykinson, p. 67-76.

Labiano, Roncesvalles, « Breve historia de la ficción en torno al terrorismo vasco », dans Abellán-García Barrio, Álvaro (dir.), *Mundos posibles poéticos. El caso de* Patria : *el pueblo, la novela, la serie*, Vitoria-Gasteiz: Catarata, 2023, p. 15-34.

—, « Literatura comprometida frente al terror y al silencio. Las novelas sobre ETA de Luisa Etxenike : *El ángulo ciego, Absoluta presencia* y *Aves del Paraíso* », *Castilla. Estudios de Literatura*, n°12, 2021, p. 620-655.

Mainer, José Carlos, « Patria voraz », *El País,* 2 septembre 2016. <https://elpais.com/cultura/2016/08/29/babelia/1472488716_680855.html> (Consulté le 28 mai 2025).

Martínez Reverte, Jorge, *El mensajero*, Barcelone: Grijaldo, 1982.

Portela, Edurne, *El eco de los disparos: cultura y memoria de la violencia*, Barcelone: Galaxia Gutenberg, 2017.

Rieff, David, *Éloge de l'oubli : la mémoire collective et ses pièges*, Paris: Premier Parallèle, 2018.

Ruiz Balerdi, Pedro, *Beta de (a) Kepa Ziur*, Saint-Sébastien: Hordago, 1978.

Vargas Llosa, Mario, « El país de los callados », *El País*, 5 février 2017. <https://elpais.com/elpais/2017/02/02/opinion/1486035878_421520.html> (consulté le 28 mai 2025).

Ybarra, Gabriela, *El Comensal*, Barcelone: Caballo de Troya, 2015.

Zaldua, Iban, « La literatura, ¿sirve para algo? Una crítica de *Patria* de Fernando Aramburu », *Viento sur*, 22 mars 2017. <https://vientosur.info/la-literatura-sirve-para-algo-una-critica-de-patria-de-fernando-aramburu/> (consulté le 28 mai 2025).

Zaragoza, Cristóbal, *Y Dios en la última playa*, Barcelone: Planeta, 1981.

Théâtralisation du terrorisme basque : vers une réconciliation ?

Marina Ruiz Cano
Université Paris Nanterre (CRIIA)

Introduction

Le passé récent du Pays basque est marqué du sceau de la violence : le terrorisme a laissé sa trace sur une société qui œuvre désormais à sa reconstruction collective. Le théâtre, art politique par nature, à travers la mémoire de ce passé, mais aussi en imaginant un avenir possible, permet à la fois de briser le silence qui a longtemps dominé au sein de la société basque, mais aussi de relever les points de convergence. Des dizaines de pièces ont théâtralisé le terrorisme, aussi bien dans la production basque qu'espagnole, et leur étude nous révèle une multitude de voix. Compte tenu de l'existence de plusieurs récits, la polyphonie qui se déploie sur la scène est un outil indispensable pour offrir le portrait le plus fidèle et complet possible d'une réalité aussi complexe que douloureuse. La présence du terrorisme basque dans la littérature dramatique remonte aux années 1970, et s'accroît au fil du temps alors que la violence s'estompe. Les auteurs les plus prolifiques à cet égard sont Alfonso Sastre, Ignacio Amestoy et Borja Ortiz de Gondra, sans doute influencés par leur vécu, mais nous pouvons en citer d'autres : Ignacio Jose Berciano, Paco Obregón, Lourdes Ortiz, Xabier Mendiguren, Roberto Herrero, Sergi Belbel, Javier Gil-Conde, Enkarni Genua, Alberto Miralles, Teresa Calo, Koldo Barrena, María San Miguel, Javier Hernández-Simón, David Esteban Cubero, Jerónimo López Mozo ou Harkaitz Cano.

Le traitement dramatique de cette question évolue en parallèle de la réalité sociopolitique basque, marquée par deux jalons majeurs : la trêve définitive de l'ETA en 2011, puis son désarmement et sa dissolution en 2018. Si les premières pièces font allusion au terrorisme de manière oblique, les productions ultérieures nomment directement le groupe terroriste, ou certaines de ses stratégies (impôt révolutionnaire, cibles, lettres de menace, voiture piégées, commandos).

Il faut pourtant attendre 1995 pour que Roberto Herrero ose décrire crûment les attentats et ses conséquences, rendant réellement visible la violence car, comme le signale Sophie Baby, « le simple fait de nommer la violence, de la stigmatiser comme telle, la fait exister aux yeux d'une société »[1].

Dans cette étude panoramique de la théâtralisation du terrorisme basque, nous retracerons l'histoire de cette violence telle qu'elle a été représentée par les dramaturges. Dans un premier temps, nous examinerons la place qui lui est accordée sur la scène théâtrale. Ensuite, nous nous attarderons sur le poids du silence et sa valeur en tant que forme de violence avant de conclure sur les possibilités de réconciliation que le théâtre permet d'imaginer. Nous ne pouvons pas aborder ici toutes ces questions dans chacune de pièces, ni analyser toutes les pièces portant sur l'ETA, mais avant d'entrer en matière nous allons présenter les grandes lignes de quelques pièces significatives.

Aventura en Euskadi (1982) et *La columna infame* (1986) d'Alfonso Sastre s'inscrivent dans le contexte basque pour critiquer la torture policière. *Doña Elvira, imagínate Euskadi* (1985) d'Ignacio Amestoy constitue, à nos yeux, un hommage plus qu'évident à Txabi Etxebarrieta, caché ici sous le personnage de Lope de Aguirre, qui finit par aimer sa patrie jusqu'au fanatisme. Dans *Betizu. El toro rojo* (1991), Amestoy théâtralise l'engagement de Patxi Bisquert, dans une mise en scène où le personnage principal est joué par Bisquert lui-même tandis que *La última cena* (2010) nous montre les retrouvailles d'un père et son fils *etarra* qui, atteint d'une maladie terminale, rentre à la maison tel le fils prodigue. *Grande Place* (1987) de Paco Obregón est l'adaptation du roman de Mario Onaindia *Grand Placen aurkituko gara* de 1983, où l'ancien *etarra* fictionnalise son exil à Bruxelles. Fuyant la vision manichéenne, la pièce nous montre les nuances derrière l'engagement terroriste, tout comme *El día en que inventé tu nombre* (2004) de Teresa Calo, qui met en scène les tentatives de communication d'Espe avec sa fille adolescente, Bego, de plus en plus radicalisée. *Los abrazos perdidos* de Roberto Herrero

1 Sophie Baby, *Le Mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982),* Madrid : Casa de Velázquez, 2012, p. 16.

(1995) s'organise autour de la rencontre fictive d'un terroriste (Luis) et sa victime (Elena), et aborde les remords chez les terroristes. Nous retrouvons une problématique similaire dans *Hijos de Hybris* (2001) de Jerónimo López Mozo, pièce fragmentaire composée de plusieurs monologues intérieurs d'un terroriste anonyme avant son suicide final. *Ostiralero, afaria* (2001) d'Enkarni Genua montre le dîner d'une famille que la mère veut reconstruire, après le séjour en prison d'un fils pour son soutien à l'ETA et le ressentiment d'un autre. Dans *Del otro lado* (2001), Borja Ortiz de Gondra montre les deux côtés du « conflit » à partir de la relation entretenue par Ana — dont la famille soutient activement l'ETA, comme elle auparavant— et deux frères — Antonio et Joaquín, qui ont toujours vécu sous la menace terroriste. Cette pièce constitue la protohistoire de sa *Trilogía: Los Gondra*, où l'auteur explore les fissures de la société basque engendrées par des conflits intrafamiliaux remontant à la fin du XIX^{e} siècle, et qui se cristallisent dans la division provoquée par le soutien ou l'opposition à la lutte armée. Enfin, *Harri orri ar* (2020) de María Goiricelaya naît à partir des interrogations individuelles et collectives sur le silence dans la société et les stratégies que la citoyenneté peut mettre en place pour construire un avenir sans douleur. À partir des éléments réels, qui rapprochent cette pièce du théâtre document, la dramaturge constitue un récit polyphonique où convergent l'histoire officielle et l'intrahistoire du peuple basque.

Histoire d'une violence

Euzkadi, madre mía,
no puedo quererte,
pues solo me prometes
sufrimiento y muerte.
Mas sufriendo y muriendo,
he de defenderte,
a golpes de un martillo,
vigoroso y fuerte.

Gabriel Aresti, *Harrizko Herri Hau*.

Dans une chronique sur l'évolution de Bilbao, l'anthropologue Joseba Zulaika affirme que, pour la génération des années 1940, l'ETA était le Messie tant attendu qui offrait une possibilité de libération face au joug du franquisme[2]. Le *Libro blanco* (1960) de l'ETA posait les trois piliers idéologiques de ce nouveau patriotisme radical : soumettre la volonté à la cause ; défendre la liberté absolue et faire le serment d'offrir la vie à la patrie[3]. Ce pas en avant vers le fanatisme justifie tous les moyens, y compris la lutte armée : « la libération des mains de nos oppresseurs exige l'emploi d'armes, dont l'utilisation particulière est répréhensible. La violence, en dernier recours et au bon moment, doit être admise par tous les patriotes[4] ». La violence remplace les arguments, comme l'affirme le grand-père de Patxi dans *Betizu* — « Nous, les Basques, sommes très cruels quand notre raison est troublée[5] »—, ou comme le démontre Bego dans *El día en que inventé tu nombre,* quand elle défend ses idées politiques, mais demeure incapable d'argumenter :

> BEGO : Le peuple basque vote pour le nationalisme depuis des années.
> ESPE : Le peuple vote pour la paix.
> BEGO : Le dialogue.
> ESPE : Mais personne ne veut de dialogue.
> BEGO : Nous, si.
> ESPE : Avec qui ? Avec les cadavres ? Je te rappelle que tu défends ceux qui ont tué Ernest Lluch. Fais-moi une faveur, lis sa biographie et dis-moi ensuite qui défend le dialogue.

---

2 Voir Joseba Zulaika, *Vieja luna de Bilbao. Crónicas de mi generación*, Saint Sébastien : Nerea, 2014, p. 13.

3 Voir Zulaika, *op. cit.*, 2014, p. 14.

4 ETA, *Libro blanco,* 1960, dans Equipo Hordago, *Documentos Y,* Saint Sébastien : Lur, vol. I, 1979, p. 196 : "la liberación de manos de nuestros opresores requiere el empleo de armas cuyo uso particular es reprobable. La violencia como última razón y en el momento oportuno ha de ser admitida por todos los patriotas". Toutes les traductions ont été réalisées par l'autrice de l'article.

5 Ignacio Amestoy, *Betizu. El toro rojo*, Madrid : Fundamentos, 1996, p. 99 : "Los vascos somos muy crueles cuando se nos nubla la razón".

> BEGO : Je n'ai pas besoin de lire quoi que ce soit.
> ESPE : Tu n'as pas non plus besoin de savoir quoi que ce soit. C'est ce qu'ils ont réussi à faire. Ils ont une armée de créatures ignorantes qui se dévouent à la cause comme s'il s'agissait d'une guerre sainte[6].

Ce fanatisme impose aux peuples basque et espagnol un régime de terreur qui se manifeste dans le théâtre par des formes de violence — vandalisme, meurtres, menaces, tortures, insultes apparaissent dans toutes les pièces étudiées— et par le silence. Ce dernier participe du naufrage éthique de la société, manifesté non seulement par le soutien au terrorisme mais aussi par l'indifférence. Socialiser la culpabilité dans la vie quotidienne équivaut à la diluer, et permet de s'en dédouaner. Ainsi, les terroristes du corpus renient leur responsabilité, qu'ils imputent à l'État espagnol, et justifient leurs actions comme étant une réaction inéluctable face aux abus du gouvernement, comme ils répètent dans leurs communiqués et dont Roberto Herrero se fait écho dans *Los abrazos perdidos* :

> Notre action visait uniquement les forces répressives et doit être inscrite dans le cadre du conflit basque avec l'État espagnol. Nous regrettons profondément les blessures subies par des personnes extérieures au conflit et nous en tenons pour responsable

6 Teresa Calo, *El día en que inventé tu nombre,* Madrid : Primer Acto, 2007, p. 205-206 :
BEGO : El pueblo vasco lleva años votando nacionalismo.
ESPE : El pueblo vota paz.
BEGO : Diálogo.
ESPE : Pero nadie quiere dialogar.
BEGO : Nosotros sí.
ESPE : ¿Con quién? ¿Con los cadáveres? Te recuerdo que estás defendiendo a los que mataron a Ernest Lluch. Hazme un favor, léete su biografía y después me cuentas quién defiende el diálogo.
BEGO : No necesito leerme nada.
ESPE : Ni necesitas saber nada. Eso han conseguido. Tienen un ejército de criaturas ignorantes que se entregan a la causa como a la guerra santa.

> le manque de sensibilité du gouvernement espagnol et son insistance sur la répression de notre peuple[7].

Les personnages du corpus qui embrassent la lutte armée cherchent à combler un vide ou à surmonter une expérience traumatique. Ils deviennent tour à tour des bourreaux mais, selon Zulaika, ils sont aussi victimes de leur fanatisme : « [il] n'est pas un fou ou un meurtrier ordinaire, mais quelque chose de beaucoup plus compliqué : un croyant et une victime de sa propre croyance, un homme possédé par son *credo quia absurdum*, sans lequel il ne sait pas comment vivre[8] ». Conçue comme une religion, la cause basque donne un sens à leurs vies. Par exemple Luis, confronté au dilemme de reprendre les armes ou de les quitter définitivement, opte pour rester dans l'ETA après avoir tué Raúl par accident car poursuivre la lutte lui permet de justifier ce meurtre et d'échapper à la culpabilité. Il met cet acte sur le même plan que les attentats, délaissant ainsi la responsabilité :

> Luis : C'était un accident. (*Il est comme dans un autre monde, mélange d'euphorie et de désolation*). Je n'ai pu rien faire d'autre, quel choix avais-je ? Il est venu vers moi, bon sang ! Pourquoi a-t-il couru ? Je dois y aller, ils ont besoin de moi. Il est tard. Ils m'attendent. C'était un accident inévitable[9].

---

7 Roberto Herrero, *Los abrazos perdidos*, Madrid : ADE, 1996, p. 40 : "Nuestra acción iba dirigida únicamente a las fuerzas represivas y hay que enmarcarla dentro del conflicto vasco con el Estado Español. Lamentamos profundamente las heridas sufridas por personas ajenas a él y hacemos responsable de ellos a la falta de sensibilidad del gobierno español y a su insistencia en la represión de nuestro pueblo".

8 Zulaika, *op. cit.,* 2014, p. 86 : "no es un loco o un vulgar asesino, sino algo mucho más complicado: un creyente y una víctima de su propia creencia, un hombre poseído por su *credo quia absurdum*, sin el cual no sabe cómo vivir".

9 Roberto Herrero, *op. cit.*,1996, p. 76 : "Ha sido un accidente. (*Está como en otro mundo, en una mezcla de euforia y desolación*). No he podido hacer otra cosa, ¡qué elección me quedaba! Vino hacia mí, ¡joder! ¿Por qué corrió? Tengo que irme, me necesitan. Es tarde. Me esperan. Ha sido un accidente inevitable".

La dernière phrase suggère que rejoindre l'ETA devient un devoir moral pour lui, et c'est le même cas pour Josu dans *Grande Place*, pour qui cet engagement représente le seul moyen de rendre justice à son père, torturé pendant la dictature pour le simple fait de parler en basque[10].

L'engagement de Bego, encore mineure quand elle intègre la bande terroriste, est un moyen de se rebeller contre le système, surtout contre son père. Au lieu de réfléchir, elle se laisse porter par un dogme, attitude bien plus confortable que la remise en question[11], refusant de changer d'avis et s'exprimant d'une manière de plus agressive : « Écoute, je vais te parler franchement. Je vis dans un pays occupé par une armée étrangère et je me bats pour l'indépendance. C'est comme ça, il n'y a pas d'autres arguments. Nous nous défendons contre une invasion. Dès qu'ils partiront, la violence cessera, c'est tout[12] ». L'usage de la première personne du singulier exclut Espe, sa mère, de la communauté de Bego, qui s'enferme dans un monde construit à partir d'idées reçues. Aucun dialogue constructif n'est possible et toute tentative radicalise Bego, qui se montre de plus en plus inflexible. Sa radicalisation aboutit après l'arrestation de son ami, quand elle décide d'aller au-delà du vandalisme pour prendre les armes et tuer.

Concernant Luis, il parvient à présenter les exécutions comme une fatalité[13], et toute victime de l'ETA l'est devenue par sa complicité avec la répression de l'État espagnol : les cibles sont redevables de leurs actes. Ce raisonnement explique que les citoyens justifient les attentats par l'idée que la victime n'est pas innocente. L'expression « algo habrá hecho » (« il a dû faire quelque chose ») devient ainsi monnaie courante afin de justifier les meurtres, et nous

10 Voir Paco Obregón, *Grande Place,* Madrid : Primer Acto, 2007, p. 61-62.

11 Voir Calo, *op. cit.,* 2007, p. 180.

12 *Ibid.,* p. 182 : "Mira, te voy a hablar claro. Vivo en un país ocupado por un ejército extranjero y lucho por la independencia. Es así, no hay más argumentos. Nos defendemos de la invasión. En el momento en que se vayan acabará la violencia, ya está".

13 Voir Herrero, *op. cit.,* 1996, p. 43.

la retrouvons dans quelques pièces, dont *Del otro lado* et *Los abrazos perdidos*[14]. Ces trois mots résonnent dans la tête de Joaquín[15], qui ne peut plus supporter le cynisme du village. Il est insulté, menacé, victime de crachats et, pire encore à ses yeux, qualifié d'assassin. Les citoyens n'ont que deux alternatives : se taire face aux meurtres ou les tolérer, et pour cela, il faut se convaincre, trouver une justification, imaginer que la victime a commis une faute impardonnable. Ce contexte de répression crée une forme de sidération de l'opinion publique et un terrain propice au silence, qui prolonge la terreur et la rend très présente[16].

Persistance du silence

> Au commencement, on lutte pour la terre que l'on aime.
> Ensuite, on en vient à aimer la terre pour laquelle on lutte.
> Enfin, c'est le combat lui-même que l'on aime.
>
> Felipe Juaristi, "Borroka", *Galderen geografia*[17].

Comme le signale l'historien Gilles Ferragu, « [l]e terrorisme se dérobe enfin en ce qu'il sollicite l'émotion et non la raison. […] Toutes les sciences humaines et sociales sont confrontées à ce temps du terrorisme, un présent immédiat, émotionnel, qui interfère avec cette exigence de distance[18] ». Il provient d'une pulsion irrationnelle,

---

14 On retrouve aussi plusieurs euphémismes : exécution pour meurtre, action pour attentat, etc.

15 Voir Borja Ortiz de Gondra, *Del otro lado*, dans *Primer Acto,* n°289, 2001, p. 51.

16 Voir dans cet ouvrage l'article de Roncesvalles Labiano « Du "algo habrá hecho" au "¡Basta ya!". La réponse sociale au terrorisme de l'ETA ».

17 "Hasieran, maite den lurraren alde borrokatzen da. / Hurrena, borrokatzen den lurra maite egiten da. / Azkenik, borroka bera da maiteen."

18 Gilles Ferragu, « Terrorisme et sciences humaines : les enjeux d'une approche », dans Nicolas Bonnet, Pierre-Paul Grégorio, Nathalie Le Bouëdec, Alexandra

injustifiable, proche de la folie[19] et difficile à historiciser du fait de son rapport aux émotions. Un cercle vicieux en émerge : la folie provoque de la violence entraînant, à son tour, des désordres mentaux, comme le démontre l'abondance des huis clos soulignant la violence psychologique subie par les personnages, enfermés contre leur gré aussi bien physiquement que psychiquement. Dans *Los abrazos perdidos*, l'impossibilité pour Elena, en fauteuil roulant, de s'échapper est manifeste. Sa limitation physique devient un enfermement psychologique qui la torture, à force de questions restées sans réponse : « Tu ne sortiras jamais d'ici. Nous vivrons ensemble, en nous posant des questions. […] Comment vas-tu sortir s'il n'y a pas de porte ? Tu ne pourras jamais partir, regarde-moi. Je suis toujours là, à attendre les réponses. [...] Tu ne peux pas partir, tu comprends ? Il n'y a pas de porte. Mais où vas-tu ? ![20] ».

Le silence aussi véhicule la violence, accentuant la tension des scènes les plus violentes. Des pauses menaçantes qui transmettent le malaise et la souffrance psychologique laissent le récepteur médusé dans son expérience esthétique. Cette expérience ressort aussi dans le spectacle *Harri orri ar* de María Goiricelaya : « Tout le monde se regarde en chien de faïence[21] », un silence qui se matérialise aussi dans la mise en scène. Cette omniprésence se condense dans un espace-temps suspendu, qui dissimule les inquiétudes du sujet tout en rendant palpable sa peur, révélatrice, par son mutisme même, de la tournure prise par la société basque :

Palau et Marc Smith, *Sociétés face à la terreur (de 1960 à nos jours). Discours, mémoire et identité,* Binges : Orbis Tertius, 2017, p. 24-25.

19 Le personnage du grand-père dans *Betizu* affirme : "Alguien dijo que los vascos cuando nos poníamos a pensar nos volvíamos locos", Ignacio Amestoy, *Betizu, op. cit.,* p. 99.

20 Roberto Herrero, *op. cit.,* p. 76-77 : "Nunca saldrás de aquí. Viviremos juntos, haciéndonos preguntas. […] ¿Cómo vas a salir si no hay puerta? Nunca podrás irte, fíjate en mí. Yo siempre estoy aquí, esperando las respuestas. […] No puedes marcharte, ¿no lo entiendes? No hay puerta. ¿A dónde crees que vas?".

21 María Goiricelaya, *Harri orri ar*, manuscrit inédit, 2020, p. 11, 45, 53, 59 et 67 : "Todos se miran y callan".

> Une partie importante de sa population, peut-être la majorité, a vécu cette période dans la peur, plus ou moins intense selon les époques. Ce sentiment, souvent nié et caché, a souvent conditionné le comportement des citoyens, profondément modifié les valeurs sociales fondamentales et faussé la vie publique[22].

La peur et le silence reviennent tout au long des pièces reflétant l'état d'âme d'une société en quête de réponses à des questions qu'elle n'ose pas poser à voix haute. La vie semble continuer comme si de rien n'était, mais cette apparente normalité n'est qu'un mensonge prolongé où le sujet se réfugie pour supporter la douleur, dissimuler ses inquiétudes ou pour ne pas raviver le conflit : « Si je dois regarder ailleurs, alors je regarde ailleurs. Voilà ce que je ne te dis pas mais que tu sais et ne me dis pas non plus, parce que dans ce pays l'important c'est de se taire, et que le silence dise tout[23] ». Ici, le silence n'implique pas une volonté de rompre tout dialogue mais constitue un moyen de transmettre un message, de dire sans dire[24].

C'est un moyen de faire face au fardeau que suppose l'indifférence involontaire, la normalisation de la violence. Or, l'indifférence du sujet fait de lui un complice, et par conséquent, toute la société a une partie de responsabilité : « Personne n'est innocent dans ce pays de merde[25] ». Les personnages d'Ana ou Koldo acceptent qu'une

---

22 Florencio Domínguez, *Las raíces del miedo*, Madrid : Aguilar, 2003, p. 17 : "Una parte notable de su población, posiblemente la mayoría, ha vivido este tiempo bajo el temor, más o menos intenso según las épocas. Este sentimiento, negado y oculto las más de las veces, a menudo ha condicionado el comportamiento de los ciudadanos, ha alterado profundamente valores sociales básicos y ha distorsionado la vida pública".

23 Borja Ortiz de Gondra, *Del otro lado*, *op. cit.,* p. 47 : "Y si tengo que mirar para otro lado, pues miro para otro lado. Eso es lo que no te digo y que tú sabes y tampoco me dices, porque en esta tierra lo importante es callarse, y que el silencio lo diga todo".

24 Pour le silence comme composant de la communication, voir David Le Breton, *Du Silence,* Paris : éditions Métailié, 1997.

25 Roberto Herrero, *op. cit.*, p. 41 : "No hay nadie inocente en esta mierda de país".

personne soit tuée en raison de son travail ou de sa fonction politique, signe d'une violence intériorisée et banalisée, devenue composante ordinaire du quotidien. Le sujet est ainsi aliéné et se fond dans la masse pour survivre, laissant ses principes de côté : « Alors fais comme tout le monde : tant que ça ne te touche pas, continue ton chemin sans jamais tourner la tête ; tu n'as rien vu et tu n'as rien entendu[26] ».

Le silence renforce le discours de ceux qui cautionnent ou ont cautionné la violence, et ce des deux côtés : aussi bien les personnes ayant soutenu l'ETA que celles engagées pour la lutte antiterroriste savent que leur passé inclut des épisodes honteux. Dévoiler ces faits reviendrait à prendre le risque de perdre le soutien dont ils bénéficient ; ils préfèrent donc les effacer du récit. *Del otro lado* montre plusieurs exemples du recours au silence comme stratégie pour oublier et essayer d'avancer, ou comme séquelle d'un passé traumatique qui ne passe pas. L'abondance de silences scéniques constitue une expression de la violence qui règne, à en juger par les adjectifs qui accompagnent ces didascalies : « inconfortable[27] », « long[28] », « très long[29] ».

Vivre avec peur, après avoir été menacé, séquestré ou attaqué directement est une deuxième prison, accentuée par les traumatismes sensoriels dont le bruit d'une explosion ou l'obscurité. Les personnages prennent des décisions sous l'influence de cette émotion incontrôlable, comme Ana, qui ne dénonce pas les assassins de son petit-ami, qu'elle a pourtant vus et reconnus[30]. Elle ne ressent pas de haine envers eux, mais se plie aux coutumes de la société, elle se tait et agit comme si elle respectait leur loi, sans oser s'exprimer contre

---

26 Borja Ortiz de Gondra, *Mane, Thecel, Phares* dans *Primer Acto*, n°289, 2001, p. 86 : "Así que haz como todos : mientras no te toque a ti, sigue tu camino sin volver nunca la cabeza ; no has visto nada y no has oído nada".

27 *Ibid.*, p. 48 et 53 : "incómodo".

28 *Ibid.*, p. 50 : "largo".

29 *Ibid.*, p. 54 : "larguísimo".

30 Voir *Ibid.*, p. 52.

elle. C'est une manière de ne pas entrer en conflit avec sa famille, pour qui l'idéologie compte plus que les liens familiaux[31].

Mais la crainte des personnages ne se limite pas à celle de subir la violence. *El día en que inventé tu nombre* se focalise sur les parents des *etarras* avec Espe, dont la peur finit par prendre corps quand elle apprend que sa fille a tué : « Le jour où j'ai inventé ton prénom, je n'aurais jamais pensé qu'il deviendrait un pseudonyme de guerre. Que vais-je faire maintenant, Bego ? Comment pourrai-je séparer ma fille de 'la jeune femme qui a tué le garde du corps'[32] ». Elle ne partage sa découverte avec personne car il est trop tard : personne ne lui enlèvera la douleur de savoir que sa fille est une meurtrière. Nous voyons là encore une autre facette du conflit qui complexifie encore plus les relations dans la société, où plusieurs sentiments et situations coexistent.

Regards sur l'avenir : une Euskadi plurielle

Nous sommes à la fin d'un millénaire,
Comme au commencement,
peuplant le pays d'espérance[33].

Txabi Etxebarrieta, *Las turbias potestades*, 1966.

Les différentes intrigues montrent que ni les victimes, ni les bourreaux, ni leurs familles respectives ne parviennent à tourner la page. L'oubli émerge comme la seule manière de pouvoir avancer, en particulier face à l'impossibilité de pardonner. Dans *Los abrazos perdidos,*

31 Voir *Ibid.*

32 Teresa Calo, *op. cit.*, p. 230 : "El día en que inventé tu nombre jamás pensé que se convertiría en un alias de guerra. ¿Qué voy a hacer ahora, Bego? ¿Cómo seré capaz de separar ahora a mi niña de 'la mujer joven que remató al escolta'?".

33 "Estamos al final de un milenio, / como al principio, / poblando el país de la esperanza."

Elena n'est pas prête à oublier car chaque instant de sa vie lui rappelle l'attentat subi : « Pour moi, la danse est terminée. Déjà cinq ans d'étreintes perdus, comment puis-je pardonner et oublier ?[34] ». Son incapacité d'oublier et sa solitude la rapprochent de Luis, le terroriste, qui ne parvient guère à effacer le souvenir de l'attentat, qui le martyrise.

Comme le signale Edurne Portela, le dernier communiqué de l'ETA transforme Gernika en paradigme de la souffrance du peuple basque et, par conséquent, cet événement est toujours présent et sert à justifier la violence[35]. L'oubli ne se matérialise guère dans le corpus mais apparaît comme un rêve d'avenir, associé à la pluie purificatrice et à son pouvoir de tout effacer, aussi bien ce qui est visible (« les affiches, les graffitis[36] ») que ce qui ne l'est pas (« les menaces, les peurs qui te réveillent au milieu de la nuit[37] »). Ana, dans *Del otro lado*, est le seul personnage qui semble y croire, comme le démontre la détermination implicite dans l'usage du futur simple (« disparaîtra », « s'effacera », « tu te sentiras propre », « on m'effacera[38] »). Le motif de l'oubli — et de son revers qu'est la mémoire — revient dans la dramaturgie de Borja Ortiz de Gondra, en particulier dans sa trilogie[39]. L'oubli et le pardon vont de pair avec l'empathie, comme on le constate avec Espe, qui ne justifie pas l'engagement de sa fille. Elle n'est pas davantage prête à pardonner, et trouve deux coupables de la situation de sa fille, également responsables du malheur des familles des victimes :

---

34 *Ibid.,* p. 38 : "Para mí se acabó el baile. Llevo cinco años de abrazos perdidos, cómo quieres que perdone y que olvide".

35 Voir Edurne Portela, *El eco de los disparos,* Barcelone : Galaxia Gutenberg, 2016, p. III.

36 Borja Ortiz de Gondra, *Del otro lado*, *op. cit.,* p. 45 : "esos carteles, las pintadas".

37 *Ibid.* : "las amenazas, los miedos que te despiertan en medio de la noche".

38 *Ibid.* : "desaparecerá", "se desvanecerá", "te sentirás limpia", "me borrarán".

39 Nous avons étudié cette question dans « 'Borra las huellas, pero di nuestra herida': huellas crepusculares en la *Trilogía de los Gondra* », dans Aliénor Asselot et Lisa García (éds.), *La Trace,* Collection Casa de Velázquez, à paraître.

> Je vois la photo de cette mère qui pleure, inconsolable, la perte de son fils et j'ai envie de courir vers elle et de la serrer dans mes bras, de pleurer ensemble, parce que la mienne a été tuée par la même balle. Et j'ai envie de griffer le visage de ceux qui se partageront le butin des votes qui découleront de cette nouvelle action. Je ne pardonnerai pas. Ni ceux qui ont mis cette arme dans tes mains, ni ceux qui, depuis le pouvoir, vous harcèlent et te convainquent, par leurs abus démesurés, qu'il n'y a pas d'autre issue[40].

Bego apparaît aux yeux de sa mère comme bourreau et victime en même temps, un pantin entre les mains des dirigeants de l'ETA et du gouvernement espagnol, qui tire profit de ces attentats sans se soucier des personnes. Le résultat est une société fragmentée, aux identités solubles : des familles déchirées de deux côtés du conflit, des terroristes héroïques instrumentalisés par le pouvoir, des assassins qui ont des remords, des complices qui ont honte du soutien qu'ils portent à l'ETA, des trêves fragiles, des négociations avortées.

Ces représentations ont soulevé un débat polarisé reflétant la fragmentation sociale et les différentes identités qui cohabitent au Pays basque. La pièce kaléidoscopique *Harri orri ar* montre bien cette Euskadi plurielle à partir des cicatrices individuelles de chaque personnage. Le partage de leurs souvenirs permet la naissance d'un sentiment d'empathie dans la salle, dépassant la méfiance et la rancune et contribuant à la reconstruction collective de la société basque du XXI[e] siècle. Cela passe par rompre avec la spirale du silence[41], qui modifie « notre expression ou notre manière de parler en fonction de qui est en face de nous afin de ne pas avoir de problème ou

40 Teresa Calo, *op. cit.*, p. 230 : "Veo la foto de esta madre llorando desconsolada por la pérdida de su hijo y siento ganas de correr hacia ella y abrazarla, y llorar juntas porque a la mía la ha matado la misma bala. Y siento ganas de arañar los rostros de los que se repartirán el botín de votos que surja de esta nueva acción. No voy a perdonar. Ni a los que pusieron esa arma en tus manos, ni a los que os azuzan desde el poder, convenciéndote, con sus abusos desmedidos, de que no hay otra salida".

41 Voir Elisabeth Noelle-Neumann, « La spirale du silence », *Hermès*, n° 4, 1989 [1974], p. 181-189.

d'ouvrir un conflit[42] », ce que l'on perçoit dans l'expression des personnages du corpus.

Ce spectacle s'organise à partir de plusieurs scènes qui renvoient aux jeux enfantins partagés par plusieurs générations, formant une mémoire collective et permettant de nouer un lien entre les personnages, de différents âges (19-72 ans) et d'idéologies diverses. Ils ne se connaissent pas, mais, comme on le découvre au fur et à mesure des sept scènes, ils n'ont que deux degrés de séparation. Chaque scène est composée de plusieurs espace-temps : le présent du jeu à la cour de l'école et le passé de chacun. L'actualisation de la réalité basque à travers les souvenirs personnels vise à déclencher un processus de cicatrisation depuis la mémoire, une mémoire qui se veut multiple afin de rendre compte de la douleur des uns et des autres. Les cicatrices se déploient à travers les intrahistoires particulières des personnages, et leurs différences idéologiques permettent au spectateur de s'identifier au moins à un d'entre eux, alors qu'il ressentira peut-être une certaine aversion envers un autre. Son but n'est point de nourrir la haine ni le ressentiment car la pièce « naît de la nécessité de comprendre[43] ». Cette étape de reconnaissance est indispensable pour construire une identité critique, préalable à toute action politique. Le regard identitaire porté sur le passé — celui qu'implique tout exercice de mémoire, notamment à travers les souvenirs d'enfance ou de jeunesse — n'éveille pas ici une nostalgie intime, une mélancolie douce où le sujet accueillerait le monde en lui[44], avec ses

---

42 Carlos González, « Tenemos que abordar el futuro sin violencia desde la memoria », *Noticias de Álava,* 12-II-2020, <https://www.noticiasdealava.eus/cultura/2020/02/12/abordar-futuro-violencia-memoria-1218183.html> (Consulté le 20-VI-2025). "Durante muchos años hemos estado en una espiral de silencio. Hemos llegado a modificar nuestra expresión o nuestra forma de hablar dependiendo de quién hemos tenido delante para no tener problemas o abrir conflictos".

43 Olivier Neveux, *Politiques du spectateur. Les enjeux du théâtre politique aujourd'hui*, Paris : La Découverte, 2013, p. 108.

44 Jean-Pierre Sarrazac, « L'intime et le politique », dans Matthieu Mével (dir.), *La Littérature théâtrale entre le livre et la scène*, Montpellier : Éditions l'Entretemps, 2013, p. 87.

imperfections. Les personnages ne veulent pas retourner à un point antérieur qui deviendrait un territoire[45] mais lutter contre l'oubli intéressé et la manipulation de l'histoire, notamment par les médias[46]. Petit à petit les pensées jamais dites sur les opinions politiques de l'autre se matérialisent en propos insultants et personnels qui suggèrent des défauts : l'infidélité, l'agressivité, l'incapacité de comprendre. Selon le personnage d'Ane, l'hostilité est devenue un trait inhérent de la société : « certaines attitudes seront toujours irréconciliables, la solution n'est pas simple. Nous sommes remplis de préjugés[47] ». Il faut œuvrer à libérer les nouvelles générations de cet héritage traumatique, et cet idéal cristallise dans la scène finale, où les identités déchirées des personnages les plus âgés contrastent avec l'attitude des enfants :

> *(La petite fille monte le foulard et crie)* Ceux qui ont peur ! Tous les adultes se mettent à courir vers le centre. Aucun enfant ne bouge. Noir[48].

María Goiricelaya nous présente un avenir lumineux, délivré de la dictature du silence, des stéréotypes et de la peur. Elle définit *Harri orri ar /El patio de mi casa* comme « un spectacle théâtral qui veut guérir les blessures en regardant droit dans les yeux de l'autre[49] ». La fin de *Trilogía: los Gondra* nous suggère aussi un futur libéré du fardeau haineux du passé. Pour Borja Ortiz de Gondra, la fiction

---

45 Voir David Lowenthal, *The Past is a Foreign Country*, Cambridge : Cambridge University Press, 1985.

46 María Goiricelaya, *op. cit.,* p. 27.

47 *Ibid.*, p. 63 : "Sólo digo que hay posturas que son y siempre serán irreconciliables y que la solución no es fácil. Estamos llenos de prejuicios".

48 *Ibid.*, p. 80 : "(*La niña sube el pañuelo y grita*) ¡Los que tengan miedo! Todos los adultos corren hacia el centro. Ninguna niña/o se mueve de su sitio. Oscuro".

49 "Un espectáculo teatral que quiere sanar heridas mirando a los ojos". Cette phrase apparaît dans le programme de main des représentations organisées au Teatro Arriaga de Bilbao en février 2020.

théâtrale est une stratégie de cohésion et permet de ressouder la société : « c'est la fiction qui nous aidera à panser les plaies. Et dans cet effort, le théâtre, en tant que lieu de rencontre, peut beaucoup apporter[50] ».

Conclusions

¿Puede el teatro transformar el mundo ?
— Hay que hacerlo como si pudiera.

Juan Mayorga, *Elipses*[51].

Le théâtre est le lieu d'où l'on regarde (*theatron*) et ce regard est performatif : il crée, détruit et redéfinit. La réception est donc prioritaire dans le projet politique et sociale des pièces théâtralisant le terrorisme car elle projette le spectateur au-delà de ce qu'il est : il s'oublie pour s'y retrouver à travers les sentiments. Il s'agit d'un mouvement en deux temps qui va de l'extérieur vers l'intérieur afin de ressortir, sous forme de larme ou, dans le meilleur de cas, de parole. L'acte de ressentir, favorisé par l'expérience esthétique théâtrale, représente une preuve d'empathie et un levier pour dépasser le conflit. Il enclenche le dialogue, dont le manque entrave la connivence, qui devient superficielle et fausse. Selon Zulaika[52], l'indifférence envers les autres n'est pas une conséquence du conflit mais un facteur qui l'aggrave.

---

50 Borja Ortiz de Gondra, « Teatro de la memoria para sanar las heridas de Euskadi », *El País*, 10/01/2019, <https://elpais.com/cultura/2019/01/09/actualidad/1547057644_638812.html> (Consulté le 24-v-2025). "La ficción es la que nos ayudará a sanar las heridas. Y en este empeño el teatro, como lugar de encuentro, puede aportar mucho".

51 Juan Mayorga, *Elipses*, Segovia : La uña rota, 2016, p. 95.

52 Voir Joseba Zulaika, *Polvo de ETA,* Irún : Alberdania, 2007, p. 102.

C'est pour cela que le théâtre récupère la mémoire et la communication, participe de la reconstruction du sujet et devient moteur de la cohésion sociale. La récupération du passé contribue en effet à la compréhension de l'autre et, selon José-Carlos Mainer, elle favorise la création d'espaces d'empathie et d'échange :

> Une histoire n'est pas un signe de domination sur le passé (où planter le sempiternel petit drapeau national), mais un effort de compréhension et de lucidité qui ne s'achève jamais. Le texte littéraire continuera de se déployer en significations et en réminiscences, en sens assurés et en conjectures ou soupçons d'autres textes, en dépit des exégètes qui le voudraient clos. Et nous garderons à l'esprit, enfin, que si le passé façonne le présent, l'avenir aussi déteint sur lui[53].

La présence de l'histoire et de la mémoire dans les arts, et les traces que ceux-ci laissent chez le récepteur, construit et consolide une mémoire sociale, qui inclut la personne qui se souvient ainsi que le groupe auquel elle appartient. Le théâtre, par son engagement éthique et politique, déborde ainsi le strictement littéraire ou scénique et pénètre dans la vie pour devenir un espace liminal, un entre-deux où convergent les conflits du passé et du présent. Les possibilités de reconnaissance, de soi et d'autrui, déployées sur la scène cherchent à créer un espace de rencontre qui regarde en arrière pour mieux façonner l'avenir : de la mythification de la lutte et la mélancolie de certains personnages, passant par la critique féroce et la persistance de la violence, qui débouche parfois en ressentiment (nous

53 José-Carlos Mainer, « Prólogo general », dans *Historia de la literatura española,* Madrid : Crítica, 2010-2012, p. x : Una historia no es un signo de dominación sobre el pasado (donde colocar la consabida banderita nacional), sino un esfuerzo de comprensión y lucidez que nunca acaba. El texto literario se seguirá desplegando en significados y reminiscencias, en sentidos ciertos y en conjeturas o sospechas de otros textos, a despecho de los exégetas que lo quisieran cerrado. Y tendremos en cuenta, en fin, que si el pasado configura el presente, el futuro también destiñe sobre él.

pensons ici à la tetralogie de Koldo Barrena), les derniers spectacles théâtralisant le terrorisme basque regardent vers le futur.

La fiction théâtrale se propose d'accompagner les citoyens vers un compromis, au-delà d'un simple simulacre, qui passe par la création artistique et par le jeu. Là où le ressentiment — ce regard obstinément tourné vers le passé — étouffe toute recherche de solution, la dynamique créative et cathartique ouvre le champ des possibles et substitue à la réparation illusoire du retour en arrière la construction d'un avenir salutaire, empathique et inclusif. Or, ce pari d'avenir soulève encore quelques questions : comment construire une société heureuse et épanouissante si on mise seulement sur le futur ? Pouvons-nous faire une ellipse du présent et, le cas échéant, comment les générations futures vont-elles gérer les fantômes du temps présent ? Faut-il en finir avec le temps mécanique de l'histoire ?[54] Autant de questions posées par les dramaturges, qui s'attellent à estomper la frontière entre le souvenir personnel et la communauté afin de panser, pour reconstruire, une société avec autant de blessures que de mémoires individuelles.

Bibliographie

Amestoy, Ignacio, *Betizu. El toro rojo*, Madrid : Fundamentos, 1996.

Baby, Sophie, *Le Mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982),* Madrid : Casa de Velázquez, 2012.

Benjamin, Walter, « *Trauerspiel* et tragédie » (1916), dans Löwy, Michael (éd.), *Romantisme et critique de la civilisation*, Paris : Payot, 2010, p. 59-63.

54 Voir Walter Benjamin, « *Trauerspiel* et tragédie » (1916), dans Michael Löwy (éd.), *Romantisme et critique de la civilisation*, Paris : Payot, 2010, p. 59-63.

Calo, Teresa, *El día en que inventé tu nombre,* Madrid : Primer Acto, 2007.

Domínguez, Florencio, *Las raíces del miedo*, Madrid : Aguilar, 2003.

Equipo Hordago, *Documentos Y,* San Sebastián, Lur, vol. I, 1979.

Ferragu, Gilles, « Terrorisme et sciences humaines : les enjeux d'une approche », dans Bonnet, Nicolas, Grégorio, Pierre-Paul, Le Bouëdec, Nathalie, Palau, Alexandra et Smith, Marc (dir) *Sociétés face à la terreur (de 1960 à nos jours). Discours, mémoire et identité,* Binges : Orbis Tertius, 2017, p. 19-35.

Goiricelaya, María, *Harri orri ar*, manuscrit inédit, 2020.

González, Carlos, « Tenemos que abordar el futuro sin violencia desde la memoria », *Noticias de Álava,* 12-II-2020, <https://www.noticiasdealava.eus/cultura/2020/02/12/abordar-futuro-violencia-memoria-1218183.html> (Consulté le 20-vi-2025).

Herrero, Roberto, *Los abrazos perdidos*, Madrid : ADE, 1996.

Le Breton, David, *Du Silence,* Paris : éditions Métailié, 1997.

Lowenthal, David, *The Past is a Foreign Country*, Cambridge : Cambridge University Press, 1985.

Mainer, José-Carlos, « Prólogo general », dans *Historia de la literatura española,* Madrid : Crítica, 2010-2012.

Mayorga, Juan, *Elipses*, Segovia : La uña rota, 2016.

Neveux, Olivier, *Politiques du spectateur. Les enjeux du théâtre politique aujourd'hui*, Paris : La Découverte, 2013.

Noelle-Neumann, Elisabeth, « La spirale du silence », *Hermès*, nº 4, 1989 [1974], p. 181-189. Traduction de Gilles Achache, Dorine Bregman et Daniel Dayan.

Obregón, Paco, *Grande Place,* Madrid : Primer Acto, 2007.

Ortiz de Gondra, Borja, « Teatro de la memoria para sanar las heridas de Euskadi », *El País*, 10/01/2019, <https://elpais.com/cultura/2019/01/09/actualidad/1547057644_638812.html>. (Consulté le 24-v-2025).

—, *Del otro lado*, dans *Primer Acto,* n°289, 2001.

—, *Mane, Thecel, Phares* dans *Primer Acto*, n°289, 2001.

Portela, Edurne, *El eco de los disparos,* Barcelone : Galaxia Gutenberg, 2016.

Ruiz Cano, Marina, « "Borra las huellas, pero di nuestra herida": huellas crepusculares en la *Trilogía de los Gondra* », dans Asselot, Aliénor et García, Lisa (éds.), *La Trace,* Collection Casa de Velázquez, à paraître.

Sarrazac, Jean-Pierre, « L'intime et le politique », dans Mével, Matthieu (dir.), *La Littérature théâtrale entre le livre et la scène*, Montpellier : Éditions l'Entretemps, 2013, p. 85-92.

Zulaika, Joseba, *Polvo de ETA,* Irun : Alberdania, 2007.

—, *Vieja luna de Bilbao. Crónicas de mi generación,* Saint Sébastien : Nerea, 2014.

La fiction féministe basque sur le conflit armé de l'ETA*

Mari Jose Olaziregi Alustiza
Université du Pays basque (UPV/EHU)

* Cette publication constitue une version abrégée de l'article récemment paru en euskara : « Euskal gatazka armaturari buruzko fikzio feministak » (Fontes Linguae Vasconum [FLV], nº 139, janvier-juin 2025, p. 49-70). Elle a bénéficié du soutien financier du MICIU/AEI/10.13039/501100011033 et du FEDER, UE pour le projet PID2021-125952NB-100, ainsi que du Gouvernement basque pour le projet IT 1579—22. Ces deux projets s'inscrivent dans les travaux du Grupo de Investigación Consolidado de la Universidad del País Vasco, MHLI (Memoria Histórica en las Literaturas Ibéricas; mhli.net).
Cet article a été traduit par David Crémaux-Bouche.

Introduction

Il est bien connu que la nostalgie imprègne souvent nos souvenirs du passé et que, sans nul doute, nous avons tendance à regretter ce que nous avons perdu et qui n'est plus à notre portée. Cette remémoration nostalgique ne saurait, toutefois, fonctionner de la même manière lorsqu'il s'agit d'évoquer la mémoire historique liée à des conflits armés ou guerriers. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire certains des essais les plus significatifs consacrés aux débuts de l'activité armée de l'ETA ou à son développement au cours du siècle passé : on y découvre des réalités révolues qui furent, à vrai dire, atroces, mais qu'il importe, néanmoins, de ne pas oublier. *¿Cómo pudo pasarnos esto?*[1], s'interroge par exemple l'écrivaine Idoia Estornés Lasa (1940-) dans son essai primé, lorsqu'elle reconstitue la seconde phase du franquisme et évoque, entre autres, l'essor de l'ETA et ses conséquences. De son côté, Edurne Portela (1974-) fait mention de son enfance et de sa jeunesse, marquées par la période la plus dure de la violence de l'ETA ainsi que par la répression exercée par les forces de sécurité de l'État espagnol[2]. Sans nul doute, l'écho des coups de feu résonne dans ces mémoires que la nostalgie peine à colorer d'optimisme.

---

1 Idoia Estornés Lasa, *¿Cómo pudo pasarnos esto?*, Saint-Sébastien: Erein, 2017.

2 Edurne Portela, *El eco de los disparos. Cultura y memoria de la violencia*, Barcelone: Galaxia Gutenberg, 2016, p. 17.

La littérature mémorielle consacrée au "conflit armé basque" constituera le noyau de cet article. Mon propos ne sera pas tant de présenter un panorama général de son évolution dans la littérature en basque — question que j'ai déjà abordée dans diverses publications antérieures[3]— que d'approfondir l'analyse de la contribution spécifique que la littérature féministe basque contemporaine a apportée à la remémoration de ce conflit. Et je parle de littérature *féministe* car il est manifeste que l'ensemble des autrices et des œuvres que je mentionnerai par la suite a également poursuivi un objectif politique : celui de dénoncer la politique de genre sexiste qui a régi ledit conflit armé basque.

Raconter le conflit au XXIe siècle

Si, comme l'a affirmé Maurice Halbwachs (1992), toute idée du passé est socialement construite, il est évident que la littérature basque consacrée au conflit armé de l'ETA a progressivement évolué, intégrant nombre des débats qui ont traversé la société basque au cours des dernières décennies[4]. L'on pourrait mentionner, à titre d'exemple, la place croissante que les victimes du terrorisme ont revendiquée, ainsi que la réponse institutionnelle émanant des pouvoirs publics basques, lesquels ont misé sur des politiques mémorielles à travers des décrets et appels à projets destinés à soutenir des initiatives de reconnaissance et de réparation du préjudice subi[5]. La littérature basque a elle aussi assumé, dans le sillage des réflexions de

3 Mari Jose Olaziregi, « Literature and Political Conflict : The Basque Case », dans Xabier Irujo et Mari Jose Olaziregi (éds.), *The International Legacy of Jose Antonio Agirre's Government*, Reno: Center for Basque Studies, University of Nevada, 2017, p. 251-278; Id., « Cualquier tiempo pasado fue peor. Reflexiones sobre la narrativa vasca post-ETA », *Olivar*, 19 (30), 2019b, e060.

4 M.J. Olaziregi, *op. cit.*, 2017, p. 251-278; *Id., op.cit.* 2019b, e060.

5 M.J. Olaziregi, *op. cit.*, 2017.

Jill Bennett sur la création artistique[6], que celle-ci pouvait constituer un instrument privilégié par sa capacité à susciter l'empathie et à canaliser, de manière critique, le traumatisme engendré par les massacres et les conflits politiques.

Les débats littéraires du début du XXIe siècle ont intégré une réflexion sur le rôle que les écrivains basques se devaient d'assumer face au conflit. L'on en est même venu à affirmer qu'écrire sur celui-ci constituait pour eux presque une obligation, tout en représentant un thème parfaitement exportable hors du cadre strict de la littérature basque (Egaña et Zelaieta, 2006 ; Zaldua, 2012)[7]. Cela a favorisé une augmentation notable de la production fictionnelle autour de cette thématique, une dynamique qui fut par ailleurs entérinée par l'institution littéraire elle-même : les *Premios Euskadi de Literatura*, distinctions les plus prestigieuses dans le domaine, ont en effet reconnu et soutenu la contribution des écrivains basques à l'élaboration du traumatisme issu de décennies de violence. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir la liste des lauréats depuis l'an 2000 pour constater la présence constante de la mémoire historique et, en particulier, du conflit armé parmi les œuvres récompensées.

On peut dire que la narration en basque du XXIe siècle sur le conflit se caractérise, dans l'ensemble, par une diversité de thèmes et de poétiques romanesques visant à approfondir toujours davantage les conséquences de décennies de violence. Si, dans les deux dernières décennies du XXIe siècle, dominaient des romans centrés principalement sur la figure du *gudari* devenu bourreau, presque toujours masculin[8], cette tendance s'inverse au XXIe siècle. Ibon Egaña a ain-

6 Jill Bennett, *Empathic Vision: Affect, Trauma, and Contemporary Art*, Stanford: Stanford University Press, 2005, p.6.

7 Ibon Egaña et Eneko Zelaieta (éds.), *Maldetan sagarrak*, Bilbao: Udako Euskal Unibertsitatea, 2006 ; Iban Zaldua, *Ese idioma raro y poderoso. Once decisiones cruciales que un escritor vasco está obligado a tomar*, Madrid: Lengua de Trapo, 2012.

8 M. J. Olaziregi, *op. cit.*, 2017.

si justement souligné[9] que le récit narratif sur le terrorisme de l'ETA publié depuis le tournant du siècle propose des fictions où le conflit armé apparaît en toile de fond, comme une réalité complexe et héritée, qui continue de conditionner de manière tangentielle la vie des personnages.

Quoi qu'il en soit, si un facteur doit être retenu pour mesurer le renouvellement des thématiques et des voix dans la littérature récente consacrée au conflit, c'est sans conteste l'essor de la fiction féministe, laquelle s'attache à dénoncer la politique de genre qui l'a traversé. Nous faisons nôtre le diagnostic formulé par l'anthropologue féministe et écrivaine Mari Luz Esteban (1959-), lorsqu'elle affirme que l'attention médiatique et socio-politique longtemps accaparée par le conflit armé de l'ETA a occulté d'autres formes de discriminations et de violences, notamment celles liées au genre[10]. L'autrice ajoute que le moment est venu d'inverser cette réalité. Elle ne manque d'ailleurs pas de signaler les apports récents dans des domaines tels que la production scientifique en langue basque, les essais de vulgarisation, ou encore la création et la promotion d'associations et d'activités socio-politiques visant à revendiquer le regard et la voix féministes[11].

Je conclurai ce point en rappelant que l'institution littéraire basque a validé et encouragé cette production féminine récente, notamment par le biais des *Premios Euskadi de Literatura*, qui, lors de leur édition 2022, ont récompensé exclusivement des autrices, et ce dans chacune des huit catégories du prix. Un palmarès qui, sans nul doute, rompt avec la tendance observée depuis la création de ce prix et témoigne de la qualité de la littérature contemporaine de langue basque produite par des femmes[12].

---

9 Ibon Egaña, « Ihesaren fantasia : Azken aldiko euskal nobela eta indarkeria politikoa », *Jakin*, 209, 2015, p. 4.

10 Mari Luz Esteban, *Feminismoa eta politikaren eraldaketak*, Saint-Sébastien: Susa, 2017, p. 72.

11 *Ibid.*, p. 62-63.

12 Les prix décernés peuvent être consultés à l'adresse suivante : <https://www.euskadi.eus/premios-euskadi-de-literatura-2022/web01-a2kulsus/es/> [consulté

Le temps des victimes

Comme on l'a souligné, c'est au XXI[e] siècle que la fiction féministe basque consacrée au conflit connaît une croissance à la fois quantitative et qualitative. À la centralité progressivement acquise par les victimes, tant dans la société que dans la littérature, s'ajoute désormais l'objectif, que s'assigne la fiction en *euskera* depuis quelques décennies, de réfléchir aux dommages directs et collatéraux engendrés par la violence armée. Le mode autobiographique continue de dominer dans la plupart des publications d'autrices, mais les propositions qui intègrent une réflexion métanarrative dans le développement de la trame sont de plus en plus nombreuses.

Une autrice qui, sans conteste, réunit dans son parcours l'ensemble de ces caractéristiques est Itxaro Borda (1959-). Ayant exploré presque tous les genres littéraires au fil de sa vaste carrière, elle affirmait dans son récent discours d'entrée à l'Académie de la Langue Basque (*Euskaltzaindia*) se sentir appartenir à la génération d'écrivaines basques qui, dans le sillage des discours féministes de De Beauvoir et de Wittig, entama son parcours littéraire dans les années 1980[13]. C'est précisément au cours de cette décennie que les débats féministes commencent à acquérir une visibilité accrue dans le contexte basque, notamment à la faveur de la seconde rencontre féministe de Leioa (Bizkaia). Les années 1980 voient également paraître de nouvelles revues littéraires, des études et des anthologies. L'on doit d'ailleurs à Itxaro Borda la première anthologie littéraire consacrée aux écrivaines basques : *Hogoigarren mendeko emakumeak idazle: Antologia eta ohar zenbait* (1984, *Écrivaines basques du XXI[e]*

le 22 juin 2024]. Remarquons, par exemple, qu'entre 1982 et 2008 trente-sept *Premios Euskadi* furent décernés, dont seulement trois furent attribués à des écrivaines. L'élargissement des catégories à partir de 2009, ainsi que le renouvellement progressif du canon littéraire au XXI[e] siècle, avec l'incorporation d'un grand nombre d'autrices auxquelles nous ferons référence dans cet article, ont modifié de manière significative la liste des lauréats.

13 Discours du 28 octobre 2022. Un résumé de la cérémonie est disponible en suivant ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=xXCOnK4RAdw> [consulté le 26 juillet 2024].

siècle : anthologie et notes introductives). Rétrospectivement, cette publication s'impose comme un jalon, non seulement par les réflexions qu'y proposait l'anthologiste sur la place des écrivaines dans l'histoire littéraire basque, mais aussi par l'inclusion de quatorze autrices et de leurs textes, donnant ainsi une visibilité inédite à la littérature féminine de l'époque. Dès son premier roman, *Basilika* (*Basilique*, 1984), transparaît l'esprit critique et transgressif qui imprègnera toute son œuvre. Quelques années plus tard, *100 % Basque* (2001), couronné par le *Premio Euskadi*, approfondira la critique du traditionalisme de la société basco-française. Quoi qu'il en soit, c'est surtout son enquêtrice Amaia Ezpeldeoi, protagoniste de six de ses romans, qui, pendant trois décennies, a révolutionné le roman policier en euskara, en renouvelant nombre des traits du genre. Prisonniers d'histoires où le sexisme, la misogynie, le classisme ou les idéologies totalitaires étouffent leur existence, les personnages de Borda se prêtent à une lecture féconde dans une perspective intersectionnelle.

L'article « *Bortizkeria, idazlea eta zenbait gai oraino* » (*La violence, l'écrivain et quelques thèmes jusqu'à présent*) synthétise la fonction que revêt l'écriture du conflit armé basque, selon Borda, à savoir : dénoncer les ambiguïtés d'une histoire tragique de deux siècles qui représente les Basques comme des victimes[14]. Avec cet objectif, l'autrice dénonçait à la fois le refus, de la part des partisans de la lutte armée, de reconnaître le mal infligé[15], ainsi que le contrôle social et l'uniformisation idéologique qu'impliquait une idéologie totalitaire telle que celle qui soutenait l'action armée[16]. Le machisme inhérent au rôle du combattant[17], ou encore le glissement lexical qui voit, dans les années 1990, le terme *gudari* (soldat) remplacé par celui de terroriste[18], comptent parmi les aspects qu'elle souligne.

14 Itxaro Borda, « Bortizkeria, idazlea eta zenbait gai oraino », dans Ibon Egaña et Eneko Zelaieta (éds.), *Maldetan sagarrak*, Bilbao: Udako Euskal Unibertsitatea, 2006, p. 32-33.

15 *Ibid.*, p. 18.

16 *Ibid.*, p. 20-21.

17 *Ibid.*, p. 21.

18 *Ibid.*, p. 22-23.

Elle a publié son ouvrage *Hiruko* (2003) avec l'objectif éthique de susciter une réflexion incitant la jeunesse basque à rejeter définitivement la lutte armée[19]. Livre de classification générique difficile, il comprend trois textes (un court roman, un essai et un dialogue socratique) ainsi qu'un épilogue où l'autrice convoque quelques-uns des référents théoriques qui ont nourri sa réflexion (Arendt, le Derrida de *Spectres de Marx*)[20]. La responsabilité sociale née de décennies de terrorisme constitue l'une des idées maîtresses du livre, de même que les conséquences de la lutte armée sur l'ensemble d'Euskal Herria (victimes, dommages matériels et immatériels, disparition de l'esprit critique, retard moral, etc.). La critique y est sans concession[21], illustrée par la spirale de violence qui entoure les actions du protagoniste, alias Txoko, et par les conséquences tragiques de ses attentats. Le roman dénonce également la politique de genre qui prévaut au sein de l'organisation armée, une politique qui sexualise les femmes et les utilise, même contre leur volonté, pour assouvir les « besoins » des *gudaris*[22].

Quant au roman *Susmaezinak* (*Les Insoupçonnés*, 2019), il inclut, dans ses chapitres initial et final, une réflexion métanarrative où la

19 *Ibid.*, p. 32.

20 Jacques Derrida, *Spectres of Marx*, Londres: Routledge, 1994.

21 « Terrorismoaren justifikatzea atzerapen morala dela irudi zait, humanitatearen aurkako atentatu bat, pentsamenduaren agortze bat, errealitatearen isuria ukatzeko moldea. Intelektualentzat, ETAren euskal mistika integristatik kanpo gogoetatzen hasteko ordua etorria da ». Itxaro Borda, *Hiruko*, Irun: Alberdania, 2003, p.100. (« La justification du terrorisme me semble constituer un retard moral, un attentat contre l'humanité, un épuisement de la pensée, une manière de nier le réel. Pour les intellectuels, l'heure est venue de réfléchir en dehors de la mystique intégriste de l'ETA ». Nous traduisons).

22 « Gero kostaldeko presoen, ikastolaren edo errefuxiatuen alde muntaturiko dantzaldietara lehiatzen ziren, neskaka, usu arrakastarik gabe. Baina, zederetan bat atzematzen zutenean, denen artean partekatzen zuten, behialako neskak nahi ala ez. Ez zena gerla? ». *Ibid.*, p. 15. (« Ensuite, ils se disputaient les filles lors des bals organisés en faveur des prisonniers de la côte, des ikastolas ou des réfugiés. Mais lorsqu'ils en attrapaient une dans les caves, ils la partageaient entre tous, qu'elle le veuille ou non. N'était-ce pas la guerre ? ». Nous traduisons).

narratrice autofictionnelle affirme sa volonté d'écrire « la véritable histoire », tant des victimes que des bourreaux[23]. Consciente que son entreprise n'effacerait pas la trace de sang et de douleur laissée par les actions terroristes qui, comme dans le roman, dévastèrent les années 1980 en Euskal Herria, elle entend néanmoins contribuer à la solidarité et à la sociabilité nécessaires pour repartir de zéro[24]. Le récit suit le parcours du commando fictif *Erauntsi*, actif en *Iparralde* (Pays basque français), et parvient à contextualiser les multiples visages du conflit armé, donnant voix tant aux victimes qu'aux bourreaux, tout en révélant la double vie de ces *susmaezinak* (« insoupçonnés »), dissimulés aux yeux non seulement de la police, mais aussi de leurs propres familles. La froideur des bourreaux à l'égard de leurs cibles, ou la justification de leurs actes, contraste avec la peur et la douleur infligées aux victimes et à leurs proches.

C'est également la douleur, mais cette fois celle de la fille d'une victime de l'ETA, qui structure la trame du roman *Herriak ez du barkatuko* (*Le peuple ne pardonnera pas*, 2021) d'Irati Goikoetxea (1984-). Il s'agit de l'histoire d'Oihana, professeure d'art et mère de deux enfants, dont le père fut assassiné par l'ETA vingt-deux ans plus tôt. En réalité, le roman met en scène la souffrance — physique, psychique et sociale — qu'Oihana continue d'endurer : la solitude des victimes, le deuil inachevé, la présence douloureuse et spectrale de son père. Elle tente de canaliser et de guérir cette douleur à travers la création artistique, évoquant de manière récurrente le pouvoir thérapeutique de l'art pour surmonter le trauma (cf. LaCapra, « *working through* »). Les rencontres qu'elle entretient avec Santi, un anthropologue souhaitant l'interviewer, lui permettent de partager sa douleur avec d'autres victimes de la violence armée, qu'elle soit imputable à l'ETA ou aux GAL. Représenter la douleur dans toute sa crudité constitue, sans nul doute, l'un des objectifs majeurs du roman, de même que la réflexion sur la transmission du traumatisme et de la souffrance liés à la perte de proches aux générations suivantes. L'autrice, Goikoetxea, occupe aujourd'hui la fonction de

23 Itxaro Borda, *Susmaezinak*, Irun: Alberdania, 2019, p. 12.

24 *Ibid.*, p. 290.

directrice du Service de la coexistence et des droits humains (*Servicio de Convivencia y Derechos humanos*) du Gouvernement de Navarre, ce qui confère à l'objectif éthique du roman une cohérence manifeste avec sa responsabilité politique. Le titre du roman, *Herriak ez du barkatuko* (*Le peuple ne pardonnera pas*), renvoie au slogan le plus connu qui précédait, durant des décennies, les manifestations en faveur des membres de l'ETA, scandées dans les rues du Pays basque. Ces manifestations et les sujets qui y prenaient part[25] ont soutenu, pendant des décennies, la lutte armée.

Maternités

Comme on le sait, la maternité a été et demeure l'un des thèmes les plus débattus dans les études féministes, une réalité qui a trouvé son corollaire dans la place centrale qu'elle a acquise dans la fiction comme dans la théorie contemporaine. À cet égard, Elizabeth Podnieks et Andrea O'Reilly ont souligné que les récits *matrifocaux* avaient pour objectif de dévoiler et de redéfinir les rôles et les subjectivités maternelles[26]. Dans le cas de la littérature péninsulaire également, l'on a pu constater, dès la dernière décennie du XX^e^ siècle, un accroissement et un renouvellement des réflexions sur la maternité[27]. Celles-ci s'appuient sur des ouvrages théoriques désormais classiques tels que celui d'Adrienne Rich[28], qui distinguait entre la maternité et l'institution maternelle, en analysant les mécanismes déployés par cette dernière pour la domination des femmes, ou encore sur le

25 Michael Rothberg, *The Implicated Subject. Beyond Victims and Perpetrators*, Stanford: Stanford University Press, 2019.

26 Elizabeth Podnieks et Andrea O'Reilly (éds.), *Textual Mothers / Maternal Texts*, Waterloo: Wilfrid Laurier University Press, 2010, p. 5.

27 María C. Ramblado Minero, *Construcciones culturales de la maternidad en España*, Alicante: Universidad de Alicante, 2006.

28 Adrienne Rich, *Of Woman Born. Motherhood as Experience and Institution*, New York: Norton & Company, 1986.

travail de Sara Ruddick[29], autrice d'analyses systématiques des diverses facettes du comportement et de la pensée maternels.

La maternité demeure, dans la littérature basque également, un thème récurrent. La thèse de doctorat de Gema Lasarte[30] a montré, à cet égard, que la maternité constituait le thème dominant de 90 % des vingt-sept romans basques écrits et centrés sur des personnages féminins publiés entre 1979 et 2009. Elle a par ailleurs établi que dans 80 % des cas, c'étaient les aspects négatifs de la maternité qui étaient mis en avant. Quelques années plus tard, Lasarte dirigea l'anthologie de nouvelles *Ultrasounds. Basque Women Writers on Motherhood*[31], qui mettait en évidence, à travers une sélection de récits de dix-sept écrivaines basques, que la maternité continuait de se situer au cœur du débat féministe parmi nous. De leur côté, des recherches plus récentes, comme celles d'Ane Villagrán Arrastoa[32], consacrées à l'abondance des discours *matrophobiques* dans la poésie féminine basque contemporaine, nous livrent des conclusions significatives sur l'importance de ces discours :

> Les textes analysés nous ont donné à voir des poétesses en colère, des filles qui luttent contre des miroirs et des cicatrices, des filles qui ressentent leurs mères comme une force destructrice ; des filles qui, malgré tout, ont besoin d'elles et s'efforcent de rétablir cette généalogie de femmes[33].

---

29 Sara Ruddick, *Maternal Thinking. Towards a Politics of Peace*, Boston: Beacon Press, 1989.

30 Gema Lasarte, « Amatasunaren gaineko diskurtsoak euskal eleberrigintza garaikidean », in Gema Lasarte (éd.), *Feminist Agenda : Euskal narratiba garaikidean*, Bilbao: UPV/EHU, 2012, p. 107-144.

31 Id. (éd.), *Ultrasounds : Basque Women Writers on Motherhood,* Reno: Center for Basque Studies, 2014.

32 Amaia Villagrán Arrastoa, « La muerte de mi madre me hizo más libre. Lectura de los discursos matrofóbicos en la poesía vasca contemporánea escrita por mujeres », in Chiara Duraccio (éd.), *Escritoras y fronteras geosimbólicas*, Madrid: Dickynson, 2021, p. 435-445.

33 « Los textos analizados nos han mostrado poetas enojadas, hijas que batallan contra espejos y cicatrices, hijas que sienten a sus madres como una fuerza

Le versant social du débat sur la maternité, dans le contexte basque, nous confronte en outre à une réalité préoccupante : celle du très faible taux de natalité, qui alimente des initiatives gouvernementales telles que le *Pacto por la Familia* (2018).

Dans le domaine qui nous occupe, j'ai montré dans des publications antérieures[34] l'importance que revêt la maternité pour une lecture littéraire du conflit armé basque. J'évoquais en particulier certains romans publiés à la fin du XXIe siècle, et notamment l'ouvrage marquant *Koaderno gorria* (1998, *Le cahier rouge*) d'Arantxa Urretabizkaia, comme l'une des propositions les plus novatrices et les plus provocatrices de notre littérature récente. Ce roman propose l'histoire d'une mère militante d'une organisation armée, exilée durant des années, à qui son mari avait enlevé ses enfants et qu'elle tente de retrouver grâce à une missive transmise par l'intermédiaire d'une avocate qui se rend à sa rencontre au Venezuela. Le message bouleversant de la mère, dont nous ignorons l'identité et qui signe « votre mère », ne remet pas en cause son engagement politique, mais cherche à déconstruire discursivement sa maternité et à dénoncer la privation de ses enfants. *Koaderno gorria* est le premier roman à dénoncer le rôle que le nationalisme basque, qu'il soit de tradition conservatrice ou radicale, avait assigné aux femmes : celui de mère des futurs *gudaris* destinés à servir la patrie. Nous devons à l'anthropologue Teresa Del Valle la description la plus juste de cette politique de genre :

> Le rôle d'épouse, de compagne, tant dans le premier nationalisme que dans le nationalisme radical, s'efface derrière l'image de l'*ama* (mère), associée aux valeurs les plus sacrées : *aberria* (patrie), *lurra* (terre), *birjiña* (Vierge). […] Dans la "Lettre aux intellectuels basques", publiée par l'ETA en 1965, il est possible d'établir une

destructiva; hijas que, con todo, necesitan de ella y luchan por recuperar esta genealogía de mujeres » (Nous traduisons). *Ibid.*, p. 449.

34 Mari Jose Olaziregi, « Maternidades contestadas en la narrativa de las escritoras Arantxa Urretabizkaia y Lourdes Oñederra », *eHumanista/IVITRA*, 23, 2023, p. 125-135.

> continuité avec le premier nationalisme en ce qui concerne la vision de la femme[35].

En d'autres termes, revendiquer la maternité en étant militante active est une tâche impossible, car « [l'éthique du héros rédempteur] pose problème en termes d'identification féminine, puisque le héros martyr est fils et frère[36] ».

L'un des romans contemporains les plus intéressants à aborder la maternité — et qui, incidemment, propose une brève réflexion métanarrative sur l'écriture du conflit armé basque — est sans nul doute *Amek ez dute* (2018, *Les mères non*), deuxième roman de Katixa Agirre (1981-). Dans l'un des plans narratifs, le roman relate l'infanticide commis par une jeune mère sur ses deux enfants jumeaux en bas âge, suivi de son arrestation, de son procès et de sa condamnation. Le plan principal, quant à lui, se concentre sur le récit qu'en fait la narratrice et protagoniste, une jeune écrivaine et mère d'un nourrisson de quelques mois. Conçu comme un *thriller*, le texte explore les causes pouvant conduire une mère à un tel geste et approfondit, au-delà de l'évolution historique de la maternité, les modalités de contrôle que le patriarcat exerce sur le corps des femmes, notamment à travers la médicalisation de la grossesse et de l'accouchement. Mais ce sur quoi *Amek ez dute* entend surtout insister, c'est sur la relation entre maternité et écriture littéraire. Des références à des cas connus tels que le suicide et l'infanticide d'Assia Esther Wevill, les

---

35 « El rol de esposa, compañera, tanto en el primer nacionalismo como en el nacionalismo radical, queda diluido bajo la imagen de ama a la que se asocia con los valores más sagrados *aberria, lurra, birjiña*. [...] En la «Carta a los intelectuales vascos », publicada por ETA en 1965, es posible establecer una línea de continuidad con el primer nacionalismo en lo que a la visión de la mujer se refiere. » (Nous traduisons). Teresa Del Valle (éd.), *Mujer vasca, imagen y realidad*, Barcelone: Anthropos, 1985, p.253.

36 « La ética del héroe redentor] plantea problemas en términos de identificación femenina, porque el héroe mártir es hijo y hermano ». (Nous traduisons). Begoña Aretxaga, « The Death of Yoyes: Cultural Discourses of Gender and Politics in the Basque Country », *Critical Matrix: The Princeton Journal of Women, Gender and Culture*, 1, 1988, p. 9.

destins d'écrivaines-mères qui mirent fin à leurs jours comme Sylvia Plath, ou qui abandonnèrent leurs enfants comme Muriel Spark, des mythes comme celui de la *Llorona* ou de Médée, constituent l'encyclopédie de ce roman, qui inclut aussi d'originales *check-lists* sur les « mauvaises mères vs bonnes écrivaines[37] » et les « sacrifices » des mères[38]. Les adresses de la narratrice à son narrataire (par ex. « *zu ere eraman izan zaitudalako lurralde lokaztu horretara*[39] », ainsi que ses métacommentaires constants sur l'écriture du texte (par ex. « *Baina horretaz gero hitz egingo dut*[40] », façonnent un récit sur un sujet tabou qui aspire à livrer « la vérité[41] » que seule la fiction peut offrir sur la réalité afin de reconstruire « *nonbaiten suntsitutako neure izatearen hondarrak*[42] », c'est-à-dire l'identité littéraire de la narratrice.

Pourquoi inclure ce roman d'Agirre dans une analyse de la représentation fictionnelle du conflit armé basque ? La réponse se trouve dans le deuxième chapitre du roman, précédé de la célèbre citation de Susan Suleiman : « *Mothers don't write, they are written* » (Deutsch, 1945, cité par Rubin Suleiman, 1985, p. 356)[43]. On y apprend que la protagoniste a reçu le *Premio Euskadi* pour son roman sur le conflit basque, *El inventario*, et qu'elle entend utiliser la dotation du prix pour bénéficier, en pleine tempête liée à l'éducation de son nourrisson, d'un congé professionnel afin de se consacrer à l'écriture d'un nouveau roman, renouant ainsi avec son identité créatrice, non seulement de vies humaines, mais aussi de littérature.

---

37 Katixa Agirre, *Amek ez dute*, Saint-Sébastien: Elkar, 2018, p. 175-176. Toutes les références correspondent à la première édition du roman en basque.

38 *Ibid.*, p. 188.

39 « Toi aussi, [cher lecteur], j'ai voulu t'emmener en ce lieu » (Nous traduisons). *Ibid.*, p. 209.

40 « Mais j'en parlerai plus tard » (Nous traduisons). *Ibid.*, p. 83.

41 *Ibid.*, p. 107.

42 « Les vestiges détruits de mon identité quelque part » (Nous traduisons). *Ibid.*, p. 33.

43 « *Mothers don't write, they are written* ». Susan Rubin Suleiman, 'Writing and Motherhood', *The (M)other Tongue*, New York: Cornell University Press, 1985, pp. 354-377.

Ce chapitre parodie, avec une ironie mordante, la canonicité que confère la narration du conflit aux écrivains basques. Il critique en outre le style hyperréaliste et étouffant qu'elle avait adopté dans *El inventario*, un récit inspiré d'un attentat réel : celui perpétré par le *Comando Madrid* de l'ETA le 19 septembre 1985, place d'Argentine, qui causa la mort de l'Américain Eugene Kenneth Brown et blessa seize des vingt-quatre gardes civils visés. La narratrice estime *El inventario* « lointain[44] » et éprouve de la honte face au rôle central qu'eurent ce livre primé et la frénésie promotionnelle qui s'ensuivit dans sa vie. Sa maternité récente l'a transformée, anéantissant toutes ses identités antérieures — d'écrivaine, de travailleuse, d'épouse, de fille, d'amie…[45] Les dix-huit mille euros du prix lui permettront de restituer une part de ces identités abîmées et, surtout, grâce à l'alchimie de la littérature[46], de retrouver la capacité de se mettre à la place de l'autre.

L'analyse du premier roman d'Agirre, *Atertu arte itxaron* (2015, *Attendre qu'il cesse de pleuvoir*), une *road novel*, viendra compléter ce point. Le récit suit le voyage entrepris au Pays basque, durant l'été 2011 après l'annonce du cessez-le-feu de l'ETA, par son héroïne Ulia, Vitorienne, mezzo-soprano et doctorante en musicologie avec une thèse sur Britten et le pacifisme, et par son compagnon Gustavo. En réalité, trois histoires ou plans narratifs s'entrecroisent, tous médiatisés par différents conflits. Si la relation du couple avait débuté à la suite des attentats islamistes du 11 mars 2004 à Madrid, introduisant ainsi une mémoire multidirectionnelle[47] dans la réflexion sur le conflit basque, l'histoire familiale de la généalogie d'Ulia plonge dans la relation de ses parents, commencée lors des tragiques événements du 3 mars 1976 à Vitoria, et qui mènera son père à une trajectoire militante au sein de l'ETA et à l'incarcération. Enfin, le plan narratif consacré à la thèse doctorale qu'Ulia rédige sur la vie

44 Katixa Agirre, *Amek ez dute*, Saint-Sébastien: Elkar, 2018, p. 31.

45 *Ibid.*, p. 33.

46 *Ibid.*, p. 207.

47 M. Rothberg, *Multidirectional Memory. Remembering the Holocaust in the Age of Decolonization*, Stanford: Stanford University Press, 2009.

de Benjamin Britten et son pacifisme pendant la Seconde Guerre mondiale permet de déployer une réflexion sur la création littéraire et l'engagement politique. Trois récits, en définitive, inscrits dans une œuvre explicitement adressée à un narrataire textuel bien défini, Gustavo, et où prend tout son sens la révélation de l'identité du père d'Ulia : un membre de l'ETA condamné à 980 ans de prison pour avoir participé à des attentats sanglants (et réels), comme celui de la rue Guzmán el Bueno à Madrid.

« Tu me proposes d'attendre qu'il cesse de pleuvoir. Je me moque de toi, pauvre diable[48] ». Tel est le ton ironique de la narratrice à son compagnon, et qui pourrait bien résumer l'un des messages du roman : attendre que « le temps s'éclaircisse », que surviennent des jours meilleurs pour affronter un problème, n'est en réalité pas une solution. Et le problème, avec majuscule[49], d'Ulia est, sans conteste, celui de ce « père absent[50] » qui a marqué sa vie : un membre de l'ETA au lourd passif meurtrier et qui, au moment où se déroule le voyage, se trouve gravement malade et en grève de la faim à la suite d'un allongement de sa peine. « Les fautes du père. Les charges de la fille. Je porterai la faute de mon père[51] » : telle est la réflexion que propose le roman sur l'héritage dont une partie de la société basque reste tributaire. Le roman développe en outre une réflexion sur le rôle majeur qu'ont joué les médias dans la couverture du « problème basque ». Ces médias, Ulia les critique pour leur goût de l'exposition de cadavres déchiquetés après les attentats islamistes évoqués[52], pour leur sensationnalisme et l'usage de formules telles que « royaume de

48 "Me propones esperar hasta que escampe. Me río de ti, pobre diablo" (Nous traduisons). Katixa Agirre, *Los turistas desganados*, Valencia: Pre-Textos, 2017, p.40. [Basque: *Atertu arte itxaron*, Saint-Sébastien: Elkar, 2015.]

49 NDT : L'autrice renvoie ici au « Problème basque », synonyme de l'expression « conflit basque ».

50 K. Agirre, *op. cit.*, 2017, p. 134.

51 "Las culpas del padre. Las cargas de la hija. Cargaré con la culpa de mi padre" (Nous traduisons). *Ibid.*, p. 176.

52 *Ibid.*, p. 54.

terreur[53] ». Elle leur reproche aussi leur évolution vers une attitude jugée excessivement « favorable » aux Basques après l'annonce du cessez-le-feu, comme une réaction à la surreprésentation négative antérieure dans les médias[54]. Gustavo va jusqu'à affirmer : « sans l'ETA, personne n'aurait entendu parler des attendrissants *Basque People*[55]. Cette réalité médiatique horrifie Ulia, qui redoute l'intérêt morbide que pourrait susciter, auprès de journalistes comme Sara — parcourant les « *scénarios de la terreur* » (*sic*) en Euskadi[56] — l'identité de son père. En résumé, *Atertu arte itxaron* est un roman qui invite à réfléchir sur la responsabilité collective héritée de décennies de terrorisme et sur l'injustice qu'il y a à devoir assumer la culpabilité des actes commis par autrui. Comme l'a soutenu Hannah Arendt : « Il existe quelque chose comme la responsabilité pour des choses qu'on n'a pas accomplies ; on peut en être tenu responsable. Mais on n'est ni ne se sent coupable de choses qui se sont produites si on n'y a pas activement participé[57] ».

D'une cause[58] pour laquelle mourir à une maison dans laquelle vivre

Le dernier roman que je commenterai, très brièvement, est *Azken etxea* (2022, *La dernière maison*) d'Arantxa Urretabizkaia, couronné par le *Premio Euskadi* en 2023. Dans la lignée de la plupart des romans post-ETA, la narration d'Urretabizkaia aborde le conflit armé de manière indirecte, sans en faire pour autant le thème central de

53 *Ibid.*, p. 86.

54 *Ibid.*, p. 95.

55 "si no fuera por ETA, nadie habría oído hablar de los entrañables *Basque People*" (Nous traduisons). *Ibid.*, p. 95.

56 *Ibid.*, p. 170.

57 Hannah Arendt, *Responsabilité et jugement*, Paris: Payot, 2009, p.173.

58 NDT : Dans son texte original, l'autrice a joué sur le terme « ca(u)sa » pour désigner à la fois la « cause » (*causa*) et la « maison » (*casa*) qu'il nous a été impossible de rendre en français.

l'intrigue, bien qu'il exerce une influence directe sur son développement. D'un point de vue formel, le roman s'écarte des caractéristiques antérieures de l'œuvre de l'autrice : il abandonne le mode autobiographique pour adopter une voix auctoriale à la troisième personne, dans un ton réaliste et distancié, marqué par de constants changements de focalisation. L'intrigue suit les péripéties de son héroïne, surnommée « la rousse », qui achète à Hendaye (Pays basque français) sa dernière maison, une demeure entourée de pins sur une hauteur, dont le jardin se présente comme le *locus amoenus* où elle souhaite passer ses dernières années. Sous deux déguisements, elle dissimule ses deux identités : d'une part, celle d'une élégante femme autonome, proche de la soixantaine, rousse et disposant de ressources économiques, répondant au nom de Mme Seguette[59] ; d'autre part, celle d'une femme énigmatique, vêtue d'un survêtement et d'une capuche lorsqu'elle promène son chien, connue sous le nom d'Asun Ansa Aldazabal[60]. Le voisin, un ancien policier à la retraite, qui observe sans relâche les mouvements de ses prétendues voisines, ignore qu'il s'agit en réalité d'une seule et même personne. *Azken etxea* emprunte les codes du *thriller* : peu à peu se dévoile le mystère qui entoure cette femme, marquée par un passé clandestin de militante de gauche *abertzale* à Paris, dont elle s'était échappée avec son compagnon Karlos, faussaire de tableaux de Modigliani, et qu'elle n'a pu occulter qu'avec l'aide d'un réseau clandestin d'anarchistes lui procurant un passeport au nom qu'elle utilise désormais. Mais, en réalité, le roman d'Urretabizkaia réfléchit — comme l'avait déjà fait *Hiru mariak* (2010, *Les trois Maries*) — à une conception de la vieillesse éloignée d'une vie languissante tournée vers le passé, et misant sur de nouveaux projets et capacités. À l'instar de l'autrice citée en exergue du roman, Rita Levi-Montalcini (1909-2012), il s'agit de montrer que ces potentialités sont encore possibles dans la dernière étape de l'existence : « Dans le jeu de la vie, l'atout est la capacité d'utiliser ses propres ressources mentales et psychiques, surtout

59 Arantxa Urretabizkaia, *La última casa*, trad. Bego Montorio, Bilbao : Consonni, 2023, p. 13, 39. [Basque : *Azken etxea*, Pampelune : Pamiela, 2022].

60 *Ibid.*, p. 21.

durant la phase sénile[61] ». La vieillesse, pour les protagonistes de *Hiru mariak* comme pour celle d'*Azken etxea*, n'est pas une époque de déclin et de perte d'illusions, ni une étape où disparaissent féminité et attrait, contrairement à ce que suggérait le célèbre ouvrage de De Beauvoir (*La Vieillesse*, 1970). Asun refuse de se soumettre à la pression sociale qui, à travers des injonctions comme *Act your age*[62], cherche à normativiser le comportement attendu des femmes âgées. Elle n'hésite pas à se réinventer, à acquérir les identités nécessaires pour dépasser les limites que, comme l'a noté Browne, la société impose aux femmes d'un certain âge : « *The older woman must, in effect, redesign herself in her own vision — a vision that is neither phallocentric nor ageist*[63] ». Éloignée des principaux éléments constitutifs du code culturel de domination des femmes en Occident (amour romantique, famille, soin des autres)[64], Asun n'hésite pas à falsifier son identité et à commettre des délits afin de s'assurer une vieillesse confortable dans sa nouvelle maison, jouissant d'une vie contemplative et cultivant son jardin de mimosas, de glycines… L'idée « d'enraciner sa vie[65] », réitérée à travers les nombreuses références au jardin qui entoure la maison, rapproche ce roman d'une œuvre admirée par Urretabizkaia : *All Passion Spent* (1931) de Vita Sackville-West. Mais quelle lecture *Azken etxea* propose-t-il du conflit basque ? La référence à l'ETA surgit lorsque la protagoniste découvre, dans la maison qu'elle souhaite acheter, le cadavre d'une femme dans un sac de couchage. Sans hésiter, elle s'empare du passeport qu'elle portait sur elle et conçoit l'idée d'y inscrire son propre nom, Asun Ansa

---

61 « En el juego de la vida el as es la capacidad de utilizar las propias actividades mentales y psíquicas, sobre todo en la fase senil ». Rita Levi-Montalcini, *El as en la manga. Los dones reservados a la vejez*, Barcelone: Crítica, 1999 [trad. Juan Vivanco], p. 165. (Nous traduisons).

62 Cheryl Laz, « Act Your Age », *Sociological Forum*, 13 (1), 1998, p. 85-113.

63 Colette V Browne., *Women, Feminism and Aging*, New York: Springer, 1998, p. 219.

64 Cf. Mari Luz Esteban, *Crítica del pensamiento amoroso*, Barcelone: Bellaterra, 2011.

65 Arantxa Urretabizkaia, *op. cit.*, 2023, p. 44.

Aldazabal, une identité maintenue secrète pour effacer son passé criminel en Amérique du Sud. C'est le policier retraité, vigilant, qui nous livre les informations relatives à ce cadavre :

> Il sait désormais qui était la femme retrouvée morte dans la maison des pins. Il s'agit d'une Espagnole, autrefois liée à l'ETA, qui avait passé un certain temps en prison et vivait depuis longtemps hors du radar des gendarmes. Rien de plus qu'une vieille sans-abri, morte d'une crise cardiaque. Cela lui paraît étrange : il croyait que ce type de militantes bénéficiait toujours du soutien de l'organisation[66].

Le cadavre de cette femme ne suscite guère la curiosité de l'héroïne : elle constate simplement qu'elles ont à peu près le même âge et que son plan peut fonctionner. Effacer l'identité du cadavre revient également à effacer toute trace de ce passé lié au terrorisme de l'ETA, ouvrant la voie à une existence tournée non plus vers la lutte pour des idéaux et une patrie, mais vers la jouissance de la vie. La réflexion sur le terrorisme, portée par les pensées du policier, ne saurait être plus éloquente :

> Dans le passé, en effet, il avait toujours pensé que le terrorisme était un problème importé du sud [le Pays basque espagnol], qui n'avait guère affecté les Basques du nord. Il se souvient du folklore qu'il avait connu enfant avec ses parents, lequel ne remettait nullement en cause l'unité de la France : les chants, les danses, les fêtes, même l'*ikurriña*. Trop simples pour plonger dans des eaux profondes. La situation changea avec l'arrivée de ceux qui fuyaient le Pays basque sud. Mais, pour l'ex-gendarme désormais relégué à des tâches de surveillance, il fut rare d'avoir à affronter ce

66 "ya sabe quién era la mujer que apareció muerta en la casa de los pinos. Se trata de una mujer de nacionalidad española que hace mucho tiempo estuvo relacionada con ETA, pasó una temporada en la cárcel y lleva tiempo fuera del radar de los gendarmes. Tan solo una anciana sin techo, muerta de un ataque al corazón. Le resulta extraño. Creía que ese tipo de militantes contaba siempre con la ayuda de la organización" (Nous traduisons). *Ibid.*, p. 81.

> problème. […] En définitive, la gloire revint à ceux qui s'étaient battus contre le terrorisme, et non à ceux qui avaient lutté contre les trafiquants de drogue. […] Si le cadavre de la maison des pins provenait de ce milieu-là, elle est morte bien tard, songe le gendarme ; il eût mieux valu qu'elle meure jeune[67].

Ce policier retraité français n'hésite donc pas à qualifier le terrorisme de l'ETA de problème propre au Pays basque espagnol — un problème qui avait donné du travail et une certaine notoriété à ses collègues, mais qui, à l'évidence, appartient désormais au passé. Un passé qui, comme on le voit, ne revient pas de façon spectrale, mais à travers un corps inanimé, qui ne trahit en rien les années d'activité terroriste auxquelles il participa, et que le roman décrit, en réalité, comme celui d'une combattante dont l'aura — si elle en eut une — s'est entièrement dissipée.

En guise de brève conclusion

L'irruption massive, au cours des années 1990, de la fiction en euskera consacrée à la remémoration du conflit armé basque visait à désacraliser le terrorisme de ses composantes les plus fétichisées et ritualisées. Il s'agissait, avant tout, d'analyser les causes de la dérive violente de notre histoire récente et les raisons qui avaient conduit à prendre les armes pour défendre la patrie. Le roman en euskera

67 "En el pasado, de hecho, siempre creyó que el terrorismo era un problema importado del sur que apenas afectaba a los vascos del norte. Recuerda el folclore que conoció de niño con sus padres, que en absoluto ponía en duda la unidad de Francia. Las canciones, los bailes, las fiestas, incluso la ikurriña. Demasiado simples para sumergirse en aguas profundas. La situación cambió con la llegada de quienes huían del País Vasco sur. Pero al exgendarme ahora relegado a tareas de vigilancia casi nunca le tocó enfrentarse a ese problema. (…) Al final, la fama se la llevaron los que se enfrentaban al terrorismo, no los que luchaban contra los traficantes de droga. (…) Si el cadáver de la casa de los pinos provenía de ese mundo, ya ha tardado en morir, piensa el gendarme, mejor si hubiera muerto joven". (Nous traduisons). *Ibid.*, p. 82-83.

sur le conflit basque a également contribué à diffuser l'idée selon laquelle ce fut la répression franquiste consécutive à la guerre de 1936 qui favorisa la radicalisation de la politique basque. Ce furent des décennies durant lesquelles l'écrivain basque — en particulier l'écrivain homme — fit entendre sa voix dans la société pour défendre la fonction thérapeutique et réparatrice que la littérature pouvait exercer à propos de l'ETA. Une autre réalité, celle des victimes, finit par conquérir la place qui lui revenait dans la société et, naturellement, dans la fiction basque. Quant aux bourreaux qui peuplaient les romans de la fin du XX^e^ et du début du XXI^e^ siècle, ils évoluaient dans un univers hyper-masculin où, en tant que *gudaris* ou soldats basques, ils accomplissaient fidèlement le mandat que le nationalisme basque leur avait assigné comme protagonistes de la lutte.

Il fallut attendre la première décennie du XXI^e^ siècle pour que le féminisme basque élève sa voix comme jamais auparavant et affirme que l'attention médiatique et socio-politique longtemps accaparée par le conflit armé de l'ETA avait occulté d'autres formes de discriminations et de violences, telles que celles liées au genre. Dès lors, aux écrivaines de longue trajectoire et de magistère reconnu, telles qu'Arantxa Urretabizkaia et Itxaro Borda, est venue s'ajouter, au XXI^e^ siècle, toute une nouvelle génération d'autrices, parmi lesquelles Eider Rodríguez, Karmele Jaio, Katixa Agirre ou Uxue Alberdi, qui continuent d'approfondir la critique de la politique de genre ayant structuré le conflit armé basque. L'assignation hiérarchisée des rôles et des espaces aux femmes, la remise en cause d'institutions telles que la famille, le riche éventail d'émotions qui s'inscrivent sur les corps des protagonistes, l'éthique masculinisante du nationalisme basque, ou encore la lecture intersectionnelle du conflit, constituent quelques-uns des aspects qui, aux côtés de la réflexion omniprésente sur la maternité, continuent d'enrichir les univers fictionnels féministes des deux dernières décennies. Mais, avant tout, ces univers présentent le conflit basque comme un legs dramatique qui, bien qu'il ne conditionne plus notre quotidien, demeure un passé que notre littérature a refusé d'oublier.

Bibliographie

Agirre, Katixa, *Atertu arte itxaron*, Saint-Sébastien: Elkar, 2015. [Espagnol : *Los turistas desganados*, Valencia, Pre-Textos, 2017.]
—, *Amek ez dute*, Saint-Sébastien, Elkar, 2018. [Espagnol : *Las madres no*, Madrid: Tránsito, 2022.]

Appelbaum, Robert et Paknadel, Alexis, « Terrorism and the Novel: 1970-2001 », *Poetics Today*, 29 (3), 2008, p. 387-436.

Arendt, Hannah, *Responsabilité et jugement*, Paris: Payot, 2009.

Aretxaga, Begoña, « The Death of Yoyes: Cultural Discourses of Gender and Politics in the Basque Country », *Critical Matrix: The Princeton Journal of Women, Gender and Culture*, 1, 1988, p. 1-10.

Bennett, Jill, *Empathic Vision: Affect, Trauma, and Contemporary Art*, Stanford: Stanford University Press, 2005

Borda, Itxaro, *Hiruko*, Irun: Alberdania, 2003.
—, « Bortizkeria, idazlea eta zenbait gai oraino », dans Ibon Egaña et Eneko Zelaieta (éds.), *Maldetan sagarrak*, Bilbao: Udako Euskal Unibertsitatea, 2006, p. 17-34.
—, *Susmaezinak*, Irun: Alberdania, 2019.

Browne, Colette V., *Women, Feminism and Aging*, New York: Springer, 1998.

De Beauvoir, Simone, *La Vieillesse*, Paris: Gallimard, 1970.

Del Valle, Teresa (éd.), *Mujer vasca, imagen y realidad*, Barcelone: Anthropos, 1985.

Derrida, Jacques, *Spectres of Marx*, Londres: Routledge, 1994.

Egaña, Ibon, « Ihesaren fantasia : Azken aldiko euskal nobela eta indarkeria politikoa », *Jakin*, 209, 2015, p. 53-67.

—, et Zelaieta, Eneko (éds.), *Maldetan sagarrak*, Bilbao: Udako Euskal Unibertsitatea, 2006.

Esteban, Mari Luz, *Crítica del pensamiento amoroso*, Barcelone: Bellaterra, 2011.
—, *Feminismoa eta politikaren eraldaketak*, Saint-Sébastien: Susa, 2017.

Estornés Lasa, Idoia, *¿Cómo pudo pasarnos esto?*, Saint-Sébastien: Erein, 2017.

Goikoetxea, Irati, *Herriak ez du barkatuko*, Saint-Sébastien: Elkar, 2021. [Espagnol : *El pueblo no perdonará*, trad. Fernando Rey, Irun: Alberdania, 2023.]

Lacapra, Dominique, *Writing History, Writing Trauma*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2001.

Lasarte, Gema, « Amatasunaren gaineko diskurtsoak euskal eleberrigintza garaikidean », dans Gema Lasarte (éd.), *Feminist Agenda : Euskal narratiba garaikidean*, Bilbao: UPV/EHU, 2012, p. 107-144.
— (éd.), *Ultrasounds : Basque Women Writers on Motherhood*, Reno: Center for Basque Studies, 2014.

Laz, Cheryl, « Act Your Age », *Sociological Forum*, 13 (1), 1998, p. 85-113.

Levi-Montalcini, Rita, *El as en la manga. Los dones reservados a la vejez*, Barcelone: Crítica, 1999 [trad. Juan Vivanco].

Olaziregi, Mari Jose, « Literature and Political Conflict : The Basque Case », dans Xabier Irujo et Mari Jose Olaziregi (éds.), *The International Legacy of Jose Antonio Agirre's Government*, Reno: Center for Basque Studies, University of Nevada, 2017, p. 251-278.
—, « Cualquier tiempo pasado fue peor. Reflexiones sobre la narrativa vasca post-ETA », *Olivar*, 19 (30), 2019b, e060.

—, « Maternidades contestadas en la narrativa de las escritoras Arantxa Urretabizkaia y Lourdes Oñederra », *eHumanista/IVITRA*, 23, 2023, p. 125-135.

Podnieks, Elizabeth et O'Reilly, Andrea (éds.), *Textual Mothers / Maternal Texts*, Waterloo: Wilfrid Laurier University Press, 2010.

Portela, Edurne, *El eco de los disparos. Cultura y memoria de la violencia*, Barcelone: Galaxia Gutenberg, 2016.

Ramblado Minero, María C., *Construcciones culturales de la maternidad en España*, Alicante: Universidad de Alicante, 2006.

Rich, Adrienne, *Of Woman Born. Motherhood as Experience and Institution*, New York: Norton & Company, 1986.

Rothberg, Michael, *Multidirectional Memory. Remembering the Holocaust in the Age of Decolonization*, Stanford: Stanford University Press, 2009.

—, *The Implicated Subject. Beyond Victims and Perpetrators*, Stanford: Stanford University Press, 2019.

Ruddick, Sara, *Maternal Thinking. Towards a Politics of Peace*, Boston: Beacon Press, 1989.

Suleiman, Susan Rubin, 'Writing and Motherhood', dans *The (M)other Tongue*, New York: Cornell University Press, 1985, pp. 354-377.

Urretabizkaia, Arantxa, *Koaderno gorria*, Saint-Sébastien: Erein, 1998. [Español : *El cuaderno rojo*, trad. Iñaki Iñurrieta, Saint-Sébastien: Ttarttalo, 2002.]

—, *Azken etxea*, Pampelune: Pamiela, 2022. [Espagnol : *La última casa*, trad. Bego Montorio, Bilbao: Consonni, 2023.]

Villagrán Arrastoa, Amaia, « La muerte de mi madre me hizo más libre. Lectura de los discursos matrofóbicos en la poesía vasca contemporánea escrita por mujeres », dans Chiara Duraccio (éd.),

Escritoras y fronteras geosimbólicas, Madrid: Dickynson, 2021, p. 435-445.

Zaldua, Iban, *Ese idioma raro y poderoso. Once decisiones cruciales que un escritor vasco está obligado a tomar*, Madrid: Lengua de Trapo, 2012.

IV. La production audiovisuelle et musicale : représentations et mémoires du terrorisme

Les victimes du terrorisme : au cœur du récit ? La fiction audiovisuelle contemporaine sur l'ETA*

Santiago de Pablo
Université du Pays basque (UPV/EHU)

* Ce chapitre d'ouvrage fait partie du projet PID2022-138385NB-I00 financé par MCIN/AEI/ 10.13039/501100011033, dans le cadre du Groupe de Recherche de la UPV/EHU GIU23/007.
Cet article a été traduit par David Crémaux-Bouche

Depuis la Transition démocratique espagnole jusqu'à aujourd'hui, près d'une centaine de longs-métrages et de séries télévisées ont porté à l'écran des récits en lien avec l'organisation terroriste ETA. À cette production, il faut ajouter un nombre important de courts-métrages et d'œuvres diffusées directement en vidéo, sur DVD ou, plus récemment, sur internet. Ce corpus comprend à la fois des productions documentaires et des fictions — parfois inspirées de faits réels, parfois adaptées d'œuvres littéraires — , qui reflètent des approches idéologiques très diverses, ainsi qu'une grande hétérogénéité de genres et de styles filmiques. Certaines ont rencontré un grand succès critique et populaire, tandis que d'autres sont passées presque inaperçues ; toutes, cependant, ont contribué à façonner la mémoire collective du terrorisme au Pays basque.

Après l'annonce du cessez-le-feu définitif de l'ETA en 2011, cette production audiovisuelle s'inscrit dans ce que l'on appelle désormais la bataille pour le récit : autrement dit, la manière dont se construit aujourd'hui la mémoire autour de l'histoire et de l'héritage de l'organisation terroriste. Dans ce chapitre, après avoir proposé un bref état des lieux du cinéma sur l'ETA antérieur à 2011, j'analyserai la production audiovisuelle contemporaine consacrée à la violence politique au Pays basque, en la replaçant dans cette lutte mémorielle autour du terrorisme. Le cœur de notre étude portera sur la manière dont les victimes ont été — et continuent d'être — représentées à l'écran.

Quarante années de cinéma sur l'ETA

Il allait de soi que, durant la dictature franquiste, il n'était pas possible de réaliser de film portant sur l'organisation terroriste basque née en 1959. En revanche, la Transition démocratique constitua une opportunité pour raconter des histoires qui, quelques années plus tôt, auraient été purement et simplement interdites par le régime. C'est dans ce contexte que furent tournés les premiers longs-métrages consacrés à l'ETA. Deux d'entre eux portaient sur l'un des événements les plus marquants des débuts de l'organisation : l'assassinat à Madrid, le 20 décembre 1973, du président du gouvernement espagnol, l'amiral Luis Carrero Blanco, ainsi que de son chauffeur, José Luis Pérez Mogena, et de son garde du corps, Juan Antonio Bueno. Les deux films en question sont *Comando Txikia* (1977) de José Luis Madrid, et *Operación Ogro* (1979), du célèbre cinéaste italien Gillo Pontecorvo.

Operación Ogro fut un grand succès commercial et contribua de manière décisive à forger la mémoire de cet épisode clé de l'histoire contemporaine espagnole. La scène emblématique de la voiture présidentielle projetée en l'air avant de retomber dans la cour de la résidence des jésuites s'est imposée comme une image iconique, remplaçant en partie les images réelles de l'attentat dans l'imaginaire. Dans ce film, Pontecorvo opérait une distinction entre une « bonne ETA », celle qui aurait combattu la dictature franquiste, et une « mauvaise ETA », celle qui aurait refusé la Transition. Le personnage de Carrero Blanco n'était que peu approfondi, et, fait significatif, les deux autres victimes n'étaient même pas mentionnées.

Très vite, l'épicentre de la production cinématographique sur le terrorisme se déplaça vers le Pays basque. La Transition y fut marquée par une forte instabilité, nourrie par la violence politique et le terrorisme, en particulier celui de l'ETA, mais également de groupes d'extrême droite et de milices parapolicières. C'est dans ce contexte, correspondant aux « années de plomb » du terrorisme basque, qu'apparut un cinéma enraciné en *Euskadi*, obsédé par les questions d'identité, de politique et de violence.

Les réalisateurs de cette génération s'intéressèrent fréquemment à ETA. Ce fut le cas d'Iñaki Núñez (*Toque de queda*, 1978) et, surtout,

d'Imanol Uribe, auteur d'une trilogie qui posa en partie les bases de la représentation de la violence politique basque à l'écran : *El proceso de Burgos* (1979), *La fuga de Segovia* (1981) et *La muerte de Mikel* (1983). Les deux premiers films racontaient, respectivement sous les formes du documentaire et de la fiction, deux épisodes importants de l'histoire de l'ETA : le conseil de guerre tenu à Burgos en 1970 contre plusieurs de ses membres, et l'évasion de prisonniers de l'ETA de la prison de Ségovie en 1976. Dans les deux cas, les militants de l'ETA étaient représentés comme des victimes de la dictature, tandis que les conséquences de leurs actes étaient éludées. La réception de cette trilogie refléta, par ailleurs, les tensions à l'époque entre les deux branches de l'ETA — militaire et politico-militaire— et mit à l'épreuve la capacité d'Uribe à échapper aux étiquettes, comme aux pressions de certains secteurs de l'organisation.

Tout au long des années 1980, de nombreux autres films consacrés à l'ETA virent le jour. Nombre d'entre eux furent produits au Pays basque avec le soutien du gouvernement autonome basque, créé en 1980. Une plus grande diversité d'approches commença à se faire sentir, bien que le cinéma restât en partie prisonnier d'un cadre interprétatif tendant à réduire l'ETA à une conséquence de la répression franquiste ou des abus policiers, au point que les forces de sécurité de l'État étaient parfois dépeintes sous un jour plus négatif que les terroristes eux-mêmes.

Dans ce contexte, on peut mentionner des films comme *Euskadi hors d'État* (1983) d'Arthur MacCaig, *Los reporteros* (1983) d'Iñaki Aizpuru, *Ehun metro* (1985) d'Alfonso Ungría, ou *Días de humo* (1989) d'Antxon Eceiza. Dans d'autres cas, l'ETA servait de simple toile de fond pour des produits purement commerciaux, sans aucun approfondissement, comme dans *Goma 2* (1984) de José Antonio de la Loma. À l'opposé, certaines œuvres proposaient un regard critique explicite sur la violence d'ETA, notamment *Golfo de Vizcaya* (1985) de Javier Rebollo ou *Ander eta Yul* (1988) d'Ana Díez. Mais dans l'ensemble, la mémoire des victimes du terrorisme faisait l'objet d'un traitement largement superficiel. Comme dans la société en général, le moment n'était pas encore venu, au cinéma, de restaurer la mémoire des victimes de l'ETA.

Dans les années 1990, le nombre de films traitant du terrorisme diminua sensiblement. Cette raréfaction pourrait s'expliquer par une forme de lassitude du public vis-à-vis d'un cinéma basque trop replié sur lui-même, qui avait entraîné l'échec commercial de nombreuses productions de la décennie précédente. La peur et la spirale du silence qui paralysaient la société basque ont, sans doute, elles aussi, contribué à cet effacement : les cinéastes semblaient dans l'incapacité d'affronter un problème profondément enraciné. Ainsi, Koldo Izagirre, réalisateur d'*Amor en off* (1991), fut vivement attaqué par la gauche nationaliste radicale pour sa représentation de l'environnement de l'ETA, bien qu'il se revendiquât lui-même proche de cet univers idéologique. Antonio Hernández réalisa *Cómo levantar mil kilos* (1991), première comédie consacrée au terrorisme basque — et contre celui-ci — , avec un scénario de Mario Onaindia. Mais l'époque n'était pas encore disposée à accueillir une telle satire, qui fut un échec total. À l'inverse, *Días contados* (1994) d'Imanol Uribe, centrée sur les agissements d'un membre de l'ETA à Madrid, remporta un immense succès. Le panorama cinématographique de cette époque comprend également *Sombras en una batalla* (1993) de Mario Camus, et *A ciegas* (1998) de Daniel Calparsoro. L'œuvre de Camus constitue un portrait subtil d'une ancienne militante de l'ETA poursuivie par l'organisation elle-même, anticipant ainsi l'un des motifs récurrents du cinéma basque dans les années postérieures.

De fait, l'assassinat en 1997 de Miguel Ángel Blanco, jeune conseiller municipal du Parti populaire à Ermua, déclencha une réaction populaire sans précédent contre l'ETA[1]. Ce n'est pas un hasard si, à partir de ce moment, sont apparus des films mettant au premier plan les victimes. Parmi les documentaires, on peut citer *Asesinato en febrero* (2001) d'Eterio Ortega, consacré à l'assassinat du dirigeant socialiste Fernando Buesa et de son garde du corps, l'*ertzaina* Jorge Díez Elorza ; ainsi que *Trece entre mil* (2005) d'Iñaki Arteta,

1 Pour plus de précisions, voir dans ce même ouvrage l'article de Roncesvalles Labiano (« Du "algo habrá hecho" au "¡Basta ya!". La réponse sociale au terrorisme de l'ETA »).

Figure 1. *El viaje de Arián* (Eduard Bosch, 2000)

consacré à treize victimes oubliées. Jusqu'en 2011, ces réalisateurs et d'autres ont poursuivi leur travail de documentation du traumatisme infligé par l'ETA à travers des productions basées sur le recueil de témoignages. De manière significative, certains documentaristes ont produit des œuvres destinées à une diffusion directe en DVD (même si elles furent projetées dans des festivals), visant à rééquilibrer le récit dominant. Ils montraient notamment la souffrance des familles de membres emprisonnés de l'ETA, des personnes tuées par les GAL (Groupes antiterroristes de libération — organisation clandestine orchestrée par des hauts responsables du ministère de l'Intérieur sous le gouvernement socialiste de Felipe González pour lutter contre l'ETA avec ses propres armes), ou encore des deux militants exécutés à la fin du franquisme. Ce fut le cas de *Haizea eta sustraiak* (*Le vent et les racines*, Iñaki Agirre, 2007), *Itsasoaren alaba* (*La fille de la mer*, Josu Martínez, 2009) ou *Sagarraren denbora* (*Le Temps des pommes*, Josu Martínez et Txaber Larreategi, 2010). Ces œuvres annonçaient déjà la bataille mémorielle qui allait s'ouvrir après la fin de la violence en 2011.

Toujours dans le domaine de la fiction, bien que sous une forme différente, le cinéma commença lui aussi à restituer la mémoire des victimes de l'ETA. Ainsi, deux films sortis en 2000 racontaient la vie de deux anciennes militantes de l'organisation terroriste ayant payé au prix fort leur décision de s'en éloigner : *El viaje de Arián*, d'Eduard Bosch, et *Yoyes*, de Helena Taberna. Ce dernier film retrace l'histoire réelle de Dolores González Katarain, ancienne dirigeante de l'ETA, assassinée en 1986 par ses anciens compagnons d'armes, sous les yeux de son fils âgé de trois ans. Si ces deux récits mettaient au centre la figure du bourreau devenu victime — avec une perspective genrée, puisqu'il s'agissait de femmes terroristes — , le film *Todos estamos invitados* (2008), de Manuel Gutiérrez Aragón, marqua une évolution notable : il racontait l'histoire d'un professeur d'université menacé par l'ETA. Ce fut le point de départ d'un nouveau cycle de longs-métrages dans lesquels l'idéalisation des membres de l'organisation, fréquente durant la Transition, tendait désormais à s'effacer. Ce fut le cas de *La casa de mi padre* (2008), de Gorka Merchán, ou de *Felicidad perfecta* (2009), de Jabi Elortegi, adaptation d'un roman d'Anjel Lertxundi.

L'époque vit aussi l'émergence d'œuvres très diverses, à commencer par le documentaire *La pelota vasca. La piel contra la piedra* (2003) de Julio Medem, qui suscita une vive polémique dans un contexte politique particulièrement tendu ; ou encore *Tiro en la cabeza* (2008) de Jaime Rosales, film au style quasi expérimental. Dans le registre de la fiction, Miguel Courtois explora l'histoire réelle d'un membre de l'ETA devenu informateur de la police dans *El lobo* (2004). Le même réalisateur porta ensuite à l'écran l'action des Groupes antiterroristes de libération dans le film *GAL* (2006)[2].

Enfin, il n'est pas anodin que la production télévisuelle — qui, jusqu'à l'an 2000, avait très peu abordé la question de l'ETA en dehors des reportages d'actualité — ait commencé, dans la première

2 Santiago de Pablo, *Creadores de sombras. ETA y el nacionalismo vasco a través del cine*, Madrid: Tecnos, 2017, p. 135-438; Rob Stone et María Pilar Rodríguez, *Cine Vasco: Una historia política y cultural*, Salamanca: Comunicación Social, 2015, p. 128-164.

décennie du XXIe siècle, à s'en saisir davantage. Elle le fit aussi bien par le biais du documentaire que de la fiction, à travers des téléfilms ou des mini-séries en deux épisodes : *Miguel Ángel Blanco: el día que me mataron* (Eduardo Blanco, Telecinco, 2006), *Zeru horiek* (*Esos cielos,* Aizpea Goenaga, TVE, 2006), *48 horas* (Manuel Estudillo, Antena 3, 2008), ou encore *Una bala para el rey* (Pablo Barrera, Antena 3, 2009). L'année 2011 — année où l'ETA annonça sa renonciation définitive à la violence — vit justement la diffusion de plusieurs productions par les chaînes publiques espagnole, basque et catalane, ainsi que par Antena 3. Parmi elles, on peut mentionner deux téléfilms en deux parties, coproduits par TVE (Televisión Española) et ETB (Euskal Telebista) : *El asesinato de Carrero Blanco*, réalisé par Miguel Bardem, et *El precio de la libertad*, d'Ana Murugarren. Les titres, à eux seuls, constituaient une déclaration explicite de rejet de l'ETA. Le premier employait le mot *assassinat* pour désigner l'attentat contre Carrero Blanco en 1973, que beaucoup avaient alors justifié en raison de sa fonction à la tête d'un gouvernement dictatorial ; le second retraçait la biographie de Mario Onaindia, ancien membre de l'ETA condamné à mort lors du procès de Burgos en 1970, puis gracié peu après par Franco. Devenu l'un des artisans de la dissolution d'ETA politico-militaire en 1982, il avait fini, pour cette même raison, par être lui aussi menacé par l'organisation[3].

Un temps nouveau, de nouveaux regards

Telle était la situation lorsque, le 20 octobre 2011, l'ETA annonça le « cessez-le-feu définitif de son activité armée ». S'ouvrait alors le temps de la mémoire — ou plutôt des mémoires — tant les divergences d'approche dans la manière de raconter l'histoire de l'organisation terroriste et de se souvenir de ses victimes alimentèrent ce que

3 Santiago de Pablo, David Mota Zurdo et Virginia López de Maturana, *Testigo de cargo. La historia de ETA y sus víctimas en televisión*, Bilbao: Beta III Milenio, 2019, p. 55-177.

l'on appelle désormais la bataille pour le récit. D'un côté, la gauche *abertzale* — c'est-à-dire la gauche nationaliste radicale, qui a soutenu pendant longtemps les actions de l'ETA — ne défendait plus la légitimité de la violence et regrettait les morts causées par l'organisation désormais dissoute, sans toutefois aller jusqu'à les condamner. Cette lecture s'inscrit dans la logique du *conflit*, autrement dit dans l'idée d'une guerre immémoriale entre l'Espagne et le Pays basque. Il s'agit dès lors de reconstruire un passé acceptable pour ceux qui soutenaient l'ETA, en mettant l'accent sur la situation des prisonniers, sur les actes de torture, la répression policière, le terrorisme parapolicier durant la Transition ou encore sur les crimes des GAL dans les années 1980.

Face à cette interprétation, l'immense majorité des historiens universitaires, des partis politiques, des institutions consacrées à la mémoire du terrorisme et des associations de victimes ont souligné qu'il n'y avait jamais eu, au Pays basque, deux camps opposés. Ils rappellent qu'au-delà de l'existence d'autres groupes terroristes pendant la Transition et malgré d'éventuels abus ou erreurs commis par la police dans la lutte antiterroriste, le problème fondamental fut qu'ETA décida de continuer à tuer jusqu'en 2011, alors même que la dictature franquiste avait pris fin depuis longtemps et que le Pays basque bénéficiait depuis des décennies d'un gouvernement avec une grande autonomie soutenu par une large majorité de la population.

Néanmoins, au sein même de ce second courant, des nuances significatives méritent d'être soulignées. On peut ainsi parler d'un troisième espace : une position qui, tout en se démarquant de la gauche *abertzale* en distinguant clairement victimes et bourreaux, insiste davantage sur la nécessité de faire mémoire — parfois davantage que d'écrire l'histoire — , sur l'exigence de réconciliation, et sur la reconnaissance de la douleur de toutes les victimes des violations des droits humains survenues au Pays basque depuis 1936 jusqu'à nos jours.

Dans cette confrontation entre récits, la production audiovisuelle a constitué un champ de bataille à part entière, dans le prolongement des films réalisés depuis la Transition, et reflétant de manière souvent explicite les différents positionnements de cette lutte pour

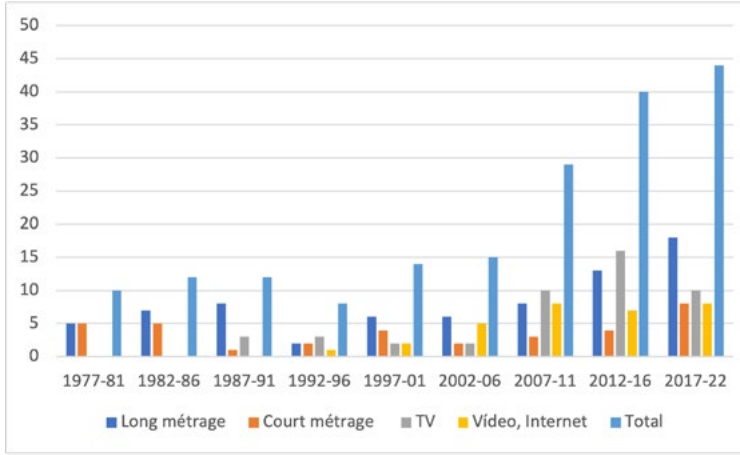


Figure 2. Évolution du nombre de productions audiovisuelles sur l'ETA et la violence au Pays basque par quinquennats, 1977-2022. Source : élaboration personnelle

la mémoire[4]. De fait, depuis la fin de la violence en 2011, on assiste à une croissance exponentielle du nombre de productions audiovisuelles consacrées à l'ETA et à la violence au Pays basque. Ce phénomène est illustré par le graphique ci-joint, qui recense aussi bien des documentaires que des fictions, en distinguant entre longs et courts-métrages cinématographiques, œuvres télévisuelles et productions diffusées en vidéo, DVD ou sur Internet. Le graphique s'arrête à l'année 2022 afin de permettre une comparaison par périodes quinquennales, mais les données les plus récentes confirment la tendance à la hausse de cette production audiovisuelle centrée sur la violence basque.

Une grande partie de cette augmentation est due à l'essor du documentaire, dont la réalisation est *a priori* plus accessible que celle

4 Roncesvalles Labiano, *Las víctimas de ETA en el cine y la literatura. Realidad y representación de los damnificados por el terrorismo (1968-2018)*, Thèse de doctorat inédite, Pampelune: Université de Navarre, 2019, p. 327-328.

Figure 3. *1980* (Iñaki Arteta, 2014)

de la fiction, et qui a su tirer pleinement parti des nouveaux supports de diffusion : plateformes de télévision, internet, etc. En outre, bien que la frontière entre fiction et documentaire soit parfois moins nette qu'on ne le croit, le cinéma documentaire permet en général de porter un discours plus rigoureux et plus explicite que la fiction. Il n'est pas anodin que presque toutes les productions audiovisuelles issues de la gauche *abertzale* soient des documentaires ; ou encore que les cinéastes les plus investis dans la restauration de la mémoire des victimes de l'ETA — tel Iñaki Arteta — aient fait du documentaire leur champ de prédilection. Autrement dit, ceux qui souhaitent réduire au minimum l'espace laissé à l'interprétation recourent en général davantage au documentaire — qui repose sur un pacte de lecture plus univoque — qu'à la fiction.

De fait, à partir de 2011, Iñaki Arteta a poursuivi la réalisation de documentaires centrés sur les témoignages de victimes de l'ETA, tels que *1980* (2014), *Contra la impunidad* (2016) ou *Sin libertad, veinte años después* (2022). Dans un autre de ses longs-métrages, *Bajo el silencio* (2020), il élargissait son regard à l'ensemble du monde nationaliste basque, y compris aux cercles proches de l'ETA, avec une posture critique assumée. D'autres documentaristes se sont inscrits dans cette même ligne critique vis-à-vis de l'ETA et respectueuse des

victimes. On peut citer notamment Jon Viar (*Traidores*, 2021), Belén Verdugo (*Lagun y la resistencia contra ETA*, 2020), Alberto Utrera (*Impuros*, 2021) ou Aitor González de Langarica (*Beldurra. Relatos del miedo*, 2023 et *Muerte en Amara*, 2024). Ce positionnement est également perceptible dans deux séries documentaires diffusées sur des plateformes télévisées : *ETA: el fin del silencio* (Alfonso Cortés Cabanillas et Jon Sistiaga, Movistar+, 2019) et *El desafío: ETA* (Hugo Stuven, Amazon Prime, 2020).

D'autres réalisateurs ont abordé cette thématique sous des angles différents. Certains ont porté leur attention sur les événements ayant précédé la défaite de l'ETA et l'annonce de la fin du terrorisme en 2011. C'est le cas de *Memorias de un conspirador* (2013) d'Ángel Amigo, ou de *El fin de ETA* (2016) de Justin Webster. Aitor Merino, quant à lui, a tenté d'expliquer, dans *Asier eta biok* (*Asier y yo*, 2013), comment son meilleur ami d'enfance avait pu rejoindre l'ETA. Ce que nous avons précédemment désigné comme un troisième espace s'est reflété notamment dans plusieurs documentaires télévisés, produits en particulier par ETB, la télévision publique basque. C'est le cas, notamment, de *Reconciliación* (Fermín Aio, 2012) ou de *Mariposas en el hierro* (Bertha Gaztelumendi, 2012), titres significatifs d'un élan vers la reconnaissance croisée de toutes les douleurs.

Finalement, dans le champ documentaire, la vision portée par la gauche nationaliste radicale a continué d'insister sur l'action des GAL ou des groupes incontrolés et parapoliciers pendant la Transition, ainsi que sur les cas de torture infligés par les forces de sécurité dans leur lutte contre l'ETA. Bien que ces faits soient réels (et tout à fait condamnables, de même que les tortures ou tout autre type de terrorisme), leur mise en récit adopte le plus souvent une perspective très unilatérale, omettant presque systématiquement les crimes perpétrés par l'ETA. Parmi ces documentaires, on peut citer *Ventanas al interior* (Josu Martínez et al., 2012), *Echevarriatik, Etxeberriara* (*De Echevarria a Etxeberria*, Ander Iriarte, 2015), *Caminho longe* (Josu Martínez et Txaber Larreategi, 2020), ou encore *Karpeta urdiñak* (*Les dossiers bleus*, Ander Iriarte, 2022).

Dans le registre de la fiction, ce type de discours proche de la gauche *abertzale* a connu peu de diffusion, sans doute pour des raisons de production. L'une des rares exceptions — *Negu hurbilak*

(Collectif Negu, 2023) — a eu une portée limitée. Un retentissement particulier accompagna la sortie du long-métrage d'animation pour adultes *Black is Beltza II: Ainhoa*, réalisé par le musicien bien connu Fermín Muguruza, qui, selon ses propres mots, abordait le « conflit répressif » auquel le peuple basque serait soumis. Indépendamment de la qualité du film, son récit reprend l'ensemble des topoï d'une certaine gauche internationaliste : Cuba, la Palestine, le Nicaragua, Che Guevara, la lutte contre les États-Unis, Reagan, la CIA, l'hétéropatriarcat, etc. La situation du Pays basque y est intégrée dans ce cadre global, alimentant la théorie du complot — pourtant démentie par la recherche académique — selon laquelle l'État espagnol aurait eu recours au trafic de drogues pour affaiblir la jeunesse basque. Si la réalité d'*Euskadi* y apparaît sous une forme complètement stéréotypée (comme en témoigne la représentation des forces de police), on note néanmoins quelques allusions aux victimes de l'ETA et aux doutes quant à la légitimité de la violence. De ce point de vue, le film témoigne de l'évolution de Muguruza lui-même, et plus largement de la gauche *abertzale*, qui tend à interpréter le terrorisme comme un épisode d'une guerre dans laquelle tous auraient été, d'une manière ou d'une autre, victimes.

D'autres œuvres de fiction récentes se sont éloignées de cette vision partielle pour proposer des approches plus hétérogènes et, souvent, plus riches. Faute de pouvoir les étudier toutes en détail ici, nous mentionnerons les plus marquantes, et en analyserons certaines plus en profondeur. Ainsi, plusieurs adaptations de romans à succès ont vu le jour, aussi bien au cinéma qu'à la télévision. Ce fut le cas d'*El hijo del acordeonista* (Fernando Bernués, 2019), adaptation du roman éponyme de Bernardo Atxaga, et surtout de la minisérie *Patria* (Félix Viscarret et Óscar Pedraza, 2020), produite par HBO. Cette dernière transpose à l'écran, en huit épisodes, le célèbre roman de Fernando Aramburu, publié en 2016. Le succès préalable de l'œuvre littéraire constituait en soi un défi, chaque spectateur pouvant se faire une idée préconçue de la manière dont les personnages et les décors devaient être représentés. La série est néanmoins parvenu à relever ce défi, en rendant palpable la complexité de la violence politique basque et son impact sur la population d'une ville moyenne de la province du Guipuscoa. On soulignera

tout particulièrement la manière dont les relations entre les personnages — inspirés de figures bien réelles : l'entrepreneur menacé, sa famille confrontée au silence et à l'isolement social, la famille du membre d'ETA, etc. — sont tissées avec subtilité. Certains personnages secondaires (les enfants de l'entrepreneur, le prêtre du village) sont certes moins bien construits et parfois trop caricaturaux. Mais ces ombres figuraient déjà dans le roman original, auquel la série reste globalement fidèle : on ne saurait donc en imputer la responsabilité aux réalisateurs de *Patria*[5].

Deux longs-métrages de fiction sortis après 2011 ont abordé la question sensible de la vengeance potentielle des victimes de l'ETA. Il s'agit de *Fuego* (Luis Marías, 2014) et de *Lejos del mar* (Imanol Uribe, 2015). Ce dernier, en particulier, bien qu'imparfait, illustre l'évolution du cinéma basque et espagnol au fil des décennies : Uribe, qui avait centré ses premiers films sur les activistes d'ETA durant la Transition, se penche désormais sur les victimes. Cela dit, l'absence totale d'actes de vengeance réelle de la part des victimes de l'ETA rend ce type d'intrigue peu pertinent sur le plan historique, même s'il peut renforcer la tension dramatique d'un scénario.

L'un des phénomènes les plus récents — après l'échec du film *Cómo levantar mil kilos* en 1991 — a été l'introduction de l'humour dans les représentations filmiques de l'ETA. Bien que l'émission satirique *Vaya semanita* (ETB, 2003—2016) ait ouvert la voie, il a probablement fallu attendre la fin de la violence armée pour que cette veine comique puisse s'exprimer pleinement au cinéma. Il est à noter que bien que certaines victimes aient exprimé leur malaise à l'égard de certaines de ces productions, l'intention était bel et bien de critiquer l'ETA par le biais de l'humour. Borja Cobeaga a été la figure centrale de ce courant, d'abord comme co-scénariste du succès de *Ocho apellidos vascos* (Emilio Martínez Lázaro, 2014), qui est à ce jour le plus grand succès commercial du cinéma espagnol. Bien que le film ne traite pas directement de l'ETA, le terrorisme y est présent comme toile de fond dans sa représentation du Pays basque,

5 Álvaro Abellán (dir.), *Mundos posibles poéticos. El caso de Patria: el pueblo, la novela, la serie*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2023.

ouvrant la voie à une série de projets comiques : *Aupa Josu* (2014), *Negociador* (2014) et *Fe de etarras* (2017), tous réalisés par Cobeaga. Chacun, avec son registre propre, parvient à désacraliser l'ETA. Toutefois, en raison même du genre comique auquel ils appartiennent, ces films n'accordent pas de place directe aux victimes du terrorisme.

Émotion, mais aussi véracité et éthique

En dehors du registre comique, d'autres longs-métrages de fiction récents méritent d'être mentionnés : *El cazador de dragones* (2012) de Patxi Barco ; *Lasa y Zabala* (2014) de Pablo Malo, à nouveau centré sur deux assassinats perpétrés par les GAL ; *Cuando dejes de quererme* (2018) d'Igor Legarreta ; ou encore *La jaula* (2019) de Marcos Cabotá. Ce dernier revient sur deux des derniers attentats commis par l'ETA en 2009 à Majorque, dans lesquels furent tués les gardes civils Carlos Sáenz de Tejada et Diego Salvà. Toutefois, l'approche du film reste très superficielle.

À l'inverse, une série télévisée et deux films récents — très différents dans leur ton comme dans leur traitement — incarnent parfaitement la tendance actuelle du paysage audiovisuel à placer au centre du récit les victimes de l'ETA, et non leurs bourreaux. Il s'agit de *Maixabel* (Icíar Bollaín, 2021), *El comensal* (Ángeles González Sinde, 2022) et de *La línea invisible* (Movistar+, 2020), réalisée par Mariano Barroso à partir d'une idée d'Abel García Roure. Dans le premier film, l'intrigue repose sur la reconstitution d'une rencontre réelle entre Maixabel Lasa — veuve du dirigeant socialiste Juan María Jáuregui, assassiné par l'ETA en 2000 — et deux des membres de l'organisation impliqués dans l'attentat meurtrier. Ces échanges entre victimes et bourreaux, tant dans la réalité que dans le film, ont eu lieu dans le cadre des rencontres restauratives initiées par la « Vía Nanclares », destinée aux condamnés pour terrorisme ayant rompu avec l'ETA et manifesté un repentir sincère.

Cet épisode avait déjà été évoqué, sous forme documentaire, dans l'un des épisodes de la série *ETA: el fin del silencio* (Movistar+, 2019), intitulé *Zubiak* (« Ponts » en basque). On y suggérait que l'attitude de cette victime et de ces anciens membres de l'ETA pouvait

permettre de rapprocher deux mondes *a priori* irréconciliables, ouvrant la voie à une réconciliation conforme aux principes du troisième espace.

Dans *Maixabel*, l'exactitude de la reconstitution des faits et la profondeur émotionnelle du portrait des protagonistes confèrent à l'ensemble une grande force dramatique. Le film connut un important succès public. La séquence de clôture est particulièrement significative : on y voit l'ancien terroriste assister à l'hommage annuel rendu à la mémoire de Jáuregui, sur le lieu même où a été érigée une stèle commémorative. Ce dernier plan, dans un paysage rural de la province de Guipuscoa aux accents presque idylliques, agit comme une métaphore d'un avenir possible fondé sur l'espérance, portée tant par les personnages que par les personnes réelles. Toutefois, de notre point de vue, il convient d'éviter l'erreur qui consisterait à ériger cette posture en modèle de « bonne victime », par opposition à celles qui, légitimement, ont refusé de participer à de tels processus. D'une part, l'écrasante majorité des anciens membres de l'ETA ne se sont ni repentis ni excusés ; d'autre part, chaque victime a le droit de vivre son deuil à sa manière, sans que cela n'entraîne de jugement moral.

S'agissant de *El comensal*, malgré une diffusion très restreinte en salles, le traitement qu'Ángeles González Sinde propose de l'histoire de l'ETA démontre qu'il est tout à fait possible, contrairement à ce que l'on affirme parfois, de produire une fiction de qualité centrée exclusivement sur les victimes du terrorisme, et non sur leurs bourreaux. Le film adapte le roman éponyme de Gabriela Ybarra, petite-fille de Javier Ybarra, entrepreneur et homme politique enlevé et assassiné par l'ETA en 1977. Le père de Gabriela n'avait jamais évoqué avec elle le meurtre de son propre père ; son héroïsme discret réside dans sa capacité à supporter sa douleur en silence, durant de nombreuses années. Finalement, la jeune femme parvient à aider son père à surmonter ce traumatisme, en l'amenant à partager enfin ce passé enfoui.

Alors que dans les films produits à l'époque de la Transition, les victimes étaient reléguées au rang de figurants, apparaissant seulement au moment d'être exécutées, *El comensal* opère un renversement des rôles : les terroristes n'apparaissent que pour enlever Javier

Figure 4. *La Línea invisible* (Barroso, 2020)

Ybarra, tandis que le récit se concentre sur les conséquences familiales de cette perte. Bien qu'une trame secondaire — la maladie de la mère de Gabriela — occupe également une place importante dans le film, le thème central demeure le silence douloureux des victimes du terrorisme. D'un côté, le fils de la victime supporte stoïquement les conséquences des années de plomb sans jamais les verbaliser. De l'autre, l'initiative de Gabriela permet à son père d'amorcer un processus de guérison. Son approche sensible et intime s'avère, à bien des égards, plus efficace que les politiques publiques de mémoire portées par les institutions.

La *Línea invisible*, quant à elle, est une série historique consacrée aux débuts de l'ETA. Mis à part un flash-back sur la fondation de l'organisation en 1959, Mariano Barroso retrace les événements survenus à la fin des années 1960, lorsque l'organisation commet ses deux premiers assassinats. C'est également à ce moment-là que Txabi Etxebarrieta, l'un de ses dirigeants, est tué lors d'un affrontement avec la Guardia Civil, quelques heures seulement après avoir perpétré le premier de ces crimes. La série accorde une place importante

à la figure d'Etxebarrieta, "le premier à tuer et le premier à mourir" dans l'histoire de l'organisation terroriste, érigé dès lors en héros martyr par les soutiens de l'ETA.

Mais la série s'attache aussi à restituer la trajectoire des deux premières victimes de l'ETA, qui sont très différentes l'une de l'autre : le garde civil José Antonio Pardines, abattu lors d'un banal contrôle routier près de Tolosa (Guipuscoa) le 7 juin 1968, et Melitón Manzanas, inspecteur-chef de la Brigade Politique et Social de la police politique de Saint-Sébastien, tué par balles à Irun le 2 août 1968. Entre les deux, la série montre également la mort d'Etxebarrieta, survenue le même jour que celle de Pardines, alors que la *Guardia Civil* traquait les auteurs de l'assassinat de son collègue. Les trois personnages sont particulièrement bien écrits, en particulier Pardines, dont on sait très peu de choses mais auquel la série consacre un épisode entier[6]. Il y devient le paradigme de la victime innocente, à mille lieues de l'image caricaturale du policier franquiste telle qu'on la trouvait dans les films sur l'ETA des années 1970[7].

Dans ce contexte, la sortie de *La infiltrada* (2024), réalisé par Arantxa Echevarría, pourrait sembler rompre avec la tendance récente du cinéma espagnol sur la violence politique basque. Et en effet, *La infiltrada* ne se centre pas sur les victimes du terrorisme, mais sur le travail policier ayant permis de mettre fin à l'ETA. Le film s'inspire d'un fait réel : l'infiltration, dans les années 1990, d'une agente de la police nationale au sein de l'organisation, infiltration qui permit de démanteler le commando Donostia, actif à Saint-Sébastien. Le genre du thriller policier aurait pu donner lieu à un récit déconnecté, centré sur l'action pure et minimisant la brutalité terroriste, comme ce fut en partie le cas dans *El lobo* (2004) de Miguel Courtois, qui retraçait l'histoire réelle de Mikel Lejarza, alias El Lobo, un membre de l'ETA devenu informateur.

---

6 Pour plus de précisions, voir dans ce même ouvrage l'article de Lucía Gastón-Lorente « Du mythe au jugement moral : le tournant narratif dans l'épisode cinq de *La línea invisible* ».

7 María Marcos Ramos, *ETA catódica: terrorismo en la ficción televisiva*, Barcelone: Laertes, 2021, p. 255-322.

Mais *La infiltrada* évite le piège de la banalisation. Sans renoncer à l'intensité dramatique du genre, elle parvient à préserver une lecture éthique claire. L'histoire est solidement construite, maintenant la tension narrative jusqu'à la fin, servie par les interprétations remarquables de Carolina Yuste et Luis Tosar. Le sujet de l'infiltration d'un groupe armé clandestin, riche en suspense, a d'ailleurs été abordé dans d'autres contextes, comme dans *Fifty Dead Men Walking* (2008) de Kari Skogland, consacré à l'IRA.

Echevarría s'attache en outre à rappeler que ce récit s'ancre dans une réalité historique. Le film s'ouvre sur des extraits d'archives relatifs à plusieurs attentats sanglants de l'ETA — le meurtre de José María Ryan, les attentats d'Hipercor et contre la caserne de la Guardia Civil à Saragosse — , puis évoque le choc de l'assassinat de Gregorio Ordóñez, auquel l'héroïne assiste par hasard. Hormis les policiers impliqués dans l'opération, les autres personnages portent leurs véritables noms, renforçant ainsi l'effet de véracité. Le film évoque aussi le risque du syndrome de Stockholm sans céder à l'ambiguïté, en maintenant une distance critique.

De même, dans d'autres films antérieurs, les exigences propres au genre conduisaient parfois à mettre l'accent sur les erreurs commises par les forces de l'ordre dans leur lutte contre ETA, voire à dénoncer les méthodes employées dans la lutte antiterroriste. Dans certains cas, les policiers apparaissaient même sous un jour plus sombre que les membres de l'organisation terroriste. *La infiltrada* évite également cet écueil, et ce sans didactisme, en évoquant, toutefois, les problèmes personnels des policiers, les rivalités entre les différents corps de sécurité, ainsi que les ingérences politiques dans les opérations. Le film aborde également d'autres questions pertinentes, telles que les relations de genre au sein d'ETA, déjà explorées dans des longs-métrages comme *Yoyes* ou *El viaje de Arián*[8]. Naturellement, un tel sujet reste ouvert à débat et à critique. Ainsi, nombre de spécialistes ne souscriraient sans doute pas à l'une des phrases finales

8 María Pilar Rodríguez, *Mundos en conflicto: aproximaciones al cine vasco de los noventa*, Saint Sébastien: Universidad de Deusto/ Filmoteca Vasca, 2002, p. 135-171.

du film, selon laquelle ETA aurait été vaincue non seulement grâce à l'action policière, mais aussi par « la société ». Cela n'enlève cependant rien à la valeur d'un film qui confirme la voie féconde empruntée par le cinéma espagnol pour porter à l'écran l'histoire de l'organisation terroriste basque.

En conclusion, l'histoire de l'ETA demeure un vivier fécond pour la création audiovisuelle. Ces dernières années ont vu naître des œuvres de plus en plus nombreuses, qui adoptent généralement une posture critique à l'égard de la violence terroriste. Elles contribuent ainsi à la construction d'une mémoire fondée sur la vérité historique et sur la reconnaissance des victimes. Cette dynamique coexiste, cependant, avec la pluralité des approches permise par la liberté artistique. Cinéma et télévision peuvent difficilement produire un récit univoque. Mais ils ne sauraient, pour autant, se dérober à leur responsabilité éthique lorsqu'il s'agit de représenter, à l'écran, une histoire aussi douloureuse que celle du terrorisme au Pays basque et en Espagne, entre 1968 et 2011.

Bibliographie

Abellán, Álvaro (dir.), *Mundos posibles poéticos. El caso de Patria: el pueblo, la novela, la serie*, Madrid: Los Libros de la Catarata, 2023.

De Pablo, Santiago, *Creadores de sombras. ETA y el nacionalismo vasco a través del cine*, Madrid: Tecnos, 2017.

—, Mota Zurdo, David et López de Maturana, Virginia, *Testigo de cargo. La historia de ETA y sus víctimas en televisión*, Bilbao: Beta III Milenio, 2019.

Díaz-Maroto, Aitor, *Luces, cámara y... ¡fuego! La violencia política del País Vasco y Colombia en el cine de ficción (1964-2017)*, Madrid: Sílex, 2022.

Labiano, Roncesvalles, *Las víctimas de ETA en el cine y la literatura. Realidad y representación de los damnificados por el terrorismo (1968-2018)*, Thèse de doctorat inédite, Pampelune : Université de Navarre, 2019.

Marcos Ramos, María, *ETA catódica: terrorismo en la ficción televisiva*, Barcelone : Laertes, 2021.

Rodríguez, María Pilar, *Mundos en conflicto: aproximaciones al cine vasco de los noventa*, Saint Sébastien : Universidad de Deusto/ Filmoteca Vasca, 2002.

Stone, Rob et Rodríguez, María Pilar, *Cine Vasco: Una historia política y cultural*, Salamanca: Comunicación Social, 2015.

Du mythe au jugement moral : le tournant narratif dans l'épisode cinq de *La línea invisible**

Lucía Gastón-Lorente
Université de Navarre

* Cet article a été traduit par des traducteurs extérieurs grâce au projet "Investigación y difusión sobre narrativa, violencia y memoria de las víctimas del terrorismo" du groupe de recherches "Narrativa, violencia y memoria", financé par la Fundación Víctimas del Terrorismo.

En octobre 2017, sept mois seulement avant l'autodissolution définitive de l'ETA, l'un des sondages de l'*Euskobarómetro*[1] s'est intéressé à la première victime du groupe terroriste[2]. Seulement 1,2 % des 600 personnes interrogées ont su répondre que le premier des plus de 850 assassinats perpétrés par l'ETA avait été celui de José Antonio Pardines, un officier de la Garde civile âgé de 25 ans, originaire de Malpica de Bergantiños, en Galice.

Il serait compliqué, voire périlleux, de tenter d'identifier les causes de cette désinformation. Au-delà des initiatives institutionnelles ou juridiques, l'histoire, l'éducation ou le journalisme semblent être des domaines propices pour fournir des données et des éclairages sur le passé qui permettraient d'inspirer le présent et l'avenir. Mais d'autres dispositifs peuvent également avoir un impact certain. Parmi eux, les fictions basées sur des faits réels. Et depuis 2020, on pourrait dire que José Antonio Pardines a enfin la sienne : la série *La línea invisible*, produite par Movistar+.

---

1 « Presentación-Grupo de investigación Euskobarometro », <https://www.ehu.eus/es/web/euskobarometro/auzkezpena> (consulté le 22 mai 2025).

2 Equipo Euskobarómetro, *Informe del Centro Memorial de Víctimas del Terrorismo. La sociedad vasca ante la memoria de las víctimas y el final del terrorismo. Avance de resultados, Vitoria-Gasteiz, Fundación del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, 2017.

Javier Marrodán affirme que « face à la déshumanisation qu'implique la violence, il est nécessaire de revendiquer l'être humain qui la subit, si souvent chosifié par les terroristes[3] ». Et c'est précisément ce que semblent faire Mariano Barroso, Abel García Roure et Michel Gaztambide, respectivement réalisateur, concepteur et scénariste de la série, lorsqu'ils montrent, tout au long du cinquième épisode, la vie privée de Pardines avant qu'il ne devienne une victime de l'ETA.

Mais ils vont plus loin. Pendant les 43 minutes de l'avant-dernier épisode de la série, ses créateurs rassemblent, à travers une focalisation variable, les perspectives de trois personnages (victime, bourreau et personnage secondaire comme référence morale) qui contribuent, comme l'affirment Jiménez-Ramos, Castrillo et Labiano, « à la formation d'une mémoire collective caractérisée par une volonté émotionnelle partagée[4] ».

À travers une analyse détaillée de l'épisode cinq de *La línea invisible* et des portraits qui y sont dressés de José Antonio Pardines (victime), Txabi Echebarrieta (bourreau) et *Txiki* (référence morale), cet article vise à réfléchir sur la capacité de la fiction basée sur des faits réels à remplir un devoir moral de mémoire qui implique la nécessité de « mettre des noms et des prénoms sur une réalité afin de la connaître vraiment, même rétroactivement[5] ».

La fiction basée sur des faits réels au centre du récit

La fin de l'ETA en 2018 a donné lieu à une multitude d'œuvres audiovisuelles, de fiction et de non-fiction, qui se poursuit encore aujourd'hui et qui réfute l'idée défendue par certains agents du

3 Javier Marrodán, « El relato, una necesidad moral. Reflexiones y propuestas para una sociedad posterrorista », *Frontera Revista Digital*, 22-x-2015.

4 María Jiménez Ramos, Pablo Castrillo et Roncesvalles Labiano, « Una "memoria emocional" del terrorismo de ETA. Representación de las víctimas en *La línea invisible* y *Patria* », *Araucaria,* 2022.

5 Marrodán, *op.cit.*, 22-x-2015.

secteur qui considéraient que parler du groupe terroriste était un « poison pour le box-office »[6]. Car s'il est vrai que certaines productions sont passées inaperçues, d'autres comme *La línea invisible*, *Patria*, *Maixabel* (*Les Repentis)* ou *La infiltrada* (*Undercover*) ont non seulement connu un succès notable, mais ont également joué un rôle de premier plan dans ce que l'on appelle communément la "bataille pour le récit".

Cet ensemble d'œuvres, passé en revue par Santiago de Pablo[7], montre les différentes postures qui peuvent être adoptées. Les œuvres les plus récentes forment un groupe hétérogène qui respecte la liberté de leurs créateurs, mais elles fuient généralement la justification de la violence et cherchent plutôt à délégitimer l'ETA et à honorer ses victimes. Cette position, que l'on retrouve dans les productions documentaires telles que *ETA : El desafío* (Prime Video) ou *Bajo el silencio* (Iñaki Arteta 2020), a suscité une certaine controverse dans le monde de la fiction, puisque la nature dramatique du genre implique parfois que les intentions cachées derrière l'histoire racontée ne soient pas suffisamment claires[8]. Et dans le cas de *La línea invisible* et d'autres productions telles que *Maixabel* ou *La infiltrada*, les effets de la dramatisation sont d'autant plus pertinents que, même s'il s'agit d'œuvres de fiction, elles racontent une histoire vraie.

Bien qu'il existe de nombreuses façons de définir ou de délimiter ce qu'on entend par fiction basée sur des faits réels, nous considérons ici qu'il s'agit de productions audiovisuelles de fiction qui procèdent à une reconstruction dramatique d'un fait réel en utilisant, à quelques exceptions près, les vrais noms des personnages, des institutions et des lieux impliqués. Cette reconstruction dramatique implique la mise en place d'un scénario de fiction avec les libertés et adaptations narratives subséquentes. Mais lorsque ces adaptations

6 Santiago de Pablo, « Retrato actual de ETA en la pantalla », *The Conversation*, 24-1-2022.

7 Voir dans ce même ouvrage l'article de Santiago de Pablo, intitulé « Les victimes du terrorisme : au coeur du récit ? La fiction audiovisuelle contemporaine sur l'ETA ».

8 De Pablo, *op. cit.*, 24-1-2022.

narratives sont confrontées au besoin d'approfondir les motivations des personnages, elles peuvent entraver la perception d'une prise de position claire. En effet, la fiction, en usant de sa liberté d'inventer des scènes afin de combler les lacunes que les journalistes, les historiens ou toute autre profession qui cherche à faire la lumière sur la réalité des faits, ne peuvent remplir (pensées, réactions et scènes sans témoins, gestes impossibles à connaître) risque d'offrir une représentation du protagoniste qui justifie ses actes ou modifie le sens des événements. Et si le public considère cette fiction comme la seule version de référence, il pourrait alors tenir pour vrai une histoire qui ne l'est pas et juger une personne qui a réellement existé à travers un personnage qui, lui, n'existe pas[9].

Mais pour construire un personnage, il faut lui donner une motivation, car comme l'affirme McKee, « un personnage prend vie au moment où nous apercevons clairement son désir […]. Derrière le désir, il y a la motivation. Pourquoi […] veut-il ce qu'il veut ?[10] ». Pour comprendre ce que veut le personnage, il faut l'humaniser. Et c'est précisément là que réside une grande partie des controverses qui ont surgi à la suite de fictions basées sur des faits réels. Car reconnaître la complexité d'un personnage qui a commis des actes horribles place le téléspectateur à un carrefour où l'empathie, la sympathie voire l'antipathie inspirées par sa représentation peuvent le persuader ou renforcer certaines de ses convictions[11].

Dans le cas de *La línea invisible*, et bien que le titre lui-même fasse allusion à cette ligne ou frontière franchie par le groupe terroriste lorsqu'il a assassiné José Antonio Pardines, certains critiquent l'humanisation de Txabi Echebarrieta, premier membre de l'ETA à tuer et à mourir, et l'un des personnages principaux de l'histoire[12].

---

9 Lucía Gastón-Lorente, « El riesgo de la desinformación en la ficción basada en hechos reales: *The Thing About Pam* (o la cosa de justificar al criminal) », *Estudios sobre el Mensaje Periodístico*, 2022.

10 Robert McKee, *El Guión,* ALBA, 2002.

11 Aurore Ducellier, « El uso de la memoria antifranquista por ETA en series de ficción », *Atlante,* 19, 2023.

12 De Pablo, *op. cit.*, 24-1-2022.

C'est pourquoi, au-delà du portrait dressé de chaque personnage dans une fiction basée sur des faits réels, il est fondamental de comprendre l'approche adoptée par la narration. Car si toute œuvre de fiction se doit de mettre en scène les motivations, et donc l'humanité, de ses personnages principaux, le fait d'attribuer aux victimes un rôle de premier plan et de les placer au centre de la narration permet d'éviter la légitimation des actes criminels du groupe terroriste[13]. Et, en ce sens, l'épisode cinq de *La línea invisible* analysé ci-dessous permet de placer la mini-série dans cette position.

Méthodologie

Cet article vise à montrer pourquoi l'épisode cinq de *La línea invisible* est essentiel afin de placer la mini-série comme une production qui cherche à délégitimer la violence et à redonner aux victimes leur visibilité. Ainsi, il analyse l'épisode en suivant, avec quelques modifications, la proposition méthodologique formulée et appliquée par Roncesvalles Labiano dans sa thèse de doctorat[14] articulée en trois niveaux : métahistoire, histoire et forme.

Par métahistoire, l'autrice fait référence à tous les éléments extérieurs au texte (en l'occurrence la série), mais qui en sont étroitement liés. Parmi ces éléments figurent le réalisateur et ses intentions, les recommandations adressées, la société de production, d'autres textes connexes et les données d'audience. L'histoire, quant à elle, comprend l'étude du contenu narratif : l'intrigue, les personnages, les types de victimes et le rôle qu'elles jouent dans l'histoire. Enfin, la forme s'attache à l'étude des éléments linguistiques et techniques utilisés pour raconter l'histoire. Dans le cas qui nous occupe, cette

13 María Jiménez Ramos, *El valor del testimonio. Aportaciones de las víctimas de ETA al relato y a la sensibilización de la sociedad*, Pamplona, Université de Navarre, Thèse de doctorat, 2018.

14 Roncesvalles Labiano, *Las víctimas de ETA en el cine y la literatura. Realidad y representación de los damnificados por el terrorismo (1968-2018)*, Thèse de doctorat inédite, Pampelune: Université de Navarre, 2019.

dernière unité d'analyse sera remplacée par l'étude du portrait des trois principaux personnages mis en scène dans l'épisode cinq : José Antonio Pardines, Txabi Echebarrieta et *Txiki*.

Métahistoire

La série *La línea invisible*, sortie en 2020, est réalisée par Mariano Barroso d'après l'histoire de son scénariste et producteur exécutif, Abel García Roure. Produite par Movistar+, cette mini-série qui adopte la forme du *thriller* (fil conducteur de la structure de l'histoire) a été entièrement tournée au Pays basque et en Navarre.

Comme nous l'avons déjà souligné dans l'introduction, la série, basée sur des faits réels, revient sur les circonstances et les décisions qui ont conduit aux premiers assassinats de l'ETA et prend clairement position sur la question. Elle se penche sur le côté humain de chacun des personnages, y compris sur celui des deux victimes assassinées (José Antonio Pardines et Melitón Manzanas) et de l'assassin de la première victime (Txabi Echebarrieta), qui meurt dans un affrontement avec la Garde civile à la fin de la série.

En termes d'audience, la série a été un succès. Bien que les chiffres exacts n'aient pas été publiés, Movistar+ a rapporté en 2020 que *La línea invisible* avait été la production originale la plus regardée de son histoire dans les 25 jours qui ont suivi son lancement. En outre, 70 % des téléspectateurs qui ont regardé le premier épisode au cours de ces 25 jours ont visionné la série jusqu'à la fin[15]. La capacité de la série à atteindre un large public et son pouvoir d'influence sont donc incontestables.

Outre ce pouvoir d'influence, il faut rajouter que Mariano Barroso et Abel García Roure ont été conseillés dans la production de la fiction par l'historien Gaizka Fernández Soldevilla, qui assure que

15 Redacción, « "La línea invisible", un fenómeno de audiencias en Movistar+ », dans *Audiovisual451*, 11-v-2020.

« les faits sont bien documentés[16] ». En effet, alors qu'il travaillait sur la monographie historique *Pardines : cuando ETA empezó a matar* (Pardines : quand l'ETA a commencé à tuer), consacré à l'assassinat du garde civil, Abel García Roure a mené son propre travail d'enquête en interrogeant des témoins directs, des historiens et des journalistes dans tout le Pays basque et en Navarre[17]. Pour lui, il était essentiel d'accorder la plus grande fidélité aux faits et aux personnages qui y ont joué un rôle de premier plan :

> Le principe de base a toujours été d'être très vigilants, d'analyser soigneusement chacun des détails qui étaient intégrés à l'intrigue et aux personnages et de les confronter aux faits établis dans la documentation. Nous devions toujours garder à l'esprit que les portraits des personnages et la représentation des faits pouvaient facilement générer des significations implicites indésirables, même inconsciemment, susceptibles de conduire à des interprétations erronées[18].

Le podcast journalistique *La línea invisible* donne également une idée de la véracité des faits racontés dans la fiction. Cette série de six enregistrements, produite par Movistar+ et publiée sur Spotify après le lancement de la série télévisée, est dirigée par Pablo González Batista et animée par Conchi Cejudo, tous deux journalistes. Bien que l'objectif de cette fiction basée sur des faits réels ne soit pas de raconter fidèlement ce qui s'est passé, l'intertextualité établie entre celle-ci, la monographie de Gaizka Fernández Soldevilla et la série de podcasts donne une idée de l'engagement de Mariano Barroso et Abel García Roure vis-à-vis de la vérité, même s'il ne s'agit pas toujours d'une vérité au sens factuel du terme.

---

16 Xosé Manuel Lema, « Gaizka Fernández: "La serie *La línea invisible* servirá para dar a conocer a José Antonio Pardines" », *Adiante Galicia*, 22-IV-2020. Nous traduisons.

17 Inés Gaviria, « Entrevista a Abel García Roure », *OIET (Observatorio Internacional de Estudios sobre Terrorismo)*, 8-IV-2020.

18 *Ibid.* Nous traduisons.

Ainsi, pour Barroso, cette mini-série cherche à « faire la lumière » :

> Je pense qu'il est nécessaire de savoir ce qui s'est passé. Dans le cas de *La línea invisible*, l'intérêt suscité par la série est tout à fait spécifique et étroitement lié au fait que, d'après moi, il est très important de connaître ce qui s'est passé avant que ne commencent les événements qui se sont produits par la suite. Presque personne ne sait ce qui s'est passé avant, comment tout cela a commencé. Il y avait là, je pense, une zone d'ombre, un fait qui n'avait jamais été raconté, une lacune dans notre histoire récente, qui est loin d'être la seule[19].

Ainsi, et compte tenu du manque général de connaissances du grand public sur les premières années du groupe terroriste, analyser leur représentation dans *La línea invisible* est on ne peut plus pertinent, et ce, pour deux raisons principales. D'une part, parce que les créateurs de la série se sont efforcés de rester fidèles aux faits en s'appuyant sur des recherches et des conseils d'experts, sans pour autant oublier qu'il s'agissait d'une fiction et que, par conséquent, des changements et des altérations se devaient d'être volontairement introduits en faveur de la construction narrative. D'autre part, compte tenu du pouvoir d'influence de la production qui, comme nous l'avons mentionné, a été un succès d'audience, démontrant ainsi la capacité de la fiction à présenter le premier assassinat de l'ETA au grand public.

Histoire

Comme mentionné dans la section précédente, *La línea invisible* raconte les événements qui ont conduit aux deux premiers

19 María José Arias, « Mariano Barroso: "Los personajes de 'La línea invisible' se sienten legitimados para decidir a quién pueden matar y a quién no" », *Público*, 8-iv-2020.

assassinats de l'ETA. La série se penche sur les actions, les motivations et les idées des principaux membres du groupe terroriste dans les années 1960. En outre, elle pénètre dans le système policier de l'époque, qui est passé de la méconnaissance de l'acronyme ETA à en faire sa cible principale. Pour y parvenir, la fiction est construite autour de deux personnages principaux, qui, bien qu'ils ne soient qu'une représentation historique, ont réellement existé : Txabi Echebarrieta, leader du groupe terroriste et premier membre de l'ETA à assassiner et à être assassiné, et Melitón Manzanas, chef de la brigade politico-sociale de Guipúzcoa et deuxième victime assassinée par l'ETA.

Echebarrieta est présenté comme un jeune homme idéaliste, entouré d'autres membres de l'ETA qui le sont tout autant, et qui troque les salles de cours de l'université pour la clandestinité, franchissant peu à peu toutes les frontières. Melitón Manzanas, quant à lui, apparaît comme un policier dur et tortionnaire qui, tout au long des années 1960, fait de l'ETA sa plus grande obsession. En dehors de sa vie professionnelle, il est cependant dépeint comme un père de famille qui adore sa fille et qui entretient une liaison extraconjugale.

Mais en plus d'Echebarrieta et de Manzanas, un troisième protagoniste important n'apparaît qu'au cinquième épisode de la série. Il s'agit de José Antonio Pardines, agent de la Garde civile en charge du trafic et première victime mortelle de l'ETA. Pardines ne fait pas partie de l'intrigue principale, car son meurtre n'avait pas été prémédité et que son histoire n'était pas liée à celle du groupe terroriste. On peut donc considérer que la seule partie de sa vie qui soit pertinente pour l'intrigue est sa mort. Cependant, la série fait une pause dans le cinquième épisode, dans lequel l'intrigue principale perd de l'importance au profit de la narration de la vie et de la mort de Pardines.

Par conséquent, bien que *La línea invisible* comprend, selon la classification de Labiano[20], différents types de victimes (victimes de l'ETA, victimes des excès répressifs du régime franquiste et autres figures « en souffrance » représentées comme victimes), cet article se consacrera à l'analyse du cinquième épisode pour deux raisons.

20 Labiano, *op. cit.*, 2019.

D'une part, parce que, grâce à la représentation de la vie de José Antonio Pardines, c'est dans cet épisode que « le contraste » entre victime et bourreau est le plus évident, montrant « l'asymétrie morale entre les deux types de personnages ». D'autre part, parce qu'il montre également les changements qui s'opèrent chez *Txiki*, personnage de fiction, l'amie d'Echebarrieta et membre de l'ETA, qui servira de référence morale à partir de ce moment-là, et ce, jusqu'à la fin de la série[21].

Épisode cinq : Pardines, Echebarrieta et *Txiki*

Pardines

Les neuf premières minutes et demie du cinquième épisode de *La línea invisible* sont consacrées au portrait de José Antonio Pardines, un personnage historique qui, toujours selon le schéma proposé par Roncesvalles Labiano[22], est classé comme victime primaire (car il subit directement la violence exercée par l'ETA), mais dont l'assassinat n'avait pas été prémédité. Agent de la Garde civile, il appartenait au groupe que l'ETA surnommait les « forces d'occupation ».

Pardines n'avait jamais croisé le chemin de l'ETA. Son assassinat, qui survient lors d'un contrôle routier, n'avait pas été prémédité. Il est donc souvent ignoré par le groupe terroriste et ses sympathisants, et même par la population en général. Comme l'affirme Rodríguez Fouz, « si l'on s'en tient à ce que raconte l'ETA, on ne parle pas du jeune homme à qui Txabi Echebarrieta […] a ôté la vie par "erreur", mais de Melitón Manzanas, tortionnaire notoire de la police espagnole sous le régime franquiste[23] ». Une réalité que Abel García Roure a également pu vérifier :

---

21 Jiménez Ramos, Castrillo et Labiano, *op. cit.*, 2022.

22 Labiano, *op. cit.*, 2019.

23 Marta Rodríguez Fouz, « Memorias y ficciones en la recreación de un pasado violento. El caso de ETA », *Papeles del CEIC*, vol. 2021/1, 2021, p.12. Nous traduisons.

> Lorsque j'ai commencé mes recherches, j'ai constaté que le récit dominant était essentiellement celui établi, a posteriori, par l'ETA elle-même et son entourage. La dimension légendaire de son protagoniste, Txabi Etxebarrieta, a été mise en avant : premier héros et martyr de la cause indépendantiste basque. […] Et dans cette histoire, l'agent de la Garde civile Pardines existait à peine, il n'était qu'un uniforme, dépourvu de biographie et de toute nature humaine[24].

Mais *La línea invisible* pose bel et bien son regard sur José Antonio Pardines. Et ce, après un travail de recherche ardu qui s'est appuyé sur les témoignages de personnes proches de lui, comme son frère, Manuel Pardines, quelques collègues de Saint-Sébastien et un garde galicien qui avait étudié avec lui à l'école de la Garde civile. D'après García Roure, ces témoignages ont fourni « de petits détails qui ont été d'un grand intérêt pour dresser un portrait plus précis du jeune agent de la circulation[25] ». Et ce sont précisément ces détails que l'on retrouve pendant les plus de seize minutes que la série consacre à la vie de Pardines. Seize minutes au cours desquelles se construit un personnage à part entière, avec des objectifs, des rêves et des intentions qui évoluent tout au long du récit. Comme le dit Pérez Pérez :

> La vie des victimes est marquée de manière traumatique par les épisodes violents qu'elles ont vécus, soit directement, soit à travers les dommages infligés à leur famille ou à leurs proches. Cependant, la reconstitution de leurs témoignages ne doit pas se limiter à ces épisodes spécifiques où leur vie a été écourtée par la violence terroriste. Il est également nécessaire de se plonger dans l'histoire de leur vie avant et après cet événement […]. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons intégrer leur histoire à partir d'une méthodologie rigoureuse dans une perspective historique plus

24 Gaviria, *op. cit.*, 8-IV-2020.

25 *Ibid.*

> large, afin d'offrir de nouvelles clés pour comprendre notre passé et notre présent[26].

Pardines apparaît comme le personnage principal de sa propre histoire, aux côtés d'Amelia, sa petite amie, qu'il rencontre au début du récit qui lui est consacré. L'épisode commence avec Pardines qui exerce ses fonctions d'agent de la Garde civile de la circulation aux côtés de son collègue. Lors d'une pause-café, le jeune homme remarque Amelia, la serveuse, et cherche à la connaître, provoquant ainsi les moqueries de son collègue, qui lui rappelle qu'il a demandé sa mutation en Galice, sa terre natale. Le public comprend ainsi le point de départ de l'histoire : un agent galicien en poste au Pays basque rencontre une jeune femme basque et veut faire sa connaissance malgré son désir de rentrer chez lui. À partir de ce moment-là, l'intrigue de Pardines se concentre sur l'évolution de sa relation avec Amelia : il l'invite à sortir ; ils ont un rendez-vous au cours duquel ils font un tour de montagnes russes, mangent une tortilla de patatas espagnole et officialisent leur relation par un baiser. Après cette séquence, les souhaits du protagoniste changent. Il demande à son supérieur d'annuler les procédures de transfert : « C'est une belle fille d'ici. Eh bien, tous mes vœux Pardines. Ne m'invitez pas au mariage, une petite bouteille de cognac fera l'affaire[27] ». Un changement se produit alors par rapport aux plans initiaux du personnage, qui se reflète également dans une conversation entre Amelia et Pardines alors qu'ils dînent dans un restaurant chic. Au cours de ce dîner, le couple parle du moment où ils rencontreront leurs familles respectives, de l'endroit où ils aimeraient vivre plus tard et d'un éventuel mariage. C'est avec cette dernière conversation pleine de rêves et qui présage un avenir heureux pour le couple que se termine le rôle actif

---

26 José Antonio Pérez Pérez, « La memoria de las víctimas del terrorismo en el País Vasco: un proyecto en marcha », dans Carnicero Herreros, Carlos y Rivera, Antonio (ed.), *Violencia política: historia, memoria y víctimas,* Madrid: Mala D. L., 2010, p. 345-346.

27 *La línea invisible,* chapitre 5, minute 13:05.

de Pardines dans la série. Sa vie sera écourtée par son assassinat aux mains de l'ETA lors d'un barrage routier.

Echebarrieta

Bien que Pardines soit le protagoniste d'une partie de l'épisode, son assassinat est raconté du point de vue d'Echebarrieta et de Peru, un personnage qui peut être identifié à Iñaki Sarasketa, le membre de l'ETA qui accompagnait Echebarrieta le 7 juin 1968, conférant ainsi au garde civil une présence passive. Le moment de bascule est clairement établi, car la même scène (lorsque la voiture des deux membres de l'ETA passe à l'endroit où le garde effectue le barrage routier) se répète, d'abord du point de vue de Pardines et, immédiatement après, du point de vue des deux membres de l'ETA, laissant place à la séquence de son assassinat.

Mais avant cette scène, qui se passe à la minute 31, deux scènes placent Echebarrieta non pas comme le jeune homme idéaliste et intelligent des premiers épisodes, mais comme un personnage dépassé et errant, face à un avenir qu'il considère comme inévitable. Jusqu'alors, la mini-série avait dépeint un Txabi profondément anti-franquiste : imaginant avec ses amis comment il tuerait le dictateur, réagissant avec indignation à l'arrestation de nationalistes brandissant l'ikurriña lors d'une fête de village, prononçant un discours à la fois propagandiste et émouvant devant les dockers, dans lequel il convoquait trois grands mythes du nationalisme basque — la victoire médiévale inaugurant un prétendu âge d'or, l'arbre sous lequel le seigneur de Biscaye aurait juré fidélité aux fueros jusqu'au XIXe siècle, et la mémoire des soldats tombés pour défendre « l'oasis basque » au début de la guerre civile. Peu à peu, à force d'intelligence et de sacrifice, il laissait derrière lui sa vie personnelle, y compris sa compagne, et gagnait la confiance des siens pour incarner le rôle de leader de l'ETA, sans jamais perdre cette aura d'intellectuel et de poète. Ce parcours trouvait son point d'orgue à la fin de l'épisode quatre, avec la décision d'assassiner Melitón Manzanas.

Mais à l'épisode cinq, cette vision commence à se transformer lorsque Txema, qui n'est identifié à aucun personnage ayant

réellement existé, mais qui représente plutôt « l'un des hommes d'action des débuts de l'ETA[28] », monte au grenier pour lui remettre les faux papiers qu'il a obtenus et les pilules qu'il lui a achetées à la pharmacie. Dans cette scène, on voit un Echebarrieta solitaire, absent et drogué. Il prend d'ailleurs une autre pilule dès qu'il les reçoit, ce qui inquiète son compagnon. En effet, à plusieurs reprises, il ne répond pas ou ne le regarde pas lorsqu'il lui parle et se touche nerveusement les cheveux et le visage. Avant de partir, Txema lui suggère de dormir et Echebarrieta lui répond : « Nous aurons le temps de dormir plus tard[29] ». Dans la fiction, la boîte de médicaments porte l'inscription « Centralidina », en référence aux amphétamines que le membre de l'ETA prenait apparemment et qu'il avait consommées le jour de l'assassinat de Pardines[30].

Outre la scène d'un Echebarrieta drogué et nerveux qui inquiète ses compagnons, une autre scène le montre en train de parler à *Txiki*, une femme membre de l'ETA. Un personnage de fiction qui pourrait avoir certaines « réminiscences de *Yoyes*[31] ». Dans une scène, alors que les deux personnages parlent dans le salon de la maison où ils se cachent, Txabi recommande à *Txiki*, enceinte, de quitter l'organisation dès qu'elle aura accouché. Elle, qui hésite parce que son compagnon est aussi membre de l'ETA, en profite pour lui demander des nouvelles de Julia, sa petite amie, qu'il a quittée en rejoignant le groupe terroriste. Il lui répond que tout ce qu'il sait c'est qu'elle va se marier et lui montre une photo qu'il garde toujours dans son portefeuille. Lorsque *Txiki* fait preuve de compassion en

28 Movistar, « Txema es Patrick Criado », consulté le 22, mai 2025.

29 *La línea invisible,* chapitre 5, minute 17:58.

30 *El Mundo*, « El terrorista invisible del nacimiento de ETA », 9-IV-2020. <https://www.elmundo.es/promociones/native/2020/04/09/> (consulté le 22 mai 2025).

31 Quim Casas, « Crítica de "La línea invisible": higiénica dramatización del nacimiento de ETA », *elPeriódico*, 5-IV-2020. Dolores González Katarain, alias « *Yoyes* », fut une dirigeante de la branche militaire de l'ETA militaire aux débuts des années 1970. Elle quitte l'organisation, et à son retour d'exil à la suite de la Loi d'amnistie de 1977, elle est assassinée par l'ETA le 10 septembre 1986 pour trahison.

apprenant sa rupture, Txabi affirme qu'« elle sera mieux » sans lui et lorsqu'elle rétorque qu'il devrait chercher quelqu'un qui le mérite, il répond que « c'est trop tard pour ça maintenant[32] ». Ensuite, Echebarrieta, s'inquiétant sincèrement pour *Txiki*, insiste pour la protéger de ce qu'ils prévoient de faire et des conséquences à venir. Elle répond qu'elle devrait peut-être faire comme lui, prétendre qu'elle est déjà morte : « Maxi m'a dit que chaque fois que tu es silencieux, c'est parce que tu penses que tu es déjà mort, qu'ils t'ont déjà tué. Et donc, que chaque jour que tu vis, c'est comme si c'était un jour gagné, comme un bonus[33]. »

Dans la scène suivante avec Echebarrieta, on le voit dans la voiture, aux côtés de Peru, alors qu'ils arrivent au barrage routier où José Antonio Pardines sera assassiné quelques minutes plus tard. Cette scène montre une nouvelle fois un Txabi nerveux et instable, qui décide d'improviser et de tuer l'officier de la Garde civile s'il découvre que la voiture a été volée. Dans la fuite, tandis que Peru cherche à se cacher et que Txabi nie avoir tiré alors qu'on l'a vu le faire, son personnage reflète une fois encore cette idée d'inévitable : « C'était ce qui devait arriver, tôt ou tard ça devait arriver. Quelle importance comment ou quand ça s'est produit ? Ça devait arriver et c'est arrivé[34] ». L'épisode se termine en montrant les deux membres de l'ETA cachés dans la maison d'une de leur connaissance, et Echebarrieta, nerveux et sur ses gardes, assis à la table de la cuisine aux côtés de la fille du couple qui les a accueillis. La jeune fille, reflet de l'innocence, lui demande pourquoi il se frotte constamment les mains.

Txiki

Si dans l'épisode cinq, Echebarrieta est bien déterminé à franchir la ligne qui le conduit à assassiner José Antonio Pardines, *Txiki* semble vouloir faire marche arrière. La jeune femme enceinte, qui

32 *La línea invisible,* chapitre 5, minute 20:55.

33 *La línea invisible,* chapitre 5, minute 22:03.

34 *La línea invisible,* chapitre 5, minute 36:35.

dans l'épisode précédent avait participé au vote qui a entériné l'assassinat de Melitón Manzanas, exprime pour la première fois ses doutes sur ce qu'ils vont faire.

Lors d'une conversation avec Maxi, son compagnon et autre membre de l'ETA, *Txiki* lui dit qu'elle n'arrêtait pas de penser que Manzanas « a une fille », « qu'elle s'appelle Ana et qu'elle a environ douze ans[35] ». Bien que l'âge de la fille de Manzanas dans la fiction ne corresponde pas à l'âge qu'elle avait lorsque son père a été assassiné, cette scène montre comment le doute s'est installé chez *Txiki* lorsqu'elle établit un parallèle entre sa vie (de femme enceinte) et celle de la victime (un père), humanisant ainsi le policier qu'ils projettent de tuer.

Maxi tente de démonter ce raisonnement en parlant des enfants des personnes torturées et en supposant que Manzanas est un père absent, comme l'était apparemment celui de *Txiki* : « Tu crois que Melitón tient plus à sa fille que ton père ne tenait à toi ?[36] ». Cette fois, la comparaison, le parallélisme, sert à dissiper les doutes de *Txiki*, du moins aux yeux de Maxi. Lorsqu'il la console en lui affirmant qu'elle ne sera pas celle qui le tuera, elle répond fermement : « Je ferai ce que j'ai à faire[37] ». Mais le doute est déjà présent et il persistera jusqu'à la fin.

En outre, la mini-série établit un autre parallélisme grâce au montage autour de la chanson *Ni Romeo ni Julieta* (1970) de Karina, au son de la musique diégétique, alors que Pardines et Amelia parlent de leur avenir au restaurant. Les scènes de cette conversation sont entrecoupées d'images de Maxi et *Txiki* se disant au revoir avant que cette dernière ne se rende à l'hôpital pour une visite de suivi de grossesse, accompagnée d'Echebarrieta. Ce sont les dernières scènes où l'on voit Amelia et *Txiki* avant les assassinats qui changeront leur vie à jamais : Amelia perdra son fiancé et *Txiki* ne reverra plus jamais son ami. Tandis que le téléspectateur observe les protagonistes

35 *La línea invisible,* chapitre 5, minute 11:19.

36 *La línea invisible,* chapitre 5, minute 12:10.

37 *La línea invisible,* chapitre 5, minute 12:21.

dans le calme avant la tempête de violence, la musique envoie un message clair :

> Non, nous n'avons pas à nous rapprocher de ceux qui s'opposent à notre amour. Car, tout est différent aujourd'hui. Le soleil rayonnant de splendeur brille. Non, nous ne sommes ni Roméo ni Juliette, ceux qui sont morts par amour. Non, nous ne sommes ni Roméo ni Juliette, prisonniers de la peur[38].

Si les doutes s'installent chez *Txiki* dès le cinquième épisode, il faut attendre le sixième pour qu'ils se concrétisent. À la fin de la série et après l'assassinat de Melitón Manzanas, la jeune membre de l'ETA, alors devenue mère de famille, et son compagnon décident de quitter l'organisation terroriste. La série se termine d'ailleurs au son de la voix de Txiki et de ses pensées qui, d'une certaine manière, contiennent le message latent de l'ensemble de la série :

> J'aurais aimé que Txabi soit là, qu'il voie que l'avenir n'a rien à voir avec le fait de franchir des lignes qui nous éloignent de nous-mêmes. J'ai beaucoup pleuré. Il n'y a rien de tel que de tenir sa fille dans ses bras pour comprendre la valeur d'une vie, le miracle qu'elle représente et la douleur lorsqu'elle est arrachée. Voilà pourquoi nous sommes partis et avons laissé tout cela derrière nous, pour toujours. […] Nous avons emporté avec nous la douleur que nous avions contribué à semer et qui allait ensanglanter notre terre pendant des années. Et la lutte est devenue une folie sans fin qui n'aura servi à rien[39].

38 *La línea invisible,* chapitre 5, minute 25:05.

39 *La línea invisible,* chapitre 6, minute 39.

Conclusions

Raconter les premiers assassinats de l'ETA dans une fiction n'est pas sans risque. L'humanisation et la recherche d'une motivation dans la construction d'un personnage de fiction font que les productions basées sur des faits réels peuvent, même sans le vouloir, justifier le criminel ou, du moins, blanchir son image dans l'imaginaire du grand public. En choisissant Txabi Echebarrieta comme l'un de ses protagonistes, *La línea invisible* court ce risque.

Cependant, bien que beaucoup critiquent la représentation d'Echebarrieta dans la série, cet article soutient que l'épisode cinq, qui s'intitule non sans raison « La línea », agit comme un tournant narratif et éthique qui redéfinit l'orientation de l'histoire et place la série parmi les productions qui contribuent à délégitimer la violence.

L'analyse effectuée révèle que l'épisode cinq de la série inclut, en croisant l'histoire des personnages, le point de vue de trois figures que Jiménez-Ramos, Castrillo et Labiano ont déjà identifiées dans l'ensemble de la série : la victime, le bourreau et le personnage secondaire servant de référence morale[40].

L'épisode consacre plus de seize minutes à montrer José Antonio Pardines comme un être humain à part entière, une perspective nécessaire et peut-être définitive en contraste avec l'image objectivée ou méprisante que l'ETA diffusait de ses ennemis supposés, qu'elle considérait comme de simples uniformes, des pions de l'État oppressif ou, pire encore, de méprisables *txakurras* (chiens). Même pour les 1,2 % de citoyens basques capables d'identifier la première victime de l'ETA, le jeune garde civil reste un agent des forces de sécurité, sans autre précision que son nom, son origine ou son âge. Ainsi, montrer la camaraderie qu'il partage avec ses collègues, parler de sa nostalgie ou de ses projets, permettre au téléspectateur d'assister à son amour naissant pour la jeune serveuse qui lui sert un verre dans un bar au bord de la route, tout cela contribue à dessiner la grande frontière morale qui sépare ceux qui ont pratiqué ou justifié

40 Jiménez Ramos, Castrillo et Labiano, *op. cit.,* 2022.

le terrorisme de ceux qui sont convaincus que la fin ne justifie pas les moyens et que la violence délégitime tout projet politique.

En revanche, Txabi Echebarrieta, présenté jusqu'alors comme un leader charismatique, idéaliste et intellectuel, apparaît dans cet épisode comme une figure dépassée, droguée et animée par une logique interne d'inévitabilité. Sa détérioration physique et émotionnelle anticipe la déchéance morale du personnage et l'éloigne de l'aura héroïque construite par le récit *abertzale*. Présenter la décision de tuer José Antonio Pardines comme impulsive et influencée par la consommation de drogue et centrer la première moitié de l'épisode sur la vie de la victime sont autant d'éléments clés qui permettent de déconstruire ce récit.

Enfin, *Txiki* incarne la conscience critique émergente au sein de l'organisation et la référence morale qui marque la prise de position de la série. Sa grossesse, son empathie envers les victimes et son malaise face aux décisions prises la placent comme une figure de transition. Elle représente le futur possible, la remise en question intérieure et, enfin, l'abandon de la violence. Son évolution tout au long de l'épisode et sa voix à la fin de la fiction clôturent le récit dans une perspective humaniste et autocritique.

Le choix de placer José Antonio Pardines au centre de l'histoire, de souligner la détérioration de Txabi Echebarrieta et l'absurdité de son crime, et de montrer les doutes de *Txiki* dans un seul et même épisode n'est certainement pas arbitraire. L'épisode cinq de *La línea invisible* rompt avec le rythme des épisodes précédents pour se concentrer sur la victime et montrer l'asymétrie morale entre les personnages. À partir de ce moment-là, la série ne tourne plus uniquement autour des origines de l'ETA, mais elle met bel et bien l'accent sur les conséquences humaines de sa violence. Ce faisant, elle articule le message central de l'oeuvre et rend visible cette ligne qui représente le moment où l'ETA décide de tuer et de devenir une organisation terroriste, mais qui, selon les mots d'Abel García Roure :

> […] pourrait également faire référence à ceux qui semblent incapables de la distinguer clairement. Ceux qui n'ont pas vu ou n'ont pas voulu voir de transgression morale dans les assassinats du garde civil Pardines ou de l'inspecteur Manzanas, mais plutôt

de l'héroïsme ou un noble sacrifice. Ceux qui, aujourd'hui encore, semblent incapables de percevoir cette frontière morale[41].

Bibliographie

Arias, María José, « Mariano Barroso: "Los personajes de 'La línea invisible' se sienten legitimados para decidir a quién pueden matar y a quién no" », *Público,* 8-iv-2020.

Audiovisual451, « 'La línea invisible', un fenómeno de audiencias en Movistar+ », *Audiovisual451*, 11-v-2020.

Barroso, Mariano, *La línea invisible* [mini-série], Espagne : Movistar+, 2020.

Casas, Quim, « Crítica de "La línea invisible": higiénica dramatización del nacimiento de ETA », *elPeriódico,* 5-iv-2020

De Pablo, Santiago, « Retrato actual de ETA en la pantalla », *The Conversation*, 24-i-2022.

Ducellier, Aurore, « El uso de la memoria antifranquista por ETA en series de ficción », *Atlante,* 19, 2023

El Mundo, « El terrorista invisible del nacimiento de ETA », *El Mundo*, consulté le 22 mais 2025. <https://www.elmundo.es/promociones/native/2020/04/09/>.

Equipo Euskobarometro, « Presentación del grupo », consulté le 22 mai 2025. <https://www.ehu.eus/es/web/euskobarometro/auzkezpena>.

41 Gaviria, *op. cit.*, 8-iv-2020.

—, *Informe del Centro Memorial de Víctimas del Terrorismo. La sociedad vasca ante la memoria de las víctimas y el final del terrorismo. Avance de resultados*, Vitoria-Gasteiz: Fundación del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo, 2017.

Gastón-Lorente, Lucía, « El riesgo de la desinformación en la ficción basada en hechos reales: *The Thing About Pam* (o la cosa de justificar al criminal) », *Estudios sobre el Mensaje Periodístico*, 2022.

Gaviria, Inés, « Entrevista a Abel García Roure », *OIET (Observatorio Internacional de Estudios sobre Terrorismo)*, 8-iv-2020.

Jiménez Ramos, María, *El valor del testimonio. Aportaciones de las víctimas de ETA al relato y a la sensibilización de la sociedad,* Pampelune: Universidad de Navarra, Thèse de doctorat, 2018, p.31-33.

—, Castrillo, Pablo; et Labiano, Roncesvalles, « Una 'memoria emocional' del terrorismo de ETA. Representación de las víctimas en La línea invisible y Patria », *Araucaria,* 2022.

Labiano, Roncesvalles, *Las víctimas de ETA en el cine y la literatura. Realidad y representación de los damnificados por el terrorismo (1968-2018)*, Thèse de doctorat inédite, Pampelune: Université de Navarre, 2019.

Lema, Xosé Manuel, « Gaizka Fernández: "La serie 'La línea invisible' servirá para dar a conocer a José Antonio Pardines" », *Adiante Galicia*, 22-iv-2020.

Marrodán, Javier, « El relato, una necesidad moral. Reflexiones y propuestas para una sociedad posterrorista », *Frontera Revista Digital*, 22-x-2015.

McKee, Robert, *El Guión*, ALBA, 2002.

Movistar, « Txema es Patrick Criado en *La línea invisible* », <https://lalineainvisible.movistarplus.es/personajes/txema> (consulté le 22 mars 2025).

Pérez Pérez, José Antonio, « La memoria de las víctimas del terrorismo en el País Vasco: un proyecto en marcha », dans Carnicero Herreros, Carlos et Rivera, Antonio (ed.), *Violencia política : historia, memoria y víctimas,* Madrid: Mala D.L., 2010.

Rodríguez Fouz, Marta, « Memorias y ficciones en la recreación de un pasado violento. El caso de ETA », *Papeles del CEIC, volumen 2021/1*, 2021.

Le récit de la violence dans la musique contestataire : sur la mémoire du Rock Radical Basque*

David Mota Zurdo
Université de Valladolid

* Ce chapitre d'ouvrage constitue une version révisée de l'article intitulé « Mémoire, histoire et musique contestataire : le rock basque et l'identité nationale », que j'ai publié dans *Investigaciones Históricas*, numéro extraordinaire II de l'année 2023. Je tiens à exprimer ma gratitude au comité éditorial de cette revue, en particulier à Pilar Calvo et Jesús Ángel Redondo.
Cet article a été traduit par David Crémaux-Bouche.

Introduction

Au cours des dernières décennies, l'historiographie espagnole a connu une croissance significative du nombre d'études culturelles. Dans les congrès académiques comme dans les médias, on accorde désormais davantage d'attention à ces travaux, en se focalisant surtout sur la contre-culture, sur différents courants artistiques et de pensée alternatifs, sur les identités de la jeunesse, la marginalité urbaine et ses corollaires, en mettant l'accent sur la violence et sur le lumpenprolétariat. Il ne s'agit toutefois que d'un intérêt ponctuel lorsqu'il est question de sous-thématiques telles que la violence politique. Certaines propositions n'aboutissent pas ou ne voient pas le jour sous forme d'articles universitaires et/ou de monographies, en partie parce que ces phénomènes — bien qu'il y ait des exceptions — sont souvent annexés à des thématiques plus vastes comme l'histoire sociale de la Transition démocratique espagnole ou la vie quotidienne des années 1980[1].

En Espagne, cette dynamique a particulièrement touché les études historiques sur la musique populaire contemporaine, où la production est très réduite. Le terrain est presque en friche si on le compare à d'autres disciplines, telles que la sociologie et l'anthropologie, qui font figure de pionnières. Les études historiographiques sur

1 Álvaro Heras-Gröh, *¡A tope! Cuadrillas, gamberrismo y delincuencia juvenil en el Gran Bilbao (1955-1990)*, Bilbao: Ediciones Sirimiri, 2023. Id., *La atracción del abismo. Auge y caída del consumo de heroína en Euskadi (1970-2000)*, Bilbao: Ediciones Sirimiri, 2021.

la musique contestataire occupent une position marginale, malgré leur fort enracinement dans la mémoire sociale et l'imaginaire collectif. Il est donc surprenant que les chercheur·e·s doivent encore justifier leur pertinence et écarter toute idée de trivialité pour démontrer qu'elles valent autant que les études historiographiques classiques[2].

De plus, si l'on creuse la thématique et qu'on ajoute d'autres variables telles que les discours de haine et le terrorisme, la difficulté de trouver des travaux spécialisés est encore plus grande. Si les articles historiographiques sur les mouvements sociaux et culturels alternatifs en Espagne ne sont déjà pas courants, ils le sont encore moins lorsqu'on y introduit des éléments d'une telle nature, ou encore l'influence d'un certain type de musique sur la radicalisation identitaire et discursive d'une communauté[3].

C'est pourquoi je remercie Jesús Alonso Carballés, David Crémaux-Bouche et Roncevalles Labiano, coordinateurs de cet ouvrage, d'avoir soutenu le travail présenté dans ces pages. Ce sujet est peu fréquent dans le milieu universitaire, bien qu'il soit inhérent à l'histoire de la violence politique dans l'Euskadi récente. Et c'est très probablement là que se situe l'un des problèmes : le manque d'attention. En conséquence, l'histoire et la mémoire du Rock Radical Basque (RRB) se teintent de grandes doses de sophisme, de nostalgie et de mythomanie. Trois ingrédients que des secteurs proches à la fois du nationalisme basque radical et de l'extrême gauche ont cultivés à des fins d'exonération, de justification et de déresponsabilisation de ceux qui, depuis les scènes, faisaient des clins d'œil à la haine et à la violence.

Ce chapitre met en valeur la nécessité d'aborder des études sur le RRB, étiquette qui désignait un sous-genre de musique contestataire dans l'Euskadi des années 1980 et qui reposait sur deux axes :

---

2 Fernán del Val, *Rockeros insurgentes, modernos complacientes: juventud, rock y política en España (1975-1985)*, Madrid: Universidad Complutense, 2014. David Álvarez, *Lo que hicimos fue secreto: influencia del punk y el hardcore en la ciudad de Madrid (1977-2011)*, Madrid: Universidad Complutense, 2021.

3 Sur le rôle joué par les communautés radicalisées : Antonio Rivera y Eduardo Mateo, *Verdaderos creyentes. Pensamiento sectario, radicalización y violencia*, Madrid: Catarata, 2018.

d'une part le rock, et d'autre part la politique, concrètement le discours de ses paroles : contre-hégémonique, identitaire et de confrontation. Pour ce faire, nous allons prendre en compte des variables telles que la violence, le terrorisme et le discours de haine, afin de pouvoir affronter avec plus de solidité la bataille pour le récit ou la lutte des mémoires et de l'histoire qui se déroule autour du RRB. Enfin, nous insisterons sur la nécessité d'entrecroiser ce mouvement avec son contexte propre ; autrement dit, l'influence qu'a eue la gauche nationaliste basque radicale ou gauche *abertzale* (GA) sur le climat de violence de l'Euskadi des années 1980, et le rôle qu'elle s'est arrogé dans l'émergence et la continuité du genre musical durant les années suivantes.

Historiographie, littérature historique militante et RRB

Dans l'historiographie basque, certains auteurs ont suivi en bonne part la ligne explicative indiquée dans le cadre de la Transition. Ils se sont attachés à démontrer, par exemple, qu'à partir de la fin des années 1970 la GA a tenté de devenir la référence de différents mouvements afin de les phagocyter, d'en devenir leur porte-parole et de s'attribuer la défense de leurs revendications, comme elle a essayé de le faire avec les mouvements écologiste, antinucléaire, anti-OTAN, pro-amnistie, littéraires et en faveur de l'euskara. Elle est également parvenue à contrôler les commissions de fêtes municipales pour leur donner un ton critique et revendicatif. Et elle a expressément soutenu les assemblées de jeunes (*gaztetxes*) qui se créaient dans de nombreuses localités pour exiger des espaces de loisirs autogérés, fondamentaux pour la culture alternative[4].

Ces auteurs ont également souligné, à propos du punk — l'un des genres musicaux contestataires par excellence des années 1980 — qu'il manquait d'une histoire propre au Pays basque, car, en raison

4 Raúl López-Romo, *Nuevos movimientos sociales en el País Vasco de la transición, 1975-1980*, Leioa: UPV-EHU, 2010.

de sa rébellion et de son caractère *anti-establishment*, il fut absorbé par la GA, qui l'instrumentalisa avec beaucoup de succès à partir de 1983. Herri Batasuna (HB), le parti de référence de la GA, le lia à d'autres courants contre-culturels, le resignifia, lui fournit des canaux de diffusion et de marché et lui donna le nom sonore de RRB, qui, bien que gênant pour beaucoup, fut accepté par tous. Cette opération servit à créer une scène musicale basque alternative et antisystème, homogène dans son discours mais riche en styles, car commodément tamisée par la GA et sa conception de l'identité nationale. Elle démontra également que la politique de la GA envers les mouvements sociaux, culturels et artistiques alternatifs consistait à tenter de les contrôler, en forçant la destruction et la marginalisation de celles et ceux qui résistaient[5].

La thèse de la littérature historique militante, en revanche, repose sur l'ambiguïté explicative. Elle a tenté de décharger les responsabilités et d'éviter des liens gênants ou forcés qui, selon elle, ne feraient que pervertir un mouvement devenu lieu de mémoire pour des générations, des musiciens et le public en général. Son argument est le suivant : ce sont les synergies diverses et les intérêts mutuels qui

5 Entre 1979 et 1984, Herri Batasuna, principal parti fédérateur de la GA, se revendiquait comme un mouvement anti-système. José Ignacio Ruíz Olabuénaga *et al.*, *Sociología electoral vasca*, Bilbao: Universidad de Deusto, 1998, p. 256. David Mota Zurdo, *Los 40 Radikales. La música contestataria vasca y otras escenas musicales: orígenes, estabilización y dificultades*, Bilbao: Ediciones Beta, 2017. Ander Delgado y Ekaitz Etxezarreta, «De los cantautores al rock radical. Una aproximación a la música popular y la juventud en la vida política del País Vasco (1960-1990)», *Historia Contemporánea*, 57, 2018, pp. 377-412. Si l'on porte le regard vers d'autres contextes géographiques, tels que le Royaume-Uni, l'Irlande ou les États-Unis, on constate l'existence d'une abondante littérature consacrée aux liens entre rock, identité nationale, radicalisation et terrorisme. Barbara Lebrun, *Protest Music in France. Production, Identity and Audiences*, New York: Routledge, 2009. Irene Morra, *Britishness, Popular Music, and National Identity: the Making of Modern Britain*, New York: Routledge, 2014. Gaizka Fernández y Juan Francisco López, *Allí donde se queman libros. La violencia política contra las librerías (1962-2018)*, Madrid: Tecnos, 2023.

ont porté le RRB, et non la décision préméditée d'une coalition politique comme HB[6].

Mais les recherches universitaires montrent que ce n'est pas le cas. Selon les spécialistes, la section jeunesse de HB, *Jarrai* (continuer), décida lors de son II[e] Congrès, en 1983, de se rapprocher de la jeunesse punk pour mener auprès d'elle une « importante tâche d'idéologisation », car…

> …nombre de ces jeunes vivaient une situation difficile et avaient un avenir sombre ; leurs intérêts et ceux de Jarrai étaient donc similaires. Il fallait leur proposer un projet collectif et les attirer vers la gauche *abertzale*. Et si l'on voulait attirer la jeunesse basque la plus engagée dans l'environnement de HB, on ne pouvait le faire en laissant de côté le RRB, dont les textes engagés le reliaient au mouvement indépendantiste[7].

Bien que les travaux académiques réfutent les assertions de la littérature historique militante, la réalité est amère : ils n'ont guère d'écho. Ils sont une infime minorité face à la quantité de mémoires, de chroniques et de romans — souvent de simples recueils d'anecdotes, et, dans d'autres cas, des guides et références de valeur

---

6 Eoin Ò Broin, *Matxinada. Historia del Movimiento juvenil radical vasco*, Tafalla: Txalaparta, 2004. Huan Porrah, *Negación punk en Euskal Herria*, Tafalla: Txalaparta, 2006. Jakue Pascual, *Movimiento de Resistencia. Años 80 en Euskal Herria: contexto, crisis y punk*, Tafalla: Txalaparta, 2015. Ion Andoni del Amo, *Party & Borroka, Jóvenes, música(s) y conflicto(s) en Euskal Herria*, Tafalla: Txalaparta, 2016.

7 «…muchos de estos jóvenes vivían una situación dura y tenían un futuro difícil, circunstancia por la que sus intereses y los de Jarrai eran similares. Y por la que se debía buscar una propuesta colectiva para este colectivo y atraerlos a la Izquierda *Abertzale*. Y si se pretendía atraer a la juventud vasca más comprometida al entorno de HB, eso no se podía hacer dejando de lado al RRV, cuyos textos comprometidos le conectaban con el movimiento independentista» (Delgado et Etxezarreta, *op. cit.*, pp. 402-403). Nous traduisons.

indéniable — publiés régulièrement au Pays basque au sujet du rock basque des années 1980 et offrant une image complaisante[8].

Parallèlement, ont été publiés des travaux qui évitent (de façon consciente ou non) les liens avec la politique, la violence et le terrorisme. Suivant Elena López Aguirre, il s'agit d'une omission injustifiable, car la genèse du RRB fut consubstantielle au climat de violence et de terrorisme que subissait alors le Pays basque. Les paroles sont nées d'un contexte violent et ne devraient pas être déformées ni resignifiées *a posteriori*. Le contenu de ces chansons faisait partie intégrante d'un monde teinté de haine, de terreur et de peur[9].

Et pour preuve : en 1987, le groupe MCD, originaire de Bilbao, sortit la chanson « Ruido de sables » (bruit de sabres) : une attaque frontale et rageuse contre les institutions du Gouvernement espagnol, non exempte de moquerie, où les membres des Forces et Corps de Sécurité de l'État (FCSE) sont définis comme des ennemis, des éléments à éliminer, pour lesquels on ne doit éprouver aucune empathie. La strophe choisie est suffisamment claire : « Quand je suis chez moi à écouter le journal télévisé, j'attends de connaître la nouvelle d'un autre attentat, pour savoir que je suis vivant et me moquer de l'État. Nous n'avons aucune peine de vous savoir sous terre[10] ».

L'année de sa sortie, l'ETA ôta la vie à douze membres des Forces de Contrôle et de Sécurité de l'État (FCSE) au Pays basque, durant

---

8 Patxi Irurzun, *Tratado de (H)ortografía*, Pamplona: Pamiela, 2020. Id., *Chucherías Herodes*, Pamplona: Pamiela, 2021. Evaristo Páramos, *Qué dura es la vida del artista. Un anecdotario de La Polla Records*, Madrid: Desacorde, 2018. Beñat Argingoniz, *Pasión y muerte de Iosu Expósito.* Bilbao: Ediciones el Gallo de Oro, 2014. Roberto Moso, *Puto Boomer*, Bilbao: Last Tour Liburuak, 2024. Javier Corral, *Fiesta y rebeldía. Historia oral del Rock Radical Vasco*, Bilbao: Last Tour Liburuak, 2025.

9 Elena López-Aguirre, « ¿Quosque tandem, Vasconia? » dans Rivera, Antonio et Mateo, Eduardo (eds.). *Las narrativas del terrorismo. Cómo contamos, cómo transmitimos, cómo entendemos*, Madrid: Catarata, 2020, p. 64

10 « Cuando estoy en casa escuchando el telediario, espero escuchar la noticia de otro atentado, para saber que vivo y reírme del Estado. No sentimos pena por teneros bajo tierra » (M.C.D., Ruido de sables, en *Bilboko Gaztetxean*, K7, 1987, min. 1:53-2:15). Nous traduisons.

l'une des périodes les plus meurtrières de l'organisation terroriste et de plus grande polarisation de la société basque. La chanson fut incluse dans l'album *Bilboko Gaztetxean*, enregistré en direct dans une des maisons squattées de la capitale biscayenne, contrôlée par des collectifs proches de HB. Par la chronologie, le lieu d'enregistrement et le public vraisemblablement présent, on peut inférer qu'elle contribua non seulement à reproduire par la violence verbale le climat de peur bigarré de l'époque, mais aussi à alimenter les constructions théoriques de la communauté nationaliste basque radicale, bien qu'*a posteriori* on ait ajouté des notes indiquant le ton situationniste de la composition et sa distance vis-à-vis de toute sigle politique[11].

Il est donc impossible d'ignorer que HB a phagocyté le mouvement punk, initialement essentiellement anti-tout. Elle l'a lié à son idéologie, grâce aux sympathies (in)conscientes qu'il souleva chez nombre de musiciens et à la propagande menée via diverses campagnes médiatiques. Elle en fit une scène nationale propre, distincte de la Movida madrilène. Elle parvint à promouvoir un genre centré sur les piliers discursifs suivants : l'antisystème, l'usage de l'euskera comme langue véhiculaire et/ou renfort identitaire de la communauté nationale, la radicalité esthétique et la lutte patriotique[12].

La bataille du récit et la musique contestataire basque

L'analyse du RRB et de ses liens politiques sert à complexifier l'histoire récente du Pays basque, à connaître la contre-culture et les mouvements sociaux liés à ce territoire (et au reste de l'Espagne), et

11 David Mota Zurdo, « Una geografía del terror para la fase final de los años de plomo: las víctimas de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado en el País Vasco (1982-1994) », *Revista de Estudios Andaluces*, *42*, 2021, pp. 54-82.

12 Christian Lahusen, « The aesthetic of radicalism. The relationship between punk and the patriotic nationalist movement of the Basque country », *Popular Music*, *12* (3), 1993, pp. 263-280. Sur l'histoire du rock basque, Elena López Aguirre, *Historia del rock vasco: edozein herriko jaixetan*, Vitoria-Gasteiz: Aianai, 2011.

à mieux comprendre sa société, sans omettre que la violence et le discours politique furent étroitement imbriqués tant dans la promotion des groupes musicaux que dans la radicalisation des secteurs juvéniles. Et, bien sûr, elle sert aussi à questionner un passé et une mémoire du phénomène qui sont confus, troublés, car empreints de nostalgie et de mythomanie[13].

Pour ces raisons, les initiatives, les groupes musicaux et la culture alternative du mouvement musical contestataire basque des deux dernières décennies du XX^e^ siècle s'inscrivent non seulement dans l'étude des musiques populaires de la Transition et de la démocratie, mais aussi dans la bataille pour le récit de l'histoire récente d'Euskadi. Un combat pour l'histoire où l'on peut clairement identifier deux tendances opposées. D'un côté, la tendance historiographique, qui prône l'usage de la méthode scientifique pour aborder la mémoire de la violence, ses causes, ses conséquences et les mouvements politiques, sociaux et/ou culturels qui y sont associés ; autrement dit, historiciser le phénomène terroriste en explorant ses ramifications. De l'autre, la littérature historique militante déjà citée, qui privilégie des lectures idéologiques et pseudo-scientifiques basées sur le discours politique[14].

Ce type de lectures atteint immanquablement le monde de la culture audiovisuelle autant que celui de la littérature ou de la musique. Il est d'ailleurs visible dans l'approche de certains romans, films et/ou documentaires, qui, la plupart du temps, se diluent en libertés d'auteur ou de création, mais qui sont en bonne partie des produits de consommation d'un secteur social proche de cette vision et qui servent à nourrir une conviction idéologique, comme on peut l'observer, par exemple, dans le roman d'Edurne Portela, *Mejor la ausencia*[15].

---

13 Paulí Dávila et Josu Amezaga, « Juventud, identidad y cultura: el rock radical vasco en la década de los 80 », *Historia de la Educación*, *22*, 2003, pp. 213-231.

14 Antonio Rivera, *Naturaleza muerta. Usos del pasado en Euskadi después del terrorismo*, Zaragoza: PUZ, 2018.

15 Santiago de Pablo, « Retrato actual de ETA en la pantalla », *The Conversation*, 24-XI-2022.

On trouve le même phénomène dans les documentaires sur le RRB, où celui-ci apparaît mythifié en raison d'un regard rétromaniaque et nostalgique, justifiant l'attitude et les paroles des groupes. *Salda Badago* (2002), *No Acepto!!* (2007) et *Aquellas Movidas : Rock Radical Vasco* (2013) en sont quelques exemples. Leurs perspectives ne creusent pas les synergies entre rock et violence ; leur regard est bienveillant, marqué par la nostalgie et la persistance de tabous tels que le lien entre musique et terrorisme.

En 2021, le documentaire *Memoria Eraikiz : Rock vasco ¿radical?* a abordé cette question, mais de façon insatisfaisante, sensationnaliste et confuse ; car, tout en ayant lancé le débat musique-violence, il a mis sur un pied d'égalité les témoignages (la mémoire) des protagonistes et les analyses des universitaires (l'historiographie), et il a accordé un très large espace aux anecdotes d'une série d'acteurs qui s'en prenaient aux variables RRB et violence. Le résultat de ce documentaire fut une manifestation supplémentaire de la mémoire schizophrénique que promeut depuis ces années-là *Gogora. Instituto Vasco de la Memoria*, comme l'a souligné Antonio Rivera[16].

Le témoignage, le « j'y étais », s'est imposé face à toute analyse approfondie. Le passé est falsifié, un biais conciliateur est diffusé et l'on oublie, comme on l'avait déjà signalé il y a des années, que…

> …les groupes musicaux underground jouèrent un rôle déterminant comme chroniqueurs d'une époque convulsive, mais aussi comme agitateurs et *banaliseurs* d'un terrorisme (entendu dans ses multiples formes) devenu quotidien […] ces groupes ont fait du terroriste l'archétype d'une sorte de combattant antifasciste et révolutionnaire[17].

16 Rivera, *op. cit.*

17 « …los grupos musicales *underground* jugaron un papel determinante como cronistas de una época convulsa, pero también como agitadores y *banalizadores* de un terrorismo (entendido en sus múltiples formas) que se convirtió en cotidiano […] estos grupos han convertido al terrorista en arquetipo de una suerte de luchador antifascista y revolucionario » (David Mota Zurdo, «El terrorismo en la música vasca: de los cantautores al rock radical», *Araucaria*, *50*, 2022, p. 220). Nous traduisons.

Le facteur nostalgique et la mythomanie dans l'histoire du RRB

Dans la reconstruction du RRB subsiste un récit, cimenté par ses protagonistes et les personnes proches du mouvement musical, marqué principalement par deux facteurs. D'une part, les exercices d'esquive visant à dissocier le rock basque de la violence et du terrorisme, offrant une image indulgente. D'autre part, l'embellissement du passé. Ce mythe réactionnaire qui glorifie le temps révolu, qui considère le présent comme décadent et qui, par conséquent, devient nostalgique, idéalisé et éloigné de la vérité historique[18].

L'histoire du RRB doit être abordée avec ses vertus et ses défauts, et la violence comme l'instrumentalisation politique en sont des éléments intrinsèques. Ainsi, de même qu'on identifie dans les paroles les critiques aux abus policiers, au terrorisme parapolicier des GAL et aux mesures abusives comme le Plan ZEN[19], on doit faire de même avec les clins d'œil de la communauté radicale aux actions de l'ETA. Mais lier ces deux questions, ou même envisager l'influence déterminante qu'a eue la GA sur ce genre musical et sa scène, provoque la consternation dans de nombreux secteurs sociopolitiques, réticents à aborder le passé sous un angle critique, éloigné de la mélancolie et de la justification. Le simple fait de le soulever déclenche toutes les alarmes d'un repli communautaire. On recourt alors vite au mantra selon lequel on cherche à discréditer le RRB. C'est donc la mémoire qui prévaut sur l'histoire, avec une narration qui fait du RRB un mouvement singulier et exceptionnel, dont la relation avec la violence aurait été insignifiante[20].

---

18 Pablo Simón, « La nostalgia reaccionaria », *El País*, 6-ix-2021.

19 NDT : Le plan ZEN (Zona Especial Norte) est issu du Ministère de l'Intérieur espagnol pour contrecarrer la violence de l'ETA et la conflictualité sociale au Pays basque.

20 Gaizka Fernández Soldevilla, *El terrorismo en España*, Madrid: Cátedra, 2022, p. 162. Sur les différentes interprétations, voir Luis Castells y Fernando Molina, *Lecturas de la violencia vasca. Un pasado presente*, Madrid: Catarata, 2022.

Ces questions se vérifient chez les musiciens du RRB. L'un d'eux est Fermín Muguruza, leader de Kortatu, l'un des groupes gravitant autour de la GA et un emblème du RRB. Dans une conversation avec le politicien du Parti socialiste d'Euskadi-Euskadiko Ezkerra (PSE-EE) — et victime de l'ETA — Eduardo Madina, Muguruza approfondit cette singularité, faisant de ce genre un élément de contre-information ; autrement dit, le groupe de ska-punk d'Irun offrait un récit « non manipulé » par les médias officiels et était donc le porteur de la vérité, sa vérité, la vérité du peuple basque face à la corruption venue de *l'extérieur*. Son argumentaire est très révélateur. Selon lui, dès son premier disque, Kortatu s'est proposé de diffuser « un récit alternatif au discours de la Transition ». Le groupe était donc une nécessité : il occupait l'espace de haut-parleur et de porte-parole des idées qui entendaient diffuser « une chronique de l'époque avec ses versions non officielles des faits[21] ».

Ce n'est pas le seul élément remarquable de cette conversation, dans laquelle Muguruza recompose le passé *ad hoc* pour justifier son implication dans le climat de violence provoqué par l'ETA. Il tente de défendre son activisme politique depuis la scène (et en coulisses). Et, pour ce faire, il répète des constructions sur son inclination précoce à la fin de la violence, tout en regrettant, cependant, l'existence d'un déterminisme absorbant qui l'aurait empêché « de sortir de cette spirale ». Une spirale bien plus intelligible si l'on n'omettait pas des épisodes fondamentaux qui l'ont alimentée. En 1988, deux ans après la mort de Yoyes, la chanson « Aizkolari », de l'album live *Azken guda dantza*, fut enregistrée avec des cris en faveur de l'ETA et au rythme de la basse et de la guitare des frères Muguruza. Comme on le voit dans son argumentaire, la mémoire est faillible, sélective[22].

---

21 « un relato alternativo al discurso de la Transición » et « una crónica de la época con sus versiones no oficiales de los hechos» (Eduardo Madina, « Plaza Roja de Irún: una conversación con Fermín Muguruza », *Jot Down*, 20-III-2017). Nous traduisons.

22 *Ibídem*. Julio Aróstegui, « Retos de la memoria y trabajos de la historia », *Pasado y memoria*, *3,* 2004, p. 20.

Kortatu fut le paradigme du rock basque au service d'une idéologie. Muguruza milita au sein de *Jarrai* et, bien qu'il ait fini par prendre ses distances avec l'organisation, il n'a jamais cessé de se situer dans son orbite. Le groupe d'Irun compte, en outre, à son actif des chansons comme « Hotel Monbar » (sur l'assassinat de quatre militants de l'ETA par les GAL en 1985) ou « Hernani 15-VI-84 » (sur le démantèlement du commando Donosti de l'ETA et la polémique entourant la mort de deux de ses membres). Les deux reprennent la vision conspirationniste, antisystème et symbolique de la GA ; dans les deux, l'État est diabolisé ; dans les deux, les militants de l'ETA tombés sont glorifiés et élevés au rang de martyrs de la cause basque. Kortatu et d'autres groupes de Muguruza, comme Negu Gorriak, montrent que le RRB fut un mécanisme de diffusion et de fixation des idées de la GA durant les décennies 1980 et 1990. Et c'est ainsi que l'ont reconnu certains journalistes sympathisants de HB, comme Pablo Cabeza, qui a qualifié Kortatu de groupe clef pour que la musique antisystème cesse d'être perçue comme une « culture ennemie ». Effectivement, la bande de Muguruza participa aux concerts-meetings et aux campagnes de propagande de HB, telles que *Martxa eta Borroka*, où certains groupes politiques exigeaient des chansons engagées et excluaient d'autres artistes par décret[23].

Dans le discours et le récit de Muguruza, il y a donc une volonté claire d'élaborer une vérité confortable et de construire une thèse auto-exculpatoire. Pour cela, lui et d'autres mythes du RRB déploient toutes sortes de stratégies, revisitant le passé pour tenter de le réorienter. Dans cet exercice, ils utilisent des éléments nostalgiques qui teintent le récit. Ils abordent leur histoire avec une narration où le RRB apparaissait comme un phénomène exceptionnel, exclusif à l'identité et à la nation basque. Et, pour cette raison, ils accordent une position privilégiée à la GA : la seule véritable

23 Pablo Cabeza, «El rock en la sociedad vasca», *Punto y Hora de Euskal Herria*, 442, 1986, p. 20. Delgado et Etxezarreta, *op. cit.*, p. 407.

alternative politique face au récit officiel imposé par ce qu'ils appellent le néo-franquisme et/ou le régime de 78[24].

En réalité, c'est une façon de justifier leur passé et de rendre leur position plus confortable. C'est pourquoi ils invoquent la liberté d'expression (ou son absence) et la répression des mouvements contre-culturels basques, qui, sans aucun doute, ont existé. Les paroles suivantes, que Muguruza a prononcées en 2017 lors d'une interview, sont suffisamment éloquentes : la transition démocratique fut une imposture. Une stratégie de l'*establishment* pour se perpétuer au pouvoir face à la véritable opération : la « transaction démocratique ». Selon lui, rien n'a changé après la mort de Franco, car la jeunesse *underground* basque continue d'être persécutée depuis lors, preuve en serait le manque de liberté d'expression[25].

Indépendamment de la façon dont le mantra de la liberté d'expression est devenu un subterfuge auquel on s'accroche obstinément pour dissocier le RRB de la culture de violence, il convient de souligner que, contrairement à ce qu'avance Muguruza, la situation était bien différente. La preuve : depuis la scène, Kortatu et les groupes du RRB ont exercé cette liberté avec des chansons qui exaltaient la violence et faisaient des militants de l'ETA des combattants antifascistes. Une situation paradoxalement rendue possible par le contexte politique démocratique. Jon Viar a été catégorique à ce sujet : au-delà de leur lutte pour faire usage de la liberté d'expression dans une époque convulsive, à laquelle Muguruza se réfère toujours pour souligner son rôle, la vérité est qu'il fut un mégaphone de la GA, qui, tout comme « les dirigeants et référents du monde *abertzale* de cette époque ne se sont pas sali les mains de sang, mais ont encouragé

24 José María Ortíz de Orruño et José Antonio Pérez, *Construyendo memorias. Relatos históricos para Euskadi después del terrorismo*, Madrid: Catarata, 2013, p. 218.

25 Neus Molina, «Jo no parlo de demòcracia espanyola, parlo de neofranquisme», *Directa*, 427, 1-v-2017.

beaucoup de jeunes à le faire ». Ainsi, tordre le passé ne change rien au fait que sa musique a contribué à la culture de violence[26].

Une situation similaire est celle d'Evaristo Páramos, *frontman* du groupe La Polla Records (LPR). On entretient encore dans l'imaginaire collectif l'idée que le groupe originaire d'Alava était anarchiste, a-cratique, anti-tout. Mais cela fait partie d'un mythe et d'années de silence. En 2019, après des décennies d'ambiguïtés et d'ambivalences, il dévoila clairement son idéologie. Dans une interview pour *El Plural*, il se plaça dans l'orbite de la GA et, en 2022, il réaffirma :

> Quand on me demandait pour qui je votais, j'aimais répondre : pour les violents […]. J'ai toujours voté pour les violents et je ne les considère pas comme un parti. Maintenant, ils sont un peu moins violents, en fait, ils ne le sont pas. En réalité, ils ne l'ont jamais été. Il me semblait que ces gens-là avaient davantage raison et c'était incroyable : on supposait qu'on ne pouvait pas être indépendantiste et de gauche. C'était interdit par les autres gauches, quand j'étais môme[27].

Il s'agit d'un argumentaire qui s'accorde également étroitement avec la nostalgie. Le point de vue d'Evaristo Páramos et de Fermín Muguruza contient des éléments de mélancolie pour les années de pleine effervescence militante dans l'activisme patriotique et dans les mouvements alternatifs. Suivant Heath et Potter, on observe dans

---

26 Jon Viar, «Campanadas a la muerte», *Crónica Vasca,* 23-I-2023. Sophie Baby, *El mito de la transición pacífica. Violencia y política en España (1975-1982)*, Madrid: Akal, 2018. Nous traduisons. Sur ces liens, voir Amaia Izaola, *Cultura en tiempos de violencia. La huella de la violencia y el terrorismo en la cultura de Gipuzkoa*, Madrid: Catarata, 2022.

27 « Cuando me preguntan a quién votaba me gustaba contestar: a los violentos […] Siempre he votado a los violentos y no lo considero un partido. Ahora son un poco menos violentos, de hecho, no son violentos. En realidad, nunca lo fueron. Me parecía que era gente que tenía más razón y era una cosa increíble, se suponía que no se podía ser independentista y de izquierdas. Eso estaba prohibido por las demás izquierdas cuando era un crío » (*El Plural*, 24-III-2019. *El Correo*, 28-I-2022). Nous traduisons.

leur argumentaire une idéalisation du comportement délictuel, une simplification du passé, l'adoption d'une posture radicale et l'affichage d'une rébellion, souvent feinte, pour favoriser leur mythification, leur conversion en produits culturels de consommation qui, en réalité, ont peu à voir avec l'alternatif[28].

À tout cela s'ajoute un autre facteur : le désenchantement. Les activistes et protagonistes de cette époque se souviennent vivement de ces moments et, mus par cette émotion euphorique, réinterprètent et disputent le passé. Ils se l'approprient. L'une des explications possibles de ces réactions est que, à la lumière de la diachronie des faits, ces protagonistes contemplent avec tristesse la trajectoire des mouvements sociaux et politiques auxquels ils participèrent, la façon dont leur potentiel s'est dilué au fil des progrès, parmi lesquels le déploiement et l'enracinement de la démocratie. Et ils ne cessent de regarder avec mélancolie un passé qu'ils jugent meilleur, reflétant ainsi la « fausseté du mal-être moderne » : une réaction au changement de paradigme culturel.

À quelques exceptions près, comme celles d'Elena López Aguirre ou de Roberto Moso, chanteur de Zarama, la majorité des musiciens du RRB sont devenus dépendants d'un passé qu'ils recyclent, dénaturent et falsifient à tout prix. Aucun temps passé n'a été meilleur, seulement différent. Le considérer comme supérieur contribue à corrompre l'histoire et à imposer des lectures tendancieuses. Mais la vision que l'on a du rock radical est monolithique et quiconque ose remettre en question ses piliers discursifs passe dans la tranchée ennemie. Car, pour la communauté nationaliste basque radicale et celles et ceux qui sympathisent avec elle, directement ou indirectement, c'est inacceptable[29].

En réalité, l'argument nostalgique selon lequel tout temps passé était meilleur est une chimère. D'après Peiró, il ne sert qu'à corrompre le savoir historique et à imposer des lectures biaisées, car…

---

28 Joseph Heath et Andrew Potter, *Rebelarse vende: el negocio de la contracultura*, Madrid: Taurus, 2005.

29 Simon Reynolds, *Retromanía: la adicción del pop a su propio pasado*, Buenos Aires: Caja Negra, 2010, p. 61.

> …il n'y a qu'un pas pour que les notions d'oubli et de souvenir (avec leur cortège d'associés tels que la négation, la nostalgie, la mélancolie ou le deuil), qui, en elles-mêmes, relèvent du domaine des émotions et des sentiments et trouvent leur plein développement social dans l'espace moral et civique, pénètrent par osmose la fine membrane du savoir historique, se confondant avec les véritables catégories historiographiques et embrouillant les historiens qui les utilisent[30].

Conclusions

La reconstruction bienveillante d'un passé splendide est un phénomène généralisé qui a touché le RRB et, indubitablement, d'autres scènes, allant de la Movida madrilène aux milieux punk des années 1980. La plupart de celles et ceux qui se sont penchés sur l'étude de ces mouvements les ont estampillés comme authentiques et uniques. Et cela découle de publications émanant de la littérature historique militante susmentionnée ou de l'historiographie national-révolutionnaire ; c'est-à-dire, de chercheurs et de vulgarisateurs se situant au sein de la GA. Il paraît donc pertinent de souligner que la mythomanie de ces années subsiste, comme le confirment les références aux protagonistes de cette époque. À partir d'elles, on pourrait affirmer que l'effervescence politique et culturelle des années 80 se transforme progressivement en artifice en raison de son souvenir nostalgique et mythifié. Il s'agit donc d'une mémoire altérée. Ce mélange,

30 « …sólo hay medio paso, para que las nociones de olvido y recuerdo (con su cortejo de asociados como pueden ser la negación, la nostalgia, la melancolía o el duelo), que, por sí mismas, pertenecen al campo de las emociones y los sentimientos y alcanzan su pleno desarrollo social en el espacio moral y cívico, penetren por ósmosis la fina membrana del conocimiento histórico, confundiéndose con las verdaderas categorías historiográficas y confundiendo a los historiadores que las utilizan » (Ignacio Peiró, « La consagración de la memoria. Una mirada panorámica a la historiografía contemporánea », *Ayer*, 53, 2004, p. 189). Nous traduisons.

comme on l'a vu avec les cas de Muguruza et Páramos, est utilisé pour diluer les responsabilités relatives à un type de musique qui, malgré les critiques que peut susciter l'affirmation, se trouvait dans l'orbite de la GA, fut un outil de la communauté radicale et servit à éveiller des sentiments nationaux et de haine[31].

Puisque la nostalgie est le point de référence autour duquel gravitent de nombreux regards sur ce passé, l'argument régulièrement employé pour censurer d'office celles et ceux qui s'approchent de ces phénomènes est qu'ils ne les ont pas vécus et, par conséquent, ne peuvent en parler. Comme s'il fallait être pharaon pour parler de l'Égypte antique ou avoir souffert de la peste noire du XIVe siècle pour étudier son impact sur la démographie médiévale. C'est pourquoi, suivant ce qu'a avancé Greil Marcus à propos du punk, mais appliqué au RRB, on peut indiquer que dans le souvenir des scènes les plus sectaires subsiste un regard nostalgique. Ce fait implique, en outre, un paradoxe : l'existence de tabous qui transforment la critique constructive en chimère. La communauté contestataire n'admet pas qu'on qualifie le RRB d'instrument de propagande de la GA ; elle le perçoit comme une attaque. Mais il n'en demeure pas moins que, dans la musique du RRB, il existe des éléments confirmant cet usage, tels que « l'idéalisation de la patrie et la revendication des origines [qui] furent le moteur de la violence symbolique » en Euskadi, poussant de nombreux jeunes à passer à l'action[32].

Le RRB fut une création politique, dans la mesure où HB s'attacha à attirer dans son giron les secteurs juvéniles punk, promouvant leur musique pour contrer d'autres scènes, comme *La Movida Madrilène*, symboliquement celle de l'État, et faire du rock radical la scène nationale basque. LA GA créa pour cela une *intelligentsia* culturelle qui s'employa à forger sa mémoire et à romantiser le phénomène. Ainsi, elle se chargea de le relier aux chanteurs basques antifranquistes, les plaçant sur une même ligne de lutte patriotique et de discours antisystème. Il s'agit d'une vision qui, malgré

31 Víctor Lenore, *Espectros de la movida. Por qué odiar los 80*, Madrid: Akal, 2018.

32 Greil Marcus, *Rastros de carmín. Una historia secreta del siglo XX,* Barcelona: Anagrama, 1989. Viar, *op. cit.*

l'évolution sociale, perdure dans l'Euskadi actuelle. Et ce, en partie, parce qu'une Culture de la Transition impulsée par la GA s'est imposée dans le domaine de *l'alternatif*.

En conclusion, malgré les tentatives que l'université s'efforce de mener pour historiciser le RRB, le canon culturel qui continue de prévaloir est celui de la GA. Celui-ci imprègne d'une mélancolie et d'un romantisme l'histoire du mouvement musical, et l'on voit surgir de plus en plus de « voyageurs du temps » prêts à « confirmer » qu'ils l'ont vécu, qu'ils y étaient, afin de modifier le passé selon leurs intérêts. Face à cette situation, l'historiographie doit se positionner pour mettre mémoire et histoire face à face et construire un récit historique par la démystification[33].

Bibliographie

Álvarez, David, *Lo que hicimos fue secreto: influencia del punk y el hardcore en la ciudad de Madrid (1977-2011)*, Madrid : Universidad Complutense, 2021.

Amo, Ion Andoni, *Party & Borroka, Jóvenes, música(s) y conflicto(s) en Euskal Herria*, Tafalla : Txalaparta, 2016.

Argingoniz, Beñat, *Pasión y muerte de Iosu Expósito*, Bilbao : Ediciones el Gallo de Oro, 2014.

Aróstegui, Julio, « Retos de la memoria y trabajos de la historia », *Pasado y memoria*, 3, 2004, 5-58.

Baby, Sophie, *El mito de la transición pacífica. Violencia y política en España (1975-1982)*, Madrid : Akal, 2018.

33 Paul Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, Paris : Editions du Seuil, 1996, p. 167.

Cabeza, Pablo, « El rock en la sociedad vasca », *Punto y Hora de Euskal Herria*, 442, 1986, 20.

Castells, Luis et Molina, Fernando (éds.), *Lecturas de la violencia vasca. Un pasado presente*, Madrid : Catarata, 2022.

Corral, Javier, *Fiesta y rebeldía. Historia oral del Rock Radical Vasco*, Bilbao : Last Tour Liburuak, 2025.

Dávila, Paulí et Amezaga, Josu, « Juventud, identidad y cultura: el rock radical vasco en la década de los 80 », *Historia de la Educación*, 22, 2003, 213-231.

De Pablo, Santiago, « Retrato actual de ETA en la pantalla », *The Conversation*, 24-xi-2022.

Del Val, Fernan, *Rockeros insurgentes, modernos complacientes: juventud, rock y política en España (1975-1985)*, Madrid : Universidad Complutense, 2014.

Delgado, Ander et Etxezarreta, Ekaitz, « De los cantautores al rock radical. Una aproximación a la música popular y la juventud en la vida política del País Vasco (1960-1990) », *Historia Contemporánea*, 57, 2018, 377-412.

Fernández Soldevilla, Gaizka, *El terrorismo en España*, Madrid : Cátedra, 2022.

— et López, Juan Francisco, *Allí donde se queman libros. La violencia política contra las librerías (1962-2018)*, Madrid : Tecnos, 2023.

Heath, Joseph et Potter, Andrew, *Rebelarse vende: el negocio de la contracultural*, Madrid : Taurus, 2005.

Heras-Gröh, Álvaro, *La atracción del abismo. Auge y caída del consumo de heroína en Euskadi (1970-2000)*, Bilbao : Ediciones Sirimiri, 2021.

—, *¡A tope! Cuadrillas, gamberrismo y delincuencia juvenil en el Gran Bilbao (1955-1990)*, Bilbao : Ediciones Sirimiri, 2023.

Irurzun, Patxi, *Tratado de (H)ortografía*, Pampelune : Pamiela, 2020.
—, *Chucherías Herodes*, Pampelune : Pamiela, 2021.

Izaola, Amaia (dir.), *Cultura en tiempos de violencia. La huella de la violencia y el terrorismo en la cultura de Gipuzkoa*, Madrid : Catarata-Fundación Ramón Rubial, 2022.

Lahusen, Christian, « The aesthetic of radicalism. The relationship between punk and the patriotic nationalist movement of the Basque country », *Popular Music*, 12 (3), 1993, 263-280.

Lebrun, Barbara, *Protest Music in France. Production, Identity and Audiences*, New York : Routledge, 2009.

Lenore, Víctor, *Espectros de la movida. Por qué odiar los 80*, Madrid : Akal, 2018.

López-Arregui, Elena, *Historia del rock vasco: edozein herriko jaixetan*, Vitoria-Gasteiz : Aianai, 2011.
—, « ¿Quosque tandem, Vasconia? », in Rivera, Antonio & Mateo, Eduardo (éds.), *Las narrativas del terrorismo. Cómo contamos, cómo transmitimos, cómo entendemos*, Madrid : Catarata, 2020.

López Romo, Raúl, *Nuevos movimientos sociales en el País Vasco de la transición, 1975-1980*, Leioa : UPV-EHU, 2010.

Marcus, Greil, *Rastros de carmín. Una historia secreta del siglo XX*, Barcelone : Anagrama, 1989.

Molina, Neus, « Jo no parlo de demòcracia espanyola, parlo de neofranquisme », *Directa*, 427, 2017.

Morra, Irene, *Britishness, Popular Music, and National Identity: the Making of Modern Britain*, New York : Routledge, 2014.

Moso, Roberto, *Puto Boomer*, Bilbao : Last Tour Liburuak, 2024.

Mota Zurdo, David, *Los 40 Radikales. La música contestataria vasca y otras escenas musicales: orígenes, estabilización y dificultades*, Bilbao : Ediciones Beta, 2017.

—, « Una geografía del terror para la fase final de los años de plomo: las víctimas de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado en el País Vasco (1982-1994) », *Revista de Estudios Andaluces*, 42, 2021, 54-82.

—, « El terrorismo en la música vasca: de los cantautores al rock radical », *Araucaria*, 50, 2022, 205-227.

—, « Memoria, historia y música contestataria: el rock vasco y la identidad nacional », *Investigaciones Históricas*, numéro extraordinaire II, 2023, 861-876.

Ò Broin, Eoin, *Matxinada. Historia del Movimiento juvenil radical vasco*, Tafalla : Txalaparta, 2004.

Ortíz de Orruño, José María et Pérez, José Antonio (coord.), *Construyendo memorias. Relatos históricos para Euskadi después del terrorismo*, Madrid : Catarata, 2013.

Páramos, Evaristo, *Qué dura es la vida del artista. Un anecdotario de La Polla Records*, Madrid : Desacorde, 2018.

Pascual, Jakue, *Movimiento de Resistencia. Años 80 en Euskal Herria: contexto, crisis y punk*, Tafalla : Txalaparta, 2015.

Peiró, Ignacio, « La consagración de la memoria. Una mirada panorámica a la historiografía contemporánea », *Ayer*, 53, 2004, 179-205.

Porrah, Huan, *Negación punk en Euskal Herria*, Tafalla : Txalaparta, 2006.

Reynolds, Simon, *Retromanía: la adicción del pop a su propio pasado*, Buenos Aires : Caja Negra, 2010.

Ricoeur, Paul, *Soi-même comme un autre*, Paris : Éditions du Seuil, 1990 [éd. fr. 1996].

Rivera, Antonio, *Naturaleza muerta. Usos del pasado en Euskadi después del terrorismo*, Saragosse : PUZ, 2018.
— et Mateo, Eduardo, *Verdaderos creyentes. Pensamiento sectario, radicalización y violencia*, Madrid : Catarata, 2018.

Ruíz Olabuénaga, José Ignacio *et al.*, *Sociología electoral vasca*, Bilbao : Universidad de Deusto, 1998.

Simón, Pablo, « La nostalgia reaccionaria », *El País*, 6-ix-2021.

Viar, Jon, « Campanadas a la muerte », *Crónica Vasca*, 23-i-2023.

V. Politiques symboliques : la ville comme palimpseste mémoriel

La ville se souvient-elle ?
Mémoire et oubli des victimes de l'ETA dans l'espace urbain du Pays basque

Jesús Alonso Carballés
Université Bordeaux Montaigne (ameriber-symbolon)

> […] ETA no paraba de matar pero se vendían pasteles a cientos,
> y pinchos a miles y los turistas llenaban la ciudad, como si no
> pasara nada. La vida seguía, mirando para otro lado,
> y continuaba la fiesta. Y la belleza de la ciudad que todos
> celebraban como si sus calles nunca hubieran tenido
> una mancha de sangre.
>
> Luisa Etxenike, *Absoluta presencia*

Introduction

Cette contribution a pour objectif d'aborder la question de la présence et de l'absence de la mémoire des victimes de l'ETA dans l'espace urbain du Pays basque. Comme le souligne Daniel Innerarity :

> La réflexion sur la ville constitue un instrument très approprié pour examiner les conquêtes, les drames et les possibilités de la vie commune [...]. C'est dans la ville que devient visible le pacte implicite qui fonde la citoyenneté. Les villes et leurs lieux publics expriment très bien l'image que les sociétés ont d'elles-mêmes. La ville est une mise en scène particulière des sociétés [...], la société est à la fois constituée et représentée par les constructions et les espaces qu'elle crée[1].

1 Daniel Innerarity, *El nuevo espacio público*, Madrid : Espasa, 2006, p. 95.

Dans cette perspective, notre point de départ consiste à considérer le tissu urbain des villes comme une page blanche sur laquelle chaque société laisse une empreinte, un témoignage de son époque, de son passé, de sa mémoire, mais aussi de l'image qu'elle souhaite laisser pour l'avenir à travers le nom attribué aux rues, le contenu des plaques, la nature des sculptures et des monuments qui ornent les espaces publics[2]. Comme le rappelait Régine Robin :

> Rien de plus important pour le paysage symbolique d'une ville que ses noms de rues, ses monuments, ses statues et plaques commémoratives. Environnement quotidien omniprésent […], le nom de rue, la statue, le monument font partie de l'identité individuelle et collective. Ils sont toujours l'enjeu de luttes, d'appropriations et de désappropriations du passé, luttes pour l'inscription de ce qu'une société veut laisser de son image de soi et de son rapport au passé. L'ensemble du nom des rues forme un récit auquel on est censé s'identifier. La ville offre ainsi un texte à déchiffrer, les monuments et les statues, en constituant des images-carrefours[3].

Nous partageons avec Robin l'idée que dans l'espace urbain s'articule un récit du passé composé de différentes strates dans lesquelles s'accumulent les traces de l'histoire et des politiques mises en œuvre en fonction de la vision que chaque société souhaite projeter d'elle-même dans le présent. S'agissant d'un véritable palimpseste, nous considérons qu'il peut être particulièrement intéressant de nous interroger sur la place, tant au sens géographique et physique que symbolique, que la société basque a réservée aux victimes de la violence de l'ETA dans ce tissu. Dans quelle mesure l'espace public des villes basques préserve-t-il ou non la trace des événements liés à la violence et aux assassinats de l'ETA ? Comment cet espace public devient-il un lieu où l'on peut observer les progrès mais aussi les reculs

2 Alois Riegl, *Le culte moderne des monuments,* Paris : L'Harmattan, 2003.

3 Régine Robin, *Berlin chantiers. Essai sur les passés fragiles,* Paris : Stock, 2001, p. 200.

de la normalisation de la vie quotidienne aujourd'hui ? Dans quelle mesure cet espace est-il aujourd'hui le théâtre d'une dispute mémorielle autour du récit que l'on veut transmettre aux nouvelles générations sur ce qui s'est passé au Pays basque au cours des dernières décennies ?

Donner une réponse détaillée et nuancée à ces questions excède les possibilités offertes par ce chapitre. Cependant, nous voudrions au moins proposer dans notre contribution quelques pistes sur la manière dont les villes basques ont rendu compte ou, au contraire, passé sous silence, cette histoire de violences, à partir de l'étude des supports tels que les plaques, les noms de rues et, plus particulièrement, les monuments.

Les rues, à qui appartiennent-elles ?

Les rues de villes sont devenues avec la démocratisation moderne des sociétés, l'un des espaces publics le plus accessibles, chargées souvent d'une forte valeur historique et symbolique, théâtre permanent de luttes et d'enjeux de pouvoir[4]. Comme le souligne Danielle Tartakowsky : « Devenues des vecteurs et des relais d'une histoire dont elles ont capté les vertus émotionnelles ou mobilisatrices, elles s'imposent comme de puissants vecteurs de la mémoire vive, l'occasion d'une brève rencontre entre l'histoire individuelle et l'histoire collective[5] ».

Si nous jetons un regard rétrospectif, depuis la fin du franquisme et le retour de la démocratie en Espagne, à la fin des années soixante-dix, jusqu'à nos jours, nous sommes forcés de constater que les rues des villes basques ont été majoritairement des espaces voués aux revendications nationalistes indépendantistes et à la mémoire des membres de l'ETA et d'autres activistes proches

4 Maurice Garden, « Histoire de la rue », *Pouvoirs.* (La rue), n°116, janvier 2006, p. 5-17.

5 Danielle Tartakowsky, « Quand la rue fait l'Histoire », *Pouvoirs. (La rue),* n°116, janvier 2006, p. 29.

des mouvements indépendantistes radicaux[6]. Il n'était pas rare alors — phénomène qui subsiste encore aujourd'hui, quoique à une échelle bien moindre — que les murs des villes rappellent la mémoire des membres de l'organisation terroriste incarcérés ou morts, qu'ils aient été exécutés par des groupes paramilitaires, abattus lors d'affrontements avec les forces de l'ordre ou victimes d'une mauvaise manipulation d'explosifs alors qu'ils préparaient un attentat[7]. Les membres de l'ETA emprisonnés, ainsi que les appels à leur libération, ont pendant des décennies - et parfois encore aujourd'hui — fait partie des iconographies habituelles sur les murs des villes basques : fresques, graffitis, pochoirs, affiches collées ou encore pancartes[8].

En effet, ce n'est qu'au tournant du XXI[e] siècle, dans le sillage du choc émotionnel et du bouleversement éthique causés par l'assassinat annoncé de Miguel Ángel Blanco en 1997, que sont apparues les premières initiatives institutionnelles visant à rendre hommage aux victimes du terrorisme de l'ETA — et, à tout le moins, à les rendre visibles — dans l'espace urbain. Lors de cette période charnière au tournant du siècle, l'organisation terroriste continuait à commettre des attentats et des assassinats, ses menaces pesaient sur la société basque et espagnole[9], et les villes étaient trop souvent le théâtre de violences de rue (*kale borroka*). Les quelques initiatives symboliques déployées alors en faveur de la préservation de la mémoire des victimes doivent être considérées non seulement comme une forme de résistance face à la persistance de la menace terroriste, mais aussi comme une tentative de revendication de ces victimes, devant la

6 Xavier Crettiez et Pierre Piazza, *Murs rebelles. Iconographie nationaliste contestataire : Corse, Pays Basque, Irlande du Nord*, Paris: Karthala, 2014.

7 Voir dans ce volume l'article de Ludovic Chatenet (« Entre bourreaux et victimes, présence(s) et mémoire(s) de l'ETA dans l'espace public »).

8 Miguel Ángel Ajuriaguerra Escudero, « Urbanismo y revolución. Pintadas, murales y carteles de ETA (1969-2011) », dans Gaizka Fernández Soldevilla et David Mota Zurdo (eds.), *Araucaria*, *Arte, cultura y terrorismo / art, culture and terrorism*, 2022/2, 50, p. 255-284.

9 Voir dans cet ouvrage l'article d'Ana Escauriaza Escudero (« L'université comme cible ? L'ETA et le monde académique : une approche historique »).

nécessité croissante de les « réintégrer » dans la société basque dont elles avaient été « exterminées » par l'ETA[10].

L'émergence de la mémoire des victimes de l'ETA : la place centrale des monuments, 2000-2008

Les premières manifestations destinées à rendre visibles les victimes dans l'espace urbain se caractérisèrent par l'absence presque totale de représentation figurative humaine. Ce fut la simplicité dépouillée des modestes stèles en pierre qui fut retenue. De petits monolithes, souvent entourés de fleurs et parfois complétés par quelques éléments métalliques, portaient des inscriptions — parfois gravées sur des plaques — mentionnant à peine le nom et le prénom des victimes, la date de l'assassinat et, plus rarement, quelques mots sur leur profession, leur engagement politique ou social. Tel fut le cas des monolithes érigés à Vitoria à la mémoire de Alfonso Parada, membre de la Garde civile assassiné en mai 1998 (mai 2000)[11], ainsi que celui dédié à Fernando Buesa, député socialiste et responsable politique basque, et à Jorge Díaz Alegría, policier basque détaché en tant que garde de corps, assassinés sauvagement avec une voiture piégée en février 2000 (février 2001)[12]. Il en va de même pour

10 Imanol Zubero, « No olvidar lo que había antes, *Fractal, Euskadi después de ETA* », 2012, numéro 65, XVII, abril-juin <https://www.mxfractal.org/RevistaFractal65ImanolZubero.htm> (consulté le 27-xi-2024). « Lindqvist rappelle qu'en latin, « extermination » signifie mettre de l'autre côté de la frontière, *ex terminus* […] Les victimes du terrorisme, toutes les victimes du terrorisme, n'ont pas simplement été assassinées (si l'on peut utiliser ce terme lorsqu'on parle de la chose la plus terrible qu'une personne puisse faire à une autre). Les victimes du terrorisme ont été exterminées ».

11 La date indiquée dans la parenthèse est l'année d'érection de la stèle ou du monument.

12 Sur la plaque de ce monolithe on peut lire en basque et en espagnol : *Fernando Buesa Blanco y Jorge Díez Alegría. En memoria. Defendieron la paz y la libertad de todos, les arrebataron su vida. Les recordamos y mantenemos su compromiso para conseguir estos valores.*

Figure 1. Monolithe en mémoire de Fernando Buesa et Jorge Díaz Alegría (Vitoria-Gasteiz), 2001. (Photographie Jesús Alonso Carballés)

ceux dédiés à José María Korta, président des entrepreneurs de Guipuzcoa, tué en août 2000 dans la localité de Zestoa (mai 2001), et à José Luis López de la Calle, journaliste reconnu pour son engagement et assassiné à Andoain, près de Saint-Sébastien en mai 2000 (mai 2002)[13]. Outre cette sobriété assumée dans un contexte de violence accrue de l'ETA, l'élément le plus remarquable de ces initiatives est, certainement, le peu de temps écoulé entre les assassinats de ces personnes et l'édification des stèles. La plupart d'entre elles ont ainsi été érigées seulement un an après la date des attentats, un signe flagrant du changement de paradigme vécu par la société

13 L'inscription sur la plaque de ce monolithe se veut plus collective : *En homenaje a las víctimas por la libertad.*

basque après la commotion provoquée par l'assassinat de Miguel Ángel Blanco[14].

Bien que ce type de monument dépouillé fût plus courant dans la remémoration d'une seule victime, certaines de ces stèles rendaient aussi hommage à l'ensemble des victimes du terrorisme, comme celles érigées quelques années plus tard à Bilbao (2006) ou à Durango (2007). Dans les deux cas il s'agissait de monolithes de granit rose et gris de dimensions semblables 125 x 50 x 15 cm. pour le premier et 170 x 45 x 45 cm. pour le deuxième. A la même période, en décembre 2006, la ville de Errenteria, où le nombre des victimes de l'ETA s'élevait à une vingtaine de personnes, a inauguré un monolithe dans le parc de la Paix, dont la particularité était sa disposition horizontale. Contrairement à la plupart des monolithes précédents, ici la pierre apparaissait allongée sur le sol telle un tombeau de granit gris sur lequel on pouvait lire l'inscription *A las víctimas del terrorismo. Por la paz, la justicia y la libertad. Nuestro recuerdo siempre*. (Aux victimes du terrorisme. Pour la paix, la justice et la liberté. Nous nous souviendrons toujours d'eux.)

Bien qu'austères et de taille relativement modeste, l'importance de ces premières initiatives mémorielles venait déterminée par ce qu'elles signifiaient en termes de défi face à la menace de l'ETA. Souvent érigées à proximité du lieu où l'attentat avait eu lieu, elles marquèrent ces espaces de la mémoire de l'événement tragique et du souvenir de la victime elle-même. Ils devinrent par la suite des lieux de rassemblement et de commémorations récurrentes — notamment lors des anniversaires des assassinats — , s'érigeant ainsi en remparts temporaires contre l'oubli habituel des victimes de l'ETA.

Outre ces premiers monolithes en pierre, les monuments érigés au début des années 2000 au Pays basque, comme dans le reste de l'Espagne, se distinguaient par l'emploi fréquent de l'acier corten, un matériau qui, après un certain temps d'exposition, acquiert la couleur de la rouille sans subir de détérioration ultérieure. Nombre de ces créations affichaient une nette tendance à la verticalité, comme

14 Voir dans cet ouvrage l'article de Roncesvalles Labiano (« Du "algo habrá hecho" au "¡Basta ya!". La réponse sociale au terrorisme de l'ETA »).

si les artistes cherchaient à orienter le regard vers le ciel. Parallèlement, par leur taille — parfois colossale, certaines dépassant les douze mètres de hauteur et pesant plusieurs tonnes — , ces œuvres affirmaient aussi un fort ancrage dans la terre, exprimant ainsi une volonté de pérennité

Ces caractéristiques sont bien présentes dans celui que l'on peut considérer comme le premier grand monument érigé à la mémoire de l'ensemble des victimes de l'ETA. Dressé en 2002, sur une place centrale de la ville d'Ermua (Biscaye) dont était originaire Miguel Angel Blanco, devenue depuis un symbole contre la barbarie de l'ETA. Réalisé par l'artiste basque engagé Agustín Ibarrola, il s'agit d'une œuvre mémorielle de rupture mais ancré également dans une certaine tradition propre à l'école basque de sculpture[15]. Sans titre, ce monument rappelle un monolithe égyptien de dix mètres de hauteur et un mètre de largeur. Sur l'acier, l'artiste a taillé plusieurs représentations inquiétantes de figures humaines de différentes dimensions et positions. Certaines rappellent des personnes tombées ou en train de s'écrouler ; d'autres ressemblent à des figures debout mais menacées. Cette utilisation exceptionnelle de la représentation humaine dans les monuments aux victimes de l'ETA de cette période est une caractéristique propre à Ibarrola, qui avait déjà utilisé ces types de figures dans des créations précédentes, telles que *Las siluetas* (1989) ou *Homenaje al pueblo de Basauri* (1990). Ce premier monument comportait, néanmoins, une nouveauté importante par rapport à ces autres œuvres : pour la première fois certaines silhouettes apparaissent inversées, avec la tête en bas, une allusion explicite aux personnes tombés sous les balles de l'ETA.

Un an plus tard, en 2003, c'est à nouveau Agustín Ibarrola qui conçut le plus grand mémorial érigé aux victimes de l'ETA dans une ville basque. Situé à Vitoria-Gasteiz, le mémorial est constitué de deux grandes pièces séparées mais étroitement liées. Il se compose d'un monticule de béton, qui rappelle un grand tombeau, recouvert par des plaques rondes en granit rose sur lesquelles furent gravés les

15 Kosme de Barañano, *50 años de escultura pública en el País Vasco,* Bilbao: UPV/EHU, 2000.

Figure 2. Monument en mémoire des victimes de l'ETA (Agustín Ibarrola), Ermua, 2002. (Photographies Jesús Alonso Carballés)

noms de plus de huit cents victimes du terrorisme. Derrière, à une dizaine de mètres, se trouve un monolithe d'acier de dimensions considérables, plus de quinze mètres de hauteur sur un mètre de largeur, avec une percée hélicoïdale au milieu, qui montre une face intérieure brillante représentant une métaphore de la blessure provoquée par la violence au sein de la société basque[16].

La ville frontalière de Irun, pour sa part, a érigé en 2003 un monument réalisé par l'artiste Iñaki Moreno Ruiz Egino intitulé *Loa a la Paz* (Louange à la paix). Il s'agit d'une sculpture composée de deux énormes planches d'acier de sept mètres de hauteur et de près de deux mètres de largeur reliées par l'une de leurs extrémités. Selon l'auteur, l'œuvre représente les deux paumes de la main et la pièce est plantée à l'intérieur d'un pentagone, car le cinq est le numéro de

16 Une image de ce monument est visible dans l'article de Ludovic Chatenet dans ce même volume.

la communication. Aux premières et aux dernières heures du jour, la lumière du soleil traverse la sculpture, rendant l'acier, habituellement opaque, perméable à sa clarté comme symbole de la paix.

Dans les deux cas, les monuments furent placés près de voies de communication et, surtout, à proximité de commissariats de l'*Ertzantza*, la police basque, qui était devenue alors une cible récurrente de l'organisation terroriste. On peut ainsi parler d'une mémoire « sous surveillance », exposée aux menaces de dégradation ou de destruction de la part des sympathisants de l'ETA. Les monuments érigés durant ces années furent, pour la plupart, installés dans des espaces sans lien direct avec les événements ou les victimes commémorés, souvent dans des quartiers récents, des parcs ou des jardins périphériques, éloignés des centres politiques des villes. Dès leur création, cet éloignement constituait un obstacle majeur à leur transformation en véritables lieux de commémoration au cœur de la Cité.

À contre-courant de cette tendance, on peut signaler la volonté courageuse de la mairie de Saint-Sébastien, dirigée alors par le socialiste basque Odon Elorza de placer cette problématique au centre de la vie politique et sociale de sa ville. En effet, le 30 janvier 2007, anniversaire de la mort de Gandhi et Journée mondiale de la Paix, fut érigé le monument réalisé par l'artiste Aitor Mendizabal intitulée *Oroimena-Memoria* (Mémoire) devant l'Hôtel de ville, dans les jardins Alderdi Eder. Ce monolithe de bronze, haut de quatre mètres et conçu sous la forme d'un prisme triangulaire tronqué, présentait un corps parcouru de fissures, métaphore des blessures infligées par la violence.

Quelques années auparavant, dans un registre un peu différent, un autre monument avait été érigé sur un petit jardin, pas très loin de la mairie d'Andoain. Il s'agissait d'une œuvre conçue à nouveau par Agustín Ibarrola intitulée *La Casa de Joseba* (La maison de Joseba), dédiée à la mémoire de son ami Joseba Pagazaurtundua, tué par l'ETA en 2003. Erigée en 2004, la sculpture en acier corten de huit tonnes et plus de trois mètres et demi de hauteur sur plus de deux mètres de largeur représentait une sorte de grotte protectrice avec une silhouette humaine taillée au fond.

Outre la verticalité évoquée de la plupart de ces œuvres, l'aspect commun à toutes ces initiatives était l'utilisation des lignes droites

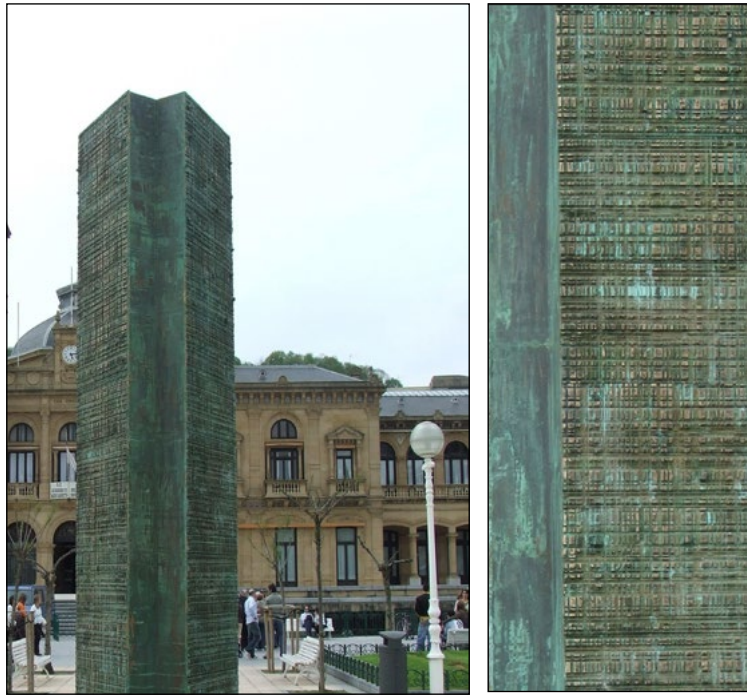


Figure 3. *Oroimena-Memoria*, (Aitor Mendizabal), Saint-Sébastien, 2007. (Photographies Jesús Alonso Carballés)

et une prééminence claire des formes cubiques symbolisant le désir de permanence. Face à la violence subie par les victimes, ces monuments massifs et solidement ancrés, parfois porteurs d'une dimension protectrice, entendaient symboliquement contribuer à freiner la spirale d'exclusion qui avait longtemps frappé les victimes et leur mémoire.

Face à la violence d'un conflit qui, malgré l'espoir d'un cessez-le-feu de l'ETA en 2006, restait encore ouvert, les monuments érigés tout au long de cette première décennie du XXIe siècle pouvaient être interprétés comme autant des « signaux d'avertissement », selon l'expression de Primo Levi. Ils montraient davantage les fractures internes de la société basque, renforcées par l'existence d'une double

mémoire des victimes sur l'espace public[17]. Néanmoins, l'inauguration en mars 2007 à Azkoitia (Guipuscoa) d'un monument qui rappelait aussi bien les victimes provoquées par l'ETA que celles des GAL peut être considérée comme un premier signal de la naissance d'une nouvelle culture de paix basée sur la remémoration commune des victimes. L'œuvre de l'artiste Tomas Ugartemendia était composée de neuf pierres blanches rondes de différentes dimensions groupées sur la pelouse d'un jardin autour d'une pierre de plus grande taille, sur laquelle on peut lire le mot basque *Oroimenean* (Dans la mémoire). Elle fut érigée avec l'accord de toutes les forces politiques présentes au Conseil municipal, en hommage à l'ensemble des victimes de différentes localités indépendamment de l'origine de la violence qui avait provoqué leur disparition.

Après de longues décennies d'oubli, l'ensemble de ces initiatives en faveur de la mémoire des victimes montrait le changement de considération des responsables politiques du Pays basque face aux assassinats perpétrés par l'ETA. Ce n'était qu'un petit pas, mais un pas qui était à peine envisageable quelques années auparavant.

Dans ce contexte, en avril 2007, les autorités basques, conduites par leur président, le lehendakari Juan José Ibarretxe, conscientes que l'avenir du pays devait se construire sur la justice et la mémoire des victimes, convoquèrent à Bilbao une première cérémonie institutionnelle. Au cours de cet acte, les plus hautes autorités politiques basques, devant plus de 1 500 personnes — dont environ 300 membres de familles de victimes —, demandèrent publiquement, pour la première fois et de manière solennelle, pardon aux victimes de l'ETA. Le *lehendakari* reconnut alors que cette cérémonie arrivait tard. « Nous n'avons pas été à la hauteur des circonstances en tant que société », […] Il est encore temps de demander pardon et d'exprimer notre regret collectif », a-t-il déclaré, s'engageant à respecter les compromis parlementaires concernant les victimes de l'ETA et leur garantissant la diffusion de leur « récit de générosité ». « Nous veillerons à ce que votre mémoire reste à jamais gravée dans nos mémoires ». Ce sera « le meilleur atout dans la nécessaire délégitimation

17 Voir dans cet ouvrage l'article de Ludovic Chatenet.

de la violence », déclarait-t-il alors[18]. Si cette promesse ne fut tenue que partiellement par la suite, cette rencontre — suivie, dans les années suivantes, par d'autres cérémonies analogues à Vitoria-Gasteiz et à Saint-Sébastien — constitua néanmoins un tournant décisif dans le processus d'institutionnalisation progressive de la mémoire des victimes de l'ETA dans l'espace public.

Dans ce contexte, l'association de mairies du Pays basque, *Eudel*, exhortait alors ses membres à remémorer dans les villes basques les souffrances des victimes, y compris à travers la création de monuments destinée à exorciser des années de silence et d'oubli. Car, force est de constater que jusqu'alors les inspirateurs et les initiateurs de cette vague mémorielle étaient issus notamment de la société civile, de familles des victimes notamment, auxquelles ne se sont jointes que lentement certaines autorités locales, avant que le parlement Basque n'approuve en juin 2009 la Loi 4/2008, de Reconnaissance et réparation pour les victimes du terrorisme[19].

En avril 2008, suivant ses propres engagements, le Parlement basque érigeait près de l'entrée principale du siège de Vitoria-Gasteiz une œuvre monumentale de la sculptrice basque Cristina Iglesias en mémoire des victimes du terrorisme. Intitulée « Brújula de medianoche » (Boussole de minuit), elle se composait de six grands treillis réalisés en terre cuite aux couleurs changeantes allant du rougeâtre à l'orange et au violacé. L'artiste conçut l'ouvrage comme un lieu de passage mais aussi comme un lieu de rencontres, symbole d'entente collective, autour de laquelle les parlementaires basques remémorent solennellement lors des dates symboliques les victimes de l'ETA mais aussi l'ensemble des victimes de la violence politique au Pays basque.

On peut considérer cette inauguration comme le point culminant du processus de remémoration des victimes de l'ETA dans l'espace

18 Isabel C. Martinez, « Ibarretxe pide perdón ante 300 víctimas de ETA por el silencio de la sociedad vasca », *El País*, 23-IV-2007.

19 « Ley 4/2008, de 19 de junio, de Reconocimiento y Reparación a las Víctimas del Terrorismo », *BOE* numéro 212, du 3-IX-2011. <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2011-14348> (consulté le 14-IX-2025).

urbain entamé en 2000. En moins d'une décennie plus d'une vingtaine de monuments sont sortis de terre pour rendre hommage à des victimes qui étaient jusqu'alors ignorées et oubliées par l'ensemble de la société basque. La persistance de la menace de l'ETA, — au moins jusqu'à 2011, lorsque l'organisation annonça un cessez-le-feu « permanent » et « général » corroboré quelque mois plus tard, en octobre 2011 avec l'annonce par l'ETA de l'arrêt définitif de son activité armée — donne une valeur symbolique plus forte à ces initiatives mémorielles dont nous avons évoqué ici une partie seulement[20].

Avancés et reculs, 2009-2018

Malgré ces avancés en faveur de la préservation de la mémoire des victimes de l'ETA dans l'espace public, un certain nombre d'associations des familles ne participèrent jamais à ces initiatives « institutionnalisées », considérant qu'elles arrivaient de façon tardive et comportaient souvent une instrumentalisation politique partisane des victimes. Bien que difficile à fixer de façon précise dans le temps, on considère que l'on assiste autour de la fin de cette première décennie, a une sorte de changement de cycle mémoriel dans l'espace urbain, après avoir décelé un certain nombre de signes avant-coureurs. Une nouvelle étape que l'on pourrait étendre jusqu'à 2018 et la disparition définitive de l'ETA.

En effet, en mai 2009, pour la première fois de l'histoire, arrivait au pouvoir un *lehendakari* non nationaliste basque en la personne du socialiste Patxi López[21]. Lors de sa prise de fonction, toute une partie de son discours inaugural fut consacré aux victimes de l'ETA et, lors de son court mandat, entre mai 2009 et décembre 2012, plusieurs initiatives mémorielles novatrices ont vu le jour. Parmi elles on peut en citer notamment deux. Le premier, la mise en place du *Mapa*

20 Voir dans cet ouvrage l'article de Gaizka Fernández Soldevilla (« Patrie et mort. Une brève histoire de l'ETA »).

21 « Patxi López, primer 'lehendakari' no nacionalista de la historia », *El País*, 3-v-2009.

de la Memoria (Carte de la mémoire), afin de recenser et rendre visible sur l'espace urbain les lieux où des attentats terroristes avaient fait des victimes mortelles. Cette initiative visait à « promouvoir dans chaque commune, avec la participation des mairies, l'organisation d'événements commémoratifs afin de rendre hommage aux personnes injustement assassinées dans chaque localité et, parallèlement, de répondre au devoir institutionnel de promouvoir une mémoire critique face à la violence et en défense de la vie »[22]. Le deuxième, la création du *Día de la Memoria* des victimes (Journée du souvenir) — le 10 novembre — , conçu comme un temps dans laquelle convergeraient tous les souvenirs des victimes de la violence terroriste mettent en avant la persistance de l'injustice commise envers elles[23]. Cette initiative encourageait le souvenir des victimes en différenciant les communes qui n'avaient jamais organisé aucune initiative mémorielle et celles qui avaient déjà pris des initiatives dans ce sens. Pour les premières, le gouvernement basque préconisait :

> […qu'] une cérémonie institutionnelle de mémoire et de reconnaissance personnalisée soit organisée pour chaque victime, à la date anniversaire de son assassinat. La cérémonie peut consister en une offrande florale, la lecture d'un texte ou toute autre initiative qui recueille l'accord de la famille. Si la famille préfère qu'aucune cérémonie ne soit organisée, son souhait doit être respecté. À partir de la deuxième année, il est recommandé que les cérémonies de commémoration et de reconnaissance des victimes assassinées par le terrorisme, la violence ou les violations des droits

22 Rapport « Culminando en Mapa de la Memoria », 29-v-2014. <https://www.euskadi.eus/contenidos/proyecto/victimas_proyecto09/es_def/adjuntos/Culminando_el_Mapa_de_la_Memoria.pdf> (consulté le 16-vi-2025).

23 Accord institutionnel en faveur de la commémoration de la Journée du souvenir : « Une date enfin où nous n'aurons aucun anniversaire à déplorer et, justement pour cette raison, où nous nous souviendrons de tous. Un anniversaire qui n'appartient à personne en particulier, mais qui nous appartient à tous. Une date qui nous rappellera ce qui s'est passé et ce qui ne doit jamais se reproduire ». <https://www.eudel.eus/eu/file/documentos_ficheros/rar_Dia%20de%20la%20memoria.pdf> (consulté le 16-vi-2025).

humains se concentrent sur la célébration de la Journée du souvenir[24].

Pour les deuxièmes communes n'ayant jamais organisé d'initiative mémorielle, les textes officiels suggéraient la création d'un « lieu de mémoire consensuel au niveau local autour duquel célébrer chaque année la Journée du souvenir. Ce lieu peut être une place, un parc, une sculpture ou un endroit emblématique de la localité. Il est recommandé d'inscrire sur ce lieu commémoratif les noms des victimes dont on se souvient. D'autres actions complémentaires peuvent également être envisagées, telles que la pose de plaques sur le lieu de l'attentat ou d'autres actions à caractère artistique ou créatif, à condition qu'il y ait consensus avec les familles des victimes et des partis représentés dans la commune[25] ». Ces dernières clauses ont souvent rendu impossible la mise en place de ces objectifs sur le terrain, mais cette initiative a permis notamment de valoriser les monuments et les espaces symboliques mis en place dans la décennie précédente. En effet, la plupart des monuments évoqués ci-dessus sont alors devenus des lieux de mémoire où l'on honorait les victimes de l'ETA — du moins pendant un certain temps — avant que ces pratiques ne se transforment en dynamiques de plus en plus institutionnalisées, marquées par une moindre implication de la société civile et des associations de victimes.

La dernière initiative fut la création d'un emblème, conçu pour devenir le symbole officiel du soutien aux victimes du terrorisme. Il s'agissait d'une reproduction de la fleur *siempreviva* (l'immortelle), un symbole floral stylisé en un graphisme simple : des lignes noires sur fond vert. Portée sous forme d'épingle lors de cérémonies officielles ou affichée dans les bâtiments publics, elle fut surtout reproduite sur des plaques plastiques ou métalliques destinées à signaler

24 *Ibidem.*

25 Culminando el Mapa de la Memoria. Secretaría General para la Paz y la Convivencia. Sugerencias para desarrollar en el ámbito municipal actuaciones de memoria y reconocimiento a las víctimas del terrorismo y la violencia, 29-v-2014.

les lieux où des attentats avaient été commis, ainsi qu'à accompagner les monuments commémorant les personnes assassinées par l'ETA dans les rues, les places et les jardins du Pays basque[26].

La courte durée du gouvernement de Patxi López n'a pas permis de concrétiser un certain nombre d'initiatives et a, surtout, empêché de consolider dans le temps et dans l'espace ces politiques mémorielles. A la fin de l'année 2012, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement nationaliste basque, dirigé par Iñigo Urkullu (PNV), n'a pas interrompu les politiques menées en faveur de la mémoire des victimes du terrorisme de l'ETA, mais leur a donné une nouvelle orientation. Cette nouvelle politique, guidée par l'idée d'élargir les reconnaissances publiques et de considérer au même niveau les victimes de toutes les violences politiques subies par la société basque, a engendré un éloignement progressif des victimes de l'ETA des politiques symboliques, constituant une source de division supplémentaire.

Cette division fut d'abord politique : les partis s'accusaient mutuellement d'instrumentaliser les victimes et, plus grave encore, elle traversait la société basque elle-même, en pleine reconstruction après l'annonce par l'ETA, en 2011, de l'abandon des armes. La destitution, en avril 2014, de Txema Urkijo — l'un des principaux artisans des initiatives mémorielles visant à placer au centre du débat public les victimes de l'ETA — en constitue l'une des preuves les plus palpables.

La création à la fin de l'année 2014, par le gouvernement basque, de l'*Institut Gogora*, (officiellement Institut Gogora, Mémoire, Solidarité et Droits de l'Homme) tentait justement de reconduire ces politiques et de désamorcer une concurrence naissante entre les différentes mémoires autour de la violence terroriste de l'ETA présentes au sein de la société basque, mais également des nouvelles mémoires de victimes émergentes dont celle des victimes de la Guerre d'Espagne et de la dictature franquiste en première instance. Lors de sa création il a été présenté comme un organisme « chargé de la conservation et de la socialisation de la mémoire historique du Pays

26 « Una insignia con la flor siempreviva », *El Correo*, 21-xi-2009.

basque » qui devait « préserver et transmettre la mémoire des expériences traumatisantes marquées par la violence au cours des cent dernières années[27] ».

Outre ces objectifs affichés, on peut considérer que l'une de ses intentions premières fut également de « gouverner les mémoires » du passé[28], face aux risques de polarisation sociale croissante mis en évidence par les initiatives liées aux victimes de l'ETA et des groupes proches de la mouvance indépendantiste, mais aussi par celles concernant les victimes de la guerre d'Espagne et d'autres projets associatifs analogues. Il s'agissait, en définitive, de s'imposer dans l'espace public comme l'unique entrepreneur mémoriel légitime, à un moment où toutes les victimes des violences politiques du siècle écoulé semblaient désormais reconnues et dotées d'un droit de cité.

En effet, l'approbation en 2007 de la Loi de mémoire historique par le gouvernement espagnol contribua à esquisser un changement de cycle. Entre 2006 et 2009, dans le cadre du 70ème anniversaire de la Guerre d'Espagne, on assiste à une sorte de revirement mémoriel vers d'autres horizons temporels et idéologiques, en faveur des victimes républicaines de la Guerre Civile et du franquisme[29]. Sans laisser entièrement de côté les victimes de l'ETA, la société basque s'est focalisée à partir de ce moment sur ces autres victimes, oubliées elles aussi pendant de longues décennies, et qui venaient occuper, pour la première fois, une place grandissante au centre du débat public.

Si l'on prend l'exemple de Saint-Sébastien — la ville basque où l'ETA a fait le plus de victimes, presque une centaine — , on constate que les autorités locales, d'abord socialistes, puis issues de la gauche indépendantiste, ont érigé entre 2009 et 2014 au moins trois monuments consacrés aux victimes de la guerre et de la répression

27 Voir site officiel <https://www.gogora.euskadi.eus/gogora-presentacion/web-gogoo-cogogora/es/> (consulté le 21-VI-2025).

28 Johann Michel, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris : PUF, 2010.

29 Jesús Alonso Carballés, *Memorias de piedra y de acero. Los monumentos a las víctimas de la Guerra Civil y del franquismo en Euskadi (1936-2017),* Gernika: Gernika-Lumoko Historia Bilduma, XII, 2017.

franquiste, alors qu'aucune initiative d'envergure n'a été prise durant cette période en faveur des victimes de l'ETA, malgré les engagements formulés en ce sens à plusieurs niveaux institutionnels.

Face à cette relégation progressive, certaines associations de familles de victimes de l'ETA — notamment le COVITE (Collectif des victimes du terrorisme du Pays basque) — se sont engagées, selon leurs propres termes, dans une « action de désobéissance civile », une sorte de « guérilla mémorielle » nocturne consistant à apposer plus de soixante-dix plaques commémoratives portant les noms des victimes tuées par l'ETA sur les murs d'immeubles situés à proximité des lieux des attentats.

Il s'agissait pour ce collectif d'une action urgente et nécessaire pour contrer le « refus » du gouvernement municipal à Saint-Sébastien, dirigé entre 2011 et 2015 par Juan Carlos Izagirre de Bildu (gauche indépendantiste) de respecter l'accord municipal approuvé en avril 2014 qui obligeait à commémorer les personnes assassinées sur les lieux mêmes où elles avaient été tuées[30].

D'autres mobilisations citoyennes de ce type se sont succédé par la suite, suivies systématiquement d'un retrait progressif de ces plaques par les responsables municipaux, de différents bords politiques, au motif qu'elles avaient été installées sans autorisation officielle et ne respectaient donc pas la réglementation municipale relative à l'usage de l'espace public[31].

Un autre exemple de cette « défaveur » progressive des victimes de l'ETA dans l'espace public, toujours à Saint-Sébastien, fut également perceptible lors de l'inauguration du Jardin du Souvenir. En effet, le maire socialiste de la ville, Odon Elorza, avait impulsé depuis 2002 la réalisation d'un « Jardin de la Paix » pour rendre hommage aux victimes du terrorisme de l'ETA[32]. Or lors de son inauguration

30 « Covite pone 73 placas en homenaje de las personas asesinadas en Donostia », *El País*, 10-v-2015.

31 « El Ayuntamiento de San Sebastián retira las placas colocadas por Covite », *El Diario Vasco*, 11-iii-2017.

32 Jesús Alonso Carballés, «Les jardins : des lieux de mémoire pour les victimes de la violence », dans Anne-Marie Brenot, et Bernard Cottret (ed.), *Le*

quelques années plus tard, en mars 2011, il a été rebaptisé comme le « Jardin du Souvenir », avec des objectifs dépassant largement le projet initial puisqu'il est devenu « un espace destiné à perpétuer le souvenir de toutes les victimes de la violence, du terrorisme et des guerres. Un témoignage clair de la solidarité de la ville de Saint-Sébastien envers toutes les villes du monde qui ont souffert et souffrent encore de ces situations[33] ».

De retour sur le devant de la scène ? 2019-2025

Depuis longtemps, la mise en scène du débat public se déroule davantage dans des lieux éloignés du centre de la cité et souvent même virtuels. En ce qui nous concerne, il est notoire que la bataille pour le récit autour du passé et de la violence de l'ETA se joue aujourd'hui sur d'autres terrains, notamment culturels, tels que la littérature ou le cinéma, comment le montrent très bien les analyses proposées dans ce volume. Mais comme nous le rappelions au début de l'article, on peut considérer les usages de l'espace urbain comme une sorte de baromètre pour une société où les blessures du passé ne sont pas encore complètement cicatrisées.

En avril 2018, l'ETA demanda pardon à ses victimes, avant d'annoncer le 3 mai suivant sa dissolution définitive, donnant ainsi lieu à une nouvelle étape dans la reconstruction du vivre ensemble au sein de la société basque. Dans ce nouveau contexte, la municipalité de Saint-Sébastien a répondu finalement en mars 2019 aux engagements pris quelques années auparavant avec la pose institutionnelle, officielle donc cette fois, des quatre premières plaques en mémoire des victimes du terrorisme de l'ETA. De couleur orange avec les inscriptions en noir posées à même le sol, elles ont été placées sur le trottoir de l'avenue de la Liberté où un attentat avait provoqué, en octobre 1976, la mort du président du Conseil général de Guipuscoa

Jardin : Figures et métamorphoses, Dijon: Editions Universitaires de Dijon, 2005, p. 205-213.

33 *El Diario Vasco*, 26-III-2011.

Figure 4. Plaques inaugurées à Saint-Sébastien en mars 2019, en mémoire des cinq victimes de l'attentat de l'ETA du 4 octobre 1976. (Photographie Rosa Casares).

et de quatre autres personnes dont son chauffeur et les trois policiers qui l'escortaient. Les familles manifestèrent alors sa satisfaction de voir, enfin, une reconnaissance officielle dans la ville où ces personnes avaient été tuées. Pour sa part, le maire de la ville, Eneko Goia (PNV), souligna le début d'un processus de longue haleine qui devait amener à reconnaître dans l'espace urbain « la mémoire des personnes qui ont perdu la vie de manière injuste dans notre ville, et ce, en présence des familles de ces personnes » car « au-delà des chiffres, ce sont des personnes avec des noms et des prénoms et des familles, qui sont ainsi représentées en ce moment et en ce lieu[34] ».

Le choix de la mairie de Saint-Sébastien de préserver la mémoire des victimes assassinées dans la ville à l'aide de plaques au sol, suivait, d'une part, l'exemple d'autres villes européennes et, cherchait d'autre part, à faciliter leur implantation dans l'espace public, plutôt que sur les façades des bâtiments environnants, propriétés privées

34 « San Sebastián coloca las primeras cuatro placas en memoria de víctimas del terrorismo », *El País*, 23-III-2019.

nécessitant des démarches administratives plus complexes et sans garantie d'autorisation définitive. En octobre 2025, 36 plaques de ce genre avaient été placées dans différents endroits de la ville en mémoire des victimes du terrorisme et de la violence politique[35]. Ce processus de remémoration a été semé d'embûches, et ces plaques ont été souvent l'objet d'attaques et de dégradations récurrentes. En août 2019 les premières plaques apposées à l'avenue de la Liberté ont été vandalisées par des inconnus, qui ont recouvert les inscriptions avec de la peinture noire en spray devenant ainsi illisibles. D'autres plaques et monuments ont subi le même sort par des individus cherchant souvent à humilier les familles des victimes, les plongeant à nouveau dans un désarroi permanent empêchant tout deuil serein devant la réitération sans cesse de ces agressions[36].

La fin de l'ETA n'impliqua donc pas la fin de la violence envers les victimes. Dans l'espace public, les initiatives en faveur de la mémoire des victimes continuent à faire face à ceux qui, au contraire, légitiment l'existence passé de l'ETA en effaçant toute trace de violence passée sur l'espace urbain basque. Dans cette bataille permanente pour le récit du passé, plusieurs initiatives institutionnelles récentes tentent de constituer des remparts pour faire face à l'oubli. La création du Centre Mémorial des Victimes du Terrorisme, inauguré en juin 2021 à Vitoria-Gasteiz, constitue à cet égard un instrument précieux pour poursuivre la délégitimation de la violence terroriste au sein de la société basque. Par sa politique renforcée de recherche, de diffusion des effets du terrorisme et d'accompagnement pédagogique, il contribue à inscrire durablement cette démarche dans le champ social et éducatif[37].

---

35 « Una placa recuerda en Donostia al militar retirado Fernández-Montes, asesinado por ETA », *Noticias de Guipúzcoa,* 4-x-2025.

36 Pour une approche en détail de ces nombreuses agressions consulter l'article de Mireya Toribio Medina « Sal en la herida. La humillación a las víctimas del terrorismo de ETA », dans Jesús Alonso Carballés (Coor.), *Conceφtos*, *La(s) víctima(s),* 2024 (10). <https://revues.u-bordeaux-montaigne.fr/conceptos/article/view/541> (consulté le 15-06-2025).

37 Voir dans ce volume les articles de Gaizka Fernández Soldevilla (« Patrie et mort. Une brève histoire de l'ETA ») et Raúl López Romo (« Comment enseigner ce qu'a été le terrorisme »).

Figure 5. *Atalase*, (José Ramón Anda), Bilbao, 2024.
(Photographie Josune Areizaga Arana)

Les politiques symboliques menées dans l'espace urbain continuent, pour leur part, à jouer un rôle essentiel dans l'affirmation de cette volonté, comme en témoigne, entre autres, la vaste commémoration institutionnelle du 25ème anniversaire de l'assassinat de Miguel Ángel Blanco à Ermua — marquée par une forte participation sociale et la présence du chef de l'État[38] — , ou plus récemment, en novembre 2024, l'inauguration à Bilbao de l'un des derniers monuments dédiés aux victimes du terrorisme et de la violence politique[39].

José Ramón Anda a conçu le monument *Atalase* (Seuil), comme une grande structure centrale en acier corten en forme de porte ou de grande fenêtre ouverte autour de laquelle ont été disposés cinq bancs sculpturaux en marbre noir de Markina. L'ensemble est

38 « El homenaje a Miguel Ángel Blanco hace revivir por unas horas el espíritu de Ermua 25 años después », *El País*, 10-VII-2022.

39 « Bilbao inaugura la escultura para «restaurar la memoria de las víctimas », *El Correo,* 18-XI-2024.

complété par les arbres du parc où elle a été installée, formant ainsi un espace artistique paisible invitant à la réflexion et à l'échange. Il deviendra désormais le lieu de commémoration à Bilbao de la Journée du souvenir, célébrée chaque 10 novembre.

Conclusion

Il faut se souvenir des victimes. Comme le rappelait John Berger : « La mémoire implique un acte de rédemption. Ce dont on se souvient a été sauvé du néant. Ce qui est oublié a été abandonné[40] ». Il faut donc préserver le souvenir des victimes, de toutes les victimes, « sans oublier, dans le cas des victimes de l'ETA, qu'elles ont toutes été victimes pour la même raison : parce qu'elles n'avaient pas leur place dans un rêve totalitaire de purification, où aucune pluralité n'est admise et aucune diversité reconnue[41] ».

Comme nous avons pu le constater dans les pages précédentes, les politiques symboliques mises en place au Pays basque depuis un quart de siècle tentent, tant bien que mal, de sauvegarder la mémoire des victimes de l'ETA dans l'espace urbain. Malgré le volontarisme des agents mémoriels, les dynamiques institutionnelles mises en place n'ont pas toujours atteint les objectifs escomptés. Certes, certaines rues portent les noms de victimes de l'ETA, mais contrairement à la France, où les plaques commémoratives comportent souvent quelques mots retraçant la trajectoire de la personne honorée, en Espagne rien n'indique sa condition ni son parcours de vie. Certaines infrastructures, notamment sportives — on pourrait se demander pourquoi d'ailleurs —, portent également le nom des victimes suffisamment connues au Pays basque tels que Fernando Buesa (Vitoria-Gasteiz) ou Miguel Ángel Blanco (Ermua), mais elles ne sont pas très nombreuses. Les monuments ont pu jouer ponctuellement un rôle non négligeable dans la reconnaissance sociale de

40 John Berger cité par Imanol Zubero, « Contra la indiferencia moral », *El País*, 19-x-2004.

41 Imanol Zubero, « Víctimas del exterminio », *El País*, 20-vii-2004.

victimes, notamment au début du XXIe siècle, mais ils ont du mal à assurer cette même fonction dans la durée, avant de tomber parfois, eux aussi, dans l'oubli et l'indifférence[42].

Selon Arovite, il y aurait autour de deux cents espaces, entre monuments, plaques, noms de rues, fresques… consacrés à la mémoire des victimes du terrorisme et à l'ensemble de la violence politique au Pays basque[43]. Suffisent-ils à rendre visible ce passé incommodant dont certains veulent se débarrasser au plus vite ? Force est de constater que ce n'est pas malheureusement le cas.

Récemment Txema Urkijo, ancien membre du bureau de soutien aux victimes du terrorisme, dirigé par Maixabel Lasa au sein du gouvernement basque, se demandait pourquoi la « Journée du souvenir » des victimes ne s'est pas imposée comme une date inéluctable pour l'ensemble de la société basque. Urkijo se posait de nombreuses questions qui traversent aussi notre pensée lorsque nous analysons les effets limités des politiques symboliques ici évoquées :

> Un événement solennel et exclusivement institutionnel qui passe inaperçu pour la grande majorité des citoyens basques est-il un outil approprié pour une véritable politique de commémoration ? Pourquoi ne cherche-t-on pas à impliquer la société, à travers les différents villages et lieux où se trouvent des espaces de mémoire ? […] Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans les politiques de mémoire au Pays basque pour que l'on renonce à une occasion aussi précieuse et significative que celle-ci pour faire de la pédagogie[44] ?

Des questions que nous partageons pleinement et auxquelles il est difficile de trouver une réponse satisfaisante. Le constat laisse un goût amer : malgré ces initiatives institutionnelles, l'indifférence face

---

42 « El olvido de los monumentos en memoria de las víctimas », *El País*, 18-xi-2015.

43 Espacios para la memoria. <https://www.arovite.com/es/espacios-para-la-memoria/> (consulté le 10-ix-2025).

44 Txema Urkijo, « ¿Por qué languidece el Día de la Memoria en Euskadi? » <https://txemaurkijo.com/2020/11/10/por-que-languidece-el-dia-de-la-memoria-en-euskadi/> (consulté le 14-ix-2025).

aux enjeux mémoriels ne cesse de gagner du terrain au sein de la société basque, tandis que la bataille pour le récit fait rage et continue de provoquer des dégâts considérables, notamment au sein des familles de victimes[45]. On ne peut donc qu'être d'accord avec Sarah Gensburger et Sandrine Lefranc lorsqu'elles concluent que « les autorités politiques, en modelant une mémoire des passés violents, s'affichent comme très déterminées et volontaristes » mais, incapables d'accorder réparation et justice aux victimes, elles s'empressent de leur rendre hommage autrement, montrant finalement que « les politiques de mémoire sont trop souvent une politique de l'impuissance[46] ».

Bibliographie

Ajuriaguerra Escudero, Miguel Angel, « Urbanismo y revolución. Pintadas, murales y carteles de ETA (1969-2011 », dans Fernández Soldevila, Gaizka et Mota Zurdo, David (eds.), *Araucaria*, *Arte, cultura y terrorismo / art, culture and terrorism*, 2022/2, 50, p. 255-284.

Alonso Carballés, Jesús, *Memorias de piedra y de acero. Los monumentos a las víctimas de la Guerra Civil y del franquismo en Euskadi (1936-2017),* Gernika: Gernika-Lumoko Historia Bilduma, XII, 2017.

—, « Les jardins : des lieux de mémoire pour les victimes de la violence », dans Brenot, Anne-Marie et Cottret, Bernard (ed.), *Le Jardin : Figures et métamorphoses*, Dijon: Editions Universitaires de Dijon, 2005, p. 205-213.

45 Voir dans ce volume l'article de Mireya Toribio Moreno (« Les limites légales du récit. La mémoire de l'ETA et de ses victimes dans l'espace public »).

46 Sarah Gensburger et Sandrine Lefranc, *A quoi servent les politiques de mémoire ?,* Paris: Presses de Sciences Po, 2017, p. 161.

Barañano, Kosme de, *50 años de escultura pública en el País Vasco,* Bilbao: UPV/EHU, 2000.

Crettiez, Xavier et Piazza, Pierre, *Murs rebelles. Iconographie nationaliste contestataire : Corse, Pays Basque, Irlande du Nord*, Paris : Karthala, 2014.

Garden, Maurice « Histoire de la rue », *Pouvoirs.* (La rue), n°116, janvier 2006, p. 5-17.

Gensburger, Sarah et Lefranc, Sandrine, *A quoi servent les politiques de mémoire ?,* Paris : Presses de Sciences Po, 2017.

Innerarity, Daniel *El nuevo espacio público*, Madrid: Espasa, 2006.

Michel, Johann, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris : PUF, 2010.

Riegl, Alois, *Le culte moderne des monuments,* Paris: L'Harmattan, 2003.

Robin, Régine *Berlin chantiers. Essai sur les passés fragiles,* Paris: Stock, 2001, p. 200.

Tartakowsky, Danielle « Quand la rue fait l'Histoire », *Pouvoirs. (La rue),* n°116, janvier 2006, p. 29.

Toribio Medina, Mireya « Sal en la herida. La humillación a las víctimas del terrorismo de ETA, dans Alonso Carballés, Jesús (Coor.) *Conceφtos*, *La(s) víctima(s),* 2024 (10). <https://revues.u-bordeaux-montaigne.fr/conceptos/article/view/541> (consulté le 15-06-2025).

Entre bourreaux et victimes, présence(s) et mémoire(s) de l'ETA dans l'espace public

Ludovic Châtenet
Université Bordeaux Montaigne

Introduction

Le présent article s'inscrit dans le cadre général des travaux que je mène depuis quelques années en sémiotique et anthropologie sur les écritures urbaines politiques[1]. Ces recherches qui visaient principalement à développer une approche de la signification, des modes de production du sens, propres aux inscriptions urbaines m'a conduit à étudier les inscriptions relatives à l'ETA sur les murs du Pays-basque, notamment leurs transformations dans leur contexte social polémique, puisqu'elles ne sont pas/plus acceptées dans l'espace public[2].

Dans le contexte de cet ouvrage, nous chercherons à mettre en évidence comment l'ETA a construit son identité, puis son histoire dans l'espace public, en investissant notamment la muraille des villes et villages. Nous porterons une attention particulière aux stratégies discursives | communicationnelles et aux formes sémiotiques par lesquelles l'organisation a cherché à légitimer la mémoire de ses membres (*martyrs* et prisonniers) en articulant ce qui relève d'une

1 Ces travaux ont été menés dans le cadre du groupe de travail d'Anne Beyaert-Geslin à l'université Bordeaux Montaigne, au sein du programme de recherche *Graffcity*, ayant donné lieu à quatre journées d'étude et trois publications collectives.

2 Ludovic Châtenet, « Paretak hizketan. Écritures des conflits socio-culturels dans l'espace urbain », dans Beyaert-Geslin, Anne (ed.) *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : Presses de la MSHA, 2022, pp. 49-62.

« politique symbolique » (assemblages identitaires) et d'une rhétorique de l'émotion (visages). Enfin, nous essaierons de mettre ces éléments en perspective avec les dispositifs qui, à l'opposé, mettent en présence les victimes de l'ETA dans l'espace public.

Politiques visuelles dans l'espace public

Commençons par situer les enjeux de notre réflexion autour de la ville, que nous considérons d'emblée comme le lieu où s'inscrivent à la fois les activités et les représentations sociales, intersubjectives, mais aussi et surtout comme un espace support de prises de parole citoyennes. De ce point de vue, l'*espace public urbain* est un lieu polémique de communication[3] où se confrontent des énoncés officiels, institutionnels ou commerciaux[4], légitimes et des énoncés privés, individuels ou collectifs parfois illégitimes. Ainsi, les murs de la ville sont le support où s'inscrivent au quotidien les valeurs et les mémoires collectives[5] sans cesse renégociées par les conflits entre les écritures porteuses de *discours* et *contre-discours*[6].

3 Isaac Joseph, *Prendre place. Espace public et culture dramatique*, Paris : Éditions recherches, 1995.

4 Jürgen Habermas, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot, 1978a.

5 Alexandre Landemans, François Provenzano « Textures urbaines et énonciations pandémiques : vues liégeoises », dans Beyaert-Geslin, Anne (ed.) *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : Presses de la MSHA, 2022, pp. 121-130. Michele Dentico, « Dans la ville marquée. Énonciations piétonnes et graffitis dans le quartier de San Lorenzo à Rome », dans Beyaert-Geslin, Anne, *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : MSHA, 2022, pp. 63-74.

6 Ludovic Châtenet et Maria Caterina Manes-Gallo, « 'À samedi prochain ♥ '. Écritures urbaines en contemporain », dans Dascalakis-Labreze, Maria Gabriela, Forthoffer, Camille (dirs.) *Contemporanéité et hybridations des pratiques de la recherche*, Pessac : PUB, collection PrimaLun@, 2025 [en ligne].

Pour en rendre compte, la sémiotique consacrée aux inscriptions urbaines[7] s'est appuyée sur cette définition de la ville comme *support matériel de communication* pour mettre en évidence deux propriétés fondamentales pour l'analyse[8].

Premièrement, les inscriptions urbaines[9] font l'objet d'une bataille pour la visibilité impliquant que l'ensemble des instances énonciatives (individuelles ou collectives, institutions ou citoyens) en concurrence (*pouvoir/contre-pouvoir, collectifs/individus*), possédant différents statuts de légitimité, licéité, adoptent des stratégies de communication (*faire savoir/voir, faire-croire*) pour rendre visibles leurs messages. À cet endroit, précisons que « légitime » signifie ici : ce qui est autorisé par le pouvoir gouvernemental, et/ou en adéquation avec les valeurs morales du peuple[10]. Deuxièmement, et en conséquence de leur dimension subjective, inter-subjective, et citoyenne, les inscriptions urbaines articulent les dimensions *axiologiques*

7 Sémir Badir, Maria Giulia Dondero et François Provenzano (eds.) *Les Discours syncrétiques. Poésie visuelle, BD, graffitis*, Liège : PUL, 2019, pp. 95-113; Anne Beyaert-Geslin (ed.) *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : Presses de la MSHA, 2022; Anne Beyaert-Geslin (ed.) *L'urbanité de l'art. Questions sémiotiques*, Limoges : Pulim, 2023.

8 Ludovic Châtenet, *op. cit.*, 2022.

9 Au début de nos réflexions, nous avons utilisé le terme « écritures urbaines », référant à des graffitis ou productions textuelles. Toutefois, la diversité des œuvres étudiées a imposé l'usage d' « inscription urbaine », mis en évidence par notre collègue Julien Thiburce, qui a montré que cette notion intègre de manière plus pertinente l'ensemble des dimensions linguistiques, cognitives, corporelles, la production et l'interprétation des diverses formes d'expression. Julien Thiburce, « Documentation et (re) médiation d'inscriptions urbaines en images à 360° », dans Châtenet Ludovic (ed.) *voir, lire, parcourir : itinéraires sémiotiques dans la ville graffée*, Limoges : Pulim, 2025.

10 Paul Bastid, « LÉGITIMITÉ ». *Encyclopædia Universalis*. (Consulté le 07/07/2025) ; Jürgen Habermas, *Raison et légitimité : problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris : Payot, 1978b ; Alain Cottereau et Paul Ladrière (eds.) *Pouvoir et légitimité*, Paris : Éditions de l'EHESS, 1992.

(valeurs), *épistémiques* (jugement, admissibilité, légitimité) et *mémorielles* (éphémère ou durable), fondatrices des cultures[11].

Pour les étudier, la méthodologie sémio-anthropologique attentive aux configurations signifiantes, aux modes de production du sens et, par extension, des relations sociales qu'elles instaurent, considère deux grandes perspectives[12]:

D'abord, l'analyse des inscriptions urbaines implique de considérer une *situation d'affichage*[13], et pas seulement les textes ou les dessins ! C'est-à-dire les opérations sur le support, les interactions entre les éléments matériels : la nature du support, notamment sa texture, sa « corporéité », le lieu-contexte d'implémentation qui positionne les œuvres par rapport à d'autres et au point de vue de l'observateur (source-cible, proportion), les opérations d'ajouts/retraits d'inscriptions ; et la manière dont l'ensemble de ces éléments agissent sur les observateurs, les affectent, et construisent des relations sociales d'accord et désaccord, d'opposition et de connivence.

Ensuite, nos travaux antérieurs ont établi la pertinence de considérer les murs comme des *palimpsestes* c'est-à-dire des œuvres façonnées par les appropriations successives du mur (sémantisations, reprises du sens) par des individus ou collectifs qui actualisent sa signification. En tant qu'« images diachroniques » ou « de la diachronie », ils documentent le rapport des énonciateurs individuels ou collectifs aux valeurs en cours. Ils permettent de saisir comment les relations sociales, et les collectifs, se construisent ou évoluent dans le temps et en un lieu donné, dans une tension entre le passé et le présent. En ce sens, l'appropriation du mur construit des *identités visuelles*[14] articulant une dimension éthique[15] à une dimension

11 Ana Maria Lorusso, *Cultural semiotics. For a cultural perspective in semiotics*, NY: Palgrave MacMillan, 2015.

12 Châtenet, *op.cit.*, 2022.

13 Jacques Fontanille, « Affichages : de la sémiotique des objets à la sémiotique des situations », dans *Actes Sémiotiques*, 2004.

14 Jean-Marie Floch, *Identités visuelles*, Paris : Puf, 1995.

15 Dominique Maingueneau « Retour critique sur l'éthos », dans *Langage et société*, nº 149, 2014, p. 31-48.

esthétique[16] — des valeurs, des axiologies avec des choix d'expression plastiques[17], notamment ; il est ainsi possible de reconnaître le style et la stratégie de certains collectifs producteurs en étudiant les inscriptions qu'ils produisent. Considérés comme des *formes de vie*[18], les collectifs sont identifiables à leurs pratiques signifiantes par lesquelles ils suscitent, ou non, l'adhésion.

La communication urbaine de l'ETA

Eu égard de nos considérations liminaires, la rue apparaît comme un enjeu particulièrement important pour les collectifs militants dont elle devient le support de diffusion et de légitimation autant de leurs idées que de leurs actions.

Les nombreux chercheurs qui se sont intéressés aux discours de l'ETA ont largement souligné le rôle de l'art urbain[19] pour montrer et légitimer son emprise sur le territoire basque[20] et pour faire adhérer la population à sa cause[21]. Sur ce point, Rolston et Alvarez Berasategi ont souligné que « les fresques aident à créer, confirmer et appuyer l'identité collective d'un mouvement social[22] » en l'inscrivant dans le territoire, par une présence matérielle.

16 Algirdas J. Greimas, *De l'imperfection*, Périgueux : Fanlac, 1987.

17 Algirdas J. Greimas, « Sémiotique figurative et sémiotique plastique », dans *Actes Sémiotiques*, 60, 1984.

18 Jacques Fontanille, *Formes de vie*, Liège, PUL, 2015.

19 Lyman G. Chaffee, *Political Protest and Street Art. Popular Tools for Democratization in Hispanic Countries*, Westport: Greenwood Press, 1993.

20 Xavier Crettiez et Pierre Piazza, *Murs rebelles*, Paris : Karthala, 2014.

21 Bill Rolston et Amaia Alvarez Berasategi, « Taking Murals Seriously: Basque Murals and Mobilisation », dans *International Journal of Politics, Culture and Society*, 2015.

22 Rolston et Alvarez Berasategi, *op. cit.*, 2015, p. 35.

De manière générale, l'ETA a utilisé l'art urbain comme « dispositif de sensibilisation[23] », c'est-à-dire « des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue ». De cette manière, l'ETA a cherché à capter l'attention et susciter l'émotion de l'observateur pour « faire des citoyens des patriotes[24] », mais aussi intensifier les tensions psychologiques par cet effet de présence associé à la surveillance. En convoquant brièvement Foucault, il appert alors que, approprié par des images, l'espace urbain peut-être défini comme un *espace panoptique*[25], c'est-à-dire un dispositif de pouvoir où les corps (ici des citoyens) sont soumis à des régimes de comportement, une forme de discipline reposant sur des règles de conduites instaurées, de manière factitive — *faire-faire* (*devoir-faire* et *devoir ne pas faire* !), par une « relation de regard et de pouvoir[26] ». De manière équivoque, et par renversement symétrique[27], on peut alors considérer les stratégies suivant lesquelles des mouvements collectifs militants s'inscrivent et se déploient au travers un ensemble d'actes sémiotiques qui configurent le quotidien.

Au cours de son histoire, la première activité de l'ETA a été le détournement (appropriation) des supports censés légitimer le pouvoir dans l'espace public. Ils ont ainsi sali, détérioré et écrit leur

23 Christophe Traïni et Johanna Siméant-Germanos, « Introduction. Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », dans Traïni, Christophe (éd.), *Émotions… Mobilisation,* Paris : Presses de Sciences Po, 2009, p. 13.

24 Chaffee, *op. cit.*, 1993, p. 71

25 Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris : Gallimard, 1975.

26 Olivier Aïm, « Chapitre 2. Michel Foucault et le "panoptisme" », dans *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, Paris : Armand Colin, 2020, p. 43-62.

27 En substance, cette formulation quelque peu cryptique, réfère à l'idée que les collectifs militants, voire même clairement révolutionnaires, renversent le panoptisme, défini par Foucault en examinant les dispositifs de contrôle et surveillance de l'État, qu'ils combattent justement tout en usant de méthodes fonctionnellement similaires.

contestation sur les monuments et les bâtiments franquistes[28]. Si la pratique de l'art urbain existait déjà dans les années 1930 pendant la Guerre d'Espagne, elle se développe surtout après la naissance de l'ETA en 1959. À cette époque et jusqu'à la moitié des années 1970, les écrits ont majoritairement cherché à établir la présence de l'ETA dans les rues[29] et à rallier le peuple contre le régime de Franco.

Les années 1980 marquent le point culminant des écritures murales au Pays basque[30] dans un contexte de transformations politiques où les violences terroristes atteignent également leur sommet[31]. Selon Crettiez et Piazza[32], les murs des villes et villages basques se parent de nombreux acronymes, logos ou slogans, réalisés manuellement à même le mur, dont la fonction déictique établit la présence du groupe et son emprise sur le territoire ; un « nous, ici, maintenant » renvoyant à marquage, un bornage produisant un « monitorage[33] ». On rencontre également des textes de propagande sous la forme de slogans stéréotypés ou des menaces directes, nominatives, situées sur le lieu de vie du destinataire. Enfin, de larges portions de murs s'ornent d'image d'héroïsation de la lutte par des représentations mytho-symboliques de scènes armées, exaltant la figure du soldat. Ces éléments permettent de constater que les écritures urbaines servent trois principes : *communication (faire-savoir)*, *manipulation (faire-faire)* et *présence (faire-être)* ; et qu'au cours de l'histoire, les formats se stabilisent et se standardisent : de l'écriture manuelle, aux pochoirs, aux fresques.

À la fin de cette période et dans les années 1990, les écritures consisteront surtout à mettre en scène des portraits de *martyrs* pour s'identifier/se rassembler contre la répression policière.

---

28 Chaffee, *op. cit.*, 1993.

29 Rolston et Alvarez Berasategi, *op. cit.*, 2015.

30 Chaffee, *op.cit.*, 1993, p. 65. Voir dans ce volume l'article de Gaizka Fernández Soldevilla « Patrie et mort. Une brève histoire de l'ETA ».

31 Rolston et Alvarez Berasategi, *op. cit.*, 2015, pp. 40-43.

32 Crettiez et Piazza, *op. cit.*, 2014, p. 13-14.

33 Crettiez et Piazza, *op. cit.*, 2014, p. 23-24.

Figures et victimes de l'ETA

Nous allons justement porter une attention particulière à ces portraits de *martyrs*, activistes tués par les forces répressives ou prisonniers, qui deviennent un moyen de sensibilisation privilégié de l'ETA. Ils intéressent spécifiquement notre réflexion parce qu'ils révèlent comment l'ETA a construit et légitimé sa mémoire par la revendication du statut de victime.

Après l'examen d'un large corpus, relativement hétérogène, nous avons considéré deux formes stratégiques : (i) les fresques mythologiques qui, par l'inscription grand format d'un discours mytho-symbolique participent d'une *monumentalisation* ; (ii) la représentation de visages associés à une rhétorique émotionnelle.

Les fresques mythologiques

De manière récurrente, les collectifs proches de l'ETA ont rendu hommage à leurs membres disparus par la construction sémiotique de figures de *martyrs* inscrites dans un discours mythique. Ces hommages prennent souvent la forme de fresques monumentales, instaurant un fort effet de présence, que nous nommons *fresques mythologiques* dans la mesure où elles expriment symboliquement et visuellement les valeurs et le récit fondateur du collectif qui les produit. Parmi les exemples que nous avons étudiés dans nos recherches, nous pouvons mentionner les portraits de Lucia Urigoitia (à Otxandio) et Josu Muguruza (à Bilbao)[34].

34 Les deux cas cités ont fait l'objet d'exposés lors de journées d'étude du programme *Graffcity*. Le premier est au centre de notre première publication sur les graffitis politiques (Châtenet, *op. cit.*, 2022.), le second, a fait l'objet d'un travail en projet de publication.

Figure 1. Fresque Lucia Urigoitia Otxandio (source : Zarateman, Wikipedia CC0) ; fresque Josu Muguruza Bilbao (source : Arovite)

Dans notre travail intitulé *Paretak Hizketan. Écritures des conflits socio-culturels dans l'espace urbain*, nous avons montré, dans le cas de Lucia Urigoitia — activiste de l'ETA abattue par la police en 1987 — , comment la peinture murale s'approprie la surface pour en faire un monument et lui attribuer une fonction mémorielle. La fresque puise dans le style classique utilisé pour représenter les *martyrs* de l'ETA développée dans les années 1980 (similaire aux dessins de l'IRA). L'icono-texte met en scène le portrait de la défunte dont le visage fait face au spectateur, créant ainsi un effet de présence, de dialogue, et une relation sensible, humaine qui sollicite l'empathie. Il s'agit ici d'une particularité du visage sur laquelle nous reviendrons, qui met d'emblée en évidence que nos deux « formes stratégiques » ne sont, à ce niveau, pas exclusives.

Le visage de Lucia Urigoitia est intégré à un ensemble de symboles récurrents dans la mythologie de la « gauche radicale » : en arrière-plan, un *paysage montagneux* typique du Pays basque, symbolisant l'ancrage dans un territoire local (les fresques sont régulièrement réalisées dans les lieux d'où sont natifs les individus représentés), mais aussi un espace ouvert, de *liberté* ; deux *soldats* au centre symbolisent la lutte armée, dont la relation avec le paysage, articulé autour d'Urigoitia qu'il inclut, racontent leur rapport au territoire, la terre mère : le patriotisme, l'héritage (du combat de leurs semblables) et

la fraternité militaire. Ensuite, un ensemble de symboles traditionnels : le lauburu, le soleil, et politiques : le logo de l'ETA, les trois drapeaux identitaires : du Pays basque (ikurriña), de la Navarre et l'aigle noir | *arrano beltza* ; la feuille de chêne de Gernika accompagné d'un poing serré, l'Étoile rouge socialiste, et le symbole des luttes féministes font tenir ensemble des appartenances sur des bases institutionnelles, ou (et surtout) d'engagement dans des luttes. La fragmentation de l'identité en un ensemble de symboles auxquels la fresque donne une cohérence renforce son pouvoir d'identification.

De son côté, le cas de Josu Muguruza est particulièrement intéressant. En effet, le portrait du journaliste et homme politique nationaliste, figure du mouvement indépendantiste radical, assassiné à Madrid en 1989, suit un traitement similaire bien que ce dernier n'était pas membre de l'ETA (nous soulignons). L'image hommage « restaurée » suite à des dégradations montre des opérations d'appropriation. Nous ne retiendrons ici que sa dernière version, la plus récente, que nous avons considérée comme un « portrait solaire » — par opposition au portrait original. On y retrouve un certain nombre d'éléments utilisés pour la fresque d'Urigoitia : un visage — ici apaisé, tourné vers la droite (l'avenir) ; un paysage montagneux typique du Pays basque en fond ; la *lauburu* (soleil | vie), l'étoile politique et le terme « askatasuna » | liberté. Ces régularités confirment l'existence de codes et d'un imagier révolutionnaire mobilisé pour les hommages des membres d'une *communauté politique*.

Nous constatons également comment les fresques mettent en récit un *sacrifice fondateur du collectif*[35] — en convoquant notamment certaines isotopies, dans les cas d'Urigoitia, pour mettre en relation le « sang » et le « guerrier », la mort de l'un (« tu ») qui nourrit la foi du collectif « nous ». Entre sensibilité et identité de l'organisation, le discours stéréotypé construit une figure de *martyr* au sens Girardien : « celui qui prouve la force et l'authenticité de sa foi en suivant jusqu'à la mort l'exemple du Christ[36] ». Victime sacrifiée pour l'idéal d'un

35 René Girard, *Le Sacrifice*, Paris : Bibliothèque nationale de France, 2003.

36 René Girard, *Les origines de la culture*, Bruges : Desclée de Brouwer, 2004, note 96, p. 106.

collectif, la figure du *martyr* se dote d'une dimension sacrée, mieux, elle « cristallise le sentiment d'appartenance à une communauté ou à une faction radicale, car son sacrifice démontre un engagement ultime vis-à-vis d'une cause[37] », devenant même un modèle pour les partisans de ce que Jesús Casquete nomme une *religion-politique*[38]. À cet endroit, le récit visuel constitué autour du portrait se prolonge par des pratiques rituelles de cérémonies-hommages, licites ou non, ayant lieu sur les places adjacentes à la fresque. Nous y reviendrons.

Prisonniers et rhétorique des visages

La seconde manière de rendre présentes leurs victimes consiste à disséminer des visages sur les murs de villes. Ces représentations concernent autant les hommages à des activistes disparus qu'aux prisonniers dont elle constitue la forme d'expression privilégiée.

Rappelons, d'abord, que le visage est une figure centrale de l'identité, de l'altérité et de la communication, notamment de l'expression des émotions : « À l'origine il y a l'émotion éprouvée devant certains visages et le sentiment d'une énigme contenue là, à portée de la main et du regard, et pourtant insaisissable : toute la fragilité et la force de la condition humaine[39] ». Dans ce cadre, Levinas conçoit que « le visage est sens à lui seul[40] », d'une part, il constitue la singularité des individus dont il est « le paysage », d'autre part, il permet d'exprimer toute une gamme d'émotions[41]. Eu égard de ces propriétés, le visage

37 Julia Sei, « Le martyre comme processus social », dans *Observatoire géopolitique du religieux*, Paris : IRIS — , 2015, p. 1.

38 Jesús Casquete, « Recordar para ser: martirologio y conmemoración en el nacionalismo vasco radical », Universidad Complutense de Madrid, Seminario de Historia Contemporánea, 2004.

39 David Le Breton, *Des visages. Essai d'anthropologie*, Paris, Marie-Anne Métailié, 1992, p. 9.

40 Emmanuel Levinas, *Éthique et Infini*, Paris : Fayard, 1982, p. 91.

41 Georg Simmel, *La signification esthétique du visage, La tragédie de la culture,* Paris : Rivages, 1988, p. 138.

symbolise et rend intelligibles, et communicables, des passions codées culturellement ; sujets à des opérations de sélection, les visages deviennent aisément des masques, des visages-objets, des symboles figés. Ainsi, entre l'individualisation et la socialisation, le visage serait-il, comme l'envisageait Deleuze, « le point d'arrivée d'une régulation du sens et de son contexte[42] », aboutissement d'un resserrement du sens, surcodé par les opérations rhétoriques qui le font signifier ?

Les études sur les inscriptions et monuments urbains ont largement mis en évidence qu'en tant que figure, le visage est important pour établir le statut de victime. Dans la mesure où, comme l'a remarqué Christophe Genin, les événements tragiques, violents, déclenchent la nécessité pour « le sentiment populaire de se donner un visage[43] ». Le visage constitue donc une figure « universelle » de l'empathie et la matière privilégiée d'une rhétorique de l'émotion, précisément dans le cadre de la construction d'une mémoire collective autour de victimes.

Dans notre cas d'étude, on relève de nombreuses représentations de visages, isolés ou en collections, produits dans un style stéréotypé au moyen de pochoirs. Les images reproduisent en négatif le portrait photographique de la « victime ». Les ombres et les contours du visage figés sous la forme d'une empreinte, ou mieux d'un masque, font apparaître les traits permettant de l'identifier. Ainsi tracés, ces portraits, même grossièrement peints, établissent, au même titre que les photographies, une relation directe avec le regard du spectateur et intensifient la présence du sujet ; ils convoquent les catégories de

42 Christian Saint-Germain, « Pouvoir de la singularité : le pathos du visage dans le texte d'Emmanuel Lévinas », *Laval théologique et philosophique* 49, nº 1, 1993, p. 33.

43 Christophe Genin, « État d'urgence », dans Beyaert-Geslin, Anne, *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : MSHA, 2022, p. 133.

Figure 2. Portrait graffé de Susana Arregi , à Oñate
(source : Covite)

la présence et de l'absence, de la vie et de la mort[44] en sollicitant la perception, l'éprouvé de l'absence[45].

Par exemple, dans ce dessin hommage à la membre de l'ETA Susana Arregi, le visage apparait comme une figure compacte en noir sur blanc déjà évocatrice du passé, de la mort. Le visage peu expressif, fermé — probablement issu d'une photo d'identité qu'il reproduit à même le mur, donne un caractère dramatique à l'image : à la fois, un aspect figé/mort, mais aussi une présence inquiétante (issues principalement de la stabilisation iconique par l'ombre, la couleur noire, qui accentue la force expressive des sourcils et du regard). De plus, son intégration à l'étoile rouge — symbole récurrent, également dans les fresques (cf. supra) — revendique son appartenance au groupe politique.

44 Roland Barthes, *La chambre claire. Note sur la photographie*, Paris : Gallimard-Seuil, 1980.

45 Anne Beyaert-Geslin, *Sémiotique du portrait. De Dibutade au selfie*, Louvain : De Boeck Supérieur, 2017.

Figure 3. « Mosaïques de visages » d'activistes ou prisonniers (à Hernani, à gauche, 5/5/2018 par Ander Gillenea / AFP[46] ; à Bilbao, à droite, source : ABC Pais Vasco[47], avec leur aimable permission)

Toutefois, à l'exception des activistes tués, les « portraits mémoriels » disposés sur les murs basques ressemblent rarement à des portraits de prisonniers conformés au standard de la photographie d'identité à usage policier[48], présentant souvent la personne comme « un coupable » sans sourire, l'air menaçant[49]. Les prisonniers n'y

46 <https://www.abc.es/espana/pais-vasco/polemica-hernani-programa-oficial-fiestas-incluye-marcha-20230620131201-nt.html> (consulté le 14/10/2025).

47 <https://www.abc.es/espana/pais-vasco/casco-viejo-bilbao-amanece-lleno-altares-presos-20220927122140-nt.html?ref=https%3A%2F%2Fwww.abc.es%2Fespana%2Fpais-vasco%2Fcasco-viejo-bilbao-amanece-lleno-altares-presos-20220927122140-nt.html> (consulté le 14/10/2025).

48 Alphonse Bertillon, *La photographie judiciaire*, Paris : N.C., 1890.

49 Les recherches morphopsychologiques et physiognomonistes de Bertillon ou Lombroso considéraient les visages, symptômes de l'origine sociale, ou de

sont pas représentés comme des « agresseurs dangereux », mais, au contraire, comme des victimes civiles, des membres d'une famille : des pères, des mères, des frères, des sœurs, des maris et des épouses. En effet, si les photographies suggèrent toujours l'absence (la mort ou l'éloignement/la détention), on les qualifierait plutôt de « portraits du quotidien » : de trois quarts, expressifs par la profondeur du regard et par l'« agencement facial[50] », ainsi dotés d'une humanité, et permettant de solliciter l'empathie et l'adhésion. Les modèles observés ressemblent plutôt aux portraits de victimes de catastrophes naturelles, du terrorisme ou de la Seconde Guerre mondiale, notamment présents dans les musées ou les monuments consacrés[51], exacerbant « l'innocence » des civils.

L'analyse met d'emblée en évidence l'existence d'un « langage des visages » comme système sémiotique fondé, ici, sur l'opposition catégorielle entre les « visages de coupables » (non-expressifs, menaçants | dés-humanisés) *vs* les « visages de victimes » (expressifs et humains) permettant de nombreuses possibilités rhétoriques. À partir de là, l'usage des visages caractérise une stratégie mémorielle fondée sur l'émotion, l'humanisation des personnes, et se révèle être un mécanisme actif des « dispositifs de sensibilisation », que nous avons évoqué en début d'article. En faisant le choix de visages, mais aussi de ces formes particulières, le spectateur est invité à ne plus voir l'individu comme « membre de l'ETA », « criminel », mais plutôt comme une quelconque victime.

---

certaines pratiques (« visages criminoïdes ») comme des pièces à conviction, voire des aveux. Cesare Lombroso, *L'uomo delinquente*, Milan: Hoepli, 1876.

50 La notion d'agencement facial que nous employons ici renvoie à l'expression des émotions par les visages chez Ekman et Friesen, c'est-à-dire considérant que les groupes de muscles faciaux constituent le visage, comme « face » en plan d'expression « codant » pour une émotion donnée. Paul Ekman et Wallace Friesen, *Facial action coding system*. Palo Alto, CA : Consulting Psychologists Press, 1978.

51 Sur ce point, nous référons aux nombreux travaux en sémiotique de Patrizia Violi sur les monuments dédiés aux mémoires traumatiques. Patrizia Violi, *Paesaggi della memoria. Il trauma, lo spazio, la storia*, Milano: Bompiani, 2014.

De plus, nous remarquons que les portraits apparaissent souvent en collection, organisés en grille dans laquelle chaque photo devient une pièce d'une mosaïque plus grande (fig. 3).

À la suite de Thürlemann et Violi, nous considérons ces mosaïques comme des « hyper-images », c'est-à-dire des « regroupement[s] calculés d'images sélectionnées, tableaux, dessins, photographies et sculptures [qui] forment une nouvelle unité englobante[52] ». De ce point de vue, les mosaïques ne figurent plus seulement des individualités (telle ou telle personne identifiée), mais instaurent un sujet collectif : les *prisonniers-victimes/martyrs*. Il appert clairement que la signification de l'hyper-image n'émerge pas de la simple addition de ses composantes, mais de leurs relations. Par-delà l'effet de « masse », sacrifiant un peu l'identification des individus au profit d'une « texture » qui, d'une part, neutralise toute hiérarchie entre eux et, d'autre part, les intègre à un collectif surplombant — la totalité plastique traçant les contours d'un « ils » ou « nous » — les « hyper-images » de visages s'inscrivent dans des situations urbaines particulières. En ce sens, la quantité de visages et leur expressivité construisent, autant qu'elles transcendent, le combat pour leur récit : la cause et sa présence publique. Les visages peints transforment les coins de rue en lieux de culte où se déroulent des cérémonies, en témoignent les actes hommages qui s'y déroulent, sur les places ou dans la rue alentour, à des dates stratégiques « anniversaires », donnant parfois lieu à des formes de monumentalisation « bricolées », symboliques, plus ou moins éphémères (bougies, drapeaux, gerbes de fleurs, écriture de nouveaux graffitis ; voir fig. 3, l'exemple de Bilbao).

Finalement, nos réflexions mettent en évidence que ces images de visages, incluant celles figurées dans les fresques, s'inscrivent bel et bien dans un processus social. En effet, à l'instar de ce qu'a montré Violi, la présence de ces « images-disparitions[53] », caractéristiques

52 Felix Thürlemann, *More than one picture: an art history of the hyperimage,* Los Angeles: Getty Publications, 2019, p. 1.

53 Georges Didi-Huberman, *Images malgré tout,* Paris : Les Éditions de Minuit, 2003.

de la représentation de victimes civiles, produit un « paysage de mémoire traumatique[54] » qui tend à « transformer les mémoires privées en un combat politique et public pour la justice, la vérité et la démocratie[55] ». Pourtant, entendu le statut et l'appartenance de ces personnes, la légitimité et l'admissibilité de ce combat, de cette mémoire, sa présence et son récit sont devenus aujourd'hui problématiques dans la société basque.

Une mémoire contestée

En sémiotique, la légitimité, dans sa dimension morale, renvoie à la conformité à un système de valeur (la culture) évaluée par un destinateur-collectif (l'institution ou le peuple) à l'issue d'une performance (des actes à juger). Ainsi, les images que nous avons évoquées et la mémoire qu'elles supportent sont contestées par la population et condamnées par l'État.

En conséquence, la fresque d'Otxandio a été considérée illégale et effacée. Mais elle a d'abord été remplacée par un *graffiti* fait à la main revendiquant le droit à cette mémoire, puis, un peu plus tard, une initiative citoyenne locale a conduit à la création d'une nouvelle fresque mettant en image des fragments d'articles de presse argumentant l'assassinat de Lucia Urigoitia, et légitimant la présence du monument (fig. 4)[56]. De leur côté, les images en soutien aux prisonniers liés à des cultes ambiguës font, depuis plusieurs années, l'objet d'un monitorage par l'observatoire de la radicalisation[57].

Nous voyons ici que la stratégie mémorielle de l'ETA relève d'un ensemble de choix d'expressions symboliques pour que ses victimes soient admises dans l'espace public, en dépit des contestations. Plus particulièrement, on peut la définir, tout au moins provisoirement,

54 Violi, *op. cit.*, 2014.

55 Patrizia Violi, « Looking into Death: Trauma, Memory and Human Face », *Topoi* 41, 2022, p. 813.

56 Châtenet, *op. cit.*, 2022.

57 <https://covite.org/observatorio-de-radicalizacion-2022/> (14/10/2025).

Figure 4. Transformation de la fresque hommage à Lucia Urigoitia, entre 2007 (à gauche, par Zareteman/Wikipedia) et 2017 (à droite, par Jesús Alonso Carballés, avec sa permission)

comme une « mémoire militante » qui, pour persister, est capable de compromis : de se réinscrire ailleurs, de changer de forme, de messages, de symboles, et d'intégrer d'autres luttes pour devenir plus acceptables/légitimes.

Une bataille des mémoires ?

Ainsi, la ville devient le lieu, et le support, d'une bataille sémiotique entre les mémoires « officielles » des victimes de la violence de l'ETA et cette mémoire militante ; et il semblerait que cette dernière possède un avantage sur la première, dû précisément à sa stratégie que nous appellerons « guérilla mémorielle ».

Pour étayer ce point, et conclure notre travail, il est nécessaire de mettre en perspective cette stratégie de guérilla relative aux *mémoires militantes* avec celle des *mémoires officielles/institutionnelles*, autorisées et légitimées par le pouvoir.

En général, les *mémoires officielles* se constituent à travers un processus de validation collective par lequel les conséquences humaines d'un événement traumatique sont prises en charge par une écriture durable dans le paysage urbain. La présence quotidienne d'objets symboliques et des cérémonies régulières permettent à la mémoire

Figure 5. Monuments aux victimes de l'ETA, de gauche à droite, de haut en bas : à Vitoria-Gasteiz, à Ermua, à Vitoria-Gasteiz, à Bilbao (sources : Arovite)

d'exister et de continuer. Sur le plan de l'expression, la mémoire se stabilise dans des monuments dont les formes traduisent la légitimité. En effet, si l'on examine les monuments officiels aux victimes, on notera qu'ils adoptent généralement la forme codifiée d'une sculpture abstraite, un simple monolithe ou des œuvres poétiques (fig. 5). Les victimes n'y sont jamais représentées directement par leur portrait, mais symbolisées par le corps de pierre de l'œuvre, à fonction de sépulture ; et figurées par leur seul nom gravé sur le monument ou sur des plaques, parfois disséminées dans la ville[58]. De ce fait, les formes officielles, normalisées, durables se coupent de leur dimension sensible/émotionnelle pour s'intégrer au paysage urbain. Destinées à régler le rapport entre mémoire et oubli, elles ont tendance à se banaliser avec le temps.

De son côté, puisque la monumentalisation lui est refusée — ce que l'on a vu avec les fresques (fig. 2) — la *mémoire contestée* s'accommode des stratégies invasives de la « guérilla mémorielle ». Maintenue dans l'espace de lutte, dans le présent, elle est contrainte à persister dans le débat public pour obtenir une reconnaissance officielle par l'érection de *quasi-monuments* ou relevant d'une certaine *contre-monumentalisation*[59]. Il s'agit de monuments bricolés, instables/éphémères, comme ceux construits spontanément sur les lieux d'attentats, qui prennent la forme de configurations simples : des assemblages d'objets et des écritures faites à la main, avec des photos des victimes et des éléments symboliques (fleurs, drapeaux, bougies, etc.), investissant le lieu par opportunisme (murs, grilles, trottoirs, fenêtres, barrières, etc.) selon une logique du sensible

58 Voir dans ce volume l'article de Jesús Alonso Carballés, « La ville se souvient-elle ? Mémoire et oubli des victimes de l'ETA dans l'espace urbain du Pays basque ».

59 La notion de contre-monumentalité, dont Violi distingue deux formes, repose sur un trait commun : « une contre-narration qui s'oppose à la narration dominante soit par son point de vue focalisé sur des sujets différents - souvent marginaux dans les narrations dominantes — , soit par une opposition plus profonde de valeurs, de thèmes ou d'esthétique ». Patrizia Violi, « les monuments ont-ils encore un sens ? stratégies de contre et d'anti-monumentalisation », dans Beyaert-Geslin, Anne, Châtenet, Ludovic et Okala, Françoise (eds.), *Monuments, (dé) monumentalisation : approches sémiotiques,* Limoges : Pulim, 2019, p. 179.

parfois articulée à des récits mythiques. Prenant la forme d'autels, ils caractérisent une *mémoire vive*, en train de se faire, mais aussi, dans notre cas, transgressive/fugitive, jugée nécessaire par le peuple et susceptible de se stabiliser en monuments officiels.

Monuments officiels	« Contre-monuments »
Sculpture ou design urbain	Montages + *graffitis* Faits à la main
Abstrait : monolithe, œuvre poétique Figures génériques	Figuratif : visages, objets Symboles identitaires (drapeaux, étoiles, slogans d'un groupe)
Symboliser la (ou les) absence(s)	Éprouver la (ou les) absence(s)
Noms des disparus gravés ou sur des plaques	Portaits et noms des disparus
« Sépultures/tombes/tumuli »	« Autels »

Tableau 1. Régimes sémiotiques des monuments officiels et des contre-monuments militants.

Une étude plus complète serait ici nécessaire, mais ces quelques exemples permettent de souligner l'opposition sémiotique (tableau 1) entre, d'un côté, les sculptures monumentales qui configurent l'espace public et symbolisent les absences des disparus de manière abstraite, avec une faible identification individuelle des victimes au profit d'un collectif et de l'anonymat (« aux victimes de », « soldats tombés pour ») ou des figures génériques, renvoyant à un passé entre souvenir et oubli. De l'autre, des images précaires, identitaires, figuratives et sensibles (portraits nominatifs, images et objets du quotidien, symboles identitaires propres à un groupe) qui exploitent la monumentalité de la ville (murs, places, piliers) pour revendiquer un statut officiel. Le cas de Susana Arregi (fig. 2.) atteste du passage d'une mémoire contestée vers une mémoire « acceptée », matérialisée par la transformation, c'est-à-dire stabilisation, du portrait dessiné au pochoir remplacé par une plaque plus

conventionnelle[60]. Sur cet artefact, similaire à ceux d'usage pour les hommages mortuaires, on trouve toujours le portrait d'Arregi mais une impression photographique, beaucoup moins sombre, remplace le dessin au pochoir et s'accompagne d'un texte rédigé dans un format institutionnel. Sans toutefois se défaire de l'imagier militant, maintenu par le symbole de l'étoile et un graffiti manuel ajouté par la suite, nous voyons comment s'opère une négociation du statut de victime, par cette hybridation de forme.

Dans la tension permanente entre mémoire et oubli qui sous-tend les phénomènes humains, et la manière dont les collectifs leur donne sens au quotidien pour construire leur futur sur les faits sensibles du passé, la présence des victimes apparaît comme un enjeu social de premier ordre. La réflexion menée dans cette partie met en évidence que, contrairement aux sculptures symboliques qui figent les valeurs et banalisent la mémoire officielle dans le paysage urbain, la guérilla menée pour la mémoire des activistes semble trouver son efficacité dans la rhétorique émotionnelle des contre-monument et l'actualisation perpétuelle de ses manifestations : des écritures et inscriptions qui envahissent le paysage urbain aux cérémonies qui les accompagnent.

Conclusion

Pour conclure, dans cet article, nous avons montré comment le projet politique de l'ETA persiste et comment les stratégies sémiotiques de la communication urbaine des sympathisants au nationalisme basque indépendantiste permettent de maintenir la tension au quotidien dans la ville. Depuis ses origines, l'organisation a mis en œuvre sur les murs une politique de présence et de visibilité fondées sur la sensibilisation à ses idées et ses actions. Pour s'inscrire dans le temps, les formes sémiotiques ont évolué en cherchant à se stabiliser pour se légitimer. Pour cela, ils ont adopté une stratégie visant à

60 <https://covite.org/observatorio-de-radicalizacion/25-06-2022-onate-guipuzcoa-placa-en-homenaje-a-la-terrorista-de-susana-arregui/> (14/10/2025).

transformer les membres en victimes *martyrs* au moyen d'une politique symbolique mêlant codes identitaires et rhétorique de l'émotion, par le biais de visages, suscitant un sentiment d'appartenance et l'empathie. Cette mémoire militante, bien que contestée, développe une *guérilla mémorielle* s'appuyant sur un flot de productions sémiotiques, de contre-monuments et de cérémonies, sensibles, continuellement actualisés et difficilement contrôlables ; ils se révèlent plus performant que les monuments officiels abstraits et maintiennent actif le débat public autour du statut de victime. Finalement, la ville n'est pas le seul terrain concerné, il nous semble que la réflexion pourrait se prolonger avec les « monuments numériques » qui existent sur internet : sites web, groupes Facebook, twitter et prolongent la tactique de *guérilla mémorielle* dans le monde virtuel.

Bibliographie

Aïm, Olivier, « Chapitre 2. Michel Foucault et le "panoptisme" », dans *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, Paris : Armand Colin, p.43-62, 2020.

Badir, Sémir, Dondero, Maria Giulia et Provenzano, François (eds.), *Les Discours syncrétiques. Poésie visuelle, BD, graffitis*, Liège : PUL, 2019.

Barthes, Roland, *La chambre claire. Note sur la photographie*, Paris : Gallimard-Seuil, 1980.

Bastid, Paul, « Légitimité ». *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 7 juillet 2025.

Bertillon, Alphonse, *La photographie judiciaire*, Paris : N.C., 1890.

Beyaert-Geslin, Anne, *Sémiotique du portrait. De Dibutade au selfie*, Louvain : De Boeck Supérieur, 2017.

— (ed.), *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : Presses de la MSHA, 2022.

— (ed.), *L'urbanité de l'art. Questions sémiotiques*, Limoges : Pulim, 2023.

Casquete, Jesús, « Recordar para ser: martirologio y conmemoración en el nacionalismo vasco radical », Universidad Complutense de Madrid, Seminario de Historia Contemporánea, 2004. <https://www.ucm.es/data/cont/docs/297-2013-07-29-4-04.pdf>.
—, « Religiones políticas y héroes patrios », dans revista de sociología, 84, 129-138, 2007.

Chaffee, Lyman G., *Political Protest and Street Art. Popular Tools for Democratization in Hispanic Countries*, Westport: Greenwood Press, 1993.

Châtenet, Ludovic, « Paretak hizketan. Écritures des conflits socio-culturels dans l'espace urbain », dans Beyaert-Geslin, Anne (ed.) *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : Presses de la MSHA, 2022.

Châtenet, Ludovic et Manes-Gallo, Maria Caterina, « 'À samedi prochain ♥'. Écritures urbaines en contemporain », dans Dascalakis-Labreze, Maria Gabriela et Forthoffer, Camille (dirs.), *Contemporanéité et hybridations des pratiques de la recherche*, Pessac : PUB, collection PrimaLun@, 2025.

Cottereau, Alain, et Ladrière, Paul (eds.) *Pouvoir et légitimité*, Paris : Éditions de l'EHESS, 1992.

Crettiez, Xavier et Piazza, Pierre, *Murs rebelles*, Paris : Karthala, 2014.

Dentico, Michele, « Dans la ville marquée. Énonciations piétonnes et graffitis dans le quartier de San Lorenzo à Rome », dans Beyaert-Geslin, Anne, *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : MSHA, 2022.

Didi-Huberman, Georges, *Images malgré tout,* Paris : Les Éditions de Minuit, 2003.

Ekman, Paul et Friesen, Wallace, *Facial action coding system*. Palo Alto, CA: Consulting Psychologists Press, 1978.

Floch, Jean-Marie, *Identités visuelles*, Paris : PUF, 1995.

Fontanille, Jacques, « Affichages : de la sémiotique des objets à la sémiotique des situations », dans *Actes Sémiotiques*, 2004.
—, *Formes de vie*, Liège : PUL, 2015.

Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Paris : Gallimard, 1975.

Genin, Christophe, « État d'urgence », dans Beyaert-Geslin, Anne, *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : MSHA, 2022.

Girard, René, *Le Sacrifice*, Paris : Bibliothèque nationale de France, 2003.
—, *Les origines de la culture*, Bruges : Desclée de Brouwer, 2004.

Greimas, Algirdas J., « Sémiotique figurative et sémiotique plastique », *Actes sémiotiques*, n° 60, 1984.
—, *De l'imperfection*, Périgueux : Fanlac, 1987.

Habermas, Jürgen, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot, 1962, trad. fr. 1978a.
—, *Raison et légitimité : problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris : Payot, 1973 trad.fr. 1978b.

Joseph, Isaac, *Prendre place. Espace public et culture dramatique*, Paris : Éditions recherches, 1995.

Landemans, Alexandre et Provenzano, François, « Textures urbaines et énonciations pandémiques : vues liégeoises », dans Beyaert-Geslin, Anne (ed.) *Sémiotique et écritures urbaines*, Pessac : Presses de la MSHA, 2022.

Le Breton, David, *Des visages. Essai d'anthropologie*, Paris, Marie-Anne Métailié, 1992.

Levinas, Emmanuel, *Éthique et Infini*, Paris : Fayard, 1982.

Lombroso, Cesare, *L'uomo delinquente*, Milan: Hoepli, 1876.

Lorusso, Ana Maria, *Cultural semiotics. For a cultural perspective in semiotics*, New York : Pallgrave MacMillan, 2015.

Maingueneau, Dominique, « Retour critique sur l'éthos », dans *Langage et société*, nº 149, p. 31-48, 2014.

Rolston, Bill et Alvarez Berasategi, Amaia, « Taking Murals Seriously: Basque Murals and Mobilisation », dans *International Journal of Politics, Culture and Society*, 2015.

Saint-Germain, Christian « Pouvoir de la singularité : le pathos du visage dans le texte d'Emmanuel Lévinas ». *Laval théologique et philosophique* 49, nº 1, 1993, pp. 27-35.

Sei, Julia, « Le martyre comme processus social », dans *Observatoire géopolitique du religieux*, Paris : IRIS, 2015.

Simmel, Georg, *La signification esthétique du visage, La tragédie de la culture,* Paris : Rivages, 1988.

Thiburce, Julien, « Documentation et (re) médiation d'inscriptions urbaines en images à 360° », dans Châtenet, Ludovic (ed.), *Voir, lire, parcourir : itinéraires sémiotiques dans la ville graffée*, Limoges : Pulim, 2025.

Thürlemann, Felix, *More than one picture: an art history of the hyperimage,* Los Angeles: Getty Publications, 2019.

Traïni, Christophe et Siméant-Germanos, Johanna, « Introduction. Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », dans Traïni, Christophe (éd.), *Émotions… Mobilisation,* Paris : Presses de Sciences Po, 2009.

Violi, Patrizia, *Paesaggi della memoria. Il trauma, lo spazio, la storia*, Milano: Bompiani, 2014.

—, « Les monuments ont-ils encore un sens ? stratégies de contre et d'anti-monumentalisation », dans Beyaert-Geslin, Anne, Châtenet, Ludovic et Okala, Françoise (eds.), *Monuments, (dé) monumentalisation : approches sémiotiques,* Limoges : Pulim, 2019.
—, « Looking into Death: Trauma, Memory and Human Face », *Topoi* 41, 809-819, 2022.

À découvert, livrés aux intempéries*

* NDT : Ce texte constitue la traduction du commentaire de José Ibarrola sur sa série de peintures *Memorias y paraguas (Mémoires et parapluies)*. L'œuvre la plus emblématique de cet ensemble, *Memorias* – que nous avons retenue pour la couverture de cette monographie –, est exposée à l'entrée du Centre Mémorial des victimes du terrorisme à Vitoria-Gasteiz. Le texte original en espagnol, intitulé "A la intemperie" est consultable à l'adresse suivante : <https://joseibarrola.com/memoria-y-paraguas/>.
Le texte a été traduit par David Crémaux-Bouche.

Depuis quelque temps, je n'arrive plus à voir les parapluies comme de simples parapluies. Je crois qu'il y a quelque chose de profondément mystérieux et d'incompréhensible dans la perception que nous avons des objets.

La coexistence illogique des choses : voilà un paradoxe. Par exemple, un parapluie est, en soi, un curieux paradoxe ; car, alors même que nous nous croyons à couvert, il ne nous protège que de la pluie et, pourtant, nous finissons toujours mouillés. Le parapluie que nous implorons dès que la pluie commence ne nous sert plus à rien quand l'orage éclate. Il ne fait que nous donner l'illusion d'être couverts – tout en nous laissant à découvert, livrés aux intempéries.

Je crois ne peindre que des images qui racontent mon patrimoine sentimental, ce lieu intime qui guette les souvenirs pour les soustraire à l'abandon où les relègue l'oubli.

Je peins aussi pour cicatriser des blessures que je ne veux pas oublier.

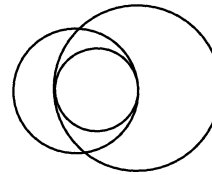
Parfois une image nous capture comme une toile d'araignée. Sa présence, imperceptible, nous accompagne dans le labyrinthe de nos souvenirs. Et, un jour, sans crier gare, elle réclame le premier rôle. C'est un curieux mécanisme qui m'étonne toujours.

On dirait que les souvenirs ont besoin d'une lente macération avant d'acquérir leur autonomie propre, et ce n'est qu'alors, une fois qu'ils ont été suffisamment digérés par le temps, qu'ils peuvent exercer leur fonction propre dans notre mémoire.

Un fait : l'image réelle d'un ami réel. C'est l'image d'un homme et de son parapluie restés ensemble, orphelins, au bord d'une flaque rouge et épaisse. Le parapluie, ouvert à même le sol et se balançant à la merci d'un vent implacable, présage l'absence définitive de celui qui gît à ses côtés. Son visage rond nous fixe et, de son seul doigt, il désigne quiconque ose le regarder. Et l'on dirait que les gouttes glissent sur sa toile comme des larmes.

Et moi, un jour, plus tard, je peins un parapluie ouvert pour parler de cette absence. Je découvre que c'est une métaphore et un hommage.

José Ibarrola



info@editionsorbistertius.com
www.editionsorbistertius.com